

Louvain School of Management

**Quels sont les obstacles réels
auxquels les entreprises font face
dans le but d'intégrer l'économie
circulaire dans leurs modes de
fonctionnement ?**

Auteur : Seher Konalieva
Promoteur : Yves de Rongé
Année académique 2020-2021
Travail de fin d'études (TFE) en vue d'obtenir le titre de Master 120 en
science de gestion

Résumé :

L'objectif de ce mémoire est de présenter l'économie circulaire comme une alternative au modèle économique actuel et de voir si la théorie résume bien la réalité vécue dans les entreprises. Dans la première partie, nous présentons l'économie linéaire brièvement, ensuite nous expliquons les limites, obstacles de l'économie circulaire. Dans la deuxième partie, nous analysons deux entreprises, un secteur et à travers des interviews nous analysons le gap entre la théorie et la pratique.

UNIVERSITÉ CATHOLIQUE DE LOUVAIN
Louvain School of Management

Place des Doyens, 1 bte L2.01.01, 1348 Louvain-la-Neuve
Boulevard Emile Devreux 6, 6000 Charleroi, Belgique
Chaussée de Binche 151, 7000 Mons, Belgique

www.uclouvain.be/lsm

Remerciements

Je tiens à remercier mon promoteur, Monsieur Yves de Rongé, pour ses conseils malgré la situation particulière des dernières semaines . Je le remercie de m'avoir donné une chance de pouvoir présenter ce mémoire pour cette session de septembre.

Je tiens à remercier particulièrement Florence Mommaert et Kim Thi Vo de leurs aides, conseils et soutiens pour ces dernières semaines. Je remercie également madame Anne-Catherine Rosseel pour son aide précieuse.

Finalement, je souhaite adresser mes remerciements les plus sincères à mes parents pour le temps qu'ils m'ont accordé et pour leur soutien durant toutes mes années universitaires.

Table des matières

<i>PARTIE 1 : Revue de la littérature</i>	1
<i>Introduction</i>	1
<i>Structure du mémoire</i>	3
<i>Chapitre 1 : Contexte économique actuel</i>	4
1.1 Les principales limites du modèle linéaire	5
<i>Chapitre 2 : L'économie circulaire</i>	10
2.1 Développement durable	10
2.2 Définition	11
2.3 Historique	13
2.4 Le concept d'après le schéma de l'ADEME	15
2.4.1 Écoconception	15
2.4.2 Écologie industrielle	16
2.4.3 Économie de la fonctionnalité	16
2.4.4 Réemploi	17
2.4.5 Réparation	18
2.4.6 Réutilisation	18
2.4.7 Recyclage	19
2.4.8 Création de valeurs	20
2.5 Avantages de l'EC	20
2.5.1 Avantages pour les entreprises.....	21
2.5.2 Avantages pour l'économie	22
2.5.3 Avantages pour l'environnement	23
2.5.4 Avantages pour les personnes	23
2.6 Les enjeux de l'économie circulaire	25
2.6.1 Économiques.....	25
2.6.2 Sociaux	26
2.6.3 Environnementaux.....	26
2.6.4 Réglementaires	26
2.6.5 Cognitifs	27
2.6.6 Acteurs.....	27
2.7 Obstacles théoriques pour l'EC	28
2.7.1 Obstacles financiers	28
2.7.2 Obstacles législatifs.....	30
2.7.3 Obstacles géographiques	31
2.8 Autres obstacles posés par l'EC	34
2.8.1 Relation entre les acteurs de la chaîne de valeur d'une organisation	34
2.8.2 Analyser la chaîne de valeur	35
2.8.3 Accounting openness	35
2.8.4 Une relation intersectorielle	37
2.8.5 Mesurer l'utilisation et le traitement du produit en fin de vie	37

2.9 Les limites de l'économie circulaire.....	38
2.9.1 Limite conceptuelle.....	38
2.9.2 Limite liée à la mise en application.....	39
3. Question de recherche	41
PARTIE 2 : Partie empirique	42
Méthodologie	42
Chapitre 1 : L'Oréal Paris.....	44
1.1 Introduction	44
1.2 Histoire	44
1.3 Engagements et responsabilités.....	45
1.3.1 Engagement pour la planète.....	45
1.3.1.1 Lutter contre le changement climatique.....	46
1.3.1.2 Gérer l'eau de façon responsable	47
1.3.1.3 Respecter la biodiversité	48
1.3.1.4 Préserver les ressources naturelles	49
1.3.2 Engagement pour toutes et tous	50
1.3.3 Engagement envers ses produits	50
1.4 Économie circulaire et secteur de la cosmétique	50
1.4.1 L'écoconception des produits	51
1.4.1.1 L'écoconception des formules	51
1.4.1.2 L'Écoconception des emballages.....	54
1.4.2 Fabriquer durablement	56
1.4.2.1 Optimiser le processus industriel et traitement des effluents	56
1.4.2.2 Gestion des déchets de production (prévenir, valoriser et recycler)	57
1.4.3 Promouvoir une consommation responsable.....	58
1.4.3.1 Accompagner les consommateurs	59
1.4.3.2 Inciter à fermer la boucle.....	60
1.5 Le travail de Eva Hansens et Nathanzio Mova Mika.....	60
1.6 Conclusion.....	62
Chapitre 2 : Coca Cola Europacific Partners	63
2.1 Introduction	63
2.2 Présentation de l'entreprise	63
2.3 Engagements et Objectifs	66
2.4 Le travail de Svetlana Vylkova.....	67
2.5 Interview avec Arnaud Rolland	69
Chapitre 3 : L'EC dans le secteur de la construction et les PME	70
3.1 Investissements et innovation.....	72
Chapitre 4 : Analyse qualitative des lauréats du concours Be Circular 73	

4.1 La conception générale de l'économie circulaire	73
4.2 Quels sont les enjeux évoqués par les intervenants ?.....	75
4.3 Quels sont les principaux obstacles évoqués.....	78
4.4 La crise sanitaire et le confinement.....	82
<i>Conclusion générale</i>	84
<i>Recommandation</i>	86
Bibliographie	88
<i>Annexe d'images:</i>	94
<i>Guide d'entretien</i>	98
<i>Présentation des personnes interviewés</i>	100
<i>Annexe d'interview</i>	102
Interview avec Nathanzio Mika : L'Oréal	102
Interview avec Eva Hansens : L'Oréal.....	103
Interview avec Arnaud Rolland : Directeur Ass. RSE Coca-Cola Europacific Partners. .	106
Interview avec Damien LOGGHE : L'ouvrier	112
Interview avec Pascal Durdu	123
Interview avec Anton Maertens :BC Materials	126
Interview avec Bernard Goffinet : Derichebourg.....	130
Interview avec Timothy Doig : Regglo.....	133
Interview avec Ingrid Nollet : Shayp	142
Interview avec Frédéric JAMAR : Jamar	150
Interview avec Benedetto Calcagno : Inclusio	158
Interview avec Samuel Gigot : Entrakt	166
Interview avec Anas Ksabi : Conscient	177
Interview avec Charles-Antoine Kervyn - Batigroup	183
Interview avec Marie Verkaeren : Cyclo	189
Interview avec Matthieu Hachez : Vert d'Iris	194
Interview avec Emmanuel van der Plancke : Mon cafetier	198
Interview avec Frédéric Hebbelynck : Konsign.....	204
Interview avec Boniface Nteziyaremye : Wesmart	208
Interview avec Muriel Sacré : Besix group.....	214
Interview avec Olivier Potvin : Superzero	224

**“The only way forward, if we are going to
improve the quality of the environment, is to get
everybody involved.”**

Richard Rogers

PARTIE 1 : Revue de la littérature

Introduction

Nous sommes au deuxième semestre de 2021, au milieu d'une crise sanitaire dont la fin est encore incertaine.

Dans le courant du mois de juillet 2021, les violentes intempéries qui se sont abattues sur la Belgique ainsi que sur une partie de l'Europe et ont remis au premier plan le débat lié au dérèglement climatique.¹ Est-ce que ces inondations annonce-t-elle les prémices du réchauffement climatique ? A l'heure actuelle, il est encore relativement difficile d'établir une corrélation entre les changements climatiques et les épisodes de crues qui se sont abattues sur les provinces de Liège et de Namur majoritairement.

Le réchauffement global de la planète est un fait incontesté et avéré aujourd'hui. En Belgique, une étude de l'UCL a d'ailleurs démontré que « *les températures moyennes augmenteraient, suivant les scénarios, entre 2.4 et 6.6°C en été d'ici 2080 par rapport à celles de la fin du 20^{ème} siècle. La hausse en hiver serait moins importante, comprise entre 1.7 et 4.9°C.*

*En ce qui concerne les précipitations, leur variabilité risque d'augmenter fortement. Les différents scénarios montrent ainsi une augmentation des précipitations totales en hiver (entre + 6 et +23%). Même si l'évolution récente montre le contraire, ces scénarios prévoient une diminution potentiellement forte des précipitations en été (entre 0 et -50%). »*²

¹<https://www.lalibre.be/planete/environnement/2021/07/17/inondations-nous-vivons-les-premices-du-rechauffement-climatique-NCGDHZIAGZDFPJZF7TQXVBEM5Y/>

² <https://www.aquawal.be/fr/le-changement-climatique-impacts-actuels-et-attendus-sur-le-cycle-de-l-eau-en-belgique.html?IDC=604>

Afin de lutter contre le réchauffement climatique, la législation européenne s'est fixée des objectifs ambitieux en matière de gestion de déchets. L'objectif principal réside dans le fait de conscientiser les consommateurs à réduire drastiquement leurs quantités de détrit. En Europe, la consommation de déchets est encore relativement élevée car les citoyens produisent environ 481kg d'ordures par an.

De plus, avec l'augmentation de la population mondiale, la consommation et le gaspillage augmentent et entraînent une raréfaction des ressources, ce qui nous pousse à remettre en question notre économie actuelle. Ce phénomène de raréfaction des ressources touchent non seulement le monde de l'industrie mais également les pouvoirs publics et privés.

Au niveau de la Belgique, la crise sanitaire force le pays à travailler ensemble avec les régions et donc éviter tout type de chamailleries dans le but de soumettre un plan de relance à la Commission européenne. Ce plan doit également prendre en compte le Green Deal, dont l'objectif est d'atteindre la neutralité carbone d'ici 30 ans. Sans oublier que ce plan doit être fiable et réalisable à long terme. Cependant, pour sortir de cette crise, il serait facile de penser que la première étape est de sortir sa tête de l'eau, de sauver l'économie à tout prix et ensuite se pencher sur les objectifs climatiques. Cependant, une fois que nous entrons dans la routine, il est difficile de s'en débarrasser et de reconsidérer un autre modèle économique. Par les mots de Winston Churchill: "Never let a good crisis go to waste". De toute évidence, nous devons utiliser la crise pour changer. Changements dans les modèles économiques et sociaux.³

Notre système économique actuel, dit linéaire, commence à s'essouffler et il est grand temps de passer à un autre mode de vie. Chaque année la date du jour du dépassement mondial (Overshoot day) a diminué. Cette date est calculée en comparant la consommation annuelle en ressources naturelles de l'humanité (empreinte écologique) à la capacité de régénération de la Terre.

³ <https://dossiers.lalibre.be/la-relance-economique-face-au-defi-climatique/>

Par exemple, si tous les habitants de la planète suivaient le même mode de vie que celui des européens, l'humanité aurait déjà utilisé, à la date du 10 mai, autant que l'écosystème de la planète peut renouveler sur toute l'année. Cela veut dire qu'il faudrait 2,8 planètes pour répondre à la demande de ressources naturelles qu'exige ce mode de vie. Mondialement, cette date était le 29 juillet en 2019, 22 août pour 2020 et 29 juillet pour 2021, donc on aurait rien gagné par rapport à 2019. En 2050, trois planètes seraient consommées chaque année du fait de l'augmentation de la population et de la hausse du niveau de vie des populations en voie de développement⁴.

Les problématiques environnementales touchent non seulement les humains, mais impactent aussi les entreprises. Ceux-ci représentent un des piliers principaux du système économique actuel d'où dépendent de nombreux autres facteurs : emploi, création de valeur et innovation. Les conséquences négatives pour les entreprises sont nombreuses dû aux défis environnementaux : hausse des prix de la matière premières, raréfaction des ressources naturelles, etc. C'est donc le système tout entier qui en est impacté.

Le but principal d'une entreprise est d'être lucrative, mais certaines entreprises craignent que l'implantation de cette économie fasse chuter leurs chiffres d'affaires. Afin de pouvoir répondre aux besoins actuels et futurs des entreprises mais également de la société, l'économie circulaire se présente comme une alternative mais comme pour chaque transitions les entreprises sont confrontées à une série d'obstacles.

Structure du mémoire

Ce mémoire est composé de deux parties dont une partie théorique qui comporte une revue de la littérature débouchant sur la question de recherche et une partie analyse.

La première partie est divisée en deux chapitres destinés à la compréhension des divers concepts liés à l'économie circulaire et l'agencement de cette partie est la suivante :

⁴ <https://www.wwf.eu/?uNewsID=346835>

Le premier chapitre se penche brièvement sur notre économie actuelle ; le modèle linéaire. Il met en lumière les raisons pour lesquelles ce dernier n'est plus viable à long terme et les effets négatifs qu'il engendre. À travers ce chapitre, il serait nécessaire d'aborder les limites afin de démontrer que la situation mondiale risque de s'empirer et qu'il sera bientôt plus possible de continuer à produire et de consommer de cette façon.

Le deuxième chapitre définit l'économie circulaire qui est une des solutions potentielles à notre économie actuelle. Celui-ci commence par une analyse des origines et du développement du modèle et continue avec les enjeux auxquels ce dernier peut faire ou ne peut pas faire face. Et enfin, ce chapitre se termine par un passage en revue des obstacles et des limites de ce dernier.

Chapitre 1 : Contexte économique actuel

Notre économie, de type linéaire, a pris naissance à l'époque de la révolution industrielle, qui conduit les entreprises vers la réussite depuis 150 ans. En effet, de grandes avancées techniques et technologiques ont permis d'augmenter la quantité, la variété et la vitesse de production, la consommation et la croissance économique (Andrews, 2015). L'économie linéaire est un modèle de consommation simple qui repose sur une utilisation sans limite, sans tenir compte des capacités naturelles de la terre qui ne peuvent se renouveler à l'infini.

Notre économie est une représentation simplifiée de l'économie industrielle ; ce modèle nous prouve que les entreprises sont capables d'extraire des matières premières afin de fabriquer des pièces, pour arriver en fin de chaîne à des produits. Une fois sur le marché, ces produits seront achetés, utilisés et finalement jetés en fin de vie la plupart du temps, pour ensuite être remplacés (Lacy, Keeble, & McNamara, 2014 ; Le Moigne, 2014).

Rémy Le Moigne, dans son ouvrage intitulé *l'Économie circulaire*, résume l'économie linéaire comme suit : « Notre économie est ainsi basée sur le modèle linéaire qui se résume à "extraire- fabriquer- consommer- jeter", qui consomme des ressources naturelles et de l'énergie pour fabriquer des produits qui deviendront, en fin de compte,

des déchets ». Ce système n'est à présent plus viable et, sans changement notable de notre part, nous risquons d'aboutir à une situation de non-retour

1.1 Les principales limites du modèle linéaire

Le modèle linéaire fonctionne comme un système où productivité et croissance vont de pair. Dans un tel modèle, la réutilisation des ressources ne constitue pas une priorité dans la productivité. En effet, auparavant il était plus facile et avantageux pour une entreprise de se procurer directement de nouvelles matières premières sans envisager un recyclage de celles-ci. Mais actuellement, est-ce encore le cas ? Nous allons rapidement passer en revue les limites d'un tel modèle.

Le déséquilibre entre production et ressources disponibles :

Les entreprises ont pour objectif d'augmenter leurs ventes chaque année et donc d'accroître leur croissance ; une mise à disposition de quantités toujours plus importantes de ressources est nécessaire pour maintenir cette croissance. Cependant, ce besoin devient progressivement supérieur à ce que la nature peut générer annuellement, ce qui aboutit à un épuisement conséquent des ressources. Ce phénomène est encore amplifié par l'avancée des progrès technologiques qui, par une augmentation importante de la productivité humaine, provoquent une surconsommation des ressources naturelles. Par ailleurs, chaque année, la proportion de la classe moyenne augmente dans le monde, principalement dans des pays comme la Chine et l'Inde, qui sont de grandes puissances émergentes. Un accroissement de la classe moyenne signifie que davantage de personnes ont davantage de moyens à leur disposition, et amène une augmentation du bien-être matériel. Les demandes de biens tels que voitures, etc. sont en hausse ; ceci implique une exacerbation de la demande en matières premières, qui dégrade encore davantage les ressources disponibles.

Le prix des matières premières :

La raréfaction des ressources rend l'accessibilité aux matières premières plus difficile et entraîne forcément une augmentation des prix de celles-ci.

Les réserves de certains éléments rares et essentiels comme l'Indium et le Strontium sont quasiment réduites à zéro. D'autres pénuries pourraient également faire surface concernant des éléments beaucoup plus communs tels que le cuivre, le zinc ou le plomb. Par ailleurs, le prix du coût d'extraction de certains produits comme le pétrole se répercute sur le coût de production des entreprises et ébranle ainsi toute l'entreprise à travers une diminution du bénéfice. Les pays importateurs sont hautement dépendants et peuvent s'exposer à des risques d'approvisionnement importants si une montée des tensions géopolitiques est d'actualité.

Enfin, on remarquera aussi que les conditions météorologiques s'aggravent de plus en plus et viennent détruire les ressources naturelles, réduisant ainsi les récoltes de matières premières, ce qui entraîne une raréfaction de celles-ci et donc une augmentation des prix⁵.

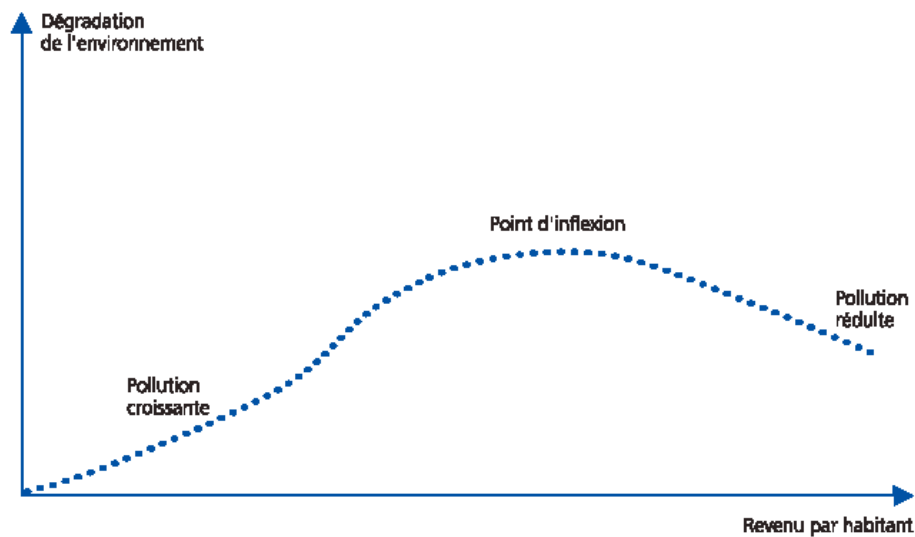
Le mythe de la courbe environnementale de Kuznets et du découplage :

En 1955, Simon Kuznets avait avancé l'hypothèse d'un lien entre la diminution de la disparité des revenus et le niveau du PIB/habitant, créant ainsi la célèbre courbe de Kuznets.

En 1995, Grossman et Krueger appliquent ce modèle à l'environnement, en émettant l'hypothèse que la croissance entraînerait à long terme une amélioration de la qualité de l'environnement. Il s'agit de la « courbe environnementale de Kuznets ». Celle-ci repose sur l'idée que l'environnement est un « bien supérieur », c'est-à-dire un bien pour lequel la demande augmente quand le revenu croît. Dans les premiers stades de développement, la croissance serait néfaste pour l'environnement ; ensuite, au-dessus d'un certain seuil de revenu par habitant, la croissance entraînerait une amélioration de la qualité de l'environnement. Ce phénomène s'expliquerait par deux raisons : d'une part, lorsque le PIB d'un pays augmente, on observe que la population valorise davantage l'environnement. Par ailleurs, l'augmentation du PIB donnerait aux entreprises la possibilité d'investir dans des technologies moins polluantes.

⁵ <https://www.economiecirculaire.org/static/h/les-enjeux-de-ressources--sobriete.html>

Figure 1 : Courbe environnemental de Kuznets



Mais, en 2016, le rapport du Programme des Nations unies pour l'Environnement a invalidé cette théorie. La performance industrielle au niveau des matières premières n'a pas progressé depuis 1990. L'économie actuelle nécessite plus de matières premières par unité de PIB qu'il y a 20 ans. En bref, depuis les années 2000, le découplage progressif tant espéré entre le développement du PIB et l'utilisation des ressources a été largement inversé dans la mauvaise direction.⁶

Laurent Eloi définit le découplage de la manière suivante :

« Le découplage désigne au sens large le fait de "briser le lien entre les maux environnementaux et les biens économiques". Il y a découplage lorsque le taux de croissance d'une pression sur l'environnement (par exemple les émissions de CO₂) devient inférieur à celui de sa force motrice (par ex. la croissance du PIB). On parle de découplage absolu si la pression sur l'environnement (par ex. le volume des émissions de CO₂) demeure stable ou décroît tandis que la variable mesurant la force motrice augmente (par exemple le PIB réel en volume). Il y a découplage relatif lorsque la pression sur l'environnement augmente mais

⁶ <http://www.fondation-2019.fr/lexique/courbe-environnementale-de-kuznets/>

à un taux de croissance moindre que celui de la force motrice (taux de croissance du PIB > taux de croissance des émissions) »⁷

Une estimation du découplage PIB/ressources, basée sur la consommation domestique de matière, montrerait que plusieurs pays auraient atteint un découplage relatif. Certaines nations européennes seraient même parvenues à réaliser un découplage absolu. Une estimation du découplage PIB/émissions de gaz à effet de serre indiquerait seulement un découplage relatif pour les pays développés.

Faut-il dès lors se réjouir ? Non, car ces valeurs ne reflètent pas l'empreinte réelle des pays développés au niveau mondial. Ceux-ci ont simplement délocalisé leurs productions et par là même leurs émissions de gaz à effet de serre et l'utilisation des ressources et énergies nécessaires. Le soi-disant découplage au sein de l'Union européenne provient d'un transfert de la pollution vers les pays en voie de développement. L'UE est l'un des plus grands émetteurs de gaz à effet de serre au monde : si un découplage absolu croissance-carbone semble avoir été réalisé en termes de production au cours de ces dernières années, cette performance disparaît dès que l'on prend en compte les émissions de carbone exportées.

Par ailleurs, s'il y a eu un découplage relatif entre 1990 et 2008 pour tous les pays de l'OCDE, on a observé une explosion consécutive de la pollution au sein des pays émergents à mesure que leurs économies se développaient.

En conclusion, l'on peut affirmer que les implications environnementales du système linéaire sont importantes ; le problème essentiel du modèle linéaire est qu'il nécessite des ressources importantes, tant en matières premières qu'en énergie.

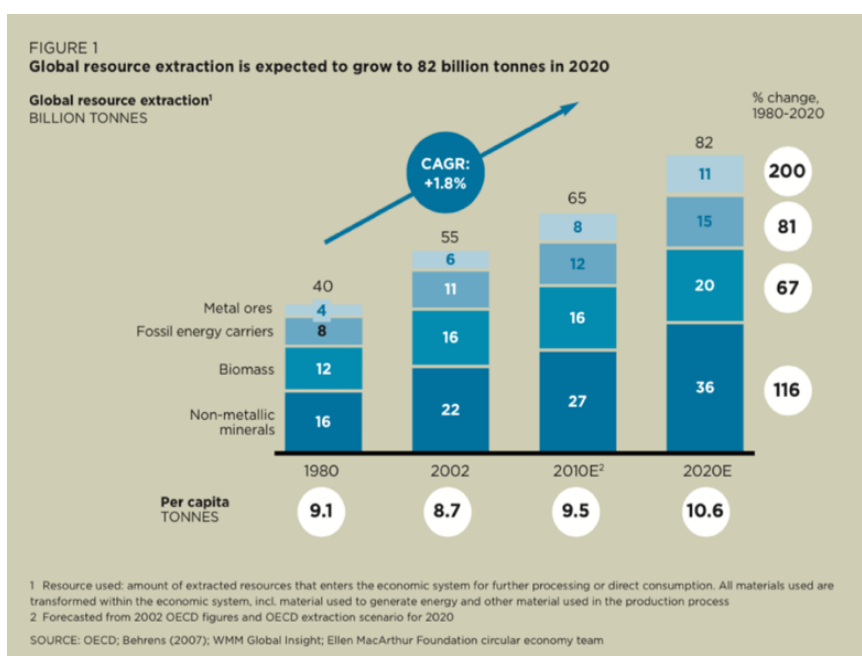
Seule une partie limitée des matières premières est recyclée ou réutilisée, ce qui se traduit par une quantité massive de déchets à traiter et un accroissement évident de la pollution. Malgré cela, les industriels ne sont pas encouragés à consommer efficacement les

⁷ Laurent, Éloi. « Faut-il décourager le découplage ? », *Revue de l'OFCE*, vol. 120, no. 1, 2012, pp. 235-257.

matières premières. En effet, près de 1 100 milliards de dollars sont utilisés chaque année pour financer la production et la consommation des ressources.

En outre, cette consommation ne devrait pas augmenter. Or, en 2007, le volume global de matières premières produites est passé à environ 60 milliards de tonnes, soit une augmentation de 65 % par rapport à la production de 1980. Cette tendance ne semble pas près de s'inverser selon les indications contenues dans le graphique ci-dessous.

Figure 2: Évolution de l'extraction globale des ressources en milliard de tonnes (Ellen McArthur Foundation, 2012).



Tout comme pour les ressources naturelles, les entreprises ne sont pas incitées à diminuer leur consommation d'énergie. On observe que les combustibles fossiles sont populaires dans de nombreux pays car ils sont subventionnés par le gouvernement, ce qui réduit le prix payé par la population et contribue à la surexploitation et à l'épuisement des ressources.

Le rapport du club de Rome, *Halte à la croissance*, paru en 1972, a pour la première fois mis en cause l'économie linéaire au niveau international, en démontrant les conséquences dramatiques que peut produire une croissance économique exponentielle dans un monde

aux ressources limitées. L'acceptation de la notion de développement durable, introduite dans le Rapport Brundtland en 1987, montre également l'attention grandissante envers ces problématiques. Mais nos économies persistent à consommer davantage de ressources en dépit du développement d'une prise de conscience et de l'entrée en vigueur des lois politiques d'économie d'énergie ou de matière.⁸

En investissant massivement dans l'économie verte, l'Union européenne pourrait devenir le continent du découplage économique. Elle serait alors en mesure de transmettre non plus les polluants que le faux découplage actuel dissimule au sein des pays développés, mais bien la technologie d'un vrai découplage, réellement valable à l'échelle mondiale.

Chapitre 2 : L'économie circulaire.

Le concept linéaire est basé sur de grandes quantités de ressources et d'énergie facilement accessibles, et celui-ci est de plus en plus éloigné de la réalité à laquelle les entreprises sont confrontées. Par conséquent, les entreprises ont commencé à s'intéresser à un paradigme moderne, axé sur la réutilisation et le recyclage.

En effet, l'économie circulaire est issue d'une réflexion basée sur le développement durable et la responsabilité sociétale, et est influencée par le fonctionnement cyclique des écosystèmes naturels. Ici il est important d'aborder plus en profondeur la notion de développement durable.

2.1 Développement durable

L'Assemblée générale des Nations unies a créé la Commission mondiale de l'environnement et du développement (CMED) en 1983, présidée par Gro Harlem Brundtland (Vivien, 2003). De ce CMED découle un rapport intitulé le rapport de Brundtland qui va devenir le concept du développement durable : « *développement qui répond aux besoins des générations actuelles sans compromettre la capacité des générations futures à répondre à leurs propres besoins* » (rapport de Brundtland, 1987, p.40). Vivien souligne que le sens du temps fait douter les êtres humains de leur développement. Il est

⁸ <http://documents.irevues.inist.fr/handle/2042/30353>.

de plus en plus reconnu que le développement humain détruit l'environnement et que la destruction de l'environnement entrave la liberté des êtres humains.

Le développement durable est un terme utilisé pour résoudre ce défi mondial. Un double objectif de développement économique est énoncé dans le rapport de Brundtland. Une nouvelle ère moderne de prospérité mondiale doit être développée et encouragée, et son contenu doit être actualisé aux défis du jour. Selon la CMED, il faut parvenir à « plus avec moins » en encourageant des pratiques et des stratégies plus durables sur le plan environnemental, c'est-à-dire qui nécessitent moins de matières premières et de ressources.

Chaque nation doit avoir son propre rêve de croissance, car les structures sociales, économiques et écologiques diffèrent d'un pays à l'autre, ce qui laisse peu de place à un modèle parfait (Vivien, 2003). Cependant, la CMED conseille aux pays développés de réguler leurs populations et leurs modes de vie. Sur la base de ce rapport Brundtland, un certain nombre d'études et d'ateliers ont vu le jour au fil des ans, suscitant des débats entre les ONG, les scientifiques et les autorités publiques. Comme l'ont démontré Gendron et Revérêt (2000), le développement durable est un terme complexe et maniable.

2.2 Définition

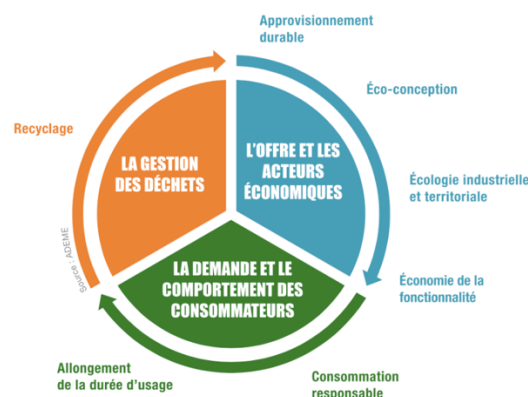
Tout d'abord, comme dit plus haut, il y a une corrélation entre la responsabilité sociétale des entreprises et le développement durable, puisque ce terme se développe dans le temps et dépend de l'endroit où il se développe. De plus, les fondements de l'économie circulaire ne seraient pas les mêmes en Belgique que dans un autre pays de L'Europe, voire du monde. Bien que les multiples définitions convergent vers la même idée, il n'est pas facile de définir le concept avec précision et clarté. L'idée de l'économie circulaire englobe différents concepts et définitions parce qu'elle a été constituée par différentes philosophies et courants de pensée, mais aussi parce qu'elle cherche à couvrir toutes les facettes de l'EC : technologie, comportement des consommateurs, droit, environnement, éducation et économie.

Après lecture de plusieurs définitions citées dans l'ouvrage *Économie circulaire Système économique et finitude des ressources* de Vincent Aurez et Laurent Georgeault, la définition la plus complète est celle de l'ADEME.

« Selon l'ADEME, l'économie circulaire peut se définir comme un système économique d'échange et de production qui, à tous les stades du cycle de vie des produits (biens et services), vise à augmenter l'efficacité de l'utilisation des ressources et à diminuer l'impact sur l'environnement tout en développant le bien-être des individus. L'économie circulaire doit viser globalement à diminuer drastiquement le gaspillage des ressources afin de découpler la consommation des ressources de la croissance du PIB tout en assurant la réduction des impacts environnementaux et l'augmentation du bien-être. Il s'agit de faire plus et mieux avec moins. »

Cette définition concerne avant tout le monde industriel. Toutefois elle n'oublie pas de mentionner les enjeux du développement durable qui concerne l'environnement ainsi que le bien-être des humains.

Figure 3 : Schéma de l'Ademe



Pour mieux définir les différentes composantes de l'économie circulaire, l'ADEME a tenté de réaliser un schéma qui représente trois domaines d'action, déclinés en sept piliers couvrant le cycle de vie d'un produit (expliqué plus bas).

Mais cette définition est considérée comme un peu trop simple pour les scientifiques, en particulier ceux du domaine de l'écologie industrielle et territoriale.

Toutefois, elle a atteint ses objectifs pédagogiques, car elle a été reprise par un grand nombre dans la francophonie, et par l'Institut EDDEC qui s'est aligné sur elle sans reprendre le schéma.

2.3 Historique

Selon Arnsperger et Bourg (2016), la société industrielle du XIXe siècle présente une certaine forme de circularité, du moins en ce qui concerne certains aspects de son fonctionnement. Les ruines des zones urbaines ne sont plus remplies, car certains déchets sont utilisés à des fins agricoles ou industrielles.

Par exemple, les déchets de boucherie sont utilisés pour fabriquer du soufre, du savon ou de la colle. À partir des os, on extrait du charbon animal qui va nous aider pour extraire le sucre de betterave ; la colle et l'huile sont souvent fabriquées à partir de phalanges animales. Le système de recyclage des métaux a été amélioré. Les déjections humaines sont utilisées comme fertilisant pour les cultures, etc.

Au tournant du siècle, l'expansion des villes et l'introduction de nouvelles technologies condamnent ces pratiques et conduisent à l'invention du retrait plus important des déchets urbains dans des poubelles.

Dans les années 1960, les auteurs ont souligné l'impensable de l'économie néo-classique, à savoir le matérialisme même qui sous-tend la dépendance aux combustibles fossiles. Bertrand de Jouvenel en France et Robert U. Ayres ou Nicholas Georgescu-Roegen aux États-Unis s'inquiètent de l'augmentation de la production de déchets et de la menace toujours croissante sur les ressources et l'écosystème. Jouvenel a écrit dans *Arcadie* : « Voilà de quoi nous rendre soucieux de fermer les circuits, soit en substituant à nos matériaux d'autres digérables par les agents naturels, soit en suppléant l'action de ceux-ci par des agents artificiels »⁹. Une réplique de cette approche est le « *cradle-to-cradle* » de Michael Braungart et William McDonough, où apparaît le même concept de « digestibilité », qui consiste à utiliser non seulement les déchets alimentaires mais aussi les déchets industriels comme « nutriments » pour la fabrication de nouveaux produits.

⁹ *Arcadie*, op. cit., p. 246.

Si on remonte plus loin dans le temps, l'idée de circularité est née à l'origine du désir de développer un système de pratiques économiques régénératives, basées sur les technologies modernes, à partir des concepts d'architecture régénérative proposés par Patrick Geddes au début du 20^e siècle.

Selon John B. Foster, Karl Marx avait déjà compris l'essence du capitalisme qui est la surexploitation en écrivant sur la non-circularité de l'agriculture industrielle : les nutriments sont récoltés du sol sous forme de fibres alimentaires, qui sont ensuite transportées vers les centres et ne reviennent jamais. Il s'agit de la théorie marxienne de la « rupture métabolique », mais il serait prudent de préciser que les déjections humaines retournent quand même aux champs durant une grosse partie du 19^e siècle. Marx avait vu très clairement ce qui allait se passer dans les dernières étapes de ce système.

En réalité, la linéarité des processus de production, de transformation et de consommation est à l'origine de la critique écologique du capitalisme occidental et de sa nécessité d'une demande d'un développement sans fin. Ignorant clairement la réalité écobioologique de l'entropie et cherchant à défier les règles de la thermodynamique par une sorte de technologie industrielle et en substituant l'énergie technique et humaine au patrimoine naturel, le capitalisme établit une double linéarité qui menace les circularités génératrices de la biosphère : linéarité de l'accumulation des ressources financières qui sont supposées augmenter sans limites dans leur « pouvoir d'achat », linéarité des cycles de transformation des entrées en sorties et des flux de demande qui sont censés améliorer le « bien-être » indéfiniment. La configuration et le mode de travail de la sphère monétaire qui amplifient les linéarités matérielles par une circularité spécifique de création/destruction de monnaie et une linéarité particulière d'accumulation de dettes financières renforcent ainsi ces dynamiques négatives.

Le dysfonctionnement de notre structure économique et des principes culturels et politiques qui la composent est une conséquence évidente de la non-circularité des systèmes matériels. Cela explique l'intérêt croissant pour la « circularisation » de l'économie.

2.4 Le concept d'après le schéma de l'ADEME

Comme mentionné plus haut, nous avons évoqué que l'EC se composait de différents concepts comme par exemple le principe des 3 R : la réduction, la réutilisation et le recyclage, développé par les auteurs Ghisellini, Cialani et Ulgiati (2015).

Ici, nous allons nous baser sur un concept d'économie circulaire plus large basé sur sept axes : l'écoconception, l'écologie industrielle, l'économie de la fonctionnalité, le réemploi, la réparation, la réutilisation et le recyclage (Bonet Fernandez, Petit & Lancini, 2014, pp.5-6 ; Sana, 2014, p.5).

Figure 4 : Les sept axes de l'économie circulaire



2.4.1 Écoconception

L'objectif de l'écoconception est de penser au cycle de vie d'un bien ou d'un service dans son ensemble, dès sa création (Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie [ADEME], 2016). Cela consiste à créer un produit en empêchant l'obsolescence programmée et toute sorte de toxicité nuisant à l'environnement (Institut de l'économie circulaire, 2016). Cette stratégie, qualifiée de « préventive », permettrait de réduire ou d'éliminer les effets environnementaux à chaque stade du cycle de vie d'un produit (Sana,

2014 ; SPF Santé publique, protection de la chaîne alimentaire et climat & SPF Économie, PME, Classes moyennes et Énergie [SPF], 2014). En résumé, ce premier pilier viserait à fabriquer un produit dont les éléments peuvent être facilement changés/restaurés, dont les composants peuvent être facilement recyclés et dont la quantité de déchets produits pendant la fabrication et à la fin du processus peut être réduite ou même éliminée (Lanoie & Normandin, 2015).

2.4.2 Écologie industrielle

L'écologie industrielle prend sa source dans les écosystèmes naturels. Son but est de promouvoir le mouvement de ressources entre des acteurs économiques ou d'autres secteurs de production spécifiques (Billen et al., 1983 ; SPF, 2014). L'objectif est donc de déterminer les éventuels transferts de flux et « *mutualisation des besoins* » (ADEME, 2016, Les composantes, par. 3) en tenant compte des partenariats inter-entreprises à chaque niveau de production et de distribution (Billen et al., 1983). Il s'agit de développer un système dans lequel les déchets de l'un sont la matière première de l'autre. La ville de Kalundborg située au Danemark est connue pour illustrer ce concept d'écologie industrielle. Plusieurs compagnies dans cette ville ont décidé de s'entraider de manière circulaire entre elles dans le but de revaloriser leurs déchets et autres sous-produits (Le Moigne, 2014).

2.4.3 Économie de la fonctionnalité

L'économie de la fonctionnalité est une approche moderne qui permet aux personnes de prendre en compte la valeur bénéfique du produit plutôt que sa dimension purement matérielle (Dumas, 2012).

Prenons deux exemples types :

- Michelin qui remplace la vente des pneus aux transporteurs routiers en mettant en place un moyen de paiement au nombre de kilomètres, avec un service de gestion du cycle de vie des pneus (optimisation personnalisée de la pression, conseil, maintenance...).

- Xerox qui met à disposition (sans vente ni location) des photocopieurs dans les bâtiments de ses clients, et facture à la feuille, avec un service de suivi et de maintenance de ses photocopieurs¹⁰.

L'objectif de ce nouveau concept est de soutenir de nombreuses facettes, notamment la réduction des facteurs matériels, la prise de conscience des éléments immatériels et la perception des externalités environnementales et sociétales de la production et de la consommation (Dumas, 2012, p. 334). Cet aspect de l'économie apparaît comme une solution imminente à la crise (Institut de l'économie circulaire, 2016).

En conséquence, l'entreprise ou le fabricant reste le propriétaire du produit et a un contrôle total sur les matières premières (Lanoie & Normandin, 2015 ; Potocnik, 2014 ; SPF, 2014). Le fabricant, qui est en même temps fournisseur de services, peut augmenter ses bénéfices en fabriquant une marchandise durable. L'objectif est de fournir au consommateur un produit qui peut supporter le temps et l'usure, car plus le consommateur conserve et utilise le produit initial, plus la performance du fabricant sera élevée (Del Marmol, 2014, p. 139 ; SPF, 2014).

Ces dernières années, on entend parler d'une économie collaborative, variante pratique de cette économie de la fonctionnalité (Del Marmol, 2014). Cette économie a pour but de lier les individus avec des entreprises, le plus souvent à travers une plateforme internet pour une certaine forme d'activité et de besoins par le biais de prêts ou de location. Cette idée se répand dans le monde entier et bouleverse les modèles existants : *« Du point de vue vertical et bureaucratique, la société est horizontale, préférant les échanges directs »* (Del Marmol, 2014, p. 145). Citons les entreprises comme AirBnB (mise en contact de particuliers pour des logements) ou Blablacar (mise en contact de particuliers pour du covoiturage), deux grosses influences considérables dans le domaine de l'économie collective.

2.4.4 Réemploi

L'article L541-1-1 du Code de l'environnement définit le terme « réemploi » comme : *« toute opération par laquelle des substances, matières ou produits qui ne sont pas des*

¹⁰ <https://youmatter.world/fr/definition/economie-fonctionnalite-definition/>

déchets sont utilisés de nouveau pour un usage identique à celui pour lequel ils avaient été conçus. »¹¹

Le réemploi est un processus par lequel un bien est donné ou vendu par son détenteur à un autre qui lui donne une seconde chance. Le produit conserve son identité de produit et ne devient pas un déchet.

2.4.5 Réparation

La réparation fait partie de l'économie circulaire en contribuant à prolonger la durée de vie des biens et des machines et donc à réduire l'utilisation de ressources et la création de déchets. Elle contribue également au maintien et à la croissance des emplois locaux et joue un rôle moteur dans les stratégies de gestion des déchets. Elle constitue l'un des principaux objectifs du plan national de réduction des déchets pour 2014-2020 en France. Cordonniers, couturières, restaurateurs de mobiliers,... sont autant de métiers liés à ce concept¹².

2.4.6 Réutilisation

La réutilisation, comme le réemploi, tend à prolonger la durée de vie des biens et favorise l'économie circulaire et la diminution de la création des déchets.

L'article L541-1-1 du Code de l'environnement en donne les définitions suivantes, en distinguant l'étape précédant la réutilisation de la réutilisation en elle-même :

- La préparation en vue de la réutilisation, c'est toute procédure de surveillance, de nettoyage ou de réparation en vue de la récupération dans le cadre de laquelle des produits, des matériaux devenus des déchets sont traités de manière à pouvoir être réutilisés sans autre traitement préalable.
- La « réutilisation » comprend tout processus dans lequel des articles, des matériaux ou des biens qui ont été des déchets sont réutilisés.

¹¹ <https://www.ademe.fr/expertises/dechets/passer-a-laction/eviter-production-dechets/reemploi-reutilisation>

¹² <https://www.ademe.fr/expertises/dechets/passer-a-laction/eviter-production-dechets/repairation>

Le réemploi et la réutilisation se différencient par le fait que le produit est marqué ou non comme déchet en fin de vie. Par rapport à la définition du réemploi, les opérations de réparation sont caractérisées par l'utilisation du composant défini comme « déchet ».¹³

2.4.7 Recyclage

Le recyclage est à la fois un processus d'élimination des déchets et un outil de création de ressources. Il se situe en troisième position derrière la prévention et le réemploi dans l'ordre des approches de traitement.

Chaque processus du cycle affecte les étapes allant de la récolte des déchets à la création des produits.

Par exemple, on peut noter ce qui suit :

- L'écoconception des produits qui peut ou non inclure l'incorporation de matières premières recyclées et/ou la « recyclabilité » du produit une fois utilisé ;
- La collecte déterminant le niveau de mobilisation des dépôts de déchets et des déchets destinés au recyclage ;
- Le démontage, le tri et la planification des déchets et des produits qui en sortent, permettant d'améliorer et de régulariser le rendement. À ce stade, il s'agit de maximiser l'efficacité des matières premières de recyclage tout en réduisant la quantité de résidus finaux ;
- La transformation et l'incorporation de produits excédentaires afin d'améliorer la pénétration des matières premières de recyclage dans les domaines d'utilisation actuels ou futurs.

En termes de gestion des ressources naturelles, l'objectif est de préserver la qualité intrinsèque des ressources et leurs propriétés « nobles » le plus longtemps possible afin d'augmenter le nombre de cycles. Il est donc crucial de réduire les gaspillages de matières à travers les différents processus et de distinguer les étapes de recyclage.¹⁴

¹³ <https://www.ademe.fr/expertises/dechets/passer-a-l'action/eviter-production-dechets/reemploi-reutilisation>

¹⁴ <https://www.ademe.fr/expertises/dechets/passer-a-l'action/valorisation-matiere/dossier/recyclage/chaine-recyclage-produit-produit-passant-dechet>

2.4.8 Création de valeurs

Grâce à ces sept étapes, l'économie circulaire permet de boucler la boucle, en utilisant seulement un petit nombre d'éléments, qui n'ont pas d'impact négatif sur l'environnement. En outre, ces systèmes sont efficaces et créent de la valeur en intégrant les quatre caractéristiques suivantes (Sana, 2014).

La première dimension fait référence à la compacité de la boucle. L'objectif est d'obtenir la boucle la plus courte possible afin de diminuer les entrants, de réduire les processus nécessaires à la réadaptation des produits et donc diminuer le besoin en énergie et en capital. Le deuxième aspect est la longueur du processus, qui « *se rapporte à la maximisation du nombre de cycles consécutifs de réutilisation, de re-fabrication ou de recyclage et/ou à la durée de chaque cycle* » (Sana, 2014, p.6). L'usage en cascades renvoie à la troisième dimension qui implique la diversification des applications. Il s'agit de pouvoir réutiliser un produit ou un service par le biais de circuits entièrement séparés (par exemple, un tissu de coton est acheté, puis réutilisé en seconde main et utilisé ensuite comme rembourrage dans l'industrie du meuble et enfin utilisé comme matériau d'isolation). Enfin, l'utilisation de la pureté des cycles ou des produits est nécessaire pour assurer une valeur résiduelle maximale et pour maximiser la récupération, le réemploi et le recyclage (Nguyen, Stuchtey et Zils, 2014 ; Sana, 2014).

2.5 Avantages de l'EC

Après avoir défini et expliqué les concepts de l'EC, il semble intéressant de voir les avantages que peut apporter une telle économie. Ultérieurement nous développerons les enjeux et les limites liés à ce modèle économique.

La Fondation MacArthur et McKinsey a constaté qu'en suivant les idéaux d'une économie circulaire tels que mentionnés ci-dessus, l'Europe profitera de cette transition technologique pour générer un revenu de 1,8 trillion d'euros d'ici 2030, ce qui offrira plus qu'une économie linéaire dans le même délai (Ellen MacArthur Foundation, 2015). Selon la Commission européenne, chaque réduction de 1 % dans l'utilisation des matières

premières générerait 23 milliards d'euros de gains et pourrait créer 100 000 à 200 000 nouveaux emplois¹⁵.

Afin d'illustrer ce sujet, les points suivants sont divisés en quatre sections soulignant les avantages de l'économie circulaire respectivement pour les entreprises, pour l'économie en général, pour l'environnement et pour les personnes (Ellen McArthur Foundation, 2013).

2.5.1 Avantages pour les entreprises

En adoptant l'EC, les entreprises augmenteront leurs bénéfices de deux manières. La première serait que ce modèle pourrait conduire à la croissance en donnant accès à de nouvelles opportunités commerciales dans les industries existantes. En outre, il permettra de s'attaquer plus facilement aux problèmes de concurrence importants auxquels sont confrontées les entreprises, tels que l'incertitude accrue de la demande de produits de base, la baisse de la satisfaction des clients ou les coûts d'élimination des déchets.

En effet, en introduisant l'EC, on assure une utilisation sensiblement réduite des nouvelles ressources ; la vulnérabilité de l'entreprise aux fluctuations du marché des ressources s'en voit minimisée et sa résistance améliorée. En ce qui concerne l'engagement du client, les approches circulaires encouragent l'utilisateur à s'engager en passant d'une transaction unique à une transaction beaucoup plus longue. Ceci est rendu possible par diverses expériences avec les consommateurs à tous les stades de la vie d'un produit. Un accord à long terme est nécessaire pour maintenir les services de réparation, de mise à jour et autres services liés au produit. Cela encourage les consommateurs à retourner les biens une fois ceux-ci usés et, comme l'EC devient fortement axée sur les services, les entreprises comprendront mieux leurs clients et leur comportement afin de renforcer leur fidélité.

¹⁵ https://www.cfdt.fr/upload/docs/application/pdf/2016-02/rapport_economie_circulaire-transitions_pro-partie_i.pdf

2.5.2 Avantages pour l'économie

Outre ses promesses pour la prochaine décennie, le passage à une EC permettrait de s'attaquer aux problèmes à long terme. Nous savons que l'EC réduira fortement les prix de production, les fluctuations des prix et le risque d'approvisionnement.

De plus, le développement de nouveaux emplois conduira à une économie plus innovante et donc à une plus grande prospérité économique. Une nouvelle étude du McKinsey Global Institute (Manyika, Lund, Auguste & Ramaswamy, 2012) a examiné pourquoi 40 millions de personnes seraient au chômage dans les pays en développement. L'étude indique que la plupart des emplois générés dans ces pays nécessitent une main-d'œuvre hautement qualifiée, tandis que la plupart des chômeurs ne sont pas autant qualifiés. Or, si le passage vers une économie circulaire créerait des jobs hautement qualifiés, notamment dans le domaine de la recherche et du développement, une grande partie des emplois générés ne demanderait pas de compétences spéciales, apportant ainsi une solution à un problème majeur dans les pays en développement (Deboutière & Georgeault, 2015).

Avec l'instauration de l'économie circulaire, l'innovation devrait démarrer en force, car d'autres problèmes apparaîtront en termes de conception de produits et il faudra donc plus de technologies innovantes pour résoudre ces problèmes.

Un autre gain ultérieur réside dans la diminution du volume de ressources utilisées et la réduction des demandes d'énergie. Cela diminue l'ampleur du réchauffement climatique et la dépendance aux combustibles fossiles. L'introduction de l'économie circulaire permettra de réaliser des économies annuelles sur les coûts des matériaux de 340 à 380 milliards de dollars au niveau européen pour le scénario de transition et de 520 à 630 milliards de dollars pour le scénario plus optimiste (Ellen McArthur Foundation, 2012). Cela signifiera également une diminution des externalités, telles que la pollution (gaz à effet de serre ou autres produits nocifs).

Le dernier avantage lié à l'économie circulaire dans son ensemble est la prospérité économique, calculée par le PIB, qui résulte de la combinaison d'une augmentation des revenus venant de l'EC et d'une réduction du coût de production grâce à une utilisation efficace du capital. De plus, une meilleure rémunération des emplois permettrait d'améliorer les dépenses et d'augmenter les économies. Ces résultats auront une

influence significative sur le PIB européen. Avec L'EC, le PIB européen pourrait croître de 11 % d'ici 10 ans et de 27 % d'ici 30 ans. En revanche, si nous nous en tenons à notre méthode actuelle, le PIB ne devrait croître que de 4 % d'ici 2030 et 15 % d'ici 2050 (Ellen MacArthur Foundation, 2015).

2.5.3 Avantages pour l'environnement

Au niveau mondial, la dégradation des sols a un coût de 40 milliards de dollars approximativement sans tenir compte des dépenses cachées comme la dégradation de la biodiversité (Webster et al., 2013). L'EC diminue la pression générée par l'agriculture et maintient la productivité du sol par son cycle biologique par lequel les biens retournent au sol. Étant donné qu'un tiers de la nourriture est perdue ou gâchée, l'utilisation de cet excédent au lieu de créer de nouveaux produits réduira le besoin de terres cultivables et la pression sur les terres. Dans le même sens, cette revalorisation des matières premières pourrait être étendue à d'autres produits pour réduire le besoin de terres arables (Ellen MacArthur Foundation, 2013).

Troisièmement, en Europe, la Fondation Ellen MacArthur a constaté que la transition vers une EC permettra de réduire de moitié les pollutions de gaz à effet de serre par rapport aux taux actuels et une réduction de 83 % de réduction d'ici 2050

Les derniers grands changements avec l'EC se traduiront par une diminution considérable de l'utilisation des ressources, de 32 % d'ici 10 ans et de 53 % d'ici 30 ans (Ellen MacArthur Foundation, 2015).

2.5.4 Avantages pour les personnes

Le premier avantage pour les personnes serait un prix moins élevé que la normale, car il ne s'agirait plus de produits fabriqués avec des nouvelles ressources, mais avec des matériaux recyclés. Notons que les emballages recyclés coûtent 18 % de moins que des emballages identiques mais non réutilisables (Ellen MacArthur Foundation, 2012).

Un deuxième avantage pour les personnes réside dans l'élimination des coûts liés aux programmes d'élimination des déchets de leurs communes, et dans la suppression de tous les autres coûts liés à la pollution générée par notre économie actuelle.

Le tout dernier avantage pour les personnes est la diminution de l'obsolescence programmée, ce qui est logique, car les produits fabriqués sont destinés à durer dans le temps et à être réutilisés. Grâce à la résolution de ce problème d'obsolescence, le budget des ménages va augmenter, ce qui leur permettra d'avoir une meilleure qualité de vie. En effet, le revenu mensuel disponible devrait être aux alentours de 3 000 euros, soit une amélioration de 11 % d'ici 10 ans (Ellen McArthur Foundation, 2015).

Enfin, les travaux entrepris par Wijkman & Skanberg (2015) pour le compte du Club de Rome révèlent les effets positifs de la mise en place d'une EC sur la société, notamment en termes de création d'emploi et de réduction des émissions de carbone.

Dans cette étude, réalisée dans cinq pays européens, trois scénarios de découplage différents sont étudiés et analysés sur base de l'influence qu'ils ont sur l'emploi et sur les émissions de carbone.

- Scénario 1 : consiste à réduire de 50 pour cent l'utilisation des combustibles fossiles en la remplaçant par des énergies vertes.
- Scénario 2 : consiste en une diminution considérable de la consommation d'énergie, laquelle devrait avoir pour conséquence une réduction des émissions de carbone.
- Scénario 3 : consiste à développer une industrie plus efficace en termes de ressources utilisées, c'est-à-dire en doublant la durée de vie des biens et en réduisant de 50 pour cent l'utilisation de nouveaux matériaux.

L'étude montre, pour chaque scénario, un effet positif sur l'emploi et une diminution des émissions de carbone. Chacun de ces trois scénarios fait partie des objectifs de l'EC, et c'est pourquoi la recherche promeut un scénario général dans lequel les trois scénarios décrits dans l'analyse sont mis en œuvre. L'option du scénario global est la meilleure si on veut obtenir des résultats.

Enfin, il est essentiel de rappeler que la balance commerciale pour ces cinq pays augmenterait au minimum de 1,5 % du PIB, ce qui équivaut aux alentours de 50 milliards d'euros en un an pour la France. En revanche, certains pays du monde ne tireront que peu ou pas profit de leur balance commerciale, en raison de leurs niveaux d'exportation d'énergie fossile et de matières brutes. Plus la transition vers une économie circulaire

s'intensifiera au niveau mondial, et plus les avantages susmentionnés pour ces cinq pays s'estomperont.

2.6 Les enjeux de l'économie circulaire

Il est essentiel de mentionner certains enjeux ou obstacles que l'EC doit surmonter afin de réussir à avoir un réel impact mondial. Ceux-ci sont présentés par la suite. Ils peuvent être économiques, sociaux, environnementaux, réglementaires, cognitifs ou liés à des acteurs importants comme les ONG.

2.6.1 Économiques

L'EC fait plonger les entreprises dans une économie bien plus concurrentielle que maintenant ; la survie et le développement de celles-ci dépendent de leurs capacités à pouvoir gérer leurs coûts (Lanoie & Normandin, 2015).

Comme mentionné précédemment, dans notre économie actuelle, les entreprises sont vulnérables au risque de la surexploitation des réserves naturelles (Le Moigne, 2014). Par conséquent, nous comprenons que les entreprises ont tout intérêt à prendre des mesures plus circulaires pour maintenir leur propre survie et faire face à la compétition.

D'ici 10 ans, entre trois et cinq milliards de ménages vont atteindre un niveau de vie de classe moyenne, ce qui se traduira par une meilleure qualité de vie, mais aussi par une concurrence accrue pour les ressources naturelles et, par conséquent, par une hausse des prix de ces biens (Nguyen, Stuchtey & Zils, 2014 ; Potocnik, 2014 ; SPF, 2014). L'objectif des entreprises est donc de montrer leurs capacités de développement et de réussir à s'entendre entre elles dans un secteur identique ou dans des industries distinctes (CPCP, 2015).

Potocnik (2014), un ancien commissaire européen pour l'environnement, nous dit qu'un changement dans l'utilisation de l'énergie reste possible, indispensable, et qu'il fait sens dans le domaine économique. Néanmoins, il nous dit aussi que cela ne suffira pas pour assurer un « découplage » correspondant à la création de valeur tout en réduisant l'empreinte écologique.

2.6.2 Sociaux

La rareté des matières premières a des implications catastrophiques sur l'environnement, l'économie et au niveau social. Néanmoins, des problèmes pourraient faire surface aux niveaux social et politique en ce qui concerne l'allocation inégale « *des ressources naturelles et financières entre les pays, les populations et les acteurs économiques* » (SPF, 2014, p. 14).

2.6.3 Environnementaux

Les enjeux environnementaux sont au centre des problèmes de nos jours. Nous sommes conscients que les problèmes tels que la surexploitation et la dégradation des ressources, renouvelables ou non, engendrent des conséquences alarmantes et parfois irréremédiables pour la biodiversité et les écosystèmes (Le Moigne, 2014 ; Lanoie & Normandin, 2015 ; SPF, 2014). Sans oublier que la population mondiale est en constante croissance et entraîne une diminution de terre cultivable (Lévy & Georgeault, 2014).

Le but ultime est d'utiliser les ressources dont on dispose tout en minimisant les impacts environnementaux (SPF, 2014). Néanmoins, il ne s'agit pas seulement de limiter l'utilisation des ressources, mais de faire attention à « *d'autres ressources telles que l'eau, les sols, l'air, la biodiversité et les services rendus par les écosystèmes* » (SPF, 2014, p. 10). Kampelmann (2016) nous propose d'arriver à un idéal proche de celui d'un flux sans début ni fin.

Depuis le début des années 90, le nombre d'évaluations de durabilité réalisées chaque année par les entreprises a considérablement augmenté, tout comme le nombre d'écolabels dans le monde (Potocnik, 2014). Néanmoins, selon Potocnik (2014), il ne faut pas tomber dans le piège des opportunistes qui profitent de ces gains écologiques pour améliorer leur réputation en faisant de l'écoblanchiment (greenwashing en anglais) ; certaines entreprises prétendent opérer pour une société durable et plus écologique, mais cela ne correspond en réalité qu'à une image ou un incitant marketing.

2.6.4 Réglementaires

Il y aussi quelques enjeux liés à la réglementation. Afin de promouvoir la mise en œuvre de l'EC, les entreprises ont besoin de l'aide et de stimuli des autorités et des institutions

publiques. L'objectif est donc d'encourager cette nouvelle économie par le biais de programmes de sensibilisation et de formation.

Les institutions gouvernementales et supranationales devront jouer un rôle essentiel en encourageant les personnes et entreprises à participer à ce mouvement et aller vers une structure économique circulaire (Del Marmol, 2014).

Lambert & Georgeault (2014), nous suggèrent qu'il faudrait davantage sensibiliser à travers les pouvoirs publics plutôt que de répondre aux problèmes (environnementaux, sociaux, politiques, etc.). Ils affirment également que, si une certaine forme de reconnaissance et de participation prend lentement forme afin de faciliter le passage à l'EC, l'implication volontaire de politiques est notamment cruciale.

2.6.5 Cognitifs

Le passage de l'économie linéaire à l'économie circulaire requiert une intervention de la part des entreprises, des organismes publics, des administrateurs et des personnes. Cependant, un changement d'attitude et de comportement est nécessaire avant qu'une transition puisse être envisagée en termes de modalités et d'actions. Cela entraîne également d'autres défis.

Pour expliquer ces problèmes cognitifs, considérons, par exemple, l'argument soulevé par l'économiste Del Marmol (2014, p.143) à propos du « *non-transfert des droits de propriété* » qui est le résultat de l'économie de fonctionnalité. Un fournisseur souhaitant changer sa stratégie en vue de se diriger vers une stratégie plus durable devra tout d'abord rassurer et avoir le consentement de ses clients. Néanmoins, un certain nombre de clients peuvent s'opposer à ce principe d'abandon de la propriété, car « *la renonciation à la propriété est entravée par l'importance vantarde et sentimentale de la possession des produits* » (Del Marmol, 2014, p. 144).

2.6.6 Acteurs

D'une part, un accord entre plusieurs acteurs est essentiel : la Commission européenne, le gouvernement, les ONG, les législateurs, les universitaires, le secteur public, les entreprises, les municipalités, les syndicats, les conseils locaux, les organisations et les particuliers (Kampelmann, 2016 ; Lambert & Georgeault, 2014 ; Potocnik, 2014 ; SPF,

2014). D'autre part, les étudiants, les universitaires, les politiciens et les cadres ont aussi un rôle à jouer en encourageant, sensibilisant et en éduquant leurs entourages (Lanoie & Normandin, 2015).

Sur le plan interne d'une compagnie, selon Lanoie & Normandin (2015, p.95), les valeurs personnelles du patron comptent beaucoup. Avec la recherche d'avantages sur les marchés et l'anticipation des futures législations, ce sont trois raisons qui peuvent pousser les organisations à modifier leurs activités existantes.

Par conséquent, la confiance à l'égard de cette nouvelle économie par les hauts dirigeants des sociétés a de l'importance et est une condition sine qua non pour sa réussite et sa mise en œuvre de manière performante (Lanoie & Normandin, 2015).

2.7 Obstacles théoriques pour l'EC

Dans cette partie on va se pencher sur trois obstacles importants qui freinent la mise en place d'une économie circulaire : les obstacles financiers, les obstacles législatifs et les obstacles géographiques.

2.7.1 Obstacles financiers

Selon la fondation Ellen MacArthur, les entreprises qui adoptent un modèle économique plus circulaire éprouvent des difficultés à trouver des investisseurs, d'une part en raison d'un manque de données sur les risques financiers, et d'autre part parce que les investisseurs ne sont généralement pas familiarisés avec le concept d'EC.

Beate Sonerud, l'auteur d'une étude intitulée « Meeting the financing needs of circular businesses », a déclaré que les investisseurs sont familiers avec les activités de l'économie circulaire, sont conscients de la valeur d'une telle économie, mais que le risque encouru et le manque d'informations sont les freins majeurs. Lorsqu'il est difficile de quantifier les risques et les rendements, les investisseurs hésitent à investir dans de nouveaux modèles.

Ce même auteur a déclaré que l'économie circulaire est confrontée à des défis particuliers parce que l'ensemble du système doit changer. En particulier, les grandes entreprises peuvent avoir un intérêt et vouloir tester le concept d'économie circulaire, mais elles

doivent ajuster leurs marchés, leurs rémunérations du personnel et leurs processus de distribution, et pas seulement les biens qu'elles fournissent. Certaines entreprises qui souhaitent opter pour l'économie circulaire se trouvent dans une situation différente. Les entreprises énergétiques qui optent pour l'énergie verte, par exemple, devront adapter leur mode de fonctionnement, mais le produit final reste relativement inchangé. L'économie circulaire a un potentiel de croissance certain, mais d'après les chiffres trouvés par l'auteur, sa mise en place à grande échelle devrait prendre entre 10 et 15 ans. Dans l'avenir immédiat, le financement des actifs (prêts garantis par des actifs) est l'option la plus prometteuse pour les entreprises optant pour l'EC et cherchant des fonds pour investir.

Beate Sonerud a souligné que de nombreux investisseurs ne se rendent manifestement pas compte de ce qu'est l'économie circulaire et, s'ils connaissent son existence, la relient à la responsabilité sociale des entreprises ou à la protection de l'environnement, deux domaines dont les investisseurs traditionnels s'attendent à tirer moins de bénéfices.

Les organismes publics peuvent fournir une aide pour promouvoir l'adoption de l'EC, mais le plus important réside dans un soutien gouvernemental, explique l'auteur. Au lieu d'accorder des subventions ou des prêts, il faudrait fournir des garanties pour réduire les risques des investisseurs, ou recourir aux marchés publics. Par exemple, dans un pays considéré comme un leader de l'économie circulaire, les Pays-Bas, les pouvoirs publics ont commencé à adapter leurs politiques d'achat en fonction des besoins de l'économie circulaire et à revoir leurs politiques de traitement des déchets¹⁶.

Du côté des banques, les mêmes outils de contrôle sont utilisés pour les business model innovants ou pour les business model classiques. Par conséquent, elles semblent sous-estimer le potentiel économique de l'économie circulaire.

Les modèles de marchés circulaires sont très larges et également complexes. Par exemple, si la synergie industrielle a permis d'être moins dépendant des matières premières, elle a rendu les entreprises interdépendantes. Par conséquent, si une entreprise réduit ses

¹⁶ https://ec.europa.eu/environment/ecoap/about-eco-innovation/policies-matters/eu/study-examines-financing-barriers-facing-circular-economy-business-models_fr.

activités, cela aura un effet indirect sur les autres participants à cette symbiose industrielle.

Le leasing est la stratégie de prêt classique qui est la mieux adaptée pour l'EC. Il facilite le financement d'investissements matériels importants, tels qu'une flotte de véhicules ou un parc informatique. Malgré cela, les banques hésitent souvent à accorder un contrat de leasing à une entreprise dont l'équipement est très particulier. L'inconvénient pour la banque est qu'elle ne pourra pas réutiliser les machines avec une autre entreprise par la suite¹⁷.

2.7.2 Obstacles législatifs

Les entreprises qui optent pour un modèle plus circulaire se posent certaines questions. Au niveau de la fiscalité, ont-ils moins d'avantages ou non ? En pratique, il n'y a pas d'inconvénient fiscal pour le client qui opte pour la maintenance et la réutilisation.

Une autre question souvent évoquée est la question de la propriété intellectuelle ; le fait de réparer et distribuer à nouveau un produit violerait-il les droits de propriété intellectuelle. Pour éviter ce risque, il est fortement conseillé de demander une licence au titulaire du brevet.

Il existe des lois spécifiques concernant le transport et le traitement des déchets dans un but de réparation et réutilisation. Si un client fournit un nouveau produit en reprenant l'ancien dans un but de réparation et revente sur un marché d'occasion, selon la législation, l'objet est considéré comme un déchet au moment où son détenteur s'en débarrasse ou veut s'en débarrasser, c'est donc la loi sur les déchets qui est pertinente à cet instant. Le transporteur doit donc être agréé comme transporteur de déchets. Mais dans le cas de la reprise d'un produit, de sa réparation et de sa restitution à son propriétaire d'origine, la législation sur les déchets n'est pas applicable.

Les barrières juridiques sont souvent mises en lumière durant l'instauration d'une activité circulaire et peuvent donc être rapidement surmontées. D'autres aspects comme la responsabilité du fait des produits ou le droit de propriété peuvent être facilement

¹⁷ <https://economie.fgov.be/fr/publicaties/financement-de-leconomie>

résolus par voie contractuelle. Il est également important de recueillir les informations juridiques correctes ou de bénéficier d'un soutien juridique. En outre, ces techniques sont susceptibles d'entraîner une augmentation des coûts administratifs¹⁸.

Même si l'Europe fait tout ce qui est en son pouvoir pour la transition vers une économie circulaire, la législation reste l'un des obstacles majeurs. La loi sur la taxe d'incinération, par exemple, n'est pas encore harmonisée au niveau intraeuropéen. Le coût de l'incinération varie de 45 euros par tonne en République tchèque à 175 euros par tonne en Allemagne. Dans de telles situations, il n'y a aucune raison pour les entreprises de se tourner vers l'économie circulaire¹⁹.

2.7.3 Obstacles géographiques

L'économie circulaire n'est pas appliquée et connue de la même manière dans le monde. Penchons-nous sur l'état des lieux en Europe (avec le cas de la France), au Benelux et en Asie.

En France, l'idée d'une économie circulaire est entrée en vigueur dans le cadre de la loi sur la transformation de l'énergie pour un développement vert. Elle comporte de nombreuses mesures, qui ont été introduites en 2017, afin de minimiser l'utilisation de l'énergie et la pollution, comme l'interdiction des sacs plastiques à usage unique, la lutte contre l'obsolescence programmée et l'autorisation de la redistribution des invendus aux associations. D'autres lois du gouvernement s'engagent, consciemment ou indirectement, dans la transition vers une économie circulaire.

Le Benelux a fait du développement durable l'un de ses trois thèmes majeurs en 2008. Chaque pays profite du contexte de cette union pour aborder les différentes mesures et ainsi faciliter la transition vers une économie plus durable.

En Belgique, les subventions sont accordées au niveau régional. Chacune des trois régions a élaboré un plan d'action reprenant les objectifs visés, suivi d'une série de mesures visant

¹⁸ <https://www.agoria.be/fr/Obstacles-juridiques-a-l-economie-circulaire-une-realite-ou-seulement-une-impression>

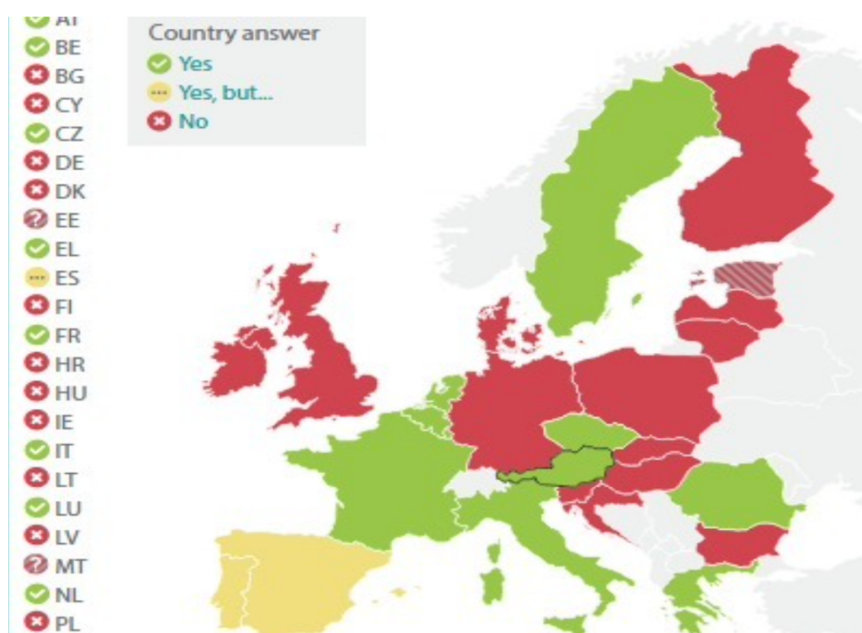
¹⁹ <https://economie.fgov.be/fr/publicaties/financement-de-leconomie>

à les atteindre, dont certaines fournissent des conseils et une aide financière aux entreprises au moyen d'appels d'offres, de concours ou de subsides.

Le Luxembourg a pris diverses mesures pour encourager l'économie circulaire. Le Programme Fit 4 Circularity est un programme destiné à soutenir l'économie circulaire au Luxembourg. Il offre aux entrepreneurs une expertise dans la conception de leurs projets, mais aussi un suivi et, en particulier, des subventions, certaines pouvant aller jusqu'à 10 000 euros²⁰.

Les Pays-Bas ont indiqué leur intention de devenir une référence pour l'Union européenne en 2016, en faisant de l'économie circulaire l'un de leurs objectifs majeurs, avec entre autres le programme RACE qui vise à faire connaître l'économie circulaire aux différents acteurs économiques. L'une des étapes les plus significatives a été le développement d'un district entier consacré à l'économie circulaire. Mais le partenariat public-privé aux Pays-Bas ne se limite pas à cela : le plan Green Deals encourage d'abord les entreprises à identifier les obstacles à l'EC afin que le gouvernement puisse changer les lois.

Figure 5: Les bons et mauvais élèves de l'Union européenne



²⁰ <https://economie.fgov.be/fr/publicaties/financement-de-leconomie>

Si on regarde au niveau européen, trois ONG ont demandé aux pays européens de faire part de leurs positions vis-à-vis de l'économie circulaire. La France fait partie des bons élèves niveau circularité. Le Danemark ainsi que la Finlande tendent à rejeter une grosse partie des avancées votées par le Parlement européen le 14 mars dernier en matière de circularité, alors que la Grèce, la Roumanie et l'Espagne sont en faveur de mesures plus drastiques. En comparaison, le Royaume-Uni, l'Allemagne, la Pologne et l'Irlande ont jusqu'à présent refusé de partager leurs points de vue, ce qui suggère que les négociations européennes ont toujours été déficientes en matière d'ouverture²¹.

En raison de sa croissance économique exponentielle, la Chine a pu garantir la stabilité de son pays et a vu sa richesse augmenter considérablement au cours des 30 dernières années. Mais le pays est aujourd'hui confronté à de nombreuses conséquences négatives : pollution de l'air, problèmes respiratoires, urbanisation rapide, effets sur la faune, etc. (Aurez & Georgeault, 2016). L'EC devient un centre d'intérêt pour tous les acteurs qui s'intéressent aux problèmes environnementaux, économiques et sociaux, suite à la mise en œuvre d'une législation en 2009 (Sana, 2014). Pour ce faire, la Chine s'est concentrée sur quatre axes (Aurez & Georgeault, 2016) :

- L'organisation des lois et des politiques ainsi que l'assistance législative et financière.
- L'utilisation rationnelle des ressources, le contrôle des déchets.
- L'utilisation d'énergies renouvelables, l'amélioration du processus de collecte, la réutilisation.
- La création de villes « vertes » et l'écologie industrielle.

Si on regarde le Japon, la stratégie de l'EC par le biais des 3 R soutient le Japon, qui est extrêmement dépendant des importations et a peu de possibilités de production sur son île (Lévy & Aurez, 2014, p.13 ; Commissariat général au développement durable [CGDD], 2014). Le Japon applique une approche circulaire à travers des engagements non contraignants et le développement continu grâce à des mécanismes de consultation

²¹ <https://www.economiecirculaire.org/articles/h/paquet-economie-circulaire-europeen-les-ong-devoilent-les-bons-et-les-mauvais-eleves.html>

fréquente des spécialistes (Sana, 2014). La Chine et le Japon constituent tous deux des exemples clefs en Asie en matière d'économie circulaire.

2.8 Autres obstacles posés par l'EC

Bien qu'on ait évoqué précédemment les enjeux et obstacles, il est important de mentionner quelques autres obstacles, notamment pour le contrôle de gestion.

Le contrôle de gestion prend sa source de notre modèle économique linéaire. Il en a toujours été ainsi ; le passage à un nouveau système économique poserait une série d'obstacles au contrôle de gestion. Ces problèmes sont intrinsèques au modèle circulaire, à ses caractéristiques essentielles et à ce qu'il implique.

2.8.1 Relation entre les acteurs de la chaîne de valeur d'une organisation

Le modèle circulaire suggère une nouvelle relation entre les acteurs de la chaîne de valeur d'une entreprise. Pour atteindre cet objectif, chacun doit mettre du sien et prendre les mesures nécessaires. En modifiant le but de notre modèle — maximiser la productivité des ressources, suivre les étapes de la circularité en éliminant toute externalité, l'économie circulaire nécessite une interaction beaucoup plus forte et plus complète que le modèle linéaire : il ne s'agit plus de sous-traitance, mais plutôt de partenariat entre les différents acteurs.

Cependant, cette coopération est nécessaire pour le bon déroulement et la bonne exécution de cette nouvelle économie : pour suivre ce concept, tous les acteurs doivent avoir le même objectif, interagir les uns avec les autres et travailler main dans la main. Un nouveau mode d'interaction verra le jour, qui liera les acteurs entre eux de manière durable. Il est important d'identifier chaque acteur de la chaîne de valeur, dans le but de soutenir et renforcer le concept de circularité.

Cette collaboration impliquerait un large échange de données entre les différents agents. Ceux-ci devraient connaître les activités et le fonctionnement de chaque acteur impliqué dans cette collaboration. Une telle coopération étroite modifierait fondamentalement la relation entre les principaux acteurs, suggérant une confiance sans faille, et en même

temps, affecterait le contrôle de gestion. Cette interdépendance entre les acteurs exigerait que la gestion s'adapte et s'améliore afin de pouvoir gérer ces nouvelles coopérations.

Le problème auquel le contrôle de gestion doit faire face est ici la complexité moderne des relations entre les acteurs : ils doivent tous deux collaborer, se connecter, interagir, se mettre d'accord et avancer ensemble. Toute la chaîne de valeur est désormais marquée par une forte interdépendance. Cette étroite coopération modifiera profondément la relation entre les différents acteurs, ce qui signifie qu'il y a une confiance sans fin entre eux. L'objectif est donc de rassembler tous ces acteurs et de les faire travailler ensemble. Quelle sera la réponse de la gestion face à ce défi ?

2.8.2 Analyser la chaîne de valeur

La méthodologie développée par Michael E Porter, « Value Chain Analysis », consiste à identifier et à diviser l'entreprise en une série d'activités, toutes génératrices de valeur. Chaque activité crée de la valeur et contribue à la valeur ajoutée totale de l'entreprise (Porter, 2008). Une telle approche peut être utilisée pour suivre et organiser les multiples interdépendances dans la chaîne de valeur et de production après application du modèle circulaire.

2.8.3 Accounting openness

L'analyse de la chaîne de valeur a l'avantage d'intégrer toute la chaîne de valeur de l'organisation dans la prise de décision, ce qui est nécessaire dans une économie circulaire. Cependant, l'économie circulaire a pour effet de renforcer et d'élargir la relation entre les acteurs de la chaîne de valeur au point qu'ils fonctionnent main dans la main. L'analyse de la chaîne de valeur s'efforce de produire un moyen d'assurer, de mesurer et de contrôler ce type de relation.

La nécessité d'une « Accounting openness » (Caglio & Ditillo, 2008) s'accroît dans le sens d'une véritable responsabilité, confiance et clarté entre les acteurs : l'objectif est que 2 acteurs ou plus dévoilent leurs comptes (ces informations étant fondamentalement privées) et les partagent avec d'autres. Cette comptabilité, qui est essentiellement confidentielle, est remise aux différents acteurs, et vice versa. Le partage de documents confidentiels, tels que les comptes, est une promesse de confiance, de loyauté et

d'engagement pour établir un partenariat avec l'autre, en portant cette confiance à un niveau supérieur.

L'approche de la comptabilité à livre ouvert « Open Book Accounting » est en train d'émerger ; cette technique vise un très haut degré de collaboration entre les organisations d'une même chaîne de valeur, en utilisant une nouvelle connaissance mutuelle comme moyen de contrôler leurs interactions et le transfert de biens, de capitaux et de services au sein de ces entités (Mouritsen, Hansen & Hansen, 2001). Ces données, qui étaient initialement confidentielles, sont maintenant disponibles et constituent l'outil de « comptabilité à livre ouvert ». Cette technique est généralement considérée sous l'angle des coûts financiers : les entreprises utilisent la comptabilité à livre ouvert pour réduire efficacement les coûts. En dévoilant leur structure de coûts, en apprenant à mieux connaître leurs partenaires et en améliorant leurs relations et leur place sur le marché grâce à cette collaboration, ces entreprises cherchent à réduire leurs coûts (Kulmala, 2002).

Même si l'usage classique est celui des coûts financiers, il est tout à fait possible d'adapter une telle technique à une utilisation plus durable : les coûts doivent ici être traités comme des externalités avec un impact sur l'environnement. Une fois ces coûts calculés de cette manière, l'objectif ne change pas : avec ce type de partenariat, ce partage complet et l'effort collectif de chaque acteur de la chaîne, les acteurs cherchent à minimiser les coûts autant que possible. Cette nouvelle méthode et ces nouveaux partenariats doivent être vus comme des outils pour accomplir plus efficacement les objectifs conjoints de la chaîne de valeur à laquelle ces organisations appartiennent.

Cette théorie économique moderne « Open Book Accounting » encourage la coopération avec chaque participant de la chaîne de valeur, ce qui n'est possible que si tous ces acteurs s'engagent, collaborent, interagissent et travaillent ensemble pour atteindre l'objectif de cette chaîne. On peut y voir un lien direct avec l'économie circulaire. La communication et la coopération sont essentielles à une adoption réussie de l'économie circulaire, et le modèle de comptabilité à livre ouvert vise à briser les frontières entre chaque participant.

2.8.4 Une relation intersectorielle

Comme expliqué tout au long du point 3, les relations entre secteurs évoluent avec le modèle de circularité. Comme exemple, on peut citer « Le champignon de Bruxelles » qui traduit cette relation intersectorielle. Les drêches de bière, à savoir les résidus de brassage de l'orge dans la fabrication de la bière sont les ressources de cette petite entreprise qui les utilise pour produire des shiitakes. Sachant que 90 % des ingrédients utilisés pour brasser la bière se terminent en déchets, on voit tout l'intérêt d'une telle entreprise, où les déchets trouvent une place dans un processus créateur de valeur.

Afin de permettre un tel passage d'un secteur à l'autre, les entreprises concernées doivent être conscientes des déchets des autres afin de décider si ceux-ci doivent être utilisées dans leurs opérations. Pour ce faire, un nouveau mode de communication doit être instauré entre ces différents secteurs.

Cependant, l'échange d'informations ne doit pas atteindre le niveau de la « comptabilité à livre ouvert », où les entreprises fonctionnent et collaborent assez étroitement. Ici le seul but est que les organisations soient informées des déchets de chacune d'entre elles.

2.8.5 Mesurer l'utilisation et le traitement du produit en fin de vie.

Comme mentionné ci-dessus, le modèle circulaire requiert engagement et persistance, et le désir de tous d'accepter cette circularité. Tous doivent être d'accord et s'efforcer de coopérer, sinon l'objectif de circularité ne serait que partiellement atteint. La coopération entre les entreprises n'est pas suffisante, le client a un rôle de plus en plus important à jouer dans le maintien de la circularité.

Notre modèle économique linéaire soutient encore la possession de droits de propriété sur les biens ; le client est propriétaire. Tout processus circulaire dépend donc de sa volonté de conserver, restaurer, recycler ou remettre son bien au fabricant. S'il le veut, il peut très bien juste jeter le produit, pire encore le jeter dans la nature. Cela aura de nombreuses conséquences : le client perdra la valeur de la chose en la considérant comme un déchet, le fabricant ne recevra rien et sera obligé de continuer à utiliser les matériaux naturels.

L'enjeu du contrôle de gestion est de pouvoir quantifier et prendre en compte l'engagement des clients, leurs actions, la manière dont ils utilisent le produit pendant l'utilisation et la manière dont ils l'utilisent à la fin.

2.9 Les limites de l'économie circulaire

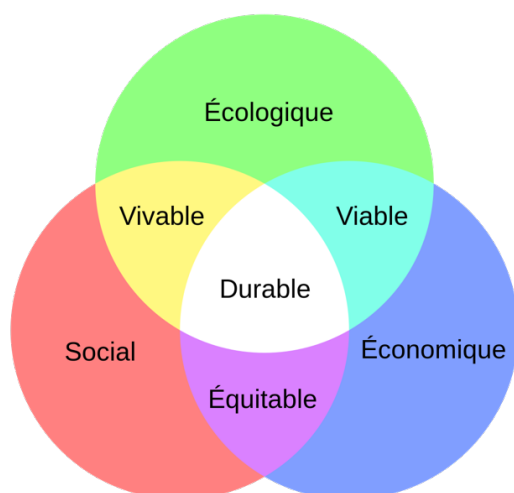
Comme dans chaque type d'économie, il y a des limites. Il serait stupide d'imaginer que ce type d'économie est parfait et que, grâce à elle, le monde se portera enfin mieux. Il est donc important de mentionner les limites liées au concept de l'EC et à son application.

2.9.1 Limite conceptuelle

Les auteurs mentionnent deux limites au concept :

- La première concerne la « durabilité ». L'EC est-elle un modèle qui persistera dans le temps ? Si on regarde dans le rapport Brundtland (1987), le développement durable est décrit comme « *un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs* ». On a vu précédemment que le développement durable repose sur trois piliers environnementaux, économiques et sociaux.

Figure 6 : Les trois piliers du développement durable



Source : Wikipedia

Ces piliers étant interdépendants, le développement durable ne peut survivre sans l'un de ces aspects. Cependant, si l'économie circulaire veut explicitement tenir compte des facteurs écologiques en plus des facteurs économiques, à côté de cela, elle ne donne que peu d'importance au plan social (Murray et al., 2015).

Le bien-être des hommes, leurs droits fondamentaux... qu'en est-il de l'égalité intergénérationnelle prônée par Brundtland (1987) ou de l'équité entre pays développés et pays en développement? Certains auteurs se penchent sur ces enjeux et les conséquences sociales de l'introduction de l'EC. Parmi eux, il en est qui pensent que, malgré tout, à ses débuts, l'EC contribuera grandement à améliorer les performances sociales (Bonet Fernandez et al., 2014).

- Une seconde limitation de ce concept est retenue. Elle est due aux nouvelles caractéristiques du concept de l'EC et à l'absence d'une définition unique et claire. Par conséquent, certaines compagnies subiront des répercussions négatives et inattendues après la mise en œuvre de celui-ci. Par exemple, certains comportements, qui peuvent a priori sembler écologiques, dégradent plus qu'ils ne sauvent l'environnement. Le biocarburant en est un des exemples principaux. Ce carburant a permis de ne plus recourir à l'usage du pétrole, mais entraîne une déforestation massive, la destruction d'écosystèmes de différentes espèces, la dégradation des terres arables par les agriculteurs, etc (Murray et al., 2015). En outre, ces effets sont largement attribués à l'interprétation simpliste et/ou incorrecte des idéaux de l'EC. En effet, certaines entreprises sont encore coincées dans l'ancien paradigme linéaire et continuent à réfléchir suivant ce modèle. Ces entreprises n'appliquent qu'une partie des aspects de l'EC et seulement dans certains secteurs distincts. Or, tout comme la nature est indivisible, l'EC est un concept à prendre à part entière (Murray et al., 2015).

2.9.2 Limite liée à la mise en application

Les scientifiques ont remarqué les contraintes techniques, économiques et politiques de la mise en œuvre d'une EC.

Tout d'abord, l'économie circulaire, dans son processus de mise en œuvre, est confrontée à un certain nombre de limitations techniques. Premièrement, si dans une EC idéale les

biens sont réparés, réutilisés et recyclés à l'infini, la théorie entre souvent en conflit avec la réalité. En fait, souvent la qualité des matériaux se détériore à chaque fois qu'ils sont recyclés. Après quelques cycles, le niveau de qualité ne permet plus de réutilisation. Il est donc nécessaire pour l'entreprise de se fournir en matériaux naturels. Si la qualité d'un composant perd rapidement de sa valeur, l'entreprise peut ne pas investir dans un processus destiné au recyclage. De plus, la composition d'un bien peut être très compliquée. Cela décourage les compagnies de mener des processus de recyclage extensifs pour certains types de déchets et rend le processus de recyclage inabordable (Aurez & Lévy, 2013).

Par ailleurs, l'EC fait également face à des problèmes économiques et politiques. Comme le soulignent Aurez et Lévy (2013), selon certains rapports, l'adoption d'une EC dans une région peut « *ralentir la croissance économique à court terme et limiter la capacité à exercer certaines activités* ». En ces périodes économiques difficiles (l'épidémie du coronavirus), cette restriction peut inquiéter les États et faire passer ces politiques écologiques au second plan.

Bien que les avantages soient plus nombreux que les limites, à ce jour seulement un petit nombre d'entreprises ont décidé de faire le grand saut et d'essayer de fonctionner selon cette nouvelle économie. Les restrictions liées à l'application du concept ne peuvent expliquer à elles seules cette contradiction. L'importance des habitudes et la peur du nouveau semblent être les deux obstacles principaux au passage vers une EC. Par conséquent, les entreprises peuvent jouer un rôle important dans la promotion de ce choix, en montrant le bon exemple et avec l'aide des autorités publiques.

Tous les acteurs de la chaîne de valeur doivent disposer d'outils de financement et de gestion des risques pour réaliser les investissements requis en production et en recherche et développement. Le passage vers une EC doit également être promu dans notre système éducatif, au sein duquel il est important d'éduquer la nouvelle génération sur cette question et la nécessité de changer. Des programmes centrés sur cette problématique commencent peu à peu à prendre place dans les universités, comme le cours de CSR (Master1 à la LSM) et d'autres programmes accessibles à la population

permettant de les sensibiliser et accélérant ainsi la transition vers ce nouveau concept circulaire (Lieder et Rashid, 2015).

3. Question de recherche

Afin de lutter contre le réchauffement climatique et la limitation de nos déchets quotidiens, l'économie circulaire vient apporter une réelle solution en vue de limiter la production de déchets qui est une conséquence directe de notre modèle économique actuel.

Selon la commission européenne, l'économie circulaire est une économie dans laquelle « les produits et les matières conservent leur valeur le plus longtemps possible ; les déchets et l'utilisation des ressources sont réduits au minimum et, lorsqu'un produit arrive en fin de vie, les ressources qui le composent sont maintenues dans le cycle économique afin d'être utilisées encore et encore pour recréer de la valeur ».

Dans cette lutte acharnée contre la réduction des déchets, les entreprises ont un vrai rôle à jouer ! En effet, elles peuvent avoir un impact non-négligeable en s'inscrivant dans un processus de production plus respectueux de l'environnement. Les consommateurs n'auront, dans ce cas de figure, pas d'autres solutions que de suivre cette tendance. Pour ce faire, de nouvelles organisations émergent en proposant des produits issus de l'économie circulaire.

Suite à l'apparition de ces entreprises et les entreprises déjà existante, nous nous sommes penchés sur les difficultés qu'elles pouvaient rencontrer en mettant en place ce type de projet sur pied. La question de recherche porte donc sur le sujet suivant :

« Quels sont les obstacles réels auxquels les entreprises font face dans le but d'intégrer l'économie circulaire dans leurs modes de fonctionnement ? »

Comme sous-question : Existe-t-il un fossé entre la théorie et la pratique ?

Ce travail de recherche a principalement pour but de mettre en évidence les contraintes que peuvent subir ces entreprises durant la phase de lancement d'un tel projet mais

également lors de la gestion quotidienne. Grâce à cette analyse, l'objectif final sera d'identifier les obstacles réels et de fournir des pistes de solutions pour remédier à ces problèmes.

PARTIE 2 : Partie empirique

Méthodologie

Tout d'abord, la première partie de ce mémoire comporte une analyse approfondie de la littérature scientifique. Cette étude se focalise sur la thématique de l'économie circulaire et plus particulièrement sur les difficultés rencontrées par les entreprises qui souhaitent s'inscrire dans ce type de démarche. Cette partie nous permettra de voir si les obstacles aperçus dans la littérature concordent avec la réalité sur le terrain.

Ensuite, la section suivante abordera une étude de cas sur deux multinationales ainsi que le secteur de la construction dans lequel beaucoup de déchets sont produits. Tout d'abord, nous présenterons les deux entreprises en expliquant les avancées en matière de circularité, ses objectifs futurs ainsi que les projets en cours. Elles seront également accompagnées de témoignages de personnes ayant fait un projet en lien avec l'économie circulaire. Pour le secteur de la construction ainsi que les entreprises reconnues par Be Circular, ils seront soutenus par des interviews.

Enfin, nous avons choisi de privilégier une analyse qualitative dans le but de répondre à notre question de recherche. L'avantage des méthodes qualitatives est qu'elles peuvent être utilisées pour développer des conceptions théoriques de propriétés exploratoires et descriptives dans un cadre spécifique à l'aide d'études de validité interne. Cependant, cela permet également une meilleure compréhension et contextualisation (Lejeune, 2013).

Il existe de nombreuses façons de collecter des données qualitatives. Comme méthode de collecte d'informations, nous avons choisi de mener des entretiens. L'avantage des entretiens est qu'ils servent de source d'information directe et à double sens. C'est, après

tout, un mode de communication direct et interactif (Lejeune, 2013). Cependant il reste difficile de trouver des personnes d'accord pour ce type d'entretiens

Les entrevues individuelles se divisent en 3 types : directifs, semi-directifs et non directifs. Les entrevues semi-directives ont été privilégiées dans ce cas. Un guide d'entretien a été rédigé. Ce guide est organisé en plusieurs questions et sous-questions dans un ordre non hiérarchique, dans le but de rebondir d'une question à l'autre. Le but des entrevues est d'éviter les interrogatoires mais de laisser l'interviewé pouvoir exprimer son avis ouvertement afin d'obtenir plus d'informations pertinentes.

Après avoir conclu les interviews, une analyse sera faite à partir des éléments collectés et une conclusion et des recommandations seront tirées.

L'ORÉAL

Chapitre 1 : L'Oréal Paris

1.1 Introduction

La raison pour laquelle j'ai choisi d'analyser cette entreprise est une raison personnelle liée au stage de fin de cycle. J'ai eu la chance de pouvoir faire mon stage chez l'Oréal pendant 6 mois et les informations que j'ai pu découvrir et retenir lors de mon stage me semblent utiles dans la réalisation de ce mémoire.

De plus, j'estime qu'une entreprise multinationale comme celle-ci a un impact significatif sur l'environnement et les consommateurs et donc il est intéressant d'observer comment L'Oréal influence ses acheteurs de manière responsable.

1.2 Histoire

L'Oréal est le 1er groupe cosmétique dans le monde présent dans 150 pays et détenant actuellement 36 marques (Nyx, Maybelline, La Roche Posay, Kérastase, YSL...).

L'entreprise possède 88 mille collaborateurs dans le monde avec 497 brevets déposés en 2019 et un chiffre d'affaires atteignant les 29,9 milliards d'euros en 2019.

L'entreprise a été fondée par Eugène Schueller en 1909, celle-ci a été originellement dénommée « l'Auréale » et ce n'est qu'en 1939 que la société prend le nom de «

L'Oréal » Eugène Schueller était chimiste et entrepreneur alsacien. a formulé, fabriqué et vendu une des premières teintures pour cheveux aux coiffeurs parisiens.

Le PDG actuel de l'Oréal est Jean-Paul Agon, celui-ci a pour mission la Beauté pour tous. Pour ce faire, son but est d'avoir un portefeuille de marques internationales.

Les performances de L'Oréal ne se mesurent pas seulement par les dimensions économiques, mais aussi par leurs impacts positifs sur la société et sur l'environnement. Les nouvelles acquisitions sont là pour couvrir l'ensemble des besoins cosmétiques, mais aussi de nouvelles initiatives environnementales, sociales ou encore digitales (site officiel de L'Oréal).

1.3 Engagements et responsabilités

Le but de l'entreprise est de faire tout ce qui est en leurs pouvoirs pour être exemplaire, pour cela ils vont vers business model qui est toujours plus responsable et durable.

Leurs engagements s'articulent autour de ces trois piliers : l'environnement, l'Humain et les produits (site internet de L'Oréal).

1.3.1 Engagement pour la planète

Depuis longtemps, l'entreprise a bien conscience des problèmes auxquels notre monde et notre économie actuels font face, comme les enjeux du réchauffement climatique, les changements environnementaux, l'augmentation du niveau de la mer ainsi que les événements météorologiques extrêmes donc pour répondre à ces enjeux, il faut des engagements plus forts.

C'est pour cette raison que L'Oréal a pris la décision d'intensifier ses efforts à travers un plan intitulé « L'Oréal pour le Futur ». Les engagements pour 2030 représentent le début d'une transition plus ambitieuse et reflètent la vision du rôle et des responsabilités d'une société face aux défis auxquels le monde est confronté.

Pour les entreprises, il ne suffit plus de réduire leur impact environnemental en se fixant des objectifs elles-mêmes. Chez L'Oréal, l'engagement est de faire en sorte que les actions

respectent les « limites planétaires », c'est-à-dire ce que la terre peut supporter. Afin de concilier les besoins de protection d'une planète aux ressources limitées, L'Oréal se lance dans un plan ambitieux en mettant en œuvre un nouveau plan de transformation interne. Dorénavant, leurs engagements vont au-delà de l'influence directe, ils ciblent l'impact indirect, par exemple lié aux activités des fournisseurs ou l'utilisation des produits par les fournisseurs.

Les efforts de L'Oréal pour 2030 portent sur le climat, l'eau, la biodiversité et les ressources naturelles.

1.3.1.1 Lutter contre le changement climatique

Depuis plus de 20 ans, l'entreprise prend des mesures pour réduire les émissions de CO_2 lié à leurs activités, pour cela il a amélioré toutes les installations dans ses bâtiments, équipements, etc., et ont favorisé le recours aux énergies renouvelables si la possibilité était offerte localement pour leurs sites industriels présents dans plusieurs pays.

En 2017, L'Oréal était parmi les 100 premières organisations à se fixer des objectifs validés par l'initiative SBT (Science Based Targets). Dans le but de réduire leurs émissions de gaz à effet de serre pour le scénario de 1,5 °C il faudra réduire de 50% par produit fini les émissions.

Afin de l'atteindre, ils ont fixé des objectifs mesurables pour chaque point de leurs chaînes de valeurs qui va de la production jusqu'aux consommateurs.

Les objectifs sont :

- D'ici 2025 l'ensemble de leurs sites seront neutres en carbone grâce à l'efficacité énergétique et l'utilisation de 100% d'énergies renouvelables.
- D'ici 2030 leurs buts sont d'innover afin de permettre à leurs consommateurs de réduire leurs émissions liées à l'usage de leurs produits finis de 25% en moyenne par rapport à 2016
- D'ici 2030, ils planifient de réduire de 50% en moyenne par produit fini les émissions liées au transport par rapport à 2016

- D'ici 2030, leurs fournisseurs stratégiques réduiront de 50% leurs émissions de gaz par rapport à 2016

Les résultats :

- Depuis 2007, ils ont réduit leurs émissions de CO_2 de leurs usines et centrale de distribution de 78% par rapport à 2005, tout en augmentant leurs productions de 37% pendant la même période.
- À la fin de l'année 2019, l'entreprise avait 51 sites neutres en carbone tout en utilisant 100% d'énergie renouvelable. Par exemple, la Chine est devenue le premier marché de L'Oréal à compléter la neutralité carbone sur les sites d'exploitation couvrant les usines, les centres de distribution, les centres de recherche et innovations et les bureaux

1.3.1.2 Gérer l'eau de façon responsable

Chez L'Oréal, l'eau est au centre de leurs activités, car il est important pour la création et l'utilisation des produits. L'entreprise travaille depuis des années au maintien d'une qualité d'eau en consommant de manière responsable. L'Oréal accorde beaucoup d'importance à l'innovation et l'évaluation, c'est ce qui leur permet de conserver l'eau.

Leurs objectifs en matière de gestion des eaux sont :

- D'ici 10 ans, ils testeront toutes les formules grâce à la plateforme de tests environnementaux, pour garantir leur innocuité sur la diversité des écosystèmes aquatiques, qu'ils soient continentaux ou côtiers.
- D'ici 10 ans ils innoveront petit à petit pour permettre aux consommateurs de diminuer de 25% la consommation d'eau par rapport à 2016.
- D'ici 10 ans, 100% de l'eau utilisée dans le processus de production de leurs usines sera recyclée et réutilisée.
- D'ici 10 ans, tous leurs fournisseurs stratégiques utiliseront l'eau de manière responsable dans les zones où ils opèrent.

Leurs résultats :

- Par rapport à 2005, ils ont réduit de 51% la consommation d'eau des usines et des centres de distribution.
- L'Oréal possède 4 usines de recyclage de l'eau où toute l'eau industrielle sera recyclée et réutilisée. Par exemple, l'usine de Libramont en Belgique est la 4ème usine où l'eau est recyclée et réutilisée.

L'Oréal travaille avec Gjosa dans le but de créer un système permettant de rincer le shampoing avec seulement 1,5 litre d'eau au lieu des 8 litres habituels. La start-up Gjosa a créé une pomme de douche à faible débit (2 litres d'eau par minute), qui diminue la pression de l'eau tout en augmentant la vitesse des gouttelettes, permettant un rinçage aussi efficace que le rinçage traditionnel.

Les scientifiques de L'Oréal ont créé des shampoings plus faciles à rincer et qui s'appliquent directement par la pomme de douche. Certains critères ont été modifiés pour assurer un bon rinçage et contribuer à réduire la consommation d'énergie et d'eau d'environ 70 %.

Leur objectif est d'introduire cette technologie révolutionnaire dans les salons de coiffure professionnels du monde entier pour aider les coiffeurs à diminuer leur consommation d'eau et leurs émissions de CO_2 (Site internet L'Oréal)

1.3.1.3 Respecter la biodiversité

La biodiversité se détériore et nous vivons la sixième extinction. Face au changement climatique, la destruction des écosystèmes naturels, notamment à des fins agricoles, menace la survie des territoires et des communautés. Une grande partie des matières premières de L'Oréal sont issues de ressources renouvelables, et la plupart d'entre elles proviennent des plantes. L'entreprise utilise environ 1 600 matières premières issues de près de 250 espèces de plantes et estime que la biodiversité est une source importante d'innovation et s'engage à utiliser des matières premières de manière sûre et éthique.

La science a montré que la conversion des habitats naturels en développement agricole, urbain et infrastructurel est la principale cause de la perte de biodiversité.

Les objectifs en terme de biodiversité sont :

- D'ici 2030, 100% des ingrédients des formules et des matériaux d'emballage bio-sources seront traçables et durables, et aucun d'entre eux n'entraînera la déforestation.
- D'ici 2030, tous les bâtiments et tous les sites industriels qu'ils exploitent auront un impact positif sur la biodiversité par rapport à 2019.

Les résultats obtenus jusqu'à maintenant :

- En 2019, 85 % des produits nouveaux ou rénovés avaient un profil environnemental ou social meilleur.
- Depuis 2012, 100% des approvisionnements en huile de palme, de ses dérivées et en huile de palmiste se sont avérés durables selon les normes RSPO.

1.3.1.4 Préserver les ressources naturelles

Chez L'Oréal, ils contrôlent l'utilisation des ressources naturelles en veillant à ce que les opérations soient compatibles avec un monde ayant ses limites. Ils encouragent l'utilisation de matières premières recyclées, qui proviennent de sources naturelles ou qui soient basées sur les idéaux de la chimie verte.

Les objectifs en ce domaine sont :

- D'ici à 2030, 95% des ingrédients des formules seront d'origine biologique
- D'ici 2030, 100% des emballages plastiques proviendront de sources recyclées ou biologiques.
- D'ici 2030, par rapport à 2019, ils réduiront l'intensité de l'emballage des produits de 20%.
- D'ici 2025, 100% des emballages plastiques seront rechargeables, réutilisables, recyclables ou compostables.

- D'ici 2025, ils réaliseront la conception écologique de 100% des présentoirs publicitaires en point de vente, en tenant compte des principes d'économie du recyclage de la gestion de la fin de vie et de 100% des magasins.

Les résultats acquis :

- Aujourd'hui, 59 % des matières premières de L'Oréal sont renouvelables.
- En 2019, le groupe a remplacé 13 204 tonnes de matériaux par des matériaux recyclés.
- En 2019, 97 % des déchets industriels ont été valorisés, ce qui veut dire réutilisés, recyclés ou valorisés énergétiquement.

1.3.2 Engagement pour toutes et tous

L'Oréal donne beaucoup d'importance aux relations humaines, elle soutient l'inclusion et la diversité. Ces entreprises, composées d'individus, ont un impact sur les hommes et l'environnement par leurs activités et leurs actifs.. Il est primordial pour l'entreprise de veiller au respect des droits de l'homme en minimisant les effets négatifs de ses actions et en assurant un impact constructif.

Au cœur de leurs actions, l'entreprise soutient donc les droits humains, s'engage avec ses collaborateurs, valorise les communautés et promeut la diversité et l'inclusion (L'Oréal).

1.3.3 Engagement envers ses produits

L'objectif pour l'entreprise est d'avoir un produit fini optimal, l'excellence doit aussi s'étendre sur l'impact sur la société et l'environnement. Jour après jour, ils font tout leur possible pour intégrer et développer constamment les meilleures pratiques afin que leurs impacts sociaux et environnementaux soient aussi minimes et constructifs que possible. Exemple : 85% des produits nouveaux ou rénovés en 2019 ont un impact environnemental ou social meilleur.

1.4 Économie circulaire et secteur de la cosmétique

Après avoir analysé l'entreprise, on va voir quels sont les enjeux que le secteur cosmétique doit surmonter et voir comment L'Oréal répond à ces challenges.

Le rapport de la FEBEA (2018) « Économie circulaire et secteur cosmétique » relève trois enjeux majeurs liés à ce secteur.

Le premier enjeu est celui de l'écoconception des produits tout en favorisant l'utilisation durable des ressources, puis arrive l'enjeu de fabriquer de manière durable et finalement l'enjeu de promouvoir une consommation responsable.

1.4.1 L'écoconception des produits

L'écoconception vise à réduire les effets sur l'environnement dès la conception d'un produit ou d'un service au cours de son cycle de vie.

Les deux volets majeurs se résument :

- **L'écoconception des formules** qui signifie : réduire le nombre d'ingrédients, concentrer les formules, recourir à la chimie verte, renforcer l'utilisation durable des ressources à faible impact environnemental et favoriser les composants biodégradables dans les produits rincés.
- **L'écoconception des emballages** qui signifie : proposer des recharges, réduire la taille et le poids des emballages, limiter l'impact environnemental des matériaux et améliorer la recyclabilité.

1.4.1.1 L'écoconception des formules

Outre les tendances du marché, les consommateurs exigent de plus en plus des **produits «naturels»** ou des produits à base d'ingrédients naturels. Face à la pénurie de ressources, les industriels doivent acheter des ressources de manière durable, c'est-à-dire : s'assurer que le taux de régénération de leurs ingrédients à travers le processus naturel de l'écosystème est supérieur à leur taux d'extraction (ces démarches s'inscrivent dans le cadre du Protocole de Nagoya²²).

²² Protocole de Nagoya : <https://www.cbd.int/abs/>

Afin de mettre en place des filières responsables, les entreprises françaises, conscientes de l'importance de trouver un équilibre entre les besoins du secteur et les enjeux sociaux et environnementaux, ont su anticiper.

- L'Oréal a établi un partenariat d'approvisionnement en quinoa avec la Bolivie. Auparavant, le quinoa était considéré comme un résidu. Le quinoa contient des saponines et des polyphénols qui lui confèrent une valeur en tant que matière première en cosmétique renouvelable.

En favorisant ce développement durable, la compagnie facilite la formation des agriculteurs locaux aux bonnes habitudes agricoles, vise à lutter contre l'érosion des sols par la culture de légumineuses, d'arbustes et de plantes herbacées originaires de la région et encourage le transfert d'expertise scientifique et de connaissances vers ses différents partenaires locaux.

Il est aussi important de privilégier les **ingrédients locaux**. Le fait de prélever les ingrédients à proximité du site de production est un bon moyen de réduire l'empreinte carbone du produit. Cela signifie moins de déplacements et fait bénéficier l'économie locale. De nombreuses entreprises du secteur sont impliquées dans le processus d'approvisionnement des produits au niveau local, national et si nécessaire au niveau européen.

Si les principes suivants sont appliqués, **le choix du «bio»** fait partie de la logique de conception écologique:

- Inclure la plus faible proportion de matières premières agricoles biologiques,
- Utilisation préférentielle de ressources renouvelables au lieu d'ingrédients chimiques, produits synthétiques ou pétrochimiques
- Soutenir le processus de conversion avec un impact minimal sur l'environnement.

De nombreuses marques font approuver leurs produits par des organismes en conformité avec la norme Ecocert sur les cosmétiques écologiques et biologiques ou avec la norme européenne sur l'Écolabel. La norme ISO 16128 fournit des lignes directrices pour les

définitions techniques et les normes applicables aux ingrédients et produits cosmétiques naturels et biologiques.

De plus, en augmentant la **concentration des ingrédients**, on utilisera moins de substance pour obtenir les mêmes effets. La quantité d'emballage nécessaire est ensuite diminuée mécaniquement avec la même quantité de matière active. Par exemple, un tel effort nécessite une meilleure pédagogie pour les consommateurs afin de les persuader de ne pas prendre les mêmes doses que les produits non concentrés.

-> Le nouveau shampoing sec de Garnier fructis qui est en format compressé (100ml = 150ml) (cfr Annexes 1)

Afin d'économiser des ingrédients et d'améliorer la qualité environnementale de leurs gammes, plusieurs compagnies limitent la quantité d'ingrédients dans leurs formulations.

-> Matrix, une des marques de L'Oréal professionnel a lancé en 2016 une nouvelle gamme baptisée Biolage R.A.W où tous les composants ont été conçus à partir d'une petite liste d'ingrédients en excluant sulfates, silicones et parabènes. (cfr Annexes 2)

Il ne faut pas sous-estimer l'importance de la chimie verte qui est une alternative plus durable pour l'environnement. La chimie verte/durable est l'adaptation des idéaux de la durabilité environnementale au domaine de la chimie qui cherche à créer des produits ayant des effets réduits tant sur la nature que sur la santé.

-> Les ingrédients issus de la chimie verte représentent 17% des ingrédients que L'Oréal utilise en 2016. Chimex qui est une filiale de la compagnie a conçu Pro-Xylane dont la production représente un facteur environnemental de 4,9 kg de déchets par kg de produit au lieu 6,6 en 2009.

Une autre des problématiques c'est de favoriser les ingrédients biodégradables dans les produits rincés. La biodégradabilité d'un matériau est sa faculté à se décomposer en matière organique sous l'influence de micro-organismes (champignons, bactéries, algues, levures, etc.). Ces substances organiques sont principalement la biomasse, le dioxyde de carbone et l'eau. La source pétrochimique d'une substance ne signifie pas

automatiquement que la biodégradabilité est nulle et, inversement, le produit naturel n'est pas automatiquement biodégradable.

Le degré de biodégradabilité est généralement calculé en unités de temps requises pour l'achèvement du cycle.

Ce degré de biodégradabilité et les produits de biodégradation diffèrent en fonction de nombreux paramètres comme, l'environnement dans lequel le cycle se déroule, ou le type de micro-organisme.

-> Tous les produits créés par L'Oréal ont été classés et analysés afin de les identifier en fonction des avantages offerts aux clients. Après avoir défini 143 catégories de produits, et plus de 40 000 formules ont été testées en 2014 et 2015, un outil d'écoconception a été créé pour améliorer les caractéristiques environnementales des formules. L'outil a été déployé en 2016 et est utilisé par toutes les équipes.

1.4.1.2 L'Écoconception des emballages

L'emballage joue un rôle crucial dans le domaine des cosmétiques. Non seulement ils sont essentiels à la sécurité et à la préservation des produits selon les exigences de qualité les plus rigoureuses et le plus longtemps possible, tout en préservant leur efficacité, mais ils ont aussi plusieurs autres rôles sociologiques importants.

En tant que levier important de la méthode de conception écologique, la sélection des matériaux se concentrera sur les matériaux ayant la plus petite empreinte environnementale: matériaux renouvelables, naturels, recyclables, nécessitant peu de ressources, papier et carton issus de la gestion forestière.

Concernant les matières premières, il en existe de trois types : Les Matières Premières de Recyclage ou secondaires ou encore Post-Consumer Recycled (PCR) sont des matériaux venant du recyclage de déchets et qui peuvent être utilisés en substitution totale ou partielle. La consolidation des matières premières de recyclage a des limites sur la disponibilité de ces matériaux, ainsi que des exigences de sécurité et de traçabilité. En revanche, les propriétés physiques des plastiques recyclés sont différentes de celles des

plastiques de base. Leurs couleurs (gris) et leur résistance peuvent diverger selon la qualité du traitement et du tri. Cela rend leur utilisation incertaine.

-> L'Oréal a utilisé 7050 tonnes de matériaux recyclés connus sous le nom de Post consumer recycled (cfr Annexe 3)

Concernant les papiers et cartons durables, selon les spécifications de deux grandes organisations, le Forest Stewardship Council et le Programme for the Endorsement of Forest Certification Scheme, la majorité des compagnies de cette industrie utilise du papier et du carton provenant de forêts durables. En plus de présenter des options conformes aux souhaits des clients, les compagnies, en collaboration avec les producteurs d'emballages, ajustent la taille et le poids des emballages afin de maximiser la quantité de marchandises par palette et de réduire les effets du processus de transport et de livraison sur l'environnement.

-> À partir de 2007, L'Oréal a mis en place une politique d'emballage responsables basée sur le principe des 3R (respecter, réduire et remplacer) (cfr Annexes 4)

De nombreuses marques proposent des emballages rechargeables. L'emballage de ces articles a l'avantage d'être recyclé plusieurs fois, ce qui compense le prix de vente au détail plus élevé et l'emballage plus épais. Les recharges font partie d'une stratégie proactive de réutilisation et d'utilisation à condition que l'action soit répétée au moins 3 ou 4 fois. De même, les achats en gros minimisent le suremballage en livrant la même quantité que celle dont les clients ont besoin.

-> Kérastase et shu uemura, des gammes de L'Oréal professionnel utilisent des recharges pour certains de ses produits (cfr Annexes 5).

De plus, il ne faut pas oublier d'améliorer la recyclabilité du produit, l'amélioration de la qualité des emballages est une priorité essentielle de l'écoconception.

La recyclabilité doit être mise en œuvre autant que possible avec les décisions d'écoconception dans le cadre d'une stratégie politique d'emballage. Les industries

cherchent à remplacer les matériaux de base par des matériaux recyclables et à utiliser des matériaux qui sont conformes aux différentes formes de recyclage existantes.

Qui dit produit dit publicité. La publicité sur le lieu de vente (PLV) est l'un des aspects les plus courants de l'industrie des cosmétiques. Elle s'applique aussi souvent aux publicités ou aux visuels qu'à la vente de présentoirs et de meubles et pour cela, il faut des ressources.

-> L'Oréal a mis en place un processus d'écoconception en 2015 concernant ses publicités. Une série de règles doit être respectée durant la vie d'un PLV pour cela, L'Oréal travaille en partenariat avec ses fournisseurs pour mieux appliquer les règles établies. Voici quelque une des règles établies : Utiliser des matériaux bois/papier/carton certifié FSC ou PEFC, pour les PLV multi matériaux veiller à utiliser des composants faciles à séparer.

1.4.2 Fabriquer durablement

Un deuxième enjeu majeur est le fait de fabriquer de manière durable. Pour cela il faut optimiser le processus industriel en maîtrisant la consommation d'eau et d'énergie et traiter les effluents en interne. Un deuxième point dans le processus de fabrication durable est de gérer les déchets de production (prévention, réutilisation, valorisation et recyclage).

1.4.2.1 Optimiser le processus industriel et traitement des effluents

La régulation des consommations d'énergie et d'eau sur les sites de production est un des leviers pour optimiser l'impact environnemental. Un suivi continu de ces flux est primordial pour poursuivre le processus d'amélioration.

-> Comme mentionné brièvement dans la description de L'Oréal, entre 2005 et 2016 il a diminué de 67% les émissions de CO_2 et a augmenté la quantité de production de 29%. Par l'application de programmes divers et adaptés selon la localisation des sites (par exemple les panneaux solaires) et les achats d'électricité et de gaz vert, l'offre a répondu à 45% de la demande des usines et centrales en 2016. La société dispose de 15

installations, 5 usines et 10 centres de livraison qui ont désormais la neutralité carbone. De plus, L'Oréal s'est promis de réduire de 60 % son utilisation d'eau par unité de produit d'ici 10 ans comparés à 2005. Deux lignes d'action sont retenues : l'optimisation de l'utilisation et la mise en œuvre de programmes de récupération et de réutilisation de l'eau sur les sites de fabrication.

La majorité des entreprises, en particulier les petites et moyennes entreprises, ont implanté des systèmes internes de traitement des déchets: unités de traitement, gestion des émissions.

-> L'Oréal retire les effluents des usines, afin de produire une eau de très bonne qualité. Cette eau est ensuite réutilisée pour le lavage des équipements de fabrication ou les procédures de refroidissement. L'entreprise dispose de 10 usines de recyclage à la fin de l'année 2016.

1.4.2.2 Gestion des déchets de production (prévenir, valoriser et recycler)

Plusieurs organisations ont mis en œuvre des stratégies de réduction et de prévention des déchets. Ils réduisent non seulement l'impact environnemental de l'élimination des déchets, mais limitent également les coûts. Des mesures doivent être prises pour réduire la production de déchets à la source et, en même temps, pour recycler les déchets résiduels.

Des mesures doivent être instaurées en interne pour réduire les restes d'emballages et les pertes. Un défi important pour les petites et moyennes entreprises.

-> L'Oréal a diminué de 35% la production de déchets dans ses usines et centres de livraison entre 2005 et 2016. À la fin de 2016, l'entreprise avait déjà atteint son objectif et cela quatre ans d'avance : 100 % des sites de production de L'Oréal avaient atteint la marque "zéro déchet à la décharge".

Il y a aussi le problème des obsolètes : le maintien du stock de produits périmés est unique au domaine cosmétique. Il peut concerner de produits invendus, de produits défectueux ou cassés ou une rénovation de produits. Des actions telles que dons de marchandises à

des organisations ou magasins tels que les outlets peuvent être utiles pour vendre/donner les articles qui n'ont pas été ouverts ou utilisés et dont la date d'utilisation n'est pas dépassée.

-> L'Oréal se consacre au développement continu des procédures de fabrication et de distribution afin de minimiser les pertes de production. En particulier, cela comprend une procédure de récupération des stocks périmés pour éviter de devoir les détruire (exemple magasins d'Outlet dans Maasmechelen Village)

Concernant les énergies renouvelables, on retrouve la biomasse qui est générée sur place ou à la périphérie par le traitement des déchets alimentaires et des agriculteurs locaux. Elle est produite sur place ou à proximité par le traitement des déchets alimentaires et par les agriculteurs locaux. La production d'énergie par méthanisation s'inscrit dans ce cadre. La matière humide produite par la méthanisation est riche en matière organique, c'est-à-dire en matière digérée, qui peut être utilisée comme engrais naturel et biogaz.

Le biogaz peut être valorisé en chaleur ou en électricité dans des centrales à gaz. Il peut également être injecté dans le réseau de gaz naturel après le processus d'épuration.

-> L'Oréal possède des centrales de biomasse et de cogénération en Belgique, des centrales de trois générations en France, des installations de chaleur en Allemagne et en Italie, et des installations photovoltaïques (énergie solaire) en Chine, aux États-Unis et au Mexique. Quinze sites ont atteint la neutralité carbone.

1.4.3 Promouvoir une consommation responsable

Dans une approche globale d'économie circulaire, la sensibilisation des consommateurs aux actions environnementales et les pratiques de consommation durable sont cruciales. D'une part, comme l'analyse du cycle de vie montre que pour les produits "rincés", une partie de l'impact environnemental est liée à l'étape de consommation. D'autre part, selon CITEO, alors que 87% des Français trient les emballages, seuls 44% le font régulièrement. C'est indéniablement vrai, les emballages de cosmétiques et de produits de toilette ne sont pas parmi les mieux triés.

Deux points sont importants à retenir ici, le premier est d'accompagner le consommateur en incitant aux bons gestes du tri, de sensibiliser à l'usage de l'eau et de recommander la juste dose. Le deuxième point est d'inciter à fermer la boucle en recomposant les retours en magasins.

1.4.3.1 Accompagner les consommateurs

Le secteur des cosmétiques veut donner envie aux consommateurs de prendre des décisions éclairées sur leur consommation. Ils mettent en œuvre différentes méthodes de sensibilisation et de promotion de propositions responsables pour permettre au plus grand nombre d'obtenir des produits et des modes de consommation durables: meilleur achat, meilleure consommation, meilleure élimination. Aujourd'hui, le choix des consommateurs s'aligne sur un engagement mondial : intégrer l'idée que les ressources sont rares, agir sur la production de déchets tout en améliorant leur qualité de vie et leur bien-être. La consommation durable contribue à l'estime de soi en la rendant attrayante et facile d'accès.

-> L'Oréal utilise plusieurs méthodes comme l'agrégation des connaissances sur les effets environnementaux et sociaux des produits et évalue l'empreinte de chaque gamme en sensibilisant les consommateurs au développement durable.

Par exemple, R.A.W. de Biolage a organisé un envoi de 110 000 signets pour rappeler aux clients l'éco geste à réaliser dans leur salle de bains.

En collaboration avec Eco-Emballages, la société a également développé les it-bags sur le même thème. Cette sensibilisation est aussi présente dans les bureaux de L'Oréal (cfr Annexes 6).

Pour sensibiliser à l'usage de l'eau : des travaux ont été menés pour déterminer l'impact environnemental potentiel du shampooing et de son emballage et ont permis de tirer une leçon importante: la phase de consommation (lavage des cheveux, shampooing) représente près des deux tiers de l'impact environnemental global. Elle affecte l'épuisement de l'eau, des ressources minérales et fossiles, l'écotoxicité de l'eau douce et l'émission de gaz à effet de serre.

Parmi les gestes écologiques, le contrôle de la consommation d'eau et l'évitement du gaspillage sont parmi les moyens les plus importants de sensibilisation. Il est tout autant essentiel d'informer le consommateur sur la juste dose à utiliser, par exemple en mettant des flacons pompes qui fournissent l'exacte dose nécessaire à chaque appui.

-> L'Oréal fournit des conseils et gestes importants à adopter pendant les routines de beauté afin de protéger l'environnement : lavez vos cheveux en coupant l'eau pendant le shampoing, arrêtez les bains.

1.4.3.2 Inciter à fermer la boucle

Des marques invitent leurs clients à rapporter des emballages cosmétiques vides au magasin. Ce processus peut être l'occasion de gagner des réductions ou autres avantages. Cela permet à l'entreprise de gérer la durée de vie de certains emballages spécifiques. C'est aussi un moyen efficace de transmettre son engagement en faveur du développement durable.

-> Une des marques de L'Oréal, Kiehl's encourage ses clients à retourner les produits vides et ils sont envoyés à la Société des Bouchons d'Amour pour être recyclés. Chaque flacon en plastique retourné rapportera 5 points de fidélité. De même, au Japon, au Brésil, en Amérique du Nord ou en Australie, en France, les différentes marques du groupe (Garner, Biolage, Clarison, Chiere, Maybelline, L'Oréal Paris, etc.) ont noué des partenariats avec TerraCycle. Les clients sont encouragés à envoyer gratuitement les emballages des produits.

1.5 Le travail de Eva Hansens et Nathanzio Mova Mika

Nous avons contacté deux personnes de l'entreprise L'Oréal qui ne sont pas en lien direct avec un travail lié à l'économie circulaire. Le but est de voir si leurs tâches intègrent la notion de circularité et ainsi avoir un avis global.

- Eva Hansens qui est Product Manager Franck Provost, elle s'occupe principalement de l'image de marque, des promos, médias et tout ce qui tourne

autour de la marque. Du packaging à la communication, jusqu'aux analyses. A première vue, ce n'est pas lié à un travail d'économie circulaire, mais elle nous témoigne qu'au sein de son entreprise beaucoup de choses ont changé. Notamment, le choix des fournisseurs qui respectent l'environnement, l'importance de la sensibilisation des consommateurs à travers des jeux, des campagnes. Elle nous cite la campagne actuelle en Italie qui s'appelle Bellezza quadrata et dont le slogan est : à l'achat d'un produit, 5 m² de parc nettoyé. Eva nous dit que les difficultés sont la mise en place des nouvelles normes, de pousser les fournisseurs qui n'ont pas la même vision à agir plus écologiquement et finalement, trouver les ressources et changer les matières premières des produits stars sans en changer les bénéfices ni le prix pour continuer à satisfaire le client. Pour les fournisseurs, l'adaptation est nécessaire s'ils veulent garder leurs gros clients.

- Nathanzio Mova Mika est Demand planner chez L'Oréal, ce métier consiste à planifier la demande d'une marque pour réduire au mieux les incertitudes du marché. La planification de la demande se fait à partir du cycle de vie d'un produit, de nouveau ce n'est pas un métier directement lié à l'économie circulaire. Nathanzio estime que son nouveau projet participe aux valeurs environnementales principales de L'Oréal, car il incite la réutilisation du stock, tout en réduisant au mieux la destruction. Son projet consiste à regrouper toutes les équipes marketing de la division pour trouver une solution sur le stock de la PLV (publicité sur lieu de vente) qui est en entrepôt depuis plus de 3 ans. Les réunions ont lieu sur 3 jours ce qui rend difficile sa planification avec toutes les équipes du marketing. Lors de cette réunion, ils parcourent la liste de la PLV en stock et non utilisée depuis leur commande. Un par un, les membres des équipes se proposent responsables d'un article PLV et y mentionnent le moment auquel ils comptent utiliser ce PLV. Dans le cas où un article est trop vieux pour une éventuelle utilisation, il est alors placé en destruction. Cependant, la destruction est l'alternative qu'il utilise le moins. Elle a aussi la charge du suivi des stocks, si la personne en charge a utilisé le stock correctement et à dans les temps requis.

A travers ces deux témoignages, nous constatons que même dans les équipes en dehors du domaine de la soutenabilité il y a toujours un projet lié d'une manière ou d'une autre à l'économie circulaire.

1.6 Conclusion

Par cette analyse de L'Oréal qui est le numéro un dans le secteur de la cosmétique nous pouvons dire que l'entreprise a fait beaucoup d'efforts en termes de circularité depuis le début du siècle et est considérée comme un bon élève avec ses engagements dans plusieurs domaines. Compte tenu de la taille de l'entreprise et de sa richesse, nous pourrions croire que cette transition s'est faite facilement, mais en réalité chaque étape a nécessité des investissements en recherche et développement conséquents.

La transition vers une économie circulaire n'est pas une étape, mais une suite des petits pas à intégrer petit à petit dans le quotidien. Il est vrai que plus une entreprise est grande et connue plus il est facile pour celle-ci d'attirer des investissements car l'entreprise a déjà fait ses preuves auprès de la population et du monde bancaire. Mais pour une grande entreprise mondialement connue, l'obstacle majeur reste l'obstacle géographique. Certaines mesures peuvent bien être adoptées dans un pays ou un continent mais c'est difficile de l'implémenter mondialement, chaque pays ne dispose pas d'investissement requis pour changer son processus. Par exemple, même si ce n'est pas lié directement à l'économie circulaire, L'Oréal doit continuer à faire ses tests sur des souris de laboratoire dans le but de pouvoir vendre sur le marché Chinois. Même si l'entreprise ne pratique plus de tests sur des animaux depuis vingt ans. Un des obstacles qui prendra le plus de temps c'est la sensibilisation des consommateurs, et faire en sorte que tout le monde veuille participer à ce changement vers une économie plus durable, notamment avec l'exemple de la marque Kiehl's qui propose un système de récupération en magasin des flacons vides en échange de points de fidélité

L'écologie est de nos jours un critère important dans le choix des consommateurs et est un facteur de compétitivité et d'emplois. De plus en plus de clients veulent que les produits respectent l'environnement. Les entreprises ont intérêt à mettre en avant leurs efforts dans le but d'intégrer cette démarche écologique dans leurs quotidiens.



Chapitre 2 : Coca Cola Europacific Partners

2 .1 Introduction

Coca-cola Europacific Partners est la deuxième entreprise que nous allons analyser.

Le choix de cette entreprise résulte du réseau que j'ai pu développer au sein même de Coca-Cola lors de mon « Graduate Program » de 9 mois. J'ai pu faire la rencontre de Svetlana Vylkova qui travaille dans l'équipe Source to Pay mais qui a un projet bien spécifique . Ma rencontre avec Svetlana et l'explication de sa stratégie de travail, seront expliquées une fois l'entreprise présentée.

2.2 Présentation de l'entreprise

Coca-Cola Europacific Partners (CCEP) est l'une des principales entreprises de biens de consommation au monde. Ils fabriquent, transportent et vendent des produits provenant de marques des marques les plus connues au monde dans 29 pays (cfr image du bas). Par sa production importante de bouteilles en plastique ou autres déchets comme les canettes, l'entreprise a une grande responsabilité dans la sauvegarde de l'environnement..

Son portefeuille comprend les catégories et les marques de boissons suivantes :

- Les boissons pétillantes (Coca-Cola/light/zero, Fanta, Sprite, Appletiser, Schweppes, Finley,...)
- Boissons énergétiques (Coca Cola Energy, Monster, Nalu, ...)

Les emballages de CCEP doivent être entièrement recyclables ou réutilisables.

Tous les emballages en Europe de l'Ouest doivent être collectés par des partenariats locaux et nationaux pour la conception de systèmes de collecte.

Figure 8 : Système de collecte



- Les bouteilles PET²³ doivent être fabriquées à partir d'au moins 50% de plastique recyclé d'ici 2023.
- Inciter le monde à recycler à travers la communication des marques.

Figure 9 : Publicité sur lieu public



- Mise en place d'emballages durables en intégrant des matériaux renouvelables et en réduisant les déchets d'emballage. (Rapport intégré 2018 de CCEP, s.d.)

²³ (définition tirée de Giesswein) PET signifie polyéthylène téréphtalate et est un plastique recyclable et réutilisable, qui est généralement considéré comme sûr et non toxique. Afin de produire du PET recyclé, les déchets plastiques sont déchiquetés, nettoyés intensivement, puis fondus. Il en résulte des produits nouveaux et variés. Une grande partie est utilisée pour les bouteilles en PET et le matériel d'emballage.

2.3 Engagements et Objectifs

Les trois piliers ("Réduire", "Récupérer" et "Réutiliser") pour la création d'un emballage plus durable :

- Réduire la quantité de matériaux d'emballage et ainsi réduire les ressources utilisées. De ce fait, la consommation de plastique vierge de CCEP a diminué de plus de 20 % au cours de la dernière décennie. En outre, l'entreprise a réduit d'un tiers le poids des bouteilles en PET et a opté pour des emballages en carton.
- Récupérer les emballages de CCEP. Ainsi, des bouteilles entièrement recyclables, fabriquées à partir de plastique recyclé, sont utilisées par plusieurs marques. De plus, la collecte et l'utilisation de plastique recyclé provenant de la mer sont actuellement des projets tests pour CCEP.
- Réutiliser l'emballage recyclé. Actuellement, 48% des bouteilles en PET sont recyclées ou réutilisées contre 74% des canettes en aluminium et 75% des bouteilles en verre. Les bouteilles en verre non réutilisables représentent moins de 15% de toutes les bouteilles en verre de CCEP. Un programme de collecte est conçu pour collecter les 85% restants. CCEP a introduit l'option de collecter les verres vides des clients lors de la livraison de nouvelles marchandises. Les bouteilles en verre sont ensuite renvoyées aux usines de fabrication. Si elles peuvent être réutilisées, elles sont nettoyées et remplies à nouveau. Quant aux canettes en aluminium, elles sont recyclées et réutilisées depuis environ 40 ans. En revanche, le domaine du recyclage des plastiques est moins développé. Le type de plastique le plus recyclé est le polyéthylène téréphtalate (PET), qui est utilisé dans l'élaboration de bouteilles souples. Les bouteilles en PET peuvent être recyclées en sacs, conteneurs ou tapis.

La plus grande préoccupation environnementale des régulateurs, des consommateurs et des clients concerne la pollution liée au plastique. En conséquence, des initiatives législatives et réglementaires ont été mises en œuvre pour protéger l'environnement et éliminer les déchets plastiques. La plupart des emballages de CCEP sont recyclables, mais

ils ne sont pas tous collectés pour être recyclés. Dans ce cas, ils finissent en déchets sauvages - marins ou terrestres. Les réglementations s'efforcent d'améliorer la collecte des emballages et, par conséquent, les taux de recyclage. Cela peut se traduire par des taxes plus élevées sur l'utilisation du plastique pour le CCEP, des exigences sur le contenu recyclé et des objectifs de collecte et de recyclage. En outre, la réputation de la marque est mise en jeu. Ces éléments poussent l'entreprise à motiver les consommateurs à recycler et à mettre en place des systèmes de collecte bien conçus sur l'ensemble de ses marchés. De tels systèmes pour les emballages plastiques sont déjà adoptés par l'Allemagne, la Norvège, la Suède et les Pays-Bas. (Rapport intégré 2018 de CCEP)

2.4 Le travail de Svetlana Vylkova

Son travail est focalisé sur le problème lié aux bouteilles en plastiques, seulement 48% des bouteilles en PET retournent dans la production de CCEP.

La raison principale c'est qu'au fil des ans, la gestion des déchets d'emballage s'est sérieusement détériorée (Taylor, B. 2020 cité dans Vylkova, S. 2020, *Plan of approach*). La société Coca-Cola a été désignée comme l'un des principaux producteurs de déchets plastiques, en raison des trois millions de tonnes d'emballages plastiques qu'elle crée par an (Thomas, 2020 cité dans Vylkova, S. 2020, *Plan of approach*). La plupart des emballages de CCEP sont recyclables, mais ils ne sont pas tous collectés pour être recyclés (Rapport intégré 2018 de CCEP, s.d.).S

La pollution plastique est un problème mondial, principalement les déchets marins peuvent être transportés par les courants vers des zones très éloignées du lieu de consommation (Villarrubia-Gómez, Cornell, & Fabres, 2017 cité dans Vylkova, S. 2020, *Plan of approach*). CCEP répond aux besoins des clients d'Europe occidentale, l'Allemagne étant le plus grand marché. Son travail se concentrera sur l'étude de cas des Pays-Bas.

Théoriquement, pour que les bouteilles PET soient collectées de manière optimale il faut que les consommateurs collectent leurs bouteilles au moment de la consommation et les ramènent aux endroits désignés pour la collecte. Pour inciter le consommateurs, des

systèmes de consignation (Deposit Refund System) sont mis en place, où le consommateur doit payer une caution pour l'emballage de la boisson achetée et peut être remboursé en retournant le récipient dans un point de collecte agréé. La somme versée pour le retour des articles dépend du type et du volume du récipient et varie de 0,10 à 0,50 € (Plastic Smart Cities, n.d. cité dans Vylkova, S. 2020, *Plan of approach*). Dans ce système, les consommateurs sont incités financièrement à retourner les emballages à des fins de recyclage et de réutilisation (ACR+, 2019 cité dans Vylkova, S. 2020, *Plan of approach*). Pour atteindre le taux de collecte des emballages de 100 %, le CCEP s'appuie sur la mise en œuvre généralisée de systèmes de consigne (rapport intégré 2018 du CCEP).

La question que se pose Svetlana est la suivante :

« Comment CCEP peut-il atteindre ses objectifs de durabilité pour 2030 en collectant et en recyclant tous les emballages en plastique qu'il vend grâce à la mise en place de systèmes de consigne aux Pays-Bas ? »

Pour commencer son analyse, elle va chercher le taux de collecte actuel des DRS au Pays-Bas, ensuite déterminer dans quelle localisations la collecte est optimale et là où il faut améliorer ou changer.

Elle va incorporer les données collectées dans une analyse de régression pour déterminer la relation entre les taux de collecte, de recyclage et le nombre de points DRS par localisations. Son objectif est d'établir la corrélation entre la quantité de plastique collectée par les DRS et le nombre de DRS dans une zone donnée. Une corrélation positive signifie que plus il y a de DRS dans une zone, plus il y a de plastique collecté.

Ensuite, elle va mener une analyse diagnostique qui sera nécessaire pour fournir des réponses contextuelles et exploitables sur le pourquoi et le comment d'un événement. L'analyse diagnostique commence par la détermination des questions auxquelles il faudra répondre. Par exemple, il peut être intéressant de savoir pourquoi une certaine zone géographique a des taux de collecte et de recyclage par DRS plus élevés qu'une autre zone ayant le même nombre de DRS.

Le but de CCEP est de recycler un emballage par bouteille vendue, la date limite pour parvenir à cet objectif est 2030. Pour cela, il est essentiel d'établir des actions que CCEP peut entreprendre pour atteindre les taux de recyclage requis. Pour ce faire, des recherches sur les actions actuelles de CCEP et leur efficacité seront menées.

2.5 Interview avec Arnaud Rolland

Par le biais de Arnaud Rolland qui est le directeur associé RSE de CCEP en France, nous avons appris que leur enjeu principal c'est de récupérer tous les emballages qu'ils mettent sur le marché pour pouvoir en fabriquer de nouveaux avec les anciens. Les bouteilles en plastique, les canettes et les bouteilles en verre sont 100% recyclables et ceci est seulement possible à travers le système de consigne. L'Europe ne collecte pas suffisamment les emballages, à hauteur de 75% en moyenne. Avec l'Allemagne en tête du classement avec 97%. La raison est que l'Allemagne a fait le choix, il y a 20 ans, de mettre un prix à chaque emballage. Et donc, ça incite fortement les consommateurs allemands à rapporter leurs emballages dans des machines prévues à cet effet via le système de consigne. En Allemagne, un consommateur paye 25 centimes d'euro pour chaque emballage acheté. Les Pays-Bas sont aussi dans un système de consigne comme les Allemands, donc ils ont des taux plus proches de 90%.

En Belgique, nous sommes plus proche des 80% mais nous avons un système incitatif pour les consommateurs puisque nous payons le poids de nos déchets, ce qui nous incite à davantage recycler. Idem pour la Suisse.

La France est plutôt un élève moyen avec ses 60%. Pour avoir un système de consigne, il faut un cadre législatif, c'est-à-dire qu'il faut une loi votée par le gouvernement et l'Assemblée nationale qui fixe les règles du jeu et la France n'en a pas. La France milite actuellement avec ses études et scénario auprès du législateur pour qu'il puisse prendre les bonnes décisions et doit attendre 2023 pour que le gouvernement prennent une décision concernant le système de consigne.

Pour faire de l'économie circulaire, il faut que tous les acteurs de la chaîne soient impliqués et aillent dans le même sens. Donc, tant qu'il n'y a pas d'alignement entre tous les acteurs, cette économie circulaire, elle ne peut pas fonctionner nous dit monsieur Rolland.

Pour Arnaud Rolland, l'économie circulaire a plein d'avantages. D'un point de vue environnemental, puisqu'elle limite la consommation de ressources non renouvelables, puisque nous réutilisons les objets déjà produits pour en refaire de nouveau. Donc, nous n'avons plus besoin d'extraire de nouvelles matières premières. L'économie circulaire répond aussi en termes de climat au niveau des émissions de gaz à effet de serre, parce que le fait de recycler un produit, ça diminue considérablement les émissions de CO2 liées à sa fabrication pour une bouteille plastique par exemple économie de 70% de gaz à effet de serre. Pour l'aluminium, économie de 90% de gaz à effet de serre, donc au niveau des ressources, au niveau du climat et au niveau de la production de déchets l'économie circulaire est la solution. En plus de ça, l'économie circulaire d'un point de vue économique, créer des emplois au niveau local.

Pour finir, il ajoute que les entreprises qui ne seront pas circulaire seront amenées à disparaître dans les prochaines années.

Chapitre 3 : L'EC dans le secteur de la construction et les PME

Plutôt que de regarder une entreprise en particulier, nous allons nous pencher sur un secteur bien spécifique. C'est le secteur de la construction, plus particulièrement l'état des lieux à Bruxelles. Pour cela il est important de mentionner quelques chiffres importants. En dernier lieu, nous allons ajouter une analyse faite à partir des interviews réalisées auprès de différentes personnes issues de différents secteurs.

Une enquête qualitative a été menée auprès de 28 entreprises bruxelloises en Juin 2020 . Voici quelques chiffres clés²⁴ :

²⁴ https://www.circulareconomy.brussels/wp-content/uploads/2020/06/BE_Enquete_EC_FR_web.pdf

- 80% des entreprises de cet échantillon connaissent le concept d'EC, c'est-à-dire 22 entreprises en moyenne, ce qui est relativement une bonne nouvelle.
- 60% des entreprises connaissent l'économie circulaire depuis maximum 5 ans
- 20% des entreprises participent aux appels à projets en économie circulaire.
- Moins de 80% des entreprises ont des collaborateurs qui sont conscients de l'EC.
- Moins de 10 % des sites observés, les produits recyclés, réutilisés ou refabriqués sont prescrits dans les spécifications.
- Environ 60 % des entreprises sont favorables au caractère démontable, modulaire ou réversible des dispositifs.
- 60% des concepteurs ne sont pas en faveur de la démolition. Les architectes sont souvent sollicités pour réaliser des inventaires de démolition.
- Plus de 80 % des entreprises disent être vigilantes dans l'utilisation efficace des ressources dans leur activité de site à 80% (eau, énergie, matériaux)

Par rapport aux régions flamande et wallonne, la Région de Bruxelles-Capitale présente de nombreuses particularités. D'une superficie de 161 km², et fortement peuplée (7 210 habitants au km² en 2014). Son expansion démographique intègre divers facteurs : une croissance annoncée de 100 000 habitants d'ici 10 ans, un vieillissement de la population et une augmentation des foyers isolés. Cette situation génère un besoin urgent de logements, ainsi que de construction de nouvelles structures. A Bruxelles, une part importante des bureaux reste inoccupés en 2013 : 8 % des bureaux, soit environ 1 000 000 de m². Ces mètres carrés vides pourraient libérer jusqu'à 10 000 logements de 100 m².

Bruxelles dispose également d'un inventaire d'anciennes infrastructures plus important que celui des deux autres régions : 70 % des bâtiments datent de la période avant la deuxième guerre mondiale, 6 % d'après 1981. Cela reflète la tendance dominante de rénovation et de préservation des stocks au fil du temps. Il en résulte un large éventail de matériaux, ce qui rend difficile la réutilisation, réutilisation et un recyclage optimal. Dans la région de Bruxelles-Capitale, nous voyons un problème récurrent pour une grande ville ancienne et dense : peu de terrains disponibles pour la construction de nouveaux

bâtiments avec une préférence pour la restauration plutôt que pour la construction, les bâtiments actuels qui doivent être rénovés pour augmenter leur efficacité.

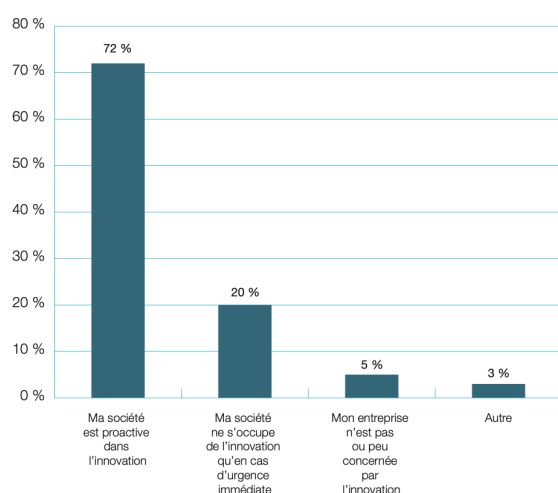
Le secteur de la construction génère 628 000 tonnes de déchets en une année pour un total de déchets en Région de Bruxelles-Capitale de 1 325 000 tonnes. 91 % de ces déchets sont expédiés pour être recyclés. Il s'agit principalement de résidus inertes, recyclés et utilisés dans les constructions routières ou les fondations de bâtiments (downcycling²⁵), mais aussi dans les métaux et le bois.

3.1 Investissements et innovation

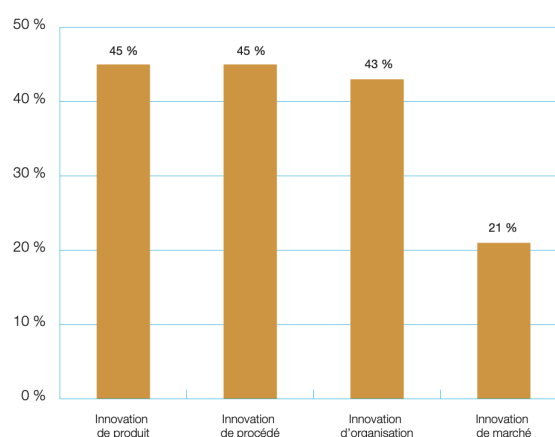
Ce qui caractérise l'EC dans le secteur de la construction c'est l'innovation.

Selon un sondage²⁶ du Centre Scientifique et Technique de la Construction (CSTC) de 2014, l'innovation est de plus en plus présente dans les entreprises. 72% des entreprises de ce secteur se considèrent proactives en termes d'innovation, 50 % des entreprises affirment avoir lancé un processus à caractère innovant une fois par an pendant cinq ans. Les innovations portent principalement sur les produits, les méthodes et le fonctionnement interne.

Pratiques actuelles en matière d'innovation



Types d'innovations introduits au cours des 5 dernières années



Source : CSTC - " Enquête Innovation Construction Bruxelloise - 2014 "

²⁵ Cela signifie qu'ils sont recyclés en matériaux de qualité et fonctionnalité plus faibles.

²⁶ Chiffres issus d'une enquête réalisée sur un échantillon réduit de 92 personnes issues de 87 entreprises.

De 955 millions d'euros (2015) à 812 millions d'euros (2016), c'est la diminution des investissements ce qui équivaut à 15 %. La raison de cette chute est-elle la mutualisation des ressources ? Moins de ventes de machines et d'équipements signifie-t-il plus de partage des ressources ? Sachant que le chiffre d'affaire augmente de plus de 8,6 milliards d'euros en 2016, une augmentation de 3% comparé à 2015²⁷.

Chapitre 4 : Analyse qualitative des lauréats du concours Be Circular

Nous voulions savoir s'il existait un fossé entre la théorie et la pratique. Dans ce but, nous avons mené de multiples interviews auprès de personnes de différents secteurs tels que la construction, la réparation, l'économie sociale, l'économie de la fonctionnalité, etc. Nous leur avons posé une série de questions, allant de la notion générale d'économie circulaire aux enjeux et aux obstacles qu'ils ont rencontrés, jusqu'à la récente crise sanitaire (voir guide d'interview). Nous allons voir et analyser ce que les intervenants ont répondu en segmentant leurs réponses par thèmes (conception générale de l'économie circulaire, obstacles, enjeux...).

4.1 La conception générale de l'économie circulaire

Quelle image de l'EC transparaît-elle au travers des interviews ? Est-elle semblable à la définition théorique que nous avons dégagée précédemment ? Qu'en est-il des trois domaines d'action et des sept piliers de l'économie circulaire que nous avons développés dans la partie théorique de ce travail ?

À l'exception de certains d'entre eux, qui limitent l'EC à l'un de ses trois domaines d'action, à savoir un processus de recyclage, la plupart des intervenants ont une vision beaucoup plus large de l'économie circulaire.

²⁷ <https://www.circulareconomy.brussels/le-secteur-de-la-construction-a-bruxelles-constat-et-perspectives-vers-une-economie-circulaire/>

Selon Ingrid Nollet, le simple fait de s'attaquer au gaspillage fait déjà partie de l'EC. Responsable de la communication chez Shayp, entreprise spécialisée dans la détection des fuites d'eau, elle souligne qu'éviter de surconsommer l'eau, c'est aussi protéger les ressources.

Pour Anton Maertens et Timothy Doig, l'économie circulaire doit utiliser tous ses déchets et n'en produire aucun. Damien Logghe insiste également sur l'importance de mettre en place des modes de production durable : « Ce qui est durable, c'est qu'il n'y ait pas de déchet, ce qu'on a produit peut redevenir matière première à un stade suivant ». Anas Ksabi compare même l'EC à notre écosystème : « c'est essayer de produire le moins possible de déchets, réutiliser les déchets des autres et techniquement copier un peu ce que fait la nature en s'inspirant un peu de ce qui se fait déjà naturellement au sein de notre écosystème... ». On retrouve donc bien ici la notion d'écoconception telle qu'elle avait été décrite par l'ADEME.

Par ailleurs, on observe chez la plupart des intervenants un sentiment de responsabilité personnelle : « Il faut changer nos habitudes, consommer local, éviter les déplacements inutiles ». L'exemple le plus marquant est l'interview de Benedetto Calcagno, qui parle d'une démarche personnelle, liée à la notion de choix : l'économie circulaire consiste pour lui à envisager la valeur réelle des choses, à poser des choix en cherchant l'essentiel et en renonçant à la culture de la consommation qui nous pousse à acheter ce qu'il appelle des « images » ou du « bling bling ». La notion de consommation responsable est donc fort présente également.

Parmi les sept piliers de l'économie circulaire définis par l'ADEME, ceux qui semblent les plus présents dans le discours des intervenants seraient donc le recyclage, l'écoconception et la consommation responsable. L'écofonctionnalité est moins représentée, bien qu'elle soit clairement pratiquée chez Emmanuel Van Der Plancke : « je mets à disposition des machines qui ne sont pas achetées par les utilisateurs, ce qui fait que, moi, j'ai intérêt à garantir le maximum de durée de vie et quelque part à aligner mes intérêts avec ceux du consommateur en évitant d'accélérer le cycle de vente et de jouer dans le jeu de l'obsolescence programmée ».

4.2 Quels sont les enjeux évoqués par les intervenants ?

Rappelons que nous avons, dans la partie théorique de ce travail, présenté des enjeux de diverses natures : économiques, sociaux, environnementaux, cognitifs, réglementaires ou liés à divers acteurs.

Enjeux cognitifs

Outre les enjeux environnementaux sous-jacents dans les propos de tous les intervenants, un des enjeux les plus évoqués est celui de la conscientisation de la population (enjeux cognitifs)

Boniface Nteziyaremye affirme que l'enjeu essentiel est la sensibilisation des citoyens : « Nous sommes une entreprise commerciale tout en visant à sensibiliser les citoyens, et nous nous engageons à être proches d'eux. Il y a des changements qui se font ; auparavant tout était centralisé et maintenant on voit de plus en plus que la consommation devient locale. Nous sommes au centre de cet écosystème local, pour organiser et donner les moyens aux citoyens, aux entreprises et aux autorités locales de pouvoir d'agir à leurs niveaux ». Cette opinion est partagée par Kervyn qui soutient que « c'est le changement des mentalités qu'il faut faire ». Il affirme par ailleurs que le secteur de la construction n'est pas fort tourné vers les innovations, opinion que rejoint Calcagno lorsqu'il énonce que « les entreprises aiment bien avoir des contrats qui se répètent »

Timothy Doig insiste sur la nécessité d'arriver à convaincre un maximum de personnes de l'intérêt de l'EC pour qu'il y ait un réel changement qui s'opère.

Enfin, selon Muriel Sacré, l'enjeu principal, « c'est l'adhésion du consommateur et la rapidité avec laquelle les consommateurs vont changer ». D'après elle, sans une prise de conscience et une adhésion rapide des consommateurs, il est difficile pour les petites entreprises de survivre.

Marie Verkaeren ajoute ceci : « un produit d'économie circulaire doit avoir une histoire, un principe, un engagement parce que sinon pour le public cible, pour la clientèle, le produit paraît cher. »

Enjeux économiques

D'après Damien Logghe, l'enjeu primordial est de proposer des alternatives aux produits consommés aujourd'hui, alternatives qui devraient impérativement être en suffisance et à la hauteur des produits déjà sur le marché. Eva Hansens, de L'Oréal, rejoint cette idée en affirmant qu'il faut « changer les matières premières des produits sans changer les bénéfices ni le prix ».

Frédéric Jamar insiste également sur le déséquilibre actuel existant entre le prix et la qualité d'un produit : « Ça coûte moins cher de faire du neuf en prenant dans notre économie d'échelle mondiale les ressources qui sont produites à grand volume pour être vendues au prix le plus bas, que de récupérer et de restaurer ce qui est disponible sur place. Donc quelqu'un qui veut faire la démarche, il doit payer plus pour avoir quelque chose qui n'est pas neuf. » On retrouve la même idée chez Marie Verkaeren de Cyclo : « le temps qu'on va passer à réparer un vélo, si on devait le facturer à l'heure d'un marché classique, ben ça ferait des vélos de seconde main qui sont aussi chers que des vélos neufs, c'est même souvent plus cher que d'aller chercher un vélo chez Décathlon, et je pense que c'est vrai pour le vélo, mais c'est probablement vrai dans tous les secteurs de l'économie circulaire ».

Par contre, selon Samuel Gigot, l'économie circulaire est un moyen de faire des économies parce que « acheter des déchets coûte moins cher qu'acheter de la matière première ». Néanmoins il s'inquiète à long terme d'une plus grande concurrence et d'une diminution de la quantité de matériel disponible.

Enjeux réglementaires, rôle des acteurs

Le rôle des pouvoirs publics et des réglementations est également l'un des points les plus fréquemment soulevés :

Pascal Durdu exprime l'importance de valoriser les externalités positives et de punir les externalités négatives. Emmanuel Van der Plancke ajoute « qu'il manque des lois qui incitent à l'économie circulaire ; le prix des marchandises ne reflète pas le coût sociétal et environnemental des produits. La seule manière de faire consisterait à taxer ce coût ». On retrouve la même idée chez Olivier Potvin qui affirme : « un moment il va falloir contraindre et rendre l'économie linéaire moins intéressante ». Damien Logghe propose lui aussi un système de taxation : « il faut payer une taxe de pollution et que ce fond Recupel permette de faire de la R&D (Recherche et développement) pour trouver une solution de revalorisation ».

Bernard Goffinet renchérit : « Ce serait bien que le pouvoir public définisse des règles par rapport à cette situation. [...] Au moment où on sort la matière, on pourrait travailler sur des clauses environnementales et sociales. Un opérateur local devrait privilégier un autre opérateur local. Prenons exemple sur les machines à laver vendues à Bruxelles, elles sont traitées en Allemagne, à 200 km. S'il y avait des clauses qui poussaient vers un mode de fonctionnement local, on aurait fait un grand pas ».

La majorité des intervenants insistent sur l'importance de recevoir des subsides et des aides de l'État, et valorisent des institutions comme Be Circular, une initiative du gouvernement de la région de Bruxelles-Capitale dans le cadre d'un soutien à l'EC, ou Innoviris, dont le but est de soutenir la recherche et le développement à Bruxelles à travers le financement de projets novateurs. Marie Verkaeren nous dit que « ce serait très compliqué de pouvoir faire cette activité si elle n'était pas subventionnée par les pouvoirs publics parce qu'en fait elle est très peu rentable ; ce qu'on fait par rapport au vélo, ça prend beaucoup de temps, ça demande beaucoup de main-d'œuvre et ça a vraiment du sens parce qu'on est dans un cadre de formation d'économie sociale, etc. Mais si on devait le faire en dehors de ce cadre de financement, en fait, ce ne serait pas viable, je pense, d'un point de vue économique. »

Matthieu Hachez rejoint ce point de vue en affirmant : « avant tout il faut pouvoir avoir une forme d'input pour lancer ce genre de projet. Ce qui a été le cas avec be Circular 2018, si je ne me trompe pas, où on a été financé, cofinancé pour justement développer notre

projet de collecte de déchets organiques, et encore maintenant, on a du mal à subvenir à tous nos besoins parce que ça coûte très cher... »

Anton Maertens, de BC materials, témoigne également en ce sens : « pour produire des matériaux de construction, il faut de l'infrastructure, un personnel, etc., et tout cela représente un coût. Dans le domaine de la construction, on travaille avec des marges très serrées, d'où l'importance du financement. Nous avons pu bénéficier de subsides pour avoir les moyens de construire l'infrastructure afin de pouvoir construire les matériaux ».

Sans parler de subsides, Timothy Doig souligne l'importance d'une aide gouvernementale pour stimuler la clientèle et les entreprises : « je pense qu'il faudrait en règle générale pouvoir encourager le public ou les entreprises à acheter du circulaire par des avantages financiers tout simplement. La TVA de 21 % pour des produits issus de déchets de l'économie circulaire, c'est quelque chose qui pourrait être amené à 6 % pour donner un exemple ». D'autres intervenants s'attachent à cette question de la TVA. Pourquoi ne peuvent-ils pas bénéficier d'une TVA à 6 % comme pour le secteur des vêtements de seconde main ? Il semble illogique de payer une TVA de 21 % quand l'objet a été soumis une première fois à ce taux avant d'être recyclé.

Il est donc clair, au travers des divers témoignages, que les enjeux évoqués par les divers intervenants rejoignent ceux que nous avons mis en évidence dans la partie théorique de ce travail. Seuls les enjeux sociaux n'ont pas été réellement évoqués dans ces interviews.

4.3 Quels sont les principaux obstacles évoqués

Enfin, qu'en est-il des obstacles rencontrés par nos divers intervenants ? Sont-ils semblables à ceux mentionnés dans notre approche théorique ? Nous avons fait mention d'obstacles financiers (risques encourus, difficulté de trouver des investisseurs), législatifs (législation sur les déchets, barrières juridiques) et géographiques (globalité de l'économie circulaire). Voyons maintenant ce qui ressort des interviews menés à ce sujet.

Obstacles législatifs

Le premier obstacle cité est celui des normes en vigueur. Eva Hansens nous parle de la nécessité de « mettre en place de nouvelles normes. » D'après Damien Logghe, « ce qu'on propose n'est pas encore à la hauteur parce qu'il y a des barrières à l'entrée, c'est-à-dire des normes qui sont trop contraignantes, ou les normes CE, par exemple, qui sont obligatoires pour tout produit importé ».

Ce frein lié aux normes est plus ou moins important selon le type d'activités de l'entreprise. Il est particulièrement contraignant dans le secteur de la construction.

Frédéric Jamar nous en parle en ces termes : « Comment l'État va-t-il accepter pour un projet public quelque chose qui ne respectera pas ses propres normes ? Je m'exprime un peu plus vulgairement, techniquement : comment est-ce qu'un matériau recyclé peut avoir l'agrément technique, ce qu'on appelle en construction l'ATG, d'un matériau neuf ? Comment garantir, et qui garantit, que quelque chose de recyclé a toujours les performances qu'il avait en sortant d'usine avant une première utilisation ? Donc comment le premier acheteur et prescripteur potentiel renonce aux normes qu'il impose aux autres et à soi-même ? Pour moi, c'est un des éléments clés là-dedans, c'est que l'État doit passer avant, mais comment va-t-il et sur quelle durée va-t-il trouver un système pour contourner ses propres règles ? » Benedetto Calcagno exprime également son désir d'une plus grande souplesse légale sur les matériaux réutilisés : « Une loi qui oblige certaines performances techniques, par exemple d'étanchéité d'un châssis ou bien de sécurité, ça empêche l'utilisation d'un produit qui peut être bon à être récupéré, mais suivant les normes techniques d'il y a quelques années. Et donc là, il faut faire un peu d'exercice dans la jungle des lois pour essayer de s'appuyer sur le fait qu'on rénove. Avoir des licences pour ne pas respecter toutes les lois qui s'appliquent aux matériaux nouveaux. Ça existe, donc si je dois refaire un souhait, je pousserais plus la loi à dire : on fait des règles pour le neuf, mais pour tout ce qui est rénovation on laisse de la souplesse. ». Charles-Antoine Kervyn se plaint également qu'« il n'y a pas de cadre réglementaire pour la recertification »,

Le secteur de l'alimentaire est également fort impacté par les normes. Frédéric Hebbelynck se plaint des règles d'hygiène imposées par l'AFSCA, qui sont peu claires en

matière de recyclage des contenants en verre. Mêmes difficultés pour Matthieu Hachez, spécialisé dans le compostage.

Par contre, certaines entreprises estiment qu'il n'y a aucune contrainte réglementaire ou législative en ce qui les concerne. C'est le cas de Cyclo, Conscient et Vert d'Iris.

Obstacles financiers

Le premier obstacle mentionné est celui de la rentabilité. Certains intervenants affirment qu'ils ne pourraient pas vivre que de l'économie circulaire et qu'une économie mixte est indispensable :

Bernard Goffinet s'exprime ainsi : « Il est clair qu'il n'est pas possible, pour nous, de ne vivre que de l'activité circulaire. Je pense qu'une économie circulaire est une économie mixte. Il faut que les ressources soient variées et évolutives, car rien n'est jamais donné, ce qu'on fait un jour peut ne pas fonctionner à un moment donné. »

Frédéric Jamar renchérit en ces termes : « Pour moi, il n'y a pas de difficulté parce que j'ai entre 20 et 40 chantiers de taille variable qui tournent, et le seul chantier qui est vraiment basé sur une réflexion circulaire, c'est celui dont je viens de vous parler. Par contre, si je décide demain de tout basculer sur de l'économie circulaire, probablement que je perdrai 90 % de mon chiffre d'affaires ».

D'autres font part des difficultés importantes lors du lancement de leurs activités. La plupart des intervenants soulignent qu'il est très probable que la rentabilité d'une entreprise soit négative durant les premières années, et ne devienne effective qu'au bout d'un certain laps de temps.

Ingrid Nollet nous dit : « Je pense que quand on entre dans une démarche d'économie circulaire, on fait des choix quant à la façon de travailler. Il faut trouver les bons partenaires. Il faut trouver les bonnes usines de production, il faut trouver les bons matériaux, etc. Et donc, ça peut prendre un peu plus de temps. Les coûts sont peut-être un peu plus chers par rapport à ça et donc la rentabilité finale, peut-être qu'elle se fait

sentir quelques mois ou quelques années plus tard par rapport à une entreprise qui ne fait pas les mêmes choix ».

Plusieurs d'entre eux insistent sur l'importance des subsides durant les premières années d'existence de l'entreprise. Antoine Kervyn affirme « pour le moment, c'est pas rentable, on survit grâce aux deux Be Circular qu'on a mis en place ; maintenant, notre plan financier montre une rentabilité à 5 ans, on espère au vu des éléments très encourageants y arriver au bout de 3 ans ». De même, selon Matthieu Hachez, « Il y a un aspect difficile dans un premier temps à mettre ça en place, sans cofinancement, je pense pas que ce soit possible de lancer ça ».

D'autres considèrent que, sans subsides, ils ne survivent pas, même à long terme. C'est le cas de Marie Verkaeren qui annonce : « Mais si on devait le faire en dehors de ce cadre de financement, en fait, ce ne serait pas viable, je pense, d'un point de vue économique ».

Un tout autre obstacle financier réside dans la difficulté de trouver des crédits : « en économie circulaire, les rentrées ne sont pas énormes pour garantir la solvabilité, la capacité de remboursement, et donc les opérateurs sont parfois réticents pour accorder des crédits » (Emmanuel Van Der Plancke)

Le problème est d'autant plus important pour les entreprises qui font de l'économie de fonctionnalité, où les banques sont encore frileuses pour accorder des crédits. Selon Emmanuel Van der Plancke, l'économie de la fonctionnalité, c'est « un business qui est capital intensive, on doit investir dans les machines à la place du client et c'est seulement sur le long terme qu'on en tire la rentabilité, et jusqu'à présent les modes de financement classiques ne sont pas tellement adaptés à ce genre d'utilisation. »

Obstacles géographiques

Un autre obstacle est la relocalisation du processus de fabrication. Il ne reste pas beaucoup d'usines fabricant en Europe. Toute la technologie, les machines, le savoir-faire sont relocalisés dans des pays où la main-d'œuvre n'est pas chère.

Damien Logghe insiste sur le fait que nous ne maîtrisons pas la chaîne de production de A à Z, qu'il n'y a pas d'alternative à tous les niveaux de la chaîne : « Par exemple, si on veut fabriquer un nouveau vêtement, on peut trouver du textile, mais pour ce qui est des accessoires comme les boutons, fil ou élastique, il faut aller dans les magasins comme Véritas qui s'approvisionnent en Chine ».

Autres obstacles

Charles-Antoine Kervyn attire l'attention sur un autre type de problèmes, celui du stockage : « particulièrement ici à Bruxelles, quand on fait du démontage, on doit pouvoir stocker pour remettre un traitement sur le matériau, que ce soit du nettoyage ou que ce soit du reconditionnement. Comme ce sont des matériaux très divers, ça demande de la place pour être stocké. Et le prix du mètre carré est vraiment très cher pour ce genre d'activité. Donc, ça, c'est des obstacles auxquels on est confronté tous les jours. »

Au terme de ces entretiens, nous pouvons constater que les obstacles soulignés par les différents intervenants sont essentiellement financiers et législatifs. Les premiers sont liés à un risque de faible rentabilité et à une difficulté évidente à trouver des investissements. Les seconds sont fortement dépendants des normes imposées et ne se résoudront que par des adaptations légales au niveau national ou européen.

4.4 La crise sanitaire et le confinement

Notre question, au cours de l'interview, était la suivante : la crise du coronavirus a-t-elle eu une incidence négative sur la manière de consommer ou au contraire, a-t-elle été un moteur de changement vers une économie plus durable ?

La plupart des intervenants ont constaté un changement de comportement dans la population durant le confinement. Beaucoup de particuliers se sont tournés vers la production locale : la vente d'ordinateurs et de vélos de seconde main a augmenté, l'achat de fruits et légumes locaux également.

Mais il ne s'agit pas nécessairement, d'après la plupart des personnes interrogées, d'une réelle prise de conscience. Marie Verkaeren se pose la question suivante : « des personnes

auraient peut-être voulu acheter un vélo neuf et, (comme) on est en rupture de stock au niveau des vélos neufs, se rabattent sur le vélo de seconde main. Puis il y a les personnes qui ont vraiment un engagement et qui veulent un vélo de seconde main, c'est difficile de faire la différence entre les deux ». Pour Samuel Gigot « cet engouement est un peu redescendu, parce que les gens ont un peu moins de temps que pendant le confinement pour aller chez le fromager et chez le boulanger et chez le charcutier, et que du coup, on va tous à nouveau en grande surface ».

Frédéric Jamar pense que, s'il y a quelques petits aspects positifs dus au confinement, à savoir des personnes qui ont acheté local, les conséquences au niveau macroéconomique sont totalement négatives si l'on pense à tout ce qu'on a produit comme tests, gants, masques et conditionnements plastiques individuels...

Mais d'après Damien Logghe, le confinement a eu un réel impact positif, dans la mesure où il a permis de comprendre qu'un changement est possible, que nous sommes capables de modifier notre mode de vie et nos habitudes : « Donc je pense que cela a été une bonne chose, le COVID, le local et aussi expérimenter une autre manière de vivre pour se rendre compte que c'est pas si difficile de changer de cap. Ça ne nous coûte pas si cher de le faire autrement. On est plus plastique, on est plus malléable, on est plus capable de s'adapter qu'on l'imagine. L'humain est dans sa zone de confort et il croit que changer quelque chose, ça va être vraiment dramatique et il restera dans sa zone de confort. Et là, le contexte a obligé l'individu à se mettre dans un autre contexte et il l'a vécu. Et il s'est rendu compte que ce n'était pas si grave ».

Conclusion générale

Tout au long, on a vu que les enjeux environnementaux sont tels qu'on ne peut plus les nier ; les ressources de notre planète sont en train de s'épuiser d'année en année sans avoir le temps de se renouveler (Overshoot day). Il est évident que notre modèle économique actuel vit ses derniers jours et qu'il est grand temps d'embrasser une nouvelle économie plus responsable envers l'environnement.

Cette économie est celle de l'économie circulaire, qui change les bases du modèle actuel en prônant le paradigme d'une optimisation de l'utilisation des ressources, à travers des pratiques telles que la réutilisation, le recyclage, l'entretien, la réparation, l'utilisation de ressources pures et la prolongation de la durée de vie des biens.

Suite aux analyses de la première partie, de comment ce modèle circulaire fonctionne, ses caractéristiques, ses avantages et ses failles, il semblerait qu'il soit la solution parfaite et la mieux adaptée aux problèmes actuels. Néanmoins sa mise en œuvre aura un impact considérable sur les entreprises qui sont habituées à fonctionner sous un modèle linéaire, spécialement les entreprises produisant de grosses quantités de déchets.

L'analyse de L'Oréal et CCEP nous montre comment des entreprises multinationales font face aux enjeux actuels. Ces grandes entreprises doivent tout spécialement faire attention à leurs actions, car vu leurs tailles, ce sont elles qui auront le plus d'impact sur la planète et sur les consommateurs ; elles se doivent donc de montrer l'exemple. On voit que la circularité inspire de plus en plus de personnes et d'entreprises, en les éduquant et sensibilisant ; c'est devenu un benchmark à atteindre pour les entreprises voulant attirer davantage de clients. Pour que ce nouveau concept soit fonctionnel, il faut une transparence totale des entreprises dans un secteur ou dans des secteurs distincts.

Dans l'esprit de la population, l'économie circulaire est beaucoup trop limitée au recyclage et aux énergies renouvelables. Pour le moment, les entreprises dites « circulaires », n'ont pas de rivaux directs, mais plus tard la concurrence pourrait faire surface.

En raison de la difficulté de la gestion des risques, le secteur financier hésite à accorder des financements. De plus, l'économie circulaire présente souvent une image défavorable (modèle non conventionnel, hors norme ou encore inconnu). Les gouvernements doivent aujourd'hui s'appuyer sur d'autres instruments, tels qu'un système de garanties publiques ou de marchés publics renouvelables. Le risque serait ainsi réparti entre de nombreux acteurs économiques, ce qui rendrait les banques plus susceptibles d'investir dans ces nouveaux modèles d'entreprises.

Pour conclure, l'économie circulaire est la réponse aux problèmes environnementaux et le bon successeur de notre économie actuelle. Si l'économie circulaire ne va pas solutionner tous les problèmes environnementaux, loin de là même, elle est une option incontournable pour notre société en ce qui concerne la gestion de ses ressources et de ses déchets.

Notre planète change, et il est tout à fait nécessaire que nous évoluions avec elle. L'économie circulaire nous indique la voie à suivre pour assurer la survie de notre civilisation face aux menaces potentielles et certaines que notre planète nous réserve.

Il est toutefois préférable de ne pas considérer cette économie comme un modèle parfaitement défini et établi. De plus, une telle transition ne se fait pas du jour au lendemain ; pour que cette économie soit une réussite, il faut que tout le monde y participe, y compris les consommateurs. Pour arriver à l'implémenter efficacement, il faut que le gouvernement et d'autres organisations sensibilisent le plus possible les entreprises et les individus. Il faudra un réel désir, de l'engagement et de la ténacité pour voir ce concept réussir.

Recommandation

Les politiques fiscales de soutien à l'EC sont sous-exploitées à l'heure actuelle. Les biens de l'économie linéaire n'intègrent pas les externalités négatives et bénéficient en même temps d'économies d'échelle. En conséquence, les coûts des biens sont considérablement inférieurs par rapport à l'économie circulaire. Un avantage fiscal permettrait également aux entreprises hésitantes de lancer leurs programmes. Cela peut contribuer, par exemple, à un assujettissement ou à l'introduction d'un taux réduit de TVA.

Mais l'État n'a pas pour seul outil les politiques de financement et fiscales, notamment parce qu'elles sont contraintes dans un contexte où l'État vise à diminuer son déficit public et à redynamiser la croissance. Il lui incombe de fixer les conditions-cadres requises à la bonne croissance de l'économie circulaire et d'éliminer les différents obstacles que pourraient rencontrer les entrepreneurs. Il doit fonctionner de telle manière que la réglementation comptable privilégie l'internalisation des externalités et un meilleur contrôle des stocks de matières premières en facilitant, entre autres, le développement d'un marché secondaire pour les matières premières. L'État peut en outre adopter des mesures législatives afin d'allonger la durée de garantie des marchandises et de contraindre ainsi les entreprises à prolonger leurs durées de vie.

Toutefois, le soutien est privilégié par rapport à l'intimidation. Ça ne veut pas spécialement dire « aide financière ». Le développement des labels et de la certification à l'échelle nationale, voire au niveau européen, faciliterait la création de sociétés circulaires tout en orientant les clients vers des transactions plus durables. Ces initiatives auraient un effet beaucoup plus important si elles étaient mises en œuvre à l'échelle européenne.

En général, l'économie circulaire en Europe ne pourra réussir que si l'interaction juridique entre les États membres est renforcée. Une politique commune en matière de fiscalité et d'avantages économiques pour le traitement des déchets et des matériaux est aujourd'hui plus que nécessaire. En effet, il n'existe actuellement aucune harmonisation des techniques, des exigences et des normes entre les États membres européens.

Il faut cependant rappeler que si les États doivent faire des efforts pour favoriser la transition vers l'EC, le secteur financier doit encore être repensé pour dépasser un calcul simpliste : risque-rentabilité. La disparité de l'offre et de la demande de fonds pour cette forme de projet circulaire implique le développement de nouvelles méthodes d'analyse financière. Ces méthodes devront faciliter le calcul de la viabilité de ces nouveaux modèles d'entreprise dans une perspective à long terme. La connaissance des modèles commerciaux et des biens circulaires est essentielle pour évaluer la circularité d'un produit, son espérance de vie, sa valeur résiduelle et sa capacité à remplir des critères de rentabilité à long terme. Ainsi, les banques seront mieux à même de proposer des financements adaptés à chaque modèle d'entreprise.

Bibliographie

- AFP. (2021, août 6). *Inondations : « Nous vivons les prémices du réchauffement climatique »*. La Libre.be.
<https://www.lalibre.be/planete/environnement/2021/07/17/inondations-nous-vivons-les-premices-du-rechauffement-climatique-NCGDHZIAGZDFPJZF7TQXVBEM5Y/>
- Agence de l'Environnement et de la Maitrise de l'Energie (ADEME), (2019, 25 mars), Le réemploi et la réutilisation,
<https://www.ademe.fr/expertises/dechets/passer-a-laction/eviter-production-dechets/reemploi-reutilisation>
- Agence de l'Environnement et de la Maitrise de l'Energie (ADEME), (2019, 27 novembre), Réparation, <https://www.ademe.fr/expertises/dechets/passer-a-laction/eviter-production-dechets/reparation>
- Agence de l'Environnement et de la Maitrise de l'Energie (ADEME), (2019, 25 mars), Le réemploi et la réutilisation,
<https://www.ademe.fr/expertises/dechets/passer-a-laction/eviter-production-dechets/reemploi-reutilisation>
- Agence de l'Environnement et de la Maitrise de l'Energie (ADEME), (2019, 13 février), La chaîne du recyclage : du produit au produit en passant par le déchet,
<https://www.ademe.fr/expertises/dechets/passer-a-laction/valorisation-matiere/dossier/recyclage/chaine-recyclage-produit-produit-passant-dechet>
- Andrews, D. (2015). *The circular economy, design thinking and education for sustainability*. Local Economy, 30(3), 305-315.
- Arnsperger, C. & Bourg, D. (2016). Vers une économie authentiquement circulaire: Réflexions sur les fondements d'un indicateur de circularité. Revue de l'OFCE, 145(1), 91-125. doi:10.3917/reof.145.0091. 1.1,
<https://www.cairn.info/revue-de-l-ofce-2016-1-page-91.htm>
- Aurez, V., & Georgeault, L. (2016). Les indicateurs de l'économie circulaire en Chine. Revue de l'OFCE, 145(1), 127-160. En ligne <https://www.cairn.info/revue-de-l-ofce-2016-1.htm>

- Aurez, V., & Georgeault, L., (2019). Économie circulaire [Epub] (de Boeck éd. 2). Consulté à l'adresse <https://www.deboecksuperieur.com/ouvrage/9782807320154-economie-circulaire>
- Billen, G., Toussaint, F., Peeters, P., Sapir, M., Steenhout, A., & Vanderborght, J.-P. (1983). L'écosystème Belgique. Essai d'écologie industrielle. Bruxelles: CRISP.
- Bonet Fernandez, D., Petit, I., & Lancini, A. (2014). L'Economie Circulaire: Quelles mesures de la Performance Economique, Environnementale et Sociale (Working paper). Ipag Business School, Paris.
- Caglio, A., & Ditillo, A. (2008). *A review and discussion of management control in inter-firm relationships: Achievements and future directions*. Accounting, Organizations and Society, 33(7), 865-898.
- CCEP 2018 Integrated Report. (n.d.). Retrieved from https://www.cocacolaep.com/assets/IR-Documents/Integrated-Reports/bc365e8d86/CCEP_2018_Integrated-Report_WEB.pdf
- Centre Permanent pour la Citoyenneté et la Participation (CPCP), (2015). L'économie circulaire. Un second souffle pour un modèle économique à recycler ? En ligne : <http://www.cpcp.be/etudes-et-prospectives/collection-au-quotidien/l-economie-circulaire-un-second-souffle-pour-un-modele-economique-a-recycler>
- Circular, B. (2020, 29 juin). be circular be.brussels » Quelles pratiques circulaires dans le secteur de la construction ? Consulté à l'adresse <https://www.circulareconomy.brussels/quelles-pratiques-circulaires-dans-le-secteur-de-la-construction/>
- Circular, B. (2018, février). be circular be.brussels » Le secteur de la construction à Bruxelles – Constat et perspectives : vers une économie circulaire. Consulté à l'adresse <https://www.circulareconomy.brussels/le-secteur-de-la-construction-a-bruxelles-constat-et-perspectives-vers-une-economie-circulaire/>
- Ciridd, V. (2017, 29 mai). Paquet économie circulaire européen : les ONG dévoilent les bons et les mauvais élèves. Consulté à l'adresse <https://www.economiecirculaire.org/articles/h/paquet-economie-circulaire-europeen-les-ong-devoilent-les-bons-et-les-mauvais-eleves.html>
- *Courbe environnementale de Kuznets / 2019*. (2019). Fondation 2019. <http://www.fondation-2019.fr/lexique/courbe-environnementale-de-kuznets/>

- Deboutière, A., & Georgeault, L. (2015). *Etude bibliographique: Quel potentiel d'emplois pour une économie circulaire?*. Paris:Institut de l'économie circulaire.
- Del Marmol, G. (2014). *Sans plus attendre !* (1ère éd.). Hévillers : Ker éditions
- Dumas, P. M. (2012). L'économie de la fonctionnalité : une voie nouvelle vers un développement durable ? *Relations Industrielles*, 67(2), 333-335. DOI 10.7202/1009095ar
- Ellen Macarthur Foundation.(2012). *Towards& the circular economy 1: Economic and business rationale for an accelerated transition.*
- Ellen Macarthur Foundation.(2013). *Towards the circular economy 2: Opportunities forthe consumer goods sector.*
- Ellen Macarthur Foundation. (2015). *Growth within: a circular economy vision for a competitive Europe.*
- Etude sur les obstacles financiers qui freinent l'instauration des modèles d'activité de l'économie circulaire. (2014, 17 novembre). Consulté à l'adresse https://ec.europa.eu/environment/ecoap/about-eco-innovation/policies-matters/eu/study-examines-financing-barriers-facing-circular-economy-business-models_fr.
- Financement de l'économie circulaire | SPF Economie. (2018, 15 juin). Consulté à l'adresse <https://economie.fgov.be/fr/publicaties/financement-de-leconomie>
- Gabriel, P., Mestre, A., Chabrol, O., (2015), Etude : Nouveaux modèles d'affaires, économie circulaire et transitions professionnelles, https://www.cfdt.fr/upload/docs/application/pdf/2016-02/rapport_economie_circulaire-transitions_pro-partie_i.pdf
- Gendron, C., & Révêrêt, J. P. (2000). Le développement durable. *Économies et sociétés*,37(91), 111-124.
- Ghisellini, P., Cialani, C., & Ulgiati, S. (2015). A review on circular economy: the expected transition to a balanced interplay of environmental and economic systems. *Journal of Cleaner Production*, 114, 11-32.
- Institut de l'économie circulaire (2016). Qu'est ce que l'économie circulaire ? « L'économie circulaire, nouveau modèle de prospérité ». En ligne http://www.institut-economie-circulaire.fr/Qu-est-ce-que-l-economie-circulaire_a361.html

- Jay, V. (2015, 3 novembre). *Les enjeux de ressources : sobriété*. economiecirculaire.org. <https://www.economiecirculaire.org/static/h/les-enjeux-de-ressources--sobriete.html>
- Grossman, G. M., & Krueger, A. B. (1995). Economic growth and the environment. *The quarterly journal of economics*, 110(2), 353-377.
- Kampelmann, S. (2016). Mesurer l'économie circulaire à l'échelle territoriale. Une analyse systémique de la gestion des matières organiques à Bruxelles. *Revue de l'OFCE*, 145(1), 161- 184. En ligne <https://www.cairn.info/revue-de-l-ofce-2016-1.htm>
- Kulmala, H. I. (2002). *Open-book accounting in networks*. Liiketaloudellinen Aikakauskirja, 157-180.
- Lacy, P., Keeble, J., McNamara, R. (2014). Innovative Business Models and Technologies to Create Value in a World without Limits to Growth. Consulté le 6 août 2020, à l'adresse https://www.accenture.com/t20150523T053139_w_/us-en/_acnmedia/Accenture/Conversion-Assets/DotCom/Documents/Global/PDF/Strategy_6/Accenture-Circular-Advantage-Innovative-Business-Models-Technologies-Value-Growth.pdf
- Lambert, F.-M., & Georgeault, L. (2014). Les axes majeurs du développement d'une politique d'économie circulaire. *Annales des Mines - Responsabilité et environnement*, 76(4), 19-22. DOI 10.3917/re.076.0019
- Lanoie, P., & Normandin, D. (2015). Au-delà de ses vertus environnementales, un modèle d'affaires. *L'économie circulaire. Gestion*, 40(3), 90-95. DOI 10.3917/riges.403.0090
- Laurent, Éloi. « Faut-il décourager le découplage ? », *Revue de l'OFCE*, vol. 120, no. 1, 2012, pp. 235-257.
- *Le changement climatique : impacts actuels et attendus sur le cycle de l'eau en Belgique*. (2021). AQUAWAL, tout savoir sur l'eau. <https://www.aquawal.be/fr/le-changement-climatique-impacts-actuels-et-attendus-sur-le-cycle-de-l-eau-en-belgique.html?IDC=604>
- Lejeune C. *Manuel d'analyse qualitative. Analyser sans compter ni classer*, Louvain-la-Neuve, De Boeck, 2014, 152 p., ISBN : 978-2-8011-1749-1.
- Le Moigne, R. (2014). *L'économie circulaire : comment la mettre en oeuvre dans l'entreprise grâce à la reverse supply chain?* Dunod.

- Lévy, J.-C., & Aurez, V. (2014). Les dynamiques de l'économie circulaire en Chine. *Annales des Mines - Responsabilité et environnement*, 76(4), 13-18. DOI 10.3917/re.076.0013
- L'Oréal, site officiel, <https://www.loreal.com/fr/>
- Lieder, M., & Rashid, A. (2016). Towards circular economy implementation: a comprehensive review in context of manufacturing industry. *Journal of Cleaner Production*, 115, 36-51.
- Manyika, J., Lund, S., Auguste, B., Ramaswamy, S. (2012). *Help wanted: The future of work in advanced economies*. Washington D.C.: McKinsey Global Institute.
- Marsac A., Delannois D., Lemaire I. (2020, novembre). La relance économique face au défi climatique. LaLibre.Be. <https://dossiers.lalibre.be/la-relance-economique-face-au-defi-climatique/>
- Mouritsen, J., Hansen, A., & Hansen, C. Ø. (2001). *Inter-organizational controls and organizational competencies: episodes around target cost management/functional analysis and open book accounting*. *Management Accounting Research*, 12(2), 221-244.
- Murray, A., Skene, K., & Haynes, K. (2015). The Circular Economy: An Interdisciplinary Exploration of the Concept and Application in a Global Context. *Journal of Business Ethics*, 1-12
- Nguyen, H., Stuchtey, M., & Zils, M. (2014). Une industrie régénératrice, c'est possible. *L'Expansion Management Review*, 153(2), 42-53. DOI 10.3917/emr.153.0042
- Porter, M. E. (2008). *Competitive advantage: Creating and sustaining superior performance*. Simon and Schuster.
- Potocnik, J. (2014). Economie circulaire : les enjeux économiques d'une transition écologique. *Annales des Mines - Responsabilité et environnement*, 76(4), 7-12. DOI 10.3917/re.076.0007
- Rapport Brundtland (1987). *Our Common Future*. United Nations World Commission on Environment and Development. Paris : *Les Editions du Fleuve*
- Sana, F., & Stokkink, D. (2014). L'économie circulaire: changement complet de paradigme économique?. Bruxelles: POUR LA SOLIDARITÉ.

- SPF Santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et Environnement, & SPF Economie, P.M.E., Classes moyennes et Energie (juin 2014). Vers une Belgique Pionnière de l'économie circulaire. En ligne sur le site internet SPF Economie, P.M.E, Classes moyennes et Energie
http://economie.fgov.be/fr/binaries/Vers_une_Belgique_Pionniere_de_l_economie_circulaire_tcm326-259697.pdf
- Versluys, H. (2018, 27 novembre). Obstacles juridiques à l'économie circulaire : une réalité ou seulement une impression ? Consulté à l'adresse
<https://www.agoria.be/fr/Obstacles-juridiques-a-l-economie-circulaire-une-realite-ou-seulement-une-impression>
- Vivien, F. D. (2003). Jalons pour une histoire de la notion de développement durable. *Mondes en développement*, (1), 1-21.
- Vylkova, S. (2020, janvier). *Plan of approach*. HZ UNIVERSITY OF APPLIED SCIENCES.
- Webster, K., Blériot, J., & Johnson, C. (Eds.). (2013). *A New Dynamic: Effective Business in a Circular Economy*. Royaume-Uni: Ellen McArthur Foundation Publishing.
- Wijkman, A., & Skanberg, K. (2015). *L'économie circulaire et ses bénéfices sociétaux: Des avancées réelles pour l'emploi et le climat dans une économie basée sur les énergies renouvelables et l'efficacité des ressources*. The Club of Rome
- Youmatter. (2019, 3 octobre). *Économie de la fonctionnalité : définition, exemples et perspectives*. <https://youmatter.world/fr/definition/economie-fonctionnalite-definition/>

Annexe d'images:

1. Garnier Fructis shampooing sec



2. Biologie R.A.W MATRIX



3. Exemple d'emballage issus de (post consumer recycled)



BIOLAGE :
Flacon composé de
100% de PET-PCR



**L'Oréal professionnel
– MYTHIC OIL**
Pot composé de 25%
de PET-PCR



KERASTASE
Flacon composé de
100% de PET-PCR



**L'Oréal Paris –
BOTANICALS**
Flacon composé de 100%
de PET-PCR

4. Assortiment d'emballage d'écoconception



KERASTASE
Allègement de la capsule et
allègement du flacon, soit
3g en moins au total pour
chaque produits finis. Les
bouchons seuls permettent
d'économiser 45 tonnes de
plastiques par an, sur la
gamme



BIOThERM
Allègement des flacons
Biosource 200mL et
400mL, soit un total de
10 tonnes de matériaux
vierges économisées
par an.



NARTA
Allègement des bidons
aluminium : -4,7%
d'aluminium par bidons soit
un total de 18 tonnes
d'aluminium / an
économisées sur la gamme
Narta



L'OREAL PROFESSIONNEL
Aérosol compressé,
permettant ainsi de réduire
considérablement la
quantité d'aluminium par
bidon : -38%

Recharges pour Kérastase et Shu Uemura



KERASTASE – FUSIO DOSE

- Bouteille rechargeable
- 1 bouteille multi-doses remplace 20 boosters mono-dose



SHU UEMURA :

- rechargeable sans colle ou aimant
- Recharge et nettoyage aisés
- Plusieurs tailles disponibles

5. Bureaux de L'Oréal





Guide d'entretien

Bonjour,

Tout d'abord, je tenais à vous remercier d'avoir accepté de participer à cette interview et de m'octroyer de votre temps pour la réalisation de celle-ci.

Je suis actuellement en dernière année de Master à la Louvain School of Management.

Dans le cadre de mon mémoire dont la question de recherche est la suivante "Quels sont les obstacles réels auxquels les entreprises font face dans le but d'intégrer l'économie circulaire dans leurs modes de fonctionnement ?", je souhaiterais vous poser quelques questions à propos de l'économie circulaire :

1. Premièrement, pouvez-vous me parler un peu de vous ainsi que de votre entreprise ?
Quelle fonction exercez-vous au sein de celle-ci ?
2. Quelle vision avez-vous de l'économie circulaire ? Comment la définiriez-vous très brièvement ?
3. Sur base de votre définition, considérez-vous que votre entreprise s'inscrit dans un modèle en faveur de l'économie circulaire ? Quels sont vos engagements ?
4. Selon vous; quels sont les enjeux majeurs de l'économie circulaire ?
5. D'après vous, quelles sont les principales difficultés rencontrées par une entreprise qui souhaite s'engager dans une démarche d'économie circulaire ?
6. Comment une entreprise fait-elle face à l'ensemble de ces contraintes ?
7. Sur le plan financier, qu'en est-il de la rentabilité d'une entreprise participant à un système d'économie circulaire?
8. Au niveau législatif, quelles sont les normes ou réglementations environnementales qui peuvent entraver l'accomplissement d'un projet axé sur l'économie circulaire ?
9. Que pensez-vous du rôle du gouvernement belge en matière d'économie circulaire contrairement à d'autres pays?
10. Estimez-vous que l'économie circulaire apporte une réelle réponse aux différents problèmes environnementaux ? Ce modèle est-il viable sur le long terme?
11. Selon vous, gère-t-on de la même manière une entreprise basée sur le principe de l'économie circulaire par rapport à une entreprise qui prône la surconsommation (par exemple) ? (au niveau des clients, fournisseurs ou partenaires?)* la () est juste là s' ils développent pas mais faut pas la poser

12. Croyez-vous que la crise du coronavirus ait eu une incidence négative sur notre manière de consommer, ou au contraire, a-t-elle été un moteur de changement vers une économie plus durable ?

Souhaitez -vous ajouter quelque chose avant de clôturer cette interview ?

Un tout grand merci à vous pour cette interview !

Présentation des personnes interviewées

- Pascal Durdu (pascal.durdu@farmingforclimate.org)

<https://www.circulareconomy.brussels/farming4climate> [farming4climate/](https://www.farming4climate.org/)

- Eva Hansens (eva.hansens@loreal.com)
- Svetlana Vylkova (svylkova@ccep.com)
- Arnaud Rolland : (arolland@ccep.com)
- Nathanzio Mova : (movanathanzio@gmail.com)
- Bernard Goffinet (bernard.goffinet@cf2m.be)

<https://www.circulareconomy.brussels/cf2d-centre-de-formation-2mille-centre-circulaire-electrique-et-electroniqueceee/>

- Damien Logghe (louvreiro@louvreiro.be)

<https://www.circulareconomy.brussels/louvreiro-et-francoise-pendeville-be-prepared/>

- Ingrid Nollet (ingrid.nolet@shayp.com)

https://www.circulareconomy.brussels/leakfree_shayp/

- Frédéric Jamar (fj@jamar.pro)

https://www.circulareconomy.brussels/courouble_firme-ch-jamar-fils/

- Anton Maertens (anton@bcmaterials.org)
- Samuel Gigot (samuel@entrakt.be)

<https://www.circulareconomy.brussels/localisation/circle-park/>

- Benedetto Calcagno (benedetto.calcagno@inclusio.be)

<https://www.circulareconomy.brussels/pavillon-7-inclusio-1/>

<https://www.circulareconomy.brussels/pleiades-71-inclusio-2/>

- Timothy Doig (timothy@regglo.be)

https://www.circulareconomy.brussels/regglo_purelab/

- Anas Ksabi (anas@conscient.be)

https://www.circulareconomy.brussels/conscient-peinture-alternative_conscient/

- Charles-Antoine Kervyn de Volkaersbeke (ck@batigroupe.be)

<https://www.circulareconomy.brussels/batigroupe-batiterre/>

- Marie Verkaeren (marie@cyclo.org)
- Mathieu Hachez (matthieu.hachez@vertdiris.net)

<https://www.circulareconomy.brussels/vert-diris-international-humus-pro-valoriser-les-dechets-pro-en-compost-bio-et-local-pour-tous/>

- Emmanuel van der Plancke (info@moncafetier.be)

<https://www.circulareconomy.brussels/mon-cafetier/>

- Frédéric Hebbelynck (info.konsign@gmail.com)

<https://www.circulareconomy.brussels/miyo-konsign/>

- Boniface Nteziyaremye (boniface@wesmart.com)

https://www.circulareconomy.brussels/greenbiz-energy_newide-sa/

- Muriel Sacré (muriel.sacre@besix.com)

https://www.circulareconomy.brussels/nmbs_besix/

- Olivier Potvin (olivier@superzero.eu)

https://www.circulareconomy.brussels/zero-waste-brussels_zero-waste-solutions-2/

Annexe d'interview

Interview avec Nathanzio Mika : L'Oréal

- 1- Premièrement, pouvez-vous me parler un peu de vous ainsi que de votre entreprise ? Quelle fonction exercez-vous au sein de celle-ci et quelles sont vos difficultés ? Est-ce que vous avez des projets qui sont en lien avec l'économie circulaire ?

Je m'appelle Nathanzio Mova Mika et je suis demand planner chez L'Oréal Benelux. Le métier de demand planner c'est ... planifier la demande d'une marque pour réduire au mieux les incertitudes du marché. Cette planification se fait à partir du cycle de vie d'un produit, on a le lancement par exemple, qui est l'introduction d'un nouveau produit sur le marché. Ce type de produits sont planifiés en utilisant les caractéristiques d'un produit similaire déjà existant sur le marché ensuite on a le Catalogue qui est le produit présent sur le marché depuis plus d'un an. La planification se fait sur base de l'historique et celle-ci est ajustée à l'aide de la tendance du marché et pour finir on a ce qu'on appelle Fin de vie qui sont les produits morts ou en fin de vie sont ceux qui seront, sont retirés du marché et la planification de ces produits s'arrête au moment où le retailer supprime ce produit de ses magasins, de nouveau ce n'est pas vraiment un métier directement lié à l'économie circulaire. Le projet que j'ai en ce moment consiste à regrouper toutes les équipes marketing de la division pour trouver une solution sur le stock de la PLV qui est en entrepôt depuis plus de 3 ans. La réunion a lieu sur trois jours et lors de cette réunion, nous parcourons la liste de la PLV en stock et non utilisée depuis leur commande. Un par un, les membres des équipes se proposent responsables d'un article PLV et y mentionnent le moment auquel ils comptent utiliser cette PLV. Dans le cas où un article est trop vieux pour une éventuelle utilisation, il est alors placé en destruction. Cependant la destruction est l'alternative que nous utilisons le moins. Les difficultés du projet sont en premier l'organisation de cette réunion... Il faut programmer 2h dans l'agenda de chaque équipe marketing de chaque marque, 3 grandes marques donc 3 jours à programmer, ce qui demande d'être organisé des mois à l'avance pour bloquer un moment dans l'agenda de toutes les équipes. La seconde difficulté réside dans l'exactitude des informations du

fichier à parcourir. Le fichier est envoyé par le HUB, l'organisme responsable de la rétribution du stock aux pays et doit être retravaillé car il peut contenir certaines erreurs comme le stock qui nous est alloué peut appartenir à un autre pays du HUB ou alors, le stock alloué a été utilisé dans son entièreté mais les données ne sont pas à jour. Ça demande quelques jours de préparation avant d'organiser la réunion avec les équipes afin de ne pas communiquer des informations incorrectes. Une autre difficulté c'est dans le suivi de la réunion. Il faut s'assurer qu'après la réunion, le stock est effectivement utilisé et donc je fais un suivi à l'aide des questions comme : les personnes placées responsables ont-elles bel et bien utilisé le stock qu'elles comptaient utiliser à la bonne date ? Ont-elles utilisé tout le stock qu'elles promettaient utiliser ? Les destructions ont-elles eu lieu correctement ? ou faudrait-il prévenir le HUB qu'il reste des destructions à organiser. Et je pense que ce projet participe aux valeurs environnementales principales de L'Oréal car il incite la réutilisation du stock, tout en réduisant au mieux la destruction. Il participe aussi à la collaboration des équipes afin de trouver les solutions les plus optimales tout en libérant l'espace dans l'entrepôt pour qui servira pour d'avantage d'articles PLV.

Interview avec Eva Hansens : L'Oréal

1- Premièrement, pouvez-vous me parler un peu de vous ainsi que de votre entreprise ? Quelle fonction exercez-vous au sein de celle-ci ?

Je m'appelle Eva Hansens, j'ai 28 ans et je travaille en tant que cheffe de produits dans le marketing chez L'Oréal. Je suis responsable marketing pour la marque Franck Provost, c'est-à-dire les produits de FMCG, colorations, styling et haircare. Je m'occupe principalement de l'image de marque, des promos, médias et tout ce qui tourne autour de la marque. Du packaging à la communication, jusqu'aux analyses.

2- Quelle vision avez-vous de l'économie circulaire ? Comment la définiriez-vous très brièvement ?

L'économie circulaire est pour moi le fait de faire plus attention à l'impact que nos produits et notre travail ont sur le monde. Que ce soit sur l'économie, l'écologie, les gens, l'environnement ou le futur. C'est essayer de prendre de bonnes habitudes dès le début de la chaîne en choisissant des matières premières plus propres et des fournisseurs plus consciencieux de leurs employés et de l'environnement. Et en allant jusqu'au bout de la chaîne. Il faut essayer de changer les habitudes des consommateurs en les sensibilisant.

3- Quel est la position de l'Oreal sur le marché et la position de autres de votre domaine?

L'Oréal s'est engagé à être plus propre et respectueux dans ses actions. En choisissant des fournisseurs éco responsables, et qui n'exploitent pas leurs employés. Choisir et produire des produits plus purs, sensibiliser le consommateur et les clients avec des campagnes, des actions et des produits éco responsables etc. Les transports sont fait par bateaux et non par avion pour réduire les émissions. Le fait de choisir des gifts locaux etc. Et avoir des objectifs pour 2022, 2025 et 2030 pour réduire considérablement son empreinte écologique. Chez les concurrents, on voit aussi la tendance se mettre en place : plus de gifts eco friendly, des actions avec Unicef ou WWF etc.

4- Avez-vous des activités, au sein de votre entreprise, qui sont en relation directe avec les principes de l'économie circulaire ?

Oui on a différentes actions, Green beauty de Garnier qui sont des actions européennes, pour le moment en Italie on a Bellezza quadrata qui est « à l'achat d'un produit, 5m2 de parc nettoyé »

5- Si oui, pourquoi ? Si non, quels sont les principaux freins à l'économie circulaire ?

Car c'est en lien avec notre envie de faire de ce monde un monde meilleur, de diminuer le réchauffement climatique et de diminuer notre empreinte écologique.

On sensibilise aussi le consommateur grâce à ce genre d'action et c'est en lien avec Garnier qui sont des produits plus green. C'est aussi intéressant économiquement.

6- Si oui, quelles sont ces différentes activités ?

La plupart de ces activités n'implique pas une gestion particulière des partenaires mais parfois quelques explications ou mise en place d'hôtesse dans les magasins pour faire participer les clients et leurs expliquer par exemple en Belgique, les clients devaient participer à un jeu et trier les déchets des produits Garnier correctement pour pouvoir gagner un tote bag. Par contre, ces activités impliquent de nouveaux partenariats. De nouveaux fournisseurs qui respectent les codes éthiques et écologiques ou qui fabriquent des produits plus écologiques

7- Est-il plus difficile de diriger une entreprise respectant l'économie circulaire par rapport à une entreprise classique?

Oui je pense que c'est plus difficile. Surtout dans un premier temps. Quand on doit expliquer à nos fournisseurs qu'ils doivent changer leurs habitudes ou qu'on arrête la collaboration car ils ne rentrent plus dans notre norme. C'est assez difficile à mettre en place et les gens comme les partenaires, fournisseurs, clients ou employés n'ont pas toujours facile de changer leurs habitudes. Les règles changent aussi et se durcissent d'année en année et suivre le fil est difficile. Si il n'y avait pas autant de règles ce serait facile, tout le monde ferait comme il l'entend. Mais grâce à ces changements, les bénéfices économiques et humains-sont plus grands.

8- Quels sont les difficultés majeurs que vous rencontré ?

Les difficultés sont la mise en place des nouvelles normes, pousser les fournisseurs qui n'ont pas la même vision à agir plus écologiquement et finalement, trouver les ressources et changer les matières premières des produits stars sans en changer les bénéfices ni le prix pour continuer à satisfaire le client.

Interview avec Arnaud Rolland : Directeur Ass. RSE Coca-Cola Europacific Partners.

- 1- Pouvez-vous me parler un peu de vous ainsi que de votre entreprise ? Quelles fonctions exercées vous au sein de celle-ci ?

Alors moi, je suis Arnaud Roland, je suis en charge de la RSE chez Coca-Cola EuroPacific Partners, donc je m'occupe de tout l'agenda RSE pour CCEP en France.

- 2- Quelle vision avez-vous de l'économie circulaire ? Comment définiriez-vous très brièvement

L'économie circulaire, elle se définit par opposition à ce qu'on appelle l'économie linéaire, qui est largement le modèle dominant aujourd'hui. L'économie linéaire, c'est quoi ? C'est on extrait des ressources pour fabriquer des produits qu'on vend à des consommateurs qui ensuite sont au mieux recyclés. Et donc, c'est une économie qui est totalement linéaire, qui s'appuie sur l'exploitation des ressources naturelles. L'économie circulaire, c'est une autre logique, c'est à dire qui part du principe que tout ce qu'on a produit peut être réutilisé pour fabriquer exactement les mêmes produits et donc faire circuler les produits, c'est à dire ne plus faire appel à l'extraction de nouvelles ressources pour fabriquer de nouveaux produits. Donc, c'est une logique complètement différente qui prend en compte les limites physiques de la planète et qui prend en compte aussi les impacts environnementaux de tous les produits qu'on achète et qu'on utilise au quotidien.

- 3- Sur base de votre définition. Considérez-vous que le business model de votre entreprise ? s'inscrit partiellement ou totalement dans un modèle d'économie circulaire ?

Partiellement. Effectivement, nous, notre principal impact environnemental se situe au niveau des emballages qu'on utilise pour vendre nos boissons. Donc, il est important pour nous de s'assurer que les emballages qu'on met sur le marché qu'on vend au consommateur puissent être collectés pour être réutilisés. Parce que nos emballages ont

une particularité, c'est qu'ils sont recyclables à 100 %. Donc, on peut parfaitement aujourd'hui refaire une bouteille plastique avec une ancienne bouteille plastique. Pareil pour les canettes, pareil pour les bouteilles en verre. Donc, tout l'enjeu, c'est de faire fonctionner cette économie circulaire pour récupérer tous les emballages qu'on met sur le marché pour pouvoir en fabriquer de nouveaux avec les anciens.

4- Quels sont les enjeux majeurs pour arriver à ce but ?

L'enjeu numéro un pour faire fonctionner cette économie circulaire des emballages, c'est la collecte. Aujourd'hui, on ne collecte pas suffisamment les emballages au niveau européen, on les collecte à peu près 75%. Donc ce n'est pas trop mal, mais ce n'est pas 100%. Les meilleurs pays en Europe collectent jusqu'à 95% des emballages et en France, on est plutôt aux alentours de 60%, donc on fait figure plutôt d'élève moyen au niveau européen, le principal enjeu pour nous, c'est d'améliorer ce taux de collecte.

5- Et quel est le pays qui collecte le plus ?

Aujourd'hui, ce sont les Allemands qui collectent 97% de tous les emballages mis sur le marché grâce à un système qui s'appelle la consigne. C'est-à-dire que l'Allemagne a fait le choix, il y a 20 ans, de mettre un prix à chaque emballage. Et donc, ça incite fortement les consommateurs allemands à rapporter leurs emballages dans des machines prévues à cet effet via un levier qui est un système de consigne. En Allemagne, un consommateur paye 25 centimes d'euro pour chaque emballage qu'il achète.

6- Comment avez-vous dépassé ces difficultés ? Comment une entreprise fait-elle face à l'ensemble de ces contraintes ? Comment allez-vous faire pour que les personnes apportent leurs emballages dans les magasins ?

Pour avoir un système de consigne, il faut un cadre législatif. C'est à dire qu'il faut une loi votée par le gouvernement et l'Assemblée nationale qui fixe les règles du jeu. En France, on n'a pas ce système-là. Donc, nous, on milite auprès des pouvoirs publics pour qu'on puisse copier nos voisins allemands et nous aussi en France avoir un système de consigne.

7- D'accord donc, pour le moment, vous attendez qu'au niveau législatif, il y ait des avancements ?

Alors on fait plus qu'attendre. On produit des études, c'est-à-dire qu'on modélise des scénarios. On fait travailler des consultants pour mesurer les impacts économiques, environnementaux, financiers de ce changement de système. Et donc, on apporte ces connaissances là au niveau du législateur pour qu'il puisse prendre les bonnes décisions.

8- Et qu'est ce qui bloque exactement au niveau législatif pour qu'il y ait une loi qui sorte ?

Alors il faut une volonté politique. C'est ce qui s'est passé en Allemagne. Il faut un alignement entre tous les acteurs. On ne fait jamais de l'économie circulaire tout seul. Il faut vraiment pour faire de l'économie circulaire, il faut que tous les acteurs de la chaîne soient impliqués et aillent dans le même sens. Dans l'économie circulaire des emballages, vous avez les consommateurs, vous avez des industriels, des metteurs en marché. Vous avez des municipalités qui aujourd'hui collectent les emballages au niveau des habitants et vous avez l'industrie du recyclage qui, elle, retransforme les produits pour les valoriser. Donc, tant qu'il n'y a pas d'alignement entre tous les acteurs, cette économie circulaire, elle ne peut pas fonctionner.

9- Et vous avez une idée de pourcentage en Belgique, aux Pays-Bas?

En Belgique, on est plus proche des 80% mais en Belgique, vous avez aussi un système incitatif pour les consommateurs puisque vous payez en fait le poids de vos déchets ordinaires, ce qui vous incite à davantage recycler. Tout ce que vous recyclez, vous ne le payez pas. Cependant, tout ce que vous ne recyclez pas rentre dans votre taxe locale. Donc, c'est aussi pour cela que la Belgique et la Suisse, qui ont le même système, ont des taux proches de 80%. Les Pays-Bas, eux, sont aussi dans un système de consigne comme les Allemands. Donc ils ont des taux plus proches de 90%.

10- Est ce que le gouvernement fait quelque chose?

Le rôle du gouvernement, c'est de dialoguer avec toutes ces parties prenantes, celles que je vous ai citées tout à l'heure. Le gouvernement en France a dit qu'en 2023, il prendrait une décision sur ce qu'on va vers un système de consigne ou pas. Il a demandé à l'ADEME, l'agence environnementale en France, de produire une étude très précise d'impact pour dire est ce qu'avec le système actuel, on peut atteindre les objectifs européens puisque par ailleurs, l'Europe fixe des objectifs de taux de recyclage pour tous les États membres.

Par exemple, l'Europe indique qu'au plus tard en 2029, tous les pays européens doivent collecter 90% des bouteilles en plastiques vendues sur leur marché. Donc, cette discussion va avoir lieu sur la base d'études d'impact, avec des éléments factuels et une décision sera prise.

11- Est-ce qu'il y a une autre incitation à par le système de consigne, est ce que vous avez d'autres projets ?

Pour nous, le système de consigne, c'est celui qui nous permettra d'atteindre ces objectifs. C'est ce qu'on constate dans tous les pays européens qui ont mis en place ce système. Le système à la française basé sur le bac jaune l'apport volontaire fonctionne pour partie puisqu'on arrive à collecter quand même 70% de tous les emballages vendus en France. Mais 70%, ce n'est pas 90%. Donc, pour nous, il n'y a que la consigne, c'est-à-dire avoir une incitation financière pour les consommateurs qui permettent d'atteindre ces taux de performance.

12- Estimez-vous que l'économie circulaire apporte une réelle réponse aux différents problèmes environnementaux ? Ce modèle est viable à long terme.

L'économie circulaire a plein d'avantages. D'un point de vue environnemental, puisqu'elle limite la consommation de ressources non renouvelables, puisque vous réutiliser les objets déjà produits pour en refaire de nouveau. Donc, vous n'avez plus besoin d'extraire de nouvelles matières premières, donc elle répond à ça. Elle répond aussi en termes de climat au niveau des émissions de gaz à effet de serre, parce que le fait de recycler un produit, ça diminue considérablement les émissions de CO2 liées à sa fabrication pour une bouteille plastique quand vous la réutiliser, vous économisez 70% de gaz à effet de serre. Pour l'aluminium, vous économisez 90% de gaz à effet de serre, donc au niveau des ressources, au niveau du climat et au niveau de la production de déchets. En tant que tel, puisque finalement, nos déchets deviennent nos nouvelles ressources. Vous êtes triplement gagnant avec l'économie circulaire et en plus l'économie circulaire d'un point de vue économique, créer des emplois au niveau local puisqu'il s'agit d'aller collecter et de revaloriser nos déchets, et ça, ça n'a de sens économique que d'un point de vue local et donc ça crée forcément des emplois ou plus proche de là où sont les déchets.

13- Ce système de consigne existe depuis combien de temps ?

Le système de consigne a existé en France historiquement jusqu'aux années 70, notamment sur les bouteilles en verre. Ça existe depuis très longtemps. Mais certains pays en Europe le pratiquent depuis presque cinquante ans maintenant en le modernisant. C'est un peu un retour au bon sens. Si vous interrogez vos grands parents, eux, ils avaient l'habitude de revenir dans leur supermarché en ramenant des bouteilles en verre consignées. C'est une tradition qui a toujours existé en Belgique, en Allemagne, aux Pays-Bas, dans les pays nordiques au sens large.

14- Et selon vous, gère-t-on de la même manière une entreprise basée sur le principe de l'économie circulaire par rapport à une entreprise classique?

Ben nous, ça fait une quinzaine d'années qu'on est engagé dans l'économie circulaire. On a même investi directement dans l'industrie du recyclage, justement pour l'aider à se développer. Donc, ça fait longtemps qu'on y est pour nous, ça fait vraiment partie de la stratégie de l'entreprise. Donc il n'y a pas de différence entre une entreprise qui fait de l'économie circulaire et une autre qui n'en fait pas. C'est simplement la prise de conscience. Un modèle basé sur produire toujours plus de produits avec des matières non renouvelables, ce n'est pas un modèle durable. Donc, il faut évoluer vers plus de circularité.

15- Croyez-vous que la crise du coronavirus ait eu une incidence négative sur notre manière de consommer, ou au contraire, a-t-elle été un moteur de changement vers une économie plus durable ?

Je pense plutôt à la deuxième option, les gens prennent de plus en plus conscience en voyant la crise du climat, la crise des ressources, le jour du dépassement planétaire. Qui est maintenant fin juillet. Fin juillet, on a consommé toutes les ressources disponibles sur la planète. Donc, on vit à crédit aujourd'hui sur les ressources. Donc de plus en plus d'acteurs prennent conscience de ça. Les consommateurs aussi, notamment la jeune génération, donc les choses .. oui sont en train de s'accélérer.

16- Souhaitez -vous ajouter quelque chose avant de clôturer cette interview ?

Non, j'incite évidemment tout le monde à s'engager beaucoup plus fortement dans l'économie circulaire parce que c'est une voie d'avenir, c'est une voie économiquement viable. Certes, il y a des freins, il y a des difficultés. Mais je suis convaincu d'une chose, c'est que les entreprises qui ne seront pas circulaire sont amenées à disparaître dans les prochaines années.

Interview avec Damien LOGGHE : L'ouvroir

1- La première question est : pouvez-vous me parlez de vous ainsi que de votre entreprise ou ce que vous faites? Quelles fonctions exercées vous au sein de celle-ci?

Je suis directeur de l'entreprise qui est une ASBL, c'est une association dans le secteur non-profit qui s'appelle Louvroire.

2- Et quelle vision avez-vous de l'économie circulaire? Comment la définiriez-vous très brièvement, selon vous ?

C'est mettre en place des modes de production circulaire et les modes de production circulaires sont principalement des modes de production durable et quand on entend durable, on pense à ce qui est durable pour le contexte dans lequel on habite, c'est-à-dire sur la planète Terre. Ce qui est durable, c'est qu'il n'y ait pas de déchet, ce qu'on a produit peut redevenir matière première à un stade suivant et donc qu'il n'y ait pas de déchet en soi, mais qui est juste une transformation durable des matériaux en vue d'en extraire l'usage ou le besoin et après ça voir le remettre à sa place, entre guillemets de matières premières, soit pour l'homme, soit de de matières premières pour la nature, c'est à dire que cela redevienne quelque chose que la nature peut récupérer, ce sera du compost ou que ce soit un sédiment.

3- La question suivante est sur base de votre définition, considérez vous que le business model de votre entreprise s'inscrit partiellement ou totalement dans un modèle d'économie? Pourriez vous donner des exemples de principes d'économie circulaire mise en œuvre dans votre entreprise?

L'entreprise a plusieurs business models. Le premier, qui est la valeur suprême, c'est la mission pour laquelle notre ASBL existe, c'est de proposer du travail, un emploi, une rémunération à des personnes en situation de handicap. Notre ASBL est une entreprise de travail adapté. La mission numéro une, c'est de trouver du travail pour les personnes qui trouveront plus difficilement du travail dans le circuit ordinaire de l'emploi. Pour

atteindre l'objectif, on peut avoir plusieurs métiers, plusieurs activités du moment qu'elles peuvent être rendues accessibles à notre public cible. Une fois que c'est possible, on peut prendre n'importe quel métier, donc on peut faire jardinier, on peut être dans l'alimentaire, on peut faire du travail de manutention. Et nous, on s'inscrit là dedans, travail de manutention. C'est du travail, d'atelier, d'usinage, donc transformation de matériaux, du bois, du manufacturing et on s'inscrit alors dans des activités de re manufacturier. C'est un petit peu plus l'activité économique qu'on tente de développer aujourd'hui pour ce que ça apporte à la société et l'environnement, mais avec comme objectif principal de le rendre accessible à notre public cible. On est là pour notre public cible. Après, on fait ce qu'on veut, alors autant faire quelque chose de bien.

4- Quels sont les enjeux majeurs de l'économie circulaire pour votre entreprise?

De manière globale, l'enjeu majeur, c'est de proposer une alternative à ce qui est consommé aujourd'hui et ce qui est proposé aujourd'hui, comme produits, comme solution, comme modèle économique. Si on pense à l'économie de la fonctionnalité, c'est à dire de la location plutôt que la propriété. Aujourd'hui, il n'y a pas assez d'alternatives et les alternatives proposées ne sont pas à la hauteur des produits sur le marché actuellement, c'est-à-dire que le modèle. On propose des vieilles voitures, alors qu'aujourd'hui, on peut avoir des voitures hyper confortables et luxueuses. Et en plus, comme l'industrie automobile, c'est une métaphore, comme l'industrie automobile est très développée, les États ajoutent des conditions, des normes, des critères, des obligations de distance, de freinage, des normes d'émissions, etc. Et donc, les propositions de l'économie circulaire aujourd'hui ne sont pas à la hauteur. C'est-à-dire qu'elles coûtent plus cher. Elles sont parfois moins efficaces, moins design, moins bien pensées, dans des matériaux moins nobles, parfois plus compliquées parce qu'il faut changer ses habitudes. Elles sont moins accessibles que les alternatives proposées. Et donc c'est ça l'enjeu. L'enjeu, c'est d'arriver à la hauteur, de faire l'escalope pour être à la hauteur et compétitif avec ce qui est déjà sur le marché aujourd'hui. Pour faciliter, engager le shift. Aujourd'hui, le shift n'est pas encore là parce que ce qu'on propose n'est pas encore à la hauteur ou parce qu'il y a des barrières à l'entrée, c'est à dire les normes qui sont trop contraignantes ou les normes CE, par exemple, qui sont obligatoires pour tout produits importés. Est ce que nous on fait du upcycling? Est ce qu'on peut garantir les normes en termes de sécurité,

de blessures ou de fonctionnement? Y a ça, et il y a par exemple d'autres normes, comme les marchés publics. Quand les marchés publics viennent définir le modèle d'achat, par exemple, d'une commune, d'un État ou même d'associations comme nous, quand on est subventionnée, on doit respecter les contraintes de marchés publics. Et bien, les marchés publics imposent une garantie sur ce qu'on achète et si les garanties ne sont pas suffisantes en termes de garantie constructeur, du fabricant, on ne peut pas acheter. Par exemple, la deuxième main, la seconde main, s'il n'y a pas une garantie de minimum 6 mois sur les appareils, on ne peut pas acheter. On ne peut pas justifier ces dépenses dans les dépenses publiques. Et donc, il manque des choses pour amorcer la pompe. ça, c'est au niveau vraiment des contraintes plutôt légales. Le cadre légal. Ensuite, il y a le contexte consommateur, c'est à dire le comportement de l'homo economicus ou de l'homo sociologicus. C'est le comportement de la personne qui va consommer. A partir de quand est ce qu'il bascule ou à partir de quand est ce qu'un groupe bascule dans un type de produit ou un type de comportement, d'achat ou de consommation. Et puis, il y a aussi les volumes, c'est à dire que le modèle circulaire ne peut pas être un modèle mondialisé non plus, parce qu'il y a un moment donné ou si on fait de l'upcycling et qu'on vend partout dans le monde avec des charretières qui déplacent la marchandise, il y a quand même un bug. Mais en fait, il y a aussi cette notion de localiser, de relocaliser les forces de production et la consommation et la génération des déchets, etc. En fait, à un moment donné, il y a aussi cette question de l'économie d'échelle. C'est un modèle qui ne peut plus fonctionner dans l'économie circulaire, à mon sens. C'est des contraintes et des blocages qui font que les marges bénéficiaires sont beaucoup plus réduites, voire déficitaires, que c'est un secteur qui a besoin de subventions, etc. C'est un souci. Maintenant, je ne sais pas comment ça marche exactement. Mais imaginons l'industrie pétrochimique de laquelle proviennent tous les plastiques. Quand elles font des forages dans l'océan pour aller chercher des gisements de pétrole. Est ce qu'ils payent quelque chose à quelqu'un? Est ce que les entreprises paient quelque chose? Et si elles payent, qu'est ce qu'elles payent? En fait, la matière première qu'est ce qu'elles coûtent? Elles coûtent quoi pour eux? Elles coûtent peut être pas grand chose non plus, même si pour nous, c'est du déchet. Il y a toute la restandardisation, le travail de mise en conformité, de restandardisation, de tri qui doit être fait. Ce sont les coûts de main d'œuvre qui génèrent du travail et de l'emploi, donc pour nous c'est bon, c'est pourquoi on est là. Mais il y a un coût et donc dans le calcul purement économique de viabilité du business model. Ben voilà, l'économie circulaire

parfois pour l'upcycling en tout cas, peut être pas pour d'autres choses pour l'upcycling c'est quand même très serré.

5- D'après vous, quelles sont les principales difficultés rencontrées pour une entreprise qui souhaite s'inscrire dans une démarche d'économie circulaire? Et quelles ont été vos difficultés lorsque vous avez commencé à basculer dans ce modèle ?

Pour les autres donc la prise de conscience, le fait d'être mû, c'est à dire d'être porté par une volonté de changer quelque chose. Donc, il faut être un vrai entrepreneur. Il ne faut pas juste avoir envie de faire de l'argent. Si on a envie de faire de l'argent, c'est perdu d'avance.

Ca c'est le premier, tous les entrepreneurs d'économie circulaire. C'est pour ça que vous avez trouvé nos coordonnées sur la page de Be Circular qui est donc le soutien financier de la région bruxelloise pour développer des initiatives en économie circulaire. Pourquoi est-ce que ce subside existe? C'est parce qu' il y a plein de freins, il y a plein de risques. Et que les personnes qui se lancent dans ce modèle économique et dans ce business là, savent très bien qu'ils sont partis pour surmonter des montagnes. Et s'il n'y a pas de soutien financier pour prendre les risques, ça ne marche pas. Aujourd'hui Innoviris, c'est la même chose que Be Circular mais plus en recherche et développement pur, donc presque académique. Innoviris finance maintenant, c'est en cours un projet de financement pour la revalorisation des gisements urbains, donc les déchets urbains, ils vont payer des gens pour réfléchir à comment transformer les poubelles en matières premières. Cela veut dire que eux aussi, maintenant dans leur liste de soutiens financiers, ils visent ces objectifs là parce qu'ils se rendent bien compte que l'on plafonne. En fait le Be Circular ils plafonnent. Pourquoi? Parce que il est déjà sur la mise, la mise sur le marché de produits et de services et donc toute la partie en amont, c'est-à-dire l'analyse de faisabilité, l'étude de mise sur le marché est beaucoup plus légère. Elle est là, mais elle est beaucoup plus légère. Par exemple pour tout ce qui est déchet, quand on regarde dans une poubelle, on est incapable de dire de quel matériau il s'agit. Et quand on sait pas de quoi est composé le déchet, on ne maîtrise pas le processus de revalorisation non plus, sauf si on le laisse en l'état. Si on touche pas à l'objet et qu'on le lave et qu'on le réutilise, ça, ça marche. Mais si on veut, par exemple, le réinjecter dans un processus industriel de

recyclage, alors plutôt, c'est-à-dire on broie, on fond et on refait des panneaux, des plaques. Et bien, on n'a pas assez d'informations sur de quoi est composé l'objet.

Et donc, c'est tous les types de plastique, c'est à la plasturgie. Il faudrait des spectrographe, c'est-à-dire des appareils. Il n'y a pas de traçabilité et donc, maintenant, on commence à mettre des pictogrammes, les triangles avec les numéros là, ça c'est une manière de rendre plus accessible l'information sur les composantes de l'objet mais qui sont les composantes principales. Je ne sais pas si c'est un pourcentage, par exemple, quand il y a des mélanges de différents plastiques ou quand il y a des retardateurs de fumée pour des objets qu'on va mettre en espace public, par exemple.

Donc il y a un obstacle, l'obstacle pour les autres, pour rentrer dans le modèle, c'est plutôt la prise de risque. Le fait d'être convaincu de vouloir changer les choses plutôt que de vouloir faire l'argent, c'est-à-dire que l'objectif doit être différent, ce n'est pas toujours possible. Et voilà, c'est des idéalistes aujourd'hui qui font ça à mon sens. Après, pour ceux qui sont déjà dans le bain. Qu'est ce qui est le blocage?

C'est justement, comme je dis, le manque d'information plutôt de type composante. De quoi est composé l'objet? Si on traite des déchets, on veut le revaloriser. Donc nous on est dans l'upcycling. De quoi est composée la matière? Il y a un moment donné où on ne sait pas comment le transformer non plus, ça c'est un élément. L'autre élément, c'est que comme l'histoire de la relocalisation des processus de fabrication qui font partie intégrante de la logique d'économie durable et circulaire, c'est que les outils de production, c'est à dire que l'industrie n'est plus équilibrée dans les pays. C'est à dire qu'il y a des pôles d'activité en Asie, en Chine, en Asie principalement que ce soit en Inde, que ce soit en Chine ou peu importe pour tout ce qui est textile. C'est là bas qu'il y a les machines, là bas que le savoir-faire, c'est là bas qu'il y a l'industrie de pointe pour la production de textile. En Belgique, il n'y a plus rien du tout. On travaille comme des amateurs avec des machines domestiques.

Il y a tout ce qu'il y a supply chain. Si on doit se faire fournir des équipements, le service technique pour l'entretien des machines, tout cela est pauvre. C'est très pauvre. Et puis, si on veut proposer un modèle alternatif, il faut une alternative à tous les étages. Par exemple, vous voudrez coudre des masques avec des draps de lit, par exemple, ou des

habits, ou refaire des habits ou refaire du textile ou du stylisme. Vous êtes obligés d'aller acheter le fils, les boutons, les pressions, tout ce qui est accessoire dans un magasin ordinaire qui se livre en Chine comme Véritas, comme n'importe qui. Il n'y a pas tous les opérateurs à tous les étages, ils ne sont présents que de manière alternative. On peut trouver du textile qui est jeté, on peut la récupérer, mais c'est tout, après, on se retrouve de nouveau avec le modèle standard. Du coup, il faut remplacer tous les opérateurs à tous les étages. C'est-à-dire que quand on produit quelque chose, il y a entre le client et le designer. Il y a peut être 5-6 étages, c'est-à-dire tout ce qui est les fournisseurs de l'industrie qui produit, le support technique, les machines. Vous voyez ce que je veux dire ici, en gros. Par exemple, on essaye de développer ça, on commence d'abord la couture de bâches, de chantier, de couture de plastique, de sacs. On a fait des sacs avec des bâches de chantier, des bâches qui couvraient la façade de la Grand-Place. C'était plutôt quelque chose eye catcher. Et pour se faire connaître, pour découvrir une activité, on a fait 400 sacs qui sont partis très rapidement. Ce n'est pas les sacs qui étaient très pratiques, mais c'était juste ; on fait des sacs avec des bâches de chantier et on a acheté ça pour le pendre et on l'utilise pas. Et puis, on s'est rendu compte que l'upcycling ou le circulaire ne devaient pas, ne pouvaient pas être la raison de l'achat. Les personnes n'achètent pas du circulaires pour des circulaires. Ils achètent quelque chose parce qu'ils ont un besoin, ils ont un besoin pour cela, ils veulent un produit ou un service. Et si le produit ou le service ne répond pas aux besoins, c'est pas intéressant, même si c'est hyper green et donc ça peut être un petit plus. Et donc, voilà, une fois qu'on est rentré dans le textile et la confection, on s'est rendu compte qu' autour de nous, on n'avait que des opérateurs ordinaires, c'est -à -dire classique. Et si on voulait se fournir de sangles, de boucles, d'accessoires, que c'était, c'était le circuit ordinaire de nouveau.

Et donc là, maintenant, on est en train de réfléchir à mettre en place une filière de démantèlement. On va découper des textiles de tentes, donc textiles de camping. On a un gisement de gros opérateurs. Voilà, pourquoi ne pas citer Décathlon. On récupère toutes ces poubelles, des invendus et de ça, on va essayer de sortir tous les élastiques, les cordons pour faire une petite mercerie. C'est à dire un magasin qui vend tous les accessoires nécessaires pour fabriquer du textile en circulaire c'est à dire essayer d'augmenter un peu le pourcentage de matières revalorisées dans l'objet final.

6- Sur le plan financier, qu'en est-il de la rentabilité d'une entreprise participant à un système d'économie circulaire?

Premiers éléments, comme notre mission première, c'est de trouver du travail pour les personnes en situation de handicap. On perçoit déjà des subventions pour l'emploi, c'est-à-dire les salaires des personnes comme ils reçoivent un salaire normal. Le salaire des personnes est partiellement subventionné toute l'année, qu'on fasse du circulaire ou qu'on fasse du très polluant. La région, elle s'en fout parce que l'objectif, c'est la personne, le travail de la personne.

Ensuite, on trouve des subventions pour les investissements machines et pour les autres prises de risques, donc le support de consultance pour faire des analyses, l'intervention de graphistes ou de boîtes de marketing ou de consultants juridiques pour baliser justement toutes les questions juridiques ou fiscales sur, par exemple, le taux de TVA. Est ce qu'on peut prétendre à un taux de TVA préférentiel de 6% pour voir les objets donc tout ça, il faut solliciter des services externes. Et ça, des coûts qui ne sont pas subventionnés par le modèle initial et qui peuvent être subventionnés par des financements tels que Innoviris ou Be Circular. Donc, ça ça vient vraiment à mettre l'équilibre et ça permet de couvrir les frais de démarrage du business model, les frais de départ. Une fois qu'on a une convention, on peut la dupliquer gratuitement. Mais d'abord, il faut que quelqu'un produise à coûts fixes, donc on réduit les coûts fixes et on essaye de proposer un business model qui est équilibré avec les coûts et les coûts variables mais les coûts fixes soit assez ouverts financièrement. Ensuite, comme on est une ASBL, on est pas dans un modèle économique où il y a des actionnaires qui exigent un rendement et des dividendes en fin d'année. Donc nous, si on est à zéro tout le monde est content. Donc, de nouveau, on est dans une logique où le profit n'est pas l'objectif. Donc, à ce moment-là, il y a moins de tension, moins d'exigence. C'est plus facile pour nous.

7- Au niveau législatif, quelles sont les normes ou réglementations environnementales qui peuvent entraver l'accomplissement d'un projet axé sur l'économie circulaire?

Je n'ai pas connaissance de normes environnementales qui sont des freins. Au contraire, c'est plutôt des incitants. Exemple, une norme environnementale pourrait exister de dire

voilà, on n'utilise plus de PVC pour les recouvrir, pour les bâches de promotion, pour les festivals ou des bâches pour faire la publicité ou des bâches pour recouvrir les chantiers, on ne peut plus utiliser de PVC, un matériau interdit ou, comme Recupel, c'est-à-dire, il faut payer une taxe de pollution et que ce fond Recupel permet de faire de la R&D. Recherche et développement pour trouver une solution de revalorisation de ces bâches donc financiers des initiatives comme les nôtres, par exemple. Mais je ne vois pas de normes environnementales qui sont des freins.

Les normes fiscales, oui, les lois fiscales. Il n'y a pas d'incitation. Ce n'est pas des barrières parce que c'est la même règle pour tout le monde. Il n'y a pas de comment dire, le cadre légal pourrait être en incitant, pourrait faciliter, pourrait renforcer, pourrait donner envie d'essayer les produits upcycler si ils sont à 6% de TVA. On arriverait déjà à des prix plus compétitifs. Comme par exemple aujourd'hui pour les voitures. Pour les voitures électriques, l'État belge en Flandre en tout cas, ne demande pas de taxe de mise en circulation. Vous achetez une voiture électrique, vous payez zéro pour la mettre dans la rue. Vous prenez la même voiture non électrique avec la même puissance. Vous allez payer 3 000 avant de commencer à rouler avec en taxe de mise en circulation. Il y a déjà des incitants. Je pense que c'est plutôt des incitants. Je ne connais pas un cadre légal à mon niveau. Mais l'économie circulaire est très large. Peut être que dans l'alimentaire, il y a des problèmes, comme je disais, les normes AFSCA ou les normes de qualité qui sont trop hautes pour l'industrie circulaire qui n'est pas technologiquement aussi développée que l'industrie ordinaire. Parce qu'on a d'autres machines, parce qu'on n'a pas les mêmes équipements, on a encore des plus petites tailles, donc on ne peut pas investir dans des machines beaucoup plus efficaces.

8- Que pensez-vous du rôle du gouvernement belge en matière d'économie circulaire contrairement à d'autres pays?

Je ne sais pas comment ça se fait à l'étranger, donc je ne peux pas comparer. Mais quand je vois les aides Be Circular, Innoviris, les centres, les pépinières d'entreprises, il y a beaucoup d'entreprises circulaire qui se mettent ensemble et je pense que les bâtiments là bas sont financés. Donc voilà, il y a des aides. Je pense que peut être que l'offre de

services et de produits n'est pas à la hauteur pour attaquer le grand marché. C'est à dire que nous, on a des solutions, on a des produits, mais on fait 20 pièces, 40 pièces, 50 pièces, de ces articles là. Et si on en veut de nouveau 50, il faut attendre. Il faut attendre un mois, par exemple. Ça ne marche pas pour la grande distribution. La grande distribution, il faut 10.000 pièces de stock et il faut pouvoir livrer 2000 toutes les semaines. On n'est pas pour la grande industrie si on veut attaquer des gros distributeurs, donc ça ne marche pas. Donc aujourd'hui, on n'est peut être pas à la hauteur. Donc, peut être que ce n'est pas le bon moment encore. Peut être qu'on n'en est pas encore à la hauteur des autres produits et services. Voyez-vous ce que je veux dire. On va jouer dans la cour des grands et c'est pour ça que l'État ne va pas encore changer les taux de TVA par exemple des produits upcycler. Et de faire de la fiscalité écologique ou de la fiscalité incitative pour inciter les gens à acheter autrement, acheter différemment, consommer autre chose avec des incitants financiers via la fiscalité. C'est ce qui pourrait arriver maintenant.

9- Si je comprends bien, on a quand même besoin des grandes entreprises, car une entreprise qui est en économie circulaire ne peut pas grandir.

Ce n'est pas qu'elle ne peut pas grandir, c'est qu'il y a les distributeurs parce qu' en Europe, on produit plus grand chose. Ceux qui sont sur le territoire et qui ont un peu le monopole, c'est les grands distributeurs, c'est à dire Carrefour et d'autres marques Delhaize et Colruyt pour la Belgique, qui sont les plus forts sur le marché pour vendre, pour permettre à un client d'acheter quelque chose. Ca c'est si on n'arrive pas pour le grand public donc en BtoC, pas pour l'entreprise pas en BtoB si on veut toucher un client à grande échelle, il faut passer par un gros distributeur. Ou alors, il faut une chaîne de magasins circulaire. Aujourd'hui, il y a une grande surface circulaire à Bruxelles. C'est Human village. Je ne sais pas si vous connaissez. Voilà Human village c'est un endroit où on peut acheter plein d'objets, soit zéro déchet, soit de l'économie circulaire, où upcycler. Mais ça, il en faudrait plein partout en Belgique. Ça c'est plus pour le réseau de distribution. Aujourd'hui, il faut que l'on puisse remplir les rayons d'un Colruyt, d'un Carrefour ça c'est ceux qui distribuent. Ou alors, ceux qui produisent un petit peu par exemple Décathlon, eux, c'est aussi une grande surface, mais de matériel textile et accessoires de sport. Eux, ils doivent aussi et ils se remettent en question avec tout ça, c'est à dire de soit acheter des produits plus durables dans leur gamme de produits d'avoir

d'autres produits, mais y'a pas beaucoup d'offres c'est-à-dire qu'ils trouvent pas beaucoup de fabricants pour être à leur niveau. C'est ça que je veux dire, c'est-à-dire être à leur niveau, avoir le nombre, les quantités. Parce que pour eux, si chaque magasin a des produits différents, ce n'est pas possible. Eux, ils sont forts parce que tous les magasins ont les mêmes produits et donc ils ont un warehouse à un endroit et ils vendent le même article à Arlon ou Namur. Si on fait du local parce que les quantités ne peuvent pas être suivies, ça devient compliqué.

10- Une dernière question croyez vous que la crise du coronavirus a t elle eu une incidence négative sur la manière de consommer ou au contraire, a t elle été un moteur de changement vers une économie plus durable?

Moi, je pense qu'il y a peut être les deux, mais moi, j'aime bien voir surtout la partie prise de conscience que l'environnement dans lequel on vit. Comment la crise a touché la santé des personnes et donc tout le monde a été touché de très, très près parce qu'il y avait le risque d'être contaminé, etc. Donc ça, ça touche toutes les personnes de toutes les classes sociales, etc. Qui se sont rendu compte de la vulnérabilité, c'est -à -dire on est fragile. Et après, quand l'humanité est fragile, on se dit qu'il faut peut-être changer quelque chose, se protéger. Et quand on réfléchit un peu plus loin, on se dit peut-être, mais il faut peut-être protéger mon habitat. Je dois protéger mon environnement de vie, l'habitat et protéger son habitat c'est aussi respecter l'environnement et les consommer différemment. Et alors, ouvrir les yeux sur les alternatives qui existent aujourd'hui, d'autres manières de consommer, d'autres produits. Le local, par exemple, c'est un des sujets dans la palette de ce que propose l'économie circulaire. Le local a été pour moi, je pense, celui qui a le plus profité de la vague du COVID. Ce n'est pas parce qu'on va acheter chez le Paki du coin que les produits qui sont là viennent de la Belgique. C'est parfois des containers qui viennent de Chine et c'est juste qu'on a été acheté dans le magasin du coin. Je ne dis pas que c'est producteur local, mais en tout cas, il y a quelque chose où il y a une contraction ou une contraction de l'espace vital, le confinement, etc. On s'est replié sur nous-mêmes et on a essayé de trouver autour de nous assez proches. Des voyages à l'étranger ont disparu. Les déplacements de vacances ont été freinés. On s'est rendu compte que finalement, cela a permis à l'expérience de se dire qu'en fait, c'est quand même possible. On est quand même capable de faire autrement les choses, parce que c'est

ça le problème du changement. Si on veut intégrer le changement, il faut croire en l'alternative. Et quand on l'expérimente pas, il faut y croire idéologiquement parlant, quand on n'a pas d'expérience, quand on sait pas, oui ou non finalement ça s'est bien passé, c'était bon ou c'était possible, ou finalement, ça ne m'a pas coûté plus cher. Donc je pense que cela a été une bonne chose, le COVID, le local et aussi expérimenter une autre manière de vivre pour se rendre compte que c'est pas si difficile de changer de cap. Ça ne nous coûte pas si cher de le faire autrement. On est plus plastique, on est plus malléable, on est plus capable de s'adapter quand on l'imagine. L'humain est dans sa zone de confort et il croit que changer quelque chose, ça va être vraiment dramatique et il restera dans sa zone de confort. Et là, le contexte a obligé l'individu à se mettre dans un autre contexte et il l'a vécu. Et il s'est rendu compte que ce n'était pas si grave et se dit bah oui, je prends plus l'avion, j'ai découvert d'autres endroits de vacances. J'ai découvert qu'il y avait aussi d'autres choses intéressantes dans mon pays et que je pourrais acheter chez le boucher du coin et le boucher du coin comme il ne pouvait pas se faire livrer très loin. Lui aussi a peut être fait l'exercice d'aller se faire livrer tout près de l'agriculteur local, etc. Je pense que cela a eu un effet positif sur le côté local, contractez, redimensionnent, faire à l'échelle humaine, le contexte autour de l'individu.

11- D'accord, je pense que j'ai assez d'informations pour mon travail. Souhaitez-vous ajouter quelque chose pour clôturer l'interview?

Ben oui, peut-être. Moi, ce qui m'intéresse toujours, je me demande à chaque fois et je ne reçois jamais parce que parfois, le délai est le laps de temps entre la demande et la fin du travail. C'était trop long, mais ça m'intéresse toujours d'avoir les travaux complets pour avoir aussi des recherches bibliographiques intéressantes. C'est un win win, donc moi je donne ma réalité et je demande si possible d'avoir une copie du travail pour pouvoir aussi profiter de votre travail.

Interview avec Pascal Durdu

- 1- Premièrement, pouvez-vous me parler un peu de vous ainsi que de votre entreprise, ce que vous faites et quelle fonction exercez- vous au sein de celle-ci ?

Je suis active dans Ecoculture et une entreprise de Maraichage, qui n'utilise aucun produit donc complètement naturel. Je suis un des administrateur d'Usitoo une petite entreprise en économie circulaire et d'économie de la fonctionnalité étant en veille pour l'instant à cause du Covid. Je suis active dans deux coalitions de groupe dont Kaya est une coalition de 150 entreprises en économie circulaire en Belgique et dont j'ai contribué au plan Sophia et je suis aussi active dans Eco preneur, principalement dans la partie lobbying pour la partie agroalimentaire et j'accompagne des entreprises en transition lourde.

- 2- Quelle vision avez-vous de l'économie circulaire ? Comment la définissez-vous, selon vous ?

L'Économie circulaire c'est vraiment une économie où on tient compte des ressources et on essaye d'en minimiser . On va dire leur impact ou en tout cas les externalités négatives et peut être pour revenir en revenir à la question de base sur les freins. Il n'y a pas de frein au niveau des financements. Le financement n'est qu'une conséquence, ce n'est pas une cause. Les deux causes majeures aux limites c'est que les externalités positives ne sont pas valorisées.

Le fait qu'on ne diminue pas c'est un bénéfice pour d'autres est pas un bénéfice pour l'entreprise elle-même. Et puis, les entreprises qui ont des externalités négatives aujourd'hui ne sont pas forcées à compenser, elles peuvent rejeter dans l'atmosphère. On peut renvoyer à l'incinérateur, et ça a quasiment aucun coût donc tant que ces éléments là, les externalités négatives ne sont pas pénalisés et les positive valorisées. L'économie circulaire ne peut pas se développer,

- 3- Donc pour vous, ce sont les enjeux majeurs de l'économie circulaire ?

Pour moi, ce sont les seuls parce que les autres sont souvent des conséquences.

Alors après, quelles sont les dernières solutions? C'est clair, les pouvoirs publics peuvent jouer un rôle avec des taxes carbone en essayant de rééquilibrer la chaîne de valeur. Les entreprises aujourd'hui dans un on va dire on le définit comme un modèle circulaire. Il n'y a qu'un parti du cercle qui prend toute la valeur et les deux parties n'ont rien du tout au niveau de la valeur. Donc, elles ne peuvent pas se développer.

Au niveau de l'eau, au niveau de l'air, au niveau de toute une série de choses et celles qui amènent des éléments positifs, elles ne seront pas rémunérées positivement. Je vais prendre un exemple assez simple dans le monde agricole aujourd'hui: un agriculteur qui serait bien et qui ne labourerait pas son sol mettrait des couvertures de sol et tout ça, il va capter l'eau. Donc on n'aurait pas eu d'inondations. Mais il n'est pas rémunéré pour cela. Il n'y a pas de bénéfice et du coup on a toutes les conséquences négatives que l'on peut imaginer derrière.

Et donc, si on avait aidé le monde agricole, il aurait coûté pour la Région wallonne, par exemple, 120 millions d'euros par an pour arriver à des terres durables et un seul évènement coûterait 2 milliards en pertes.

- 4- D'après vous, quelles sont les principales difficultés rencontrées pour une entreprise qui souhaite s'inscrire dans une démarche d'économie circulaire?

L'économie circulaire en général est écosystémique, donc elle va intégrer plusieurs entreprises ensemble. Et aujourd'hui, il n'y a aucun bénéfice ou pour aider l'entreprise à travailler ensemble et ça demande de la ressource donc ça demande du personnel et les entreprises n'ont pas de personnel pour le faire et si elle avait du personnel, elle n'aurait pas de quoi la payer.

elle ne peuvent pas se mettre dans un cadre d'économie circulaire, parce qu'il ont pas le personnel pour les aider

- 5- Est ce que le gouvernement ne propose aucune aide?

Non, parce que c'est un plan Écosystémique donc c'est un plan global qu'il faudrait . Tout ce qu'il font des petits aide à gauche à droite, ils ne font pas partie d'un plan qu'on peut aller chercher un subside de 80.000 euros à be circular un autre à la Région wallonne mais il n'y a pas une approche globale qui peut permettre ce ressource de circuler et d'être valorisé dans tout un écosystème. Et tant qu'on ne pénalise pas mal les choses, le consommateur en gros derrière, ne va pas acheter quelque chose de plus cher.

- 6- Estimez-vous que l'économie circulaire apporte une réponse aux différents problèmes environnementaux? Ce modèle est-il viable à long terme?

L'économie circulaire est un peu un mot générique comme il y en a beaucoup d'autres. comme l'économie régénérative. pleins de concepts des concepts techniques, limites académiques. Mais le but du jeu est simplement de réduire l'usage des ressources et d'avoir un vrai travail, beaucoup plus efficace. On est sur un modèle d'optimisation des contraintes de coûts énergétiques. En 2050, on aura plus que 20% de ce qu'on a aujourd'hui à disposition de même que pour les ressources minérales. On aura beaucoup moins de ressources donc c'est juste d'optimiser ses ressources par rapport à un bien être bénéfique que l'on pourrait avoir dans la société.

- 7- Selon vous, gère-t-on différemment, une entreprise qui est axée sur l'économie circulaire plutôt qu'une entreprise qui est basée sur la surconsommation? Est ce que les clients changent, les fournisseurs? Est ce qu'on la gère différemment?

Oui, complètement. on a une approche écosystémique on a plus de parties prenantes qui entrent en perspective. On est sur une entreprise ouverte qui partage, partage de l'information, alors que l'économie classique est un modèle linéaire, protectionniste et qui est basé sur les clients peuvent être les mêmes il n'y a pas de soucis . La grosse différence entre un modèle ouvert, écosystémique et un grand partage de l'information.

- 8- Croyez-vous que la crise du coronavirus a-t-elle une incidence négative sur la manière de consommer ou au contraire, a-t-elle été un moteur de changement vers une économie plus durable ?

Il y a une prise de conscience de certaines personnes, mais il y a beaucoup d'entreprises en économie circulaire qui n'avaient pas les moyens de passer cette période là sans retenue et dont l'une d'entre elles où j'étais active a justement s'est arrêtée. Il s'appelle Usitoo , qui est une entreprise en économie de la fonctionnalité.

9- Souhaiteriez- vous quelque chose avant de clôturer cette interview.

Non. Il est important de se concentrer sur les vraies causes. L'économie circulaire est un terme un peu générique, mais les vraies causes remontent à ses externalités positives et négatives. Qu'il ne soit pas compensé et valorisé. Et beaucoup d'éléments qu'on estime sont des causes en fait sont juste des conséquences comme justement les financements. Une entreprise en économie circulaire, on pourrait lui valoriser ses bénéfices économiques, publics ou autres. On la pénaliserait pour ses impacts négatifs, Solvay devrait allouer un tiers de son chiffre d'affaires ou pouvoir compenser les dégâts au niveau environnemental. La partie financement qu'on met en avant n'est pas un problème à partir du moment où le modèle est juste dans une approche beaucoup plus globale.

10- Sur le plan financier. Qu'en est-il de la rentabilité d'une entreprise qui participe à un système circulaire?

Elle est vraiment très mauvaise actuellement et donc il y a aussi la problématique des fonds d'investissement impact. Un fonds d'investissement impact qui investira aujourd'hui en économie circulaire il n'y a pas de taux d'intérêt il y a pas de bénéfices derrière ce genre de truc et ceux qui annonce des bénéfices ne sont pas on va dire dans la durabilité. Une entreprise se dit circulaire quand elle recycle quelque chose , mais tout recyclage a besoin d'énergie et l'énergie elle-même qui n'est pas recyclée.

Et aujourd'hui, le circulaire est très fort assimilé à un tour de recyclage. Alors, on devrait plutôt pour une approche cradle to cradle. Ou alors qui s'optimise avec toute la partie dame nature qui retourne à la nature.

Interview avec Anton Maertens :BC Materials

1. Pouvez-vous me parler de vous ainsi que de votre entreprise ? Quelles fonctions endossez-vous au sein de celle-ci ?

Je suis Anton Maertens, le business developer de BC Materials. Je m'occupe du service de marketing, des finances et de la stratégie structurelle. BC Materials est une jeune startup bruxelloise qui transforme les terres d'excavation en matériaux de construction circulaire. Nous avons été primés quelques fois dans le passé.

2. Quelle vision avez-vous de l'économie circulaire ? Comment la définiriez-vous très brièvement ?

L'économie circulaire utilise tous ces déchets et n'en crée aucune. Elle crée une plus-value avec tous les matériaux présents, qui sont plus locaux que globaux. Cette économie est très peu énergivore et toujours réutilisable.

3. Sur base de votre définition, considérez-vous que le business modèle de votre entreprise s'inscrit partiellement ou totalement dans un modèle d'économie circulaire ? Pouvez-vous me donner des exemples de principes d'économie circulaire mises en œuvre dans votre entreprise ?

Évidemment, nous utilisons les terres d'excavation qui sont officiellement considérées comme des déchets. On les transforme sans devoir dépenser de grosses sommes, ni d'énergies fossiles. On ne cuit rien donc les ingrédients dans les matériaux restent les mêmes. Ils sont 100% circulaires et peuvent être totalement réutilisés et réintégrés dans la construction. On réutilise quelque chose qui est considéré comme déchet, qui est normalement transporté très loin et qui crée de la pollution. BC Materials évite la création de celle-ci. L'un des plus grands avantages est la qualité qu'offrent nos matériaux telle qu'une bonne acoustique et la régulation de l'humidité et de la température intérieure.

4. Quels sont les enjeux majeurs de l'économie circulaire pour votre entreprise ?

Notre profit a débuté en 2020 et on a bien entamé le premier semestre en 2021. Notre objectif est de faire partie des grands projets du marché de construction. Actuellement, nous prenons part à pas mal de projets mais il faut atteindre un plus grand nombre pour pouvoir réaliser notre objectif. Effectivement, notre but principal est d'avoir un impact et on garde cet esprit tout au long.

5. D'après vous, quelles sont les principales difficultés rencontrées par une entreprise qui souhaite s'inscrire dans une démarche d'économie circulaire ? Quelles étaient vos difficultés à vous ?

Je commence par les difficultés que notre entreprise a rencontrées par le passé. Tout d'abord on a eu des problèmes juridiques, du fait qu'il n'est pas permis de travailler avec des déchets et encore moins de les utiliser pour la construction. On a dû demander une exemption auprès de Bruxelles Environnement et on l'a obtenue. J'ai d'ailleurs un ami, en Sicile, qui a essayé d'obtenir l'autorisation pour pouvoir faire de même, malheureusement il ne l'a pas obtenu et cela a pris une tournure tragique pour la réalisation de leur projet. Ensuite, nous avons rencontré des problèmes financiers. Pour produire des matériaux de construction il faut de l'infrastructure, un personnel, etc. et tout cela représente un coût. Dans le domaine de la construction, on travaille avec des marges très serrées, d'où l'importance du financement. Nous avons pu bénéficier de subsides pour avoir les moyens de construire l'infrastructure afin de pouvoir construire les matériaux. L'an passé, on a levé des fonds de 320.000 euros pour pouvoir agrandir notre projet.

6. Sur le plan financier, qu'en est-il de la rentabilité de l'entreprise participant à un système d'économie circulaire ?

Selon les comptes de 2020, on est rentable. Pour les entreprises circulaires, il est difficile de rester actif dans le marché, beaucoup tombent dans la faillite. Etant donné que notre service R&D demande un bon financement, les subsides viennent à notre aide. Pour l'instant, avoir un profit est déjà satisfaisant pour nous et on espère garder cette rentabilité au fur des années.

7. Au bout de combien de temps avez-vous commencé à être profitable ?

On a fondé l'entreprise en octobre 2018. En 2020 on était déjà profitable et nous sommes satisfait des résultats.

8. Quelles sont les normes ou réglementations environnementales qui peuvent entraver l'accomplissement d'un projet accès sur l'économie circulaire ?

Il y a une prise de connaissance des régions et du gouvernement fédéral. Il y a une priorisation pour la construction circulaire. Il est d'ailleurs explicitement écrit, dans les marchés publics, que la construction circulaire bénéficie d'une priorisation. Néanmoins,

il faut avouer que le système financier et fiscal est totalement dédié à l'économie linéaire. A commencer par l'amortissement linéaire des actifs, la taxation des émissions de CO2 (énergie non renouvelable) dont nous produisons en petite quantité.

9. Estimez-vous que l'économie circulaire apporte une réelle réponse aux différents problèmes environnementaux ? Ce modèle est-il viable sur le long terme ?

Oui, tout à fait ! Pour nous, il est tout aussi important de diminuer la quantité de déchets et les émissions que de procurer une meilleure qualité de vie par une bonne acoustique et une bonne qualité d'air à l'intérieur. Pour que le projet puisse être viable sur le long terme, il faudrait apporter une adaptation à la comptabilité et au regard que l'on porte sur les matériaux. Notamment, de savoir si on peut garder notre méthode de base ou s'il faudra changer notre manière de les fabriquer, afin que cela génère plus de profit.

10. Selon vous, gère-t-on de la même manière une entreprise basée sur le principe de l'économie circulaire, par rapport à une entreprise qui prône la surconsommation ?

Il s'agit de deux mentalités totalement différentes. On estime que sur 2 millions de tonnes de terres excavées chaque année à Bruxelles, 1 million peut être utilisé dans la construction. On peut en déduire qu'il y a un flux de terre qui est réutilisé dans des chantiers. La plupart des producteurs classiques ne se questionnent pas sur la provenance du produit. Selon moi, il pourrait y avoir un impact à partir du moment où on se demande d'où vient le produit et est-il possible de continuer de la sorte. Pas mal de producteurs ne se préoccupent pas des contraintes écologiques que peuvent générer leur production.

11. Croyez-vous que la crise du Covid-19 ait eu une incidence négative sur notre manière de consommer ou au contraire a-t-elle été un moteur de changement vers une économie plus durable ?

En ce qui concerne l'aspect économique, notre activité a perduré, nous n'avons pas de quoi nous plaindre. Sur le plan social, il est important de nous demander que veut-on pour la société ? Allons-nous opter pour une totale productivité ou faut-il envisager une autre tactique ? L'énergie fossile représente un réel coût pour nous.

J'aimerais rajouter quelques éléments à l'interview. Le secteur circulaire a sa place dans le marché, même s'il est petit, car il y a une clientèle qui est en demande de produits écologiques. Il est également important de savoir quel pourcentage du marché on va tenir.

On est en attente de changements structurels car l'amortissement linéaire n'est pas compatible avec nos actifs. Il serait peut-être intéressant de mettre une valeur sur ceux-ci afin qu'on puisse les utiliser à l'infini et de privilégier l'économie circulaire au sein de la comptabilité.

Dans la fiscalité actuelle, qui est basée sur l'économie linéaire, il n'y a pas encore d'amélioration en ce qui concerne l'économie circulaire.

Interview avec Bernard Goffinet : Derichebourg

1. Pouvez-vous me parler de vous ainsi que de votre entreprise ? Quelles fonctions endossez-vous au sein de celle-ci ?

Je suis directeur d'une entreprise d' économie sociale. Au départ, je ne me suis pas retrouvé dans l'économie circulaire. C'est quelque part ma démarche qui m'y a emmenée. Il y a une trentaine d'années, j'ai travaillé sur les problèmes d'industrie graphique. Elle a très fort évolué au niveau des métiers. Dans le temps j'avais l'habitude de travailler avec les imprimeries, qui ont disparu au fil des années et nous sommes entrés dans l'ère de l'informatique. Nous avons dû réadapter notre métier autour de l'IT et nous avons été confrontés à différents types de problèmes. Ce qui nous a, en effet, amené à l'économie circulaire, c'est toute une suite logique que nous avons développée. Notamment, le fait de se questionner, comment utiliser correctement son matériel, comment limiter le gaspillage, etc. Selon moi, l'économie circulaire est tout un processus, c'est quelque chose que l'on devient et pas acquis. L'économie circulaire est un moyen de faire face aux problèmes environnementaux et qui a quelque part rassuré la population. Il y a certaines sociétés qui disent appliquer l'économie circulaire mais qui ne le font pas car tout simplement ils n'ont pas les conditions de la mettre en pratique. Cela demande une adaptation permanente, qui n'est pas toujours facile pour le personnel en interne. Si on regarde sous l'aspect concurrentiel, beaucoup disent mettre cette économie en place sans pour autant que l'on puisse en être sûr. Il y a aussi le fait que le changement n'est pas toujours le bienvenu dans certaines entreprises. Prenons en exemple Récupel, qui prétend recycler mais il ne recycle pas, il broie. Dans ce processus, ce qui les intéresse

sont les matières bon marché. Pour être dans l'état d'esprit d'une économie circulaire, il faudrait utiliser une partie des technologies. Il est important de bien respecter les principes de l'économie circulaire, dans le cas contraire il s'agit seulement d'un broyage sans réellement s'impliquer. Plutôt que de m'attarder sur ceux qui ne respectent pas les principes j'aimerais attirer l'attention sur ceux qui choisissent de s'impliquer, ceux-ci restent dans un processus d'évolution. Il est très difficile d'obtenir une rentabilité sur les petits électroménagers recyclés, car cela revient finalement plus cher qu'un appareil que l'on peut se procurer dans la plupart des grandes surfaces. Le rôle des pouvoirs publics serait de garder à l'esprit, l'intérêt qu'il y a à garder une matière par rapport à sa destruction. Un financement de la part de l'État motiverait les entreprises à opter pour l'économie circulaire. Un des problèmes dans l'économie circulaire, est qu'il y a des pertes dues aux fuites au sein des entreprises. Il n'est pas question de concurrence entre nous et nos collègues, bien au contraire on travaille souvent ensemble.

2. Selon vous quels sont les enjeux majeurs dans votre secteur ?

Ce serait que le pouvoir public définisse des règles par rapport à cette situation. Je pense notamment à deux règles en particulier qui sont dans le marché public. Au moment où on sort la matière, on pourrait travailler sur des clauses environnementales et sociales. Un opérateur local devrait privilégier un autre opérateur local. Prenons exemple sur les machines à laver vendues à Bruxelles, elles sont traitées en Allemagne, à 200km. S'il y avait des clauses qui poussaient vers un mode de fonctionnement local, on aurait fait un grand pas.

3. Qu'en pensez-vous du gouvernement belge en matière d'économie circulaire contrairement à d'autres pays ?

Je pense que la Belgique fait des progrès par rapport à l'Afrique. Cependant en Afrique, il y a également quelques économies circulaires.

4. Croyez-vous que la crise du Covid-19 ait eu une incidence négative sur votre manière de consommer ? Ou au contraire a-t-elle eu un moteur de changement vers une économie plus durable ?

Les deux. D'une part, cela nous a empêché de travailler au niveau des enlèvements. On devait réorganiser tout notre mode de fonctionnement pour qu'on puisse aller enlever. Cela a beaucoup ralenti le travail. A l'inverse, il y a eu une demande extraordinaire pour

du matériel d'occasion. Les écoles, les étudiants, les instituts du CPAS, etc. ont fait beaucoup de demandes d'équipements. Nous avons tellement de demandes qu'on n'arrivait pas à suivre. Le marché d'équipement d'occasion était inexistant et il fallait aller jusqu'en Allemagne pour essayer de trouver du matériel en bon état.

5. Sur le plan financier, la rentabilité d'une entreprise participant à l'économie circulaire est-elle moindre ou elle peut quand-même arriver à faire des bénéfices ?

On a deux métiers, l'un qui est dans l'économie circulaire et l'autre qui est dans le social. Je dirais que le métier dans l'économie sociale rapporte plus que celui de l'économie circulaire. Ce sont les deux ensembles qui font que cela rapporte. Notre activité sociale vient fortement soutenir la rentabilité car seul l'activité circulaire ne serait pas assez pour générer du profit. Peu importe le secteur dans lequel on se développe, s'il y a de la rentabilité il faut s'attendre à la saturation du marché et à l'inverse, s'il n'y a pas de rentabilité alors le marché reste ouvert. Il est clair qu'il n'est pas possible, pour nous, de vivre que de l'activité circulaire. Je pense qu'une économie circulaire est une économie mixte. Il faut que les ressources soient variées et évolutives car rien n'est jamais donné, ce qu'on fait un jour peut ne pas fonctionner à un moment donné. Le principal serait d'avoir un système de compensation lié aux pertes environnementales. Apparemment en Hollande, ils ont mis en place un logiciel qui calcule ces pertes et cela est déjà un bon début.

6. Est-il plus difficile de faire du circulaire en Afrique qu'en Europe ?

La différence est que le déchet en Afrique est plus utilisé et ce qui arrive à la décharge c'est ce qui n'a pas pu être récupéré. La décharge n'est pas bien gérée. En Afrique, la récupération se fait depuis des décennies, les gens recyclent les boîtes de conserve en casseroles. En revanche, je ne suis pas sûr que ce soit toujours au profit de l'environnement. Ayant été dans les endroits où on brûle le métal, j'ai été témoin du manque de matériel de protection. On peut dire qu'il y a une économie circulaire mais dans des conditions dramatiques. En ce qui concerne le démontage des voitures en Afrique, il n'y a pas une pièce qui se perd donc on n'en trouve pas à la décharge, contrairement en Europe. En Belgique, lors du démontage de voitures, même si certaines parties ne sont pas rentables, 85% des ABS sont recyclés.

7- Je pense avoir assez d'informations, souhaitez-vous ajouter quelque chose en plus ?

Non, je pense que c'est tout

Interview avec Timothy Doig : Regglo

- 1- Pouvez-vous me parler un peu de vous ainsi que de votre entreprise quelles fonctions exercées vous au sein de celle-ci.

Je m'appelle Timothy Doig donc je suis designer de formation designer industriel et j'ai travaillé pendant pendant une quinzaine d'années dans le dans la communication. De l'image de marque du packaging des présentoirs. Depuis 2014, je suis associé à Matthieu Michotte qui est aussi designer et qui lui a une carrière un peu plus orienté production donc il a travaillé dans les présentoirs en carton moi j'étais plus dans la conception agence communication et lui était plus dans la conception mais d'un produit fini industriel et voilà après avoir passé une dizaine d'années dans cette structure, on a voulu proposer un peu développé un projet un peu alternatif qui est un petit peu plus durable parce que notre activité de base c'est des présentoirs fabrique, concevoir des présentoirs qui sont après en magasin pour quelques mois et puis qui souvent sont jetés après donc si c'est en carton, c'est même quelques semaines si c'est en matériaux plus en acier ou en bois bah ça reste quelques mois et puis après c'est fini à la poubelle donc on a voulu essayer de faire quelque chose qui était, qui fonctionnait de manière plus circulaire et certainement avec des matériaux de récupération, c'est pour ça qu'on a créé le projet REGGLO au sein de notre société PureLab

- 2- Quelle vision avez-vous de l'économie circulaire ? Comment la définiriez-vous très brièvement ?

Pour moi, c'est vraiment la nouvelle option à utiliser pour avancer pour continuer à vivre un petit peu comme on voudrait continuer à vivre. Donc je suis convaincu qu'on peut continuer à utiliser les ressources neuves et qu'il faut s'adapter un petit peu , il faut adapter notre mode de consommation, notre mode de production. Voilà pour moi il y a

des enjeux sociétaux écologiques pour moi, c'est vraiment une autre façon de voir le monde et il faut prendre en compte les réels ressources, les ressources réellement disponibles.

Difficile à définir brièvement mais clairement faire avec ce qu'on a à proximité essayer de de voilà de produire le moins possible à partir de matériaux neuf le plus proche possible le plus raisonnable possible. Donc voilà, je ne sais pas très bien.

- 3- Sur base de votre définition, considérez-vous que le business model de votre entreprise s'inscrit partiellement ou totalement dans un modèle d'économie circulaire ? Pourriez-vous donner des exemples de principes d'économie circulaire mis en œuvre dans votre entreprise ?

Donc nous nous clairement le principal, c'est le fait qu'on utilise pas de nouvelles matières donc pas de bois donc avec REGGLO, j'ai pas vraiment précisé mais donc notre but, c'est de produire du mobilier sans utiliser de nouvelles ressources.

- 4- Quels sont les enjeux majeurs de l'économie circulaire ?

C'est pour moi, c'est sortir d'un cul de sac dans lequel on est engagé avec la façon dont on fonctionnes donc les enjeux majeurs mais je pense que c'est à côté même si c'est un peu ça fait un peu peur, il y a un petit côté survive de la société, c'est clair que si on continue comme on continue on ne peut pas améliorer la situation.

Voilà, ça c'est certain mais la situation ne va pas s'améliorer tout seul. Et donc je pense que les enjeux majeurs d'économie circulaire, c'est d'arriver à un maximum de personnes pour pour que ça puisse faire une différence et ça fera une différence quand tu aura quand tu vois là quand ça deviendra le nouveau modèle.

Un modèle économique qui peut voir la différence de niveau climatique au niveau bien-être tout simplement voilà.

- 5- D'après vous, quelles sont les principales difficultés rencontrées par une entreprise qui souhaite s'inscrire dans une démarche d'économie circulaire ? Quelles ont

été vos difficultés lorsque vous avez commencé à basculer vers un modèle d'économie circulaire ?

Donc pour moi il y a un peu une différence entre un nouveau projet de dire parler à lancer une nouvelle société à 100 % quand on démarre vraiment faire une conversion de dans une société qui passe en compagnie qui passe en mode circulaire penser à nouveau projet quelque part de 0 est encore assez facile, il suffit justedes autres contraintes, c'est donc on doit réfléchir un produit ben on doit juste penser à comment le fabriquer, où le fabriquer avec quel matériaux et voilà et le moment où on se dit voilà on fabrique que localement avec un matériau recyclable ou recyclé c'est beaucoup plus simple en partant de 0. La difficulté de passer d'un mode de production existant qui est très simple déjà parce qu'il fonctionne parce c'est facile parce qu'on l'a testé pendant longtemps et puis voilà, on a besoin de deux panneaux pour faire du mobilier. On les commande on les a et voilà on produit notre mobilier et on se rend compte que c'est moins cher de produire en Europe alors on produit en Europe pour moins cher et voilà, on se fait plus d'argent et fonctionne bien jusqu'au jour où ben voilà la matière commence à être moins disponible où elle commence à être plus cher ou des usines qui...

... Si la démarche est personnel et qu'il faut convertir un mode de production vers du circulaire, je pense que là il y a vraiment des difficultés, il va falloir identifier un matériau pour travailler et une fois qu'on a trouvé il faut voir s'il est disponible, si il va être disponible dans le temps, à quel prix est-ce que c'est moins cher d'acheter du matériel de récupération.....C'est d'arriver à continuer à faire son activité en faisant la conversion vers l'économie est c'est obligatoire qu'il est un changement au niveau de la on ne peut pas continuer à vivre et à consommer comme on consomme maintenant, il va falloir payer plus cher que ça veut dire quoi acheter peut-être moins, réfléchir un peu plus qu'on achète mais voilà, c'est sans doute quelques cas où il y a moyen de faire le business au même prix. Mais en tout cas pour le mobilier dans notre cas c'est certain c'est pas possible.

Donc voilà, je dirais que la difficulté principale c'est au niveau temps, disponibilité pour lancer, relancer un projet. Au niveau financier aussi d'identifier les partenaires les ressources voilà.

- 6- Comment une entreprise fait-elle face à l'ensemble de ces contraintes, est-ce qu'il y a assez d'informations ?

Je pense que le mieux c'est d'avoir de l'aide extérieur de spécialistes qui ont déjà eu l'occasion lancer des projets circulaire , c'est vraiment la chose la plus importante. Quand on ne connaît pas le domaine, c'est assez difficile d'essayer, il y a des choses qui ont été fait, il y a des gens qui ont fait ils ont déjà des expériences et donc je crois que voilà si une entreprise pense changer son modèle, elle doit clairement s'entourer voilà, via un coaching ou engager une personne qui voilà qui a déjà fait l'exercice parce que voilà, il y a une démarche.

Il y a un processus, une chronologie et donc au moins il faut une aide extérieur pour connaître le marché voilà c'est pas possible non plus de transformer un business et de garder la même cibles comme je disais la cible va pas être la même parce que le prix va un peu augmenté ou alors soit il faut que la cible soit éduquer à une nouvelle façon de consommer soit voilà la cible va un petit peu changer donc la connaissance du marché je crois que ça c'est bien quelqu'un qui vient donner un coup de main tu es dans l'écosystème parce que c'est quand même voilà l'économie circulaire voilà c'est du local ça veut dire que c'est de l'entrée ça veut dire que c'est du bouche-à-oreille que c'est du des bons plan qui sont échangés et donc du coup il faut faire partie vraiment d'un quelque chose qui nous nous aide c'est petit à petit voilà c'est s'intégrer dans un dans un milieu.

A partir du moment où on lance une activité dans ce système bah voilà, il suffit de faire un petit peu d'effort pour rencontrer des gens qui font la même chose donc il font autre chose mais dans un autre domaine, il y a des choses qui se qui se rassemble et qui donc je dirais que le mieux en tout cas, c'est de s'entourer voilà.

- 7- Sur le plan financier, qu'en est-il de la rentabilité d'une entreprise participant à un système d'économie circulaire?

Voilà donc comme je disais les prix sont incomparable, c'est pas possible de je parle de nos expériences. Voilà, comme je disais, il y a des cas où on trouve une solution économique mais en règle générale. Voilà ça coûte un petit peu de sous certainement au

développement au lancement d'une activité au changement d'activité à ce moment-là c'est bien d'avoir un financement porter le coup du Recherche et développement du projet circulaire donc soit on est avec une bonne trésorerie déjà en place soit il faut des subsides. Et voilà, nous on a pas encore eu besoin d'aller voir les banques pour notre projet circulaire mais je suppose que ça ce sont des choses qui évolue aussi et que voilà les banques évolue les produits des banques peuvent évoluer puisque mon avis de plus en plus de demande, il y a aussi des banques qui sont dédiées au développement durable et donc du coup ben ils vont être plus ouvert à des propositions de projet circulaire.

Du point de vue rentabilité, ça reste je pense comme dans n 'importe quelle entreprise. Il faut faire le bon calcul et je pense que voilà que par la communication vers le public quoi. Donc ça veut dire que il y a toute façon pour moi une partie de la population et quand je parle ce soit en B2B, B2C il y a une partie des clients qui vont toujours prendre le moins cher et donc cela on va jamais les convaincre d'acheter nos produits parce que voilà c'est comme ça qu'il fonctionne soit leur économie propre et basé la dessus et donc voilà, c'est quelque chose qui va évoluer dans le temps peut-être certainement s'il y a si voilà la législation qui se met en place et qui supporte un petit peu plus l'économie circulaire.

Dans un premier temps, je pense que c'est vraiment la cible dans certains cas, je crois que voilà, il faut il faut il faut viser un petit peu plus tôt pour la cible. Malheureusement. Voilà ce qu'ils ont un petit peu les moyens de mettre 20 30 50 100 pour 100 en plus pour avoir un produit qui est plus propre, pas évident pour la rentabilité, soit en faisant payer le service. Je crois que ça c'est une solution en faisant payer ... plutôt que le produit fini.. On va essayer de diminuer de limiter un petit peu l'augmentation des coûts via la série et alors essayer de vendre en volume plus importants.

- 8- Que pensez-vous du rôle du gouvernement belge en matière d'économie circulaire contrairement à d'autres pays ?

Il y a des choses qu'on aimerait bien des choses qui devrait changer c'est par exemple la TVA quand nous on a un meuble à vendre à un particulier la TVA de 21 % produits issus de déchets de l'économie circulaire c'est quelque chose qui pourrait être amené à 6% pour donner un exemple. Je pense donc voilà que ça soit des primes ou une TVA plus basse ou

des choses comme au législatif, je pense qu'il faudrait en règle générale pouvoir encourager le public ou les entreprises déjà à acheter du circulaire par des avantages financiers tout simplement ça et au niveau environnement. On n'est pas encore, on a pas encore ces problèmes mais il y a quand même un petit peu la problématique des déchets issus de l'économie circulaire dans notre cas nos matériaux, c'est un déchet et quand on produit mais on a quand même encore des chutes de ses déchets et on doit encore payer pour s'en débarrasser voir des taxes ou envoyer en décharge alors que quelque part il y a une partie une grande partie du panneau de bois qu'on récupère bah voilà, on utilise le 90 pourcents des bois et qui reste 10 % et 10 % quelque part c'est un peu bizarre qu'il soit vu au niveau de la législation comme des déchets alors que c'était déjà un déchet qu'on a sauvé par un bref là, je regarde un petit peu. Ouais, c'est ce que j'ai noté donc pour nous tous les encouragements sont bien venus au niveau loi comme tant pour les acteurs que pour les consommateurs pour pouvoir limiter la pression sur les entrepreneurs et pour pouvoir aider les consommateurs à mettre des sous en plus pour acheter circulaire parce qu'on a déjà de la communication parce qu'on les convainc que c'est une solution et aussi voilà limité la différence de prix entre un produit traditionnelle est un produit issue d'économie circulaire.

- 9- Estimez-vous que l'économie circulaire apporte une réelle réponse aux différents problèmes environnementaux ? Ce modèle est-il viable sur le long terme?

Oui pour moi oui mais comme c'est pas ce sera pas que ça mais la combinaison des solutions.

Voilà que c'est l'économie circulaire ou voilà que d'un point de vue écologique la limitation des émissions de Co2 avec les transports voilà, je pense que c'est un ensemble de concepts qui vont faire en sorte que les problèmes environnementaux pourrait être limité mais c'est clair que l'économie circulaire a un impact multiple puisque il y a déjà le point de vue local qui fait que il y a moyen de transport simplement donc dans notre cas au lieu d'acheter un meuble qui est fabriqué en Asie avec du bois qui vient peut-être même pas d'Asie à la base. Nous on récupère notre mobilier sur Bruxelles, on fabrique sur Bruxelles, on le vend sur Bruxelles Belgique voilà le bilan carbone au niveau transport c'est certain que c'est un avantage et voilà si on limite les transports au maximum via de

l'économie circulaire ça fera une différence. Dans notre point de vue il y a des déchets donc comme je disais voilà nous chaque panneau qu'on utilise pour fabriquer un meuble c'est un panneau qui n'est pas brûlé à Bruxelles donc de nouveau encore très différent et alors il y a aussi l'emploi donc c'est peut-être moins environnemental mais ça fait aussi une différence de faire travailler des personnes dans ...

10- Je vais vous poser une question en dehors du sujet. Pensez-vous que le télétravail va apporter des réponses, va contribuer pour l'économie circulaire ?

Ben oui, je pense que on va pas pouvoir toute façon travailler tout le monde à la maison tout le temps parce que il y aura de toute façon effectivement les trajets qui vont être limité mais est-ce que ça change au niveau économie circulaire pas grand-chose, j'ai envie de dire comme n'importe quel, au niveau environnemental oui ça va changer s'il y a moins de transport mais pour l'économie circulaire une entreprises qui a besoin d'échanger de toute façon que ça soit avec des fournisseurs, des partenaires des clients, des collègues. Donc tout ne va pas pouvoir se faire par Internet. J'avoue que je connais pas trop le domaine non plus des consommations que ça veut dire que chacun va aussi avoir pas mal de consommation à son domicile.

Pour les aspects environnementaux, il y aura moins de transport donc ça c'est une bonne chose. Mais pour le bien-être des gens, je crois pas que ça va fonctionner à 100 % donc il va falloir avoir des solutions de voilà de coworking locaux c'est une forme d'économie circulaire du coup d'aller travailler dans un espace bureau près de chez soi avec d'autres gens qui font pas forcément le même métier mais au moins pas être tout seul dans son bureau mais il faudra quand même toujours aller 1-2 fois par semaine croiser ses collègues je pense.

11- Selon vous, gère-t-on de la même manière une entreprise basée sur le principe de l'économie circulaire par rapport à une entreprise qui prône la surconsommation (par exemple)

Oui, donc oui, c'est ça pour moi là, il y a plusieurs différence, c'est un il faut être vraiment plus exigeant et plus transparent au niveau de son système. Donc ça c'est je pense que ça

c'est une vraie différence par rapport à une entreprise traditionnelle c'est que ici on va pas garder forcément ses fournisseurs secrets. On va peut-être être plus transparent déjà sur les prix, on doit être aussi plus exigeant à ce niveau-là, donc ça veut dire que on sait pas tout faire mais c'est impossible, on fait des meubles.

On ne sait pas pour le moment trouver des charnières par exemple la quincaillerie made in Belgium n'existe même pas les choses pour lesquelles, on ne peut pas faire autrement et je pense qu'il faut pas en avoir honte et il faut pas essayer de le cacher mais par contre voilà quand on a des propositions de matière qui ne rentrent pas complètement dans la charte de l'entreprise ben voilà il faut être capable de dire non tant pis même si c'est même si le prix est avantageux, il faut une certaine honnêteté un peu plus important je crois et de l'ouverture au niveau des partages des connaissances quoi donc c'est ça que je disais la notion concurrence elle diminue un petit peu on parle plus d'entraide ici parce que finalement c'est peut-être que ça va changer avec le temps c'est pour l'instant comme ça un petit peu un nouveau moyen de fonctionner. On a tout intérêt à ce que ça fonctionne et donc ça veut dire que quand on croise quelqu'un qui a besoin d'un coup de main ou qu'elle a besoin de matière ou d'une connaissance voilà on a tendance à plus partager pour que tout le monde fonctionne bien quoi et puis c'est des renvois d'ascenseur voilà je dirais que par rapport à avant.

Voilà, on achète notre matière, on a un bon prix, on la transforme. On la vend bien cher au prix maximum que les clients sont prêts à payer. Voilà, ça c'est un petit peu un modèle qui change. Je pense que maintenant on est un petit peu plus transparent et moi je viens de, nous on a dû faire ce travail de ce dire en fait, on va arrêter d'avoir peur de se faire copier ou de c'est pas grave, on va avancer on va essayer d'être bon dans ce qu'on fait et voilà si on est honnête et transparent, ça se verra aussi dans notre , à l'extérieur

12- Comme dernière question, Croyez-vous que la crise du coronavirus a-t-elle eu une incidence négative sur notre manière de consommer, ou au contraire, a-t-elle été un moteur de changement vers une économie plus durable ?

Pour moi ici en fait, je pense que ça va surtout être amplifié.

Il y a une différence entre deux façons de faire donc je sais pas vraiment que ça va faire plus ou moins mais c'est plutôt que ça va faire plus des 2 côtés. Donc il va y en avoir deux. Il y a toujours eu 2 points de vue. il y a des gens qui ont leur bien-être personnel un peu plus égoïste à mettre en avant, je ne critique pas j'utilise ça au premier degrés je ne juge pas mais d'un autre côté, on a des personnes qui vont avoir la priorité plus vers la communauté et vers l'habitat, l'environnement. La crise du Covid ça va avoir les conséquences plus perceptibles du réchauffement climatique.

Voilà pour moi ça va ça devrait quand même un peu ça va amplifier le sentiment des personnes qui peuvent faire quelque chose celles qui sont déjà concerné par contre la crise covid, c'est beaucoup de frustration pour les consommateurs habituel. Qui eux attendent quelque part une chose, c'est de pouvoir être libéré de pouvoir de nouveau consommer et profiter et voilà de leurs vie entre guillemets donc dépenser leur argent partir en vacances parce que c'est normal quoi puisque on a été tous un petit peu contraint pendant un an et demi, je pense que le changement va plutôt être positif mais ce sera pas chez tout le monde parce que voilà les gens très frustré et donc il y a toute une partie qui ...

Je veux dire par là soit en consommation, soit justement de manière professionnel ceux qui pensait déjà un petit peu avant ben je crois que cela ça va les convaincre que c'est ça qu'il faut faire et donc je pense mais voilà, il y a qu'à voir les files devant les magasins c'est pas tout le monde.

Donc, je pense que c'est ça, la frontière va être encore plus franche entre les gros consommateurs et les gens qui veulent faire autrement. Par contre. Voilà ce qu'ils veulent faire autrement vont être encore. Encouragez davantage. Il va y avoir un sentiment d'urgence qui va les pousser à continuer dans cette voie.

13- Je pense que j'ai assez d'informations souhaitez-vous ajouter quelque chose avant de clôturer cette interview.

Non, rien de spécial.

Interview avec Ingrid Nollet : Shayp

1. Premièrement, pouvez-vous me parler un peu de vous ainsi que de votre entreprise ?
Quelle fonction exercez-vous au sein de celle-ci ?

J'ai rejoint Shayp, il y a deux ans et demi environ en tant que responsable de la communication et porte parole. Mon objectif, c'est vraiment de faire en sorte que Shayp soit connu de tous, ait la meilleure visibilité et aussi la meilleure réputation et donne une meilleure compréhension aux gens de la problématique. Donc, ce sont les fuites d'eau parce que cette problématique est très peu connue. On pense en fait qu'il y a énormément de ressources d'eau en Belgique, mais ce n'est pas le cas. Il pleut, mais toute cette eau n'est pas spécialement récupérée. En Flandre, c'est à voir avec la perméabilité des sols. Donc les sols ne sont pas assez perméables pour récupérer l'eau et donc souvent, elle disparaît directement vers les rivières, les fleuves et à la mer. Ou en fait là, on sait plus la récupérer. En Wallonie, il y a beaucoup plus de nappes phréatiques. Le sol est beaucoup plus perméable, mais bien sûr, il faut qu'il pleuve suffisamment. Il faut que plusieurs éléments soient concordants pour que cela fonctionne. Et donc, mon job, c'est vraiment de sensibiliser les personnes par rapport à la problématique, d'un point de vue très journalistique, donner une visibilité plus marketing, mais aussi envers tous les différentes parties prenantes avec lesquelles je discute quotidiennement donc des experts, des politiques, des représentants du gouvernement, des villes, des communes, etc. Qui souhaite trouver une solution de monitoring de l'eau et de détection de fuites d'eau dans leurs bâtiments.

Donc ça, c'est mon job et donc Shayp en tant que tel a été créé fin 2017 par Alexandre McCormack. Mais il y a un peu plus d'infos sur notre site web par rapport à l'historique et l'objectif est vraiment de standardiser en fait les réglementations. Quant au monitoring des bâtiments publics et privés par rapport à leur consommation énergétique d'eau. Donc non, on se focalise vraiment sur l'eau, on fait un monitoring constant des bâtiments et notre technologie permet aussi d'avertir les personnes, donc les responsables du bâtiment, en cas de fuites d'eau. Et donc, il a créé. Il s'est entouré de deux co fondateurs. Elle a créé Shayp qui a en fait deux composants, un composant hardware, donc un petit boîtier qui se connecte directement sur le compteur d'eau existant qui est très performant

et très facile d'installation parce qu'il fonctionne sur une batterie de plus de 10 ans. Il n'y a pas besoin de wi-fi, il n'y a pas besoin d'électricité ou autre pour le faire fonctionner. Il est totalement indépendant et donc il n'y a pas besoin non plus de faire de travaux de rénovation ou de changement de la plomberie, ce qui permet en fait une installation en moins de 5 minutes.

Le deuxième composant, c'est un software autrement et une application que vous pouvez retrouver sur votre téléphone ou sur votre ordinateur et qui vous donne en temps réel les informations sur la consommation sur les différents bâtiments monitoré, leur adresse, l'index sur les fuites passées, la détection des fuites en temps réel quand elles apparaissent, mais aussi voilà les coûts projetés sur l'année. Ce sont vraiment les diverses fonctionnalités. En tout cas, les principales. Et à côté de ça, il y a plusieurs autres types de fonctionnalités, comme des tableaux interactifs. On peut extraire des rapports sur sa consommation, sur les coûts, etc. Et donc, ça aide aussi non seulement le facility manager du bâtiment ou la personne responsable du bâtiment en termes de technique énergétique, mais aussi, bien sûr, ceux qui détiennent les cordons de la bourse parce que Shayp permet non seulement de faire des économies d'eau, mais aussi des économies d'argent, vu que les deux sont liés, vu qu'en Belgique, on paye notre eau potable.

2- Quelle vision avez-vous de l'économie circulaire ? Comment la définiriez-vous très brièvement ?

Je vais te donner plusieurs reconnaissances on va dire. Et du coup, on a été reconnu comme une entreprise circulaire. J'essaie de voir si sur leur site web, tu pourrais aller voir. Donc Be Circular, c'est l'économie circulaire à Bruxelles et donc on a été reconnu parce que on fait des efforts en terme de récupération de la ressource eau et l'objectif est d'éviter toute cette perte d'eau dans les bâtiments et donc notre mission est d'éradiquer les fuites. Et du coup, de réduire la consommation d'eau a principalement tout ce qui est villes et communes, donc les bâtiments publics, mais aussi les entreprises, les institutions, etc. Et donc, on a eu cette reconnaissance de Be Circular qui est déjà une belle reconnaissance. Et pourquoi est-ce que c'est important? Parce qu'on remarque qu'en termes d'économie circulaire, on pense toujours à la réutilisation, au recyclage, etc. Mais dès que tu peux montrer que ton entreprise permet aussi d'éviter en fait des

surconsommation, qui permet aussi de récupérer l'eau qui a été consommée une fois, c'est un des éléments. C'est comme on dit, le meilleur déchet, c'est ce qu'il y en ait pas du tout, ce qui n'y ait pas de production de déchets. Et donc, nous, on fait. Ce qu'on essaye de faire, c'est qu'on essaye d'éviter les fuites d'eau au maximum pour qu'en fait, la ressource ne soit pas perdue et qu'on ne doit pas du tout faire d'efforts, de réutilisation, d'assainissement, etc. Vu que notre but premier, c'est que nos clients utilisent l'eau de manière consciente, ils doivent l'utiliser parce qu'ils ont besoin pour le bon fonctionnement de leur entreprise ou des sanitaires, etc. Donc c'est obligé de les utiliser, mais la première chose c'est vraiment d'éviter les pertes et donc c'est pour ça que nous, Shayp, on est reconnu comme une entreprise qui entre dans un projet d'économie circulaire. Et aussi nous, ce qu'on souhaite faire, notre mission première, c'est vraiment d'arriver à économiser un maximum de litres d'eau. Et pour te donner quelques chiffres. Depuis, la création de Shayp on a permis d'économiser, donc d'éviter la surconsommation, les fuites d'eau de près de 900 000 litres d'eau. On est presque à un milliard de litres d'eau économisés par tous nos clients. Et donc, pour répondre à ta question. Nous, ce qui est important, c'est d'éviter la perte de la ressource eau en mettant en place une technologie innovante qui permet non seulement d'avoir une vue sur les consommations d'eau dans les bâtiments publics et privés, mais aussi d'éviter toute perte, que nous considérons comme les fuites d'eau. Et donc, si on arrive à faire ça, c'est qu'en fait, on entre parfaitement dans une économie circulaire. Ou y'a plus besoin de cette idée de circularité. On sait qu'on arrête le processus de perte directement.

3- Quels sont les enjeux majeurs de l'économie circulaire pour votre entreprise ?

Les enjeux? Je pense que mes réponses vont pouvoir sans doute répondre à plusieurs questions, mais nous ce qu'on souhaite vraiment faire c'est préserver la ressource eau. Donc, on a envie de mettre en avant une technologie innovante, très performante, qui a un prix abordable pour justement éviter les gaspillages d'eau dans les bâtiments. Et donc, l'enjeu, c'est de faire connaître Shayp. Donc ça, c'est vraiment un enjeu majeur. C'est un de nos challenges c'est de donner justement une meilleure visibilité, d'expliquer qu'il y a une problématique dans laquelle les gens, fin pour lesquels les gens ne sont souvent pas conscients.

En fait, quand on tente de citer un exemple, quand on raconte l'histoire de Shayp , on présente en fait les différentes opportunités qu'il y a à justement monitorer son eau dans les bâtiments et, justement, avoir un outil de détection de fuites d'eau automatisé. Les gens nous disent souvent mais je n'ai pas de fuites. Je consomme chaque année la même quantité d'eau. Je n'ai pas de fuite. Un bâtiment sur trois a des fuites d'eau. Tu peux retrouver d'autres chiffres sur notre site Web. Il est en reconstruction, donc normalement l'ancien site est encore actif. Un bâtiment sur trois fuit et en fait 95% des fuites sont souvent non vues et non rapportées. C'est l'un des gros enjeux. C'est un gros challenge chez nous, c'est d'expliquer la problématique. Dire qu'il y a en fait des fuites d'eau dans les bâtiments. Et que si les personnes sont moins sensibles à l'aspect environnemental de préservation de la ressource eau, l'aspect financier est souvent majeur. Il suffit parfois d'une seule fuite pour rentabiliser notre technologie. Donc, pour expliquer ,souvent ceux qui ont déjà une fuite qui leur a coûté plusieurs milliers d'euros parce que souvent, ce sont des grosses suites ou bien simplement des toilettes ou des robinets qui ont été laissés ouverts pendant plusieurs semaines, ça a un coût exorbitant. Donc, ils nous disent tout de suite oui, oui, mais en fait, installez directement, je sais ce que ça me coûte une fuite. Je ne veux plus jamais vivre ça. Je veux être alertée. Et aussi, il y a le problème que les fuites d'eau, si elles ne sont pas rapportées ni vu à temps, provoquent de gros dégâts des eaux. Et donc là, les travaux de rénovation sont bien plus importants. Donc le retour sur investissement de Shayp est de moins d'un an. On va dire pour des plus grands parcs immobiliers, c'est de moins de deux ans. Mais souvent, il suffit d'une seule fuite pour convaincre les gens de faire des efforts en termes de monitoring.

4- Il faut attendre d'avoir une fuite visible ?

Pas spécialement parce que Shayp, soit ils relèvent leur index toutes les semaines ou tous les mois. Et donc ils peuvent voir s'il y a des variations au niveau de l'index. Ou est-ce qu'ils attendent la fin de l'année leurs factures d'eau. Mais bon, si elle n'est pas visible, c'est vrai qu'à la fin de l'année, c'est assez douloureux de recevoir sa facture. Et donc là, ces gens sont souvent convaincus. Je parle par exemple, il y a des petites vidéos sur notre site avec des business case. Dans une école en fait, avoir été alerté directement d'une fuite leur a permis d'économiser plusieurs centaines d'euros, un vendredi soir, alors que s' ils n'avaient pas été alertés. Ils seraient revenus le lundi, le temps de trouver la fuite, le temps

de voir qu'il y a un souci au niveau des sanitaires, de faire tout le tour du bâtiment, les toilettes, regarder les toilettes, les douches, les robinets, ça peut prendre un certain temps. Et du coup, la fuite, elle, continue à couler. Donc, ce que je veux expliquer, c'est qu'ils se rendent pas vraiment compte qu'il y a un souci que des grosses économies peuvent être réalisées. Mais du coup, ceux qui ont déjà eu une fuite savent quel impact ça peut avoir.

5- Sur le plan financier, qu'en est-il de la rentabilité d'une entreprise participant à un système d'économie circulaire?

J'ai l'impression que la rentabilité peut être les premières années, de prendre un peu plus de temps parce qu'on fait des choix. Je pense que quand on entre dans une démarche d'économie circulaire, on fait des choix quant à la façon de travailler, quant aux matériaux utilisés. Et donc, parfois, la recherche en développement prend un peu plus de temps. Je cite ici notre exemple avec Shayp, on a vraiment créer nous mêmes un composant hardware, donc, ce petit boîtier qui se connecte au compteur d'eau. Et ce petit boîtier, on a voulu faire en sorte qu'il soit totalement recyclable en fin de vie. Et donc on utilise des matériaux spécifiques. On a dû en trouver au lieu de faire une soudure du petit boîtier. Je ne suis pas chez moi, donc je n'ai pas le boîtier. Mais au lieu de faire une soudure, en fait, on a utilisé des vis pour qu'en fait, s'il y a un souci, il suffit de dévisser pour pouvoir enlever la partie qui ne fonctionne pas bien ou qui est défectueuse. Et puis réviser. Si tu soudes, tu dois jeter tout ton matériel. Donc, ce sont des choix qui peuvent prendre parfois un peu plus de temps de réflexion, de recherche et de développement. Mais nous, on a été accompagnés par des entreprises géniales comme IMEC qui nous ont accompagnés dans le développement de notre technologie. On a fait aussi le choix de produire et d'assembler en Belgique, au lieu de produire peut-être moins cher dans d'autres pays. Donc, ce sont des choix. On essaye vraiment d'avoir un temps de circuit court entre la production et nos clients, alors qu'on préfère faire produire pour beaucoup moins cher dans les pays de l'Est ou en Chine. Donc, notre composant est presque 100% recyclable, sauf la batterie, bien sûr, qui est une grosse batterie qui dure depuis plus de 10 ans. Bah oui, voilà, il faudra trouver un circuit qui puisse la recycler ou la réutiliser pour autre chose.

Donc, je pense que la réflexion va un peu plus loin. Il faut trouver les bons partenaires. Il faut trouver les bonnes usines de production, il faut trouver les bons matériaux, etc. Et

donc, ça peut prendre un peu plus de temps. Les coûts sont peut être un peu plus cher par rapport à ça et donc la rentabilité finale, peut être qu'elle se fait sentir quelques mois ou quelques années plus tard par rapport à une entreprise qui ne fait pas les mêmes choix.

Et ça, c'est notre avis, chez Shayp, comment nous, on l'a vu . Après, il y a énormément de subsides. Je parlais de Be Circular, mais il y a énormément de subsides par rapport à la circularité des composants ou en tout cas des entreprises qui veulent rentrer dans cette démarche. Et donc, on peut aussi facilement être aidé, ce qui est un avantage en soi. Et donc ça, il faut que tu te renseignes. Donc si tu regardes sur notre site web, on a Be Circular, il y a plusieurs certifications qui sont avantageuses, qui nous permettent de nous accompagner et de continuer à nous développer, et aussi de nous mettre en contact avec des partenaires qui sont dans la même démarche que nous. Donc voilà, je pense qu'au niveau du temps, ça prend un peu plus de temps, au niveau des composants ça prend un peu plus de recherche et de développement. L'innovation on la pousse très, très loin parce qu'on veut que notre outil perdure le plus longtemps possible et qu'il ne soit pas jeté après 2-3 ans d'utilisation. Et enfin, ce que je voulais dire par rapport à ça, c'est que nous, on est aussi labellisé Solar Impulse. Je ne sais pas si tu connais la Fondation Solar Impulse, donc, créé par Bertrand Piccard, qui a fait le tour du monde en avion alimenté par l'énergie solaire. Donc entrer en tête dans ce processus de labellisation et être labellisé. Si tu regardes leur site web, tu y a deux principaux éléments qu'il faut pouvoir justifier, c'est non seulement premièrement donc, l'impact écologique de l'entreprise et deuxièmement, la rentabilité. Donc, quand tu es labellisé Solar Impulse, cela veut dire que tu as un impact positif sur l'environnement, mais tu as aussi prouvé sa rentabilité. Et donc, pour nous, c'est une certification énorme parce que c'est tout un réseau d'entreprise. Il y a tout un foyer d'entreprises labellisés qui peuvent du coup travailler ensemble, créer des partenariats parce qu'on a prouvé qu'on était économiquement rentable et on a prouvé qu'on faisait un impact positif pour l'environnement.

Et depuis cette année, ils ont atteint leur objectif de plus de 1000 solutions, dont plus de 1000 entreprises labellisées, ce qui est énorme. Ça, ça peut être aussi un argumentaire intéressant pour toi. Différentes certifications, labellisation qui existent et qui permettent aux entreprises de créer leurs projets et aussi de montrer leur rentabilité. Et je pense qu'en économie circulaire, si tu ne prouve pas ta rentabilité dans ton business model, c'est

très compliqué de se démarquer des autres entreprises parce qu'il y a énormément d'entreprises qui travaillent en circularité. Mais est-ce qu'un jour, ils seront rentables? C'est encore à voir. Et nous, notre objectif, c'est d'être rentable parce qu'on a envie de grandir. On a envie d'engager plus de personnes, donc pour pouvoir le faire, on doit vendre, mais aussi on doit prouver au monde extérieur qu'avoir un impact positif pour l'environnement. Ça peut aussi être rentable pour nos clients, mais aussi pour Shayp.

- 6- Au niveau législatif, quelles sont les normes ou réglementations environnementales qui peuvent entraver l'accomplissement d'un projet axé sur l'économie circulaire ?

Un projet spécifique d'économie circulaire, je ne suis pas tellement au courant. Après, je suis pas mal au courant sur ce que les différents cabinets mettent en place, par exemple, des projets à la rénovation circulaire, à des projets de bâtiments on va dire en circulaire, par exemple, nous, on est membre de Deco-Build. Donc, c'est le réseau des bâtiments durables, donc aussi à rechercher. Donc là, l'idée, c'est vraiment de mettre en place et de réfléchir à la durabilité du bâti donc du bâtiment. Je pense qu'au niveau des plans mis en place par les différentes régions et gouvernements, tu peux regarder le plan plage, ça s'écrit comme la plage, donc au gouvernement fédéral. Ça a été créé par Bruxelles Environnement et donc nous, on est acteurs de discussion. Donc, il est vrai que je pourrais par exemple te dire voilà, c'est bien suivre les différents plans, les différentes initiatives qui sont prises par les régions ici en Belgique ou par les différents gouvernements, et aussi des instances comme Bruxelles Environnement, Brussel Leefmilieu en Flandre. Allez voir aussi tout ce qui se met en place dans les cabinets avec les personnes représentantes et qui défendent la durabilité et l'économie circulaire. Toutes ces thématiques là pour voir, tiens, qu'est-ce qu'ils mettent en place? Et alors aussi, ces acteurs de discussion, ne pas simplement attendre une réglementation qui arrive. Mais nous, ce qu'on essaye de faire, c'est arriver à changer la réglementation ou à introduire d'autres éléments plus contraignants. Pour te citer un exemple, moi, mon travail, c'est vraiment de faire en sorte qu'il y ait une réglementation stricte dans les bâtiments publics par rapport au monitoring de l'eau. On suit les consommations d'eau. Nous, ce qu'on veut, c'est que tous les bâtiments publics et en 2022, espérons ou au plus tard, soient obligés de justement suivre leur consommation énergétique. On fait souvent le suivi énergétique de l'électricité, du gaz,

etc. Mais il faudrait aussi le faire pour l'eau. Et donc, au lieu d'attendre que certaines personnes réfléchissent à tiens, qu'est ce qu'on va pouvoir mettre en place comme la nouvelle réglementation? C'est être acteur du changement soi même. C'est aller soi-même rencontrer les cabinets, rencontrer les différentes instances comme Bruxelles-Environnement, le plan plage. Essayer dans le plan plage qu'il y ait une mesure contraignante qui oblige les bâtiments publics à monitorer leur eau. Par exemple, à la Ville de Bruxelles, il y a le plan climat d'introduire l'eau et les fuites d'eau dans le plan climat. Ce n'est pas simplement laisser la place. Maintenant, on le voit aux inondations, à l'assainissement, etc. Mais c'est aussi dire tiens mais les fuites d'eau, c'est un gros problème aussi. On peut faire quelque chose. Invitez nous, on veut faire partie de la discussion. On veut nous même changer les réglementations. Donc, pour moi, c'est plutôt jouer un rôle d'acteur proactif au lieu d'attendre que l'Europe, avec les différents plans, le Blue Deal, le Green Deal, etc créer des législations qui ne s'appliquent pas bien ou oublient d'intégrer des éléments comme les fuites d'eau

7- Croyez-vous que la crise du coronavirus a-t-elle eu une incidence négative sur notre manière de consommer, ou au contraire, a-t-elle été un moteur de changement vers une économie plus durable ?

Je pense que c'est facteur de changement pour une économie plus durable. Je pense que les gens se sont rendu compte, non seulement avec les événements actuels des incidences du climat et aussi ici, on ne peut pas se plaindre qu'il n'y ait pas d'eau. Donc, je pense qu'on n'aura pas de problèmes d'approvisionnement d'eau. Mais par contre, les gens sont restés plus longtemps chez eux. Ils ont remarqué qu'il consommait plus. Tu vas plus souvent boire de l'eau, tu vas plus souvent aux toilettes, etc. Donc tu vas voir que ta facture d'eau va augmenter. Ça, c'est déjà un élément. C'est les gens qui ont peut être des revenus plus faibles vont dire tiens, il faudrait quand même que je fasse attention ou les gens dans les entreprises, il y a eu beaucoup d'entreprises qui étaient totalement vides pendant des mois. Mais ce n'est pas pour ça que l'eau ne continue pas de circuler parce qu'il y a quelqu'un qui va de temps à autre vérifier, qui va de temps à autre, un gardien pour nettoyer ou qu'il y ait eu des perturbations sur la plomberie et que des fuites d'eau sont survenues sans que personne ne puisse les mentionner parce qu'ils n'ont rien vu et qu'il n'y a personne dans les bâtiments. Donc, même des bâtiments vides peuvent être sujets

de fuites d'eau qui sont du coup pas rapportés ni vu et qui ne sont peut être vu après des semaines et des semaines parce qu'il y a zéro activité extérieure qui puisse voir ça. Je pense que les gens se rendent compte qu'il y a une vraie nécessité. Après, au niveau budgétaire, c'est toujours là la question aussi, c'est de se dire tiens, on a eu des clients ou des prospects qui nous ont dit en fait, ce sera pas pour 2020 parce qu'avec le Corona, je ne sais pas à quoi ressemble à mes finances, etc. Donc, il y a eu beaucoup de projets qui ont été postposés mais ça ne s'est pas arrêté et le business ne s'est pas arrêté. On a tous continué à travailler et donc je pense que c'est ça le plus important, c'est qu'il y a quand on continue à travailler et qu'il y a une vraie demande, c'est que en fait on a une valeur ajoutée pour toutes les tous les types de clients que nous targuons.

8- D'accord. Est ce que vous souhaitez ajouter quelque chose avant de clôturer cette interview?

Non. Je te souhaite surtout beaucoup, beaucoup de chance. C'est la dernière ligne droite. Donc courage, si tu fais une retranscription.

Interview avec Frédéric JAMAR : Jamar

- 1- Donc premièrement, pouvez-vous me parler un peu de vous ainsi que de votre entreprise, quelles fonctions exercez-vous au sein de celle-ci ?

Je suis Frédéric Jamar. Je suis le seul actionnaire et gérant de la firme Jamar. Donc, firme qui porte le même nom, je suis de 5^{ème} de père en fils. J'ai repris les affaires il y a 19 ans, officiellement, il y a 15 ans. Notre groupe de sociétés est actif dans la construction. La société principale est réputée depuis 100 ans pour tout ce qui est travaux complexes d'entreprise générale que ce soit en rénovation restauration éventuellement construction de luxe. Depuis quelques années, nous faisons aussi de la toiture, des œuvres d'art, des monuments classés, des ouvrages complexes. Nous faisons également de la menuiserie donc tout ce qui est parquet, tout ce qui est agencement d'intérieur, agencement de boutique et enfin à nous avons une activité de facility management qui s'appelle Jamar

maintenance, ce qui est un petit peu le concierge 5 étoiles technique de marque luxe, de boutiques de luxe, de multipropriété et d'ACP pour les travaux qui qui n'ont aucune limite, des petits travaux de dépannage préventif ou d'urgence.

- 2- Quelle vision avez-vous de l'économie circulaire ? Comment la définiriez-vous très brièvement ?

J'ai une vision positive d'une part et négative de l'autre. On en parlera assez vite. On est dans une société qui, depuis trop longtemps, a basé tous les modèles économiques sur la croissance alors que cette croissance ne peut exister naturellement si ce n'est par une manière de biaiser le marché avec soit des monopoles administratifs ou des aides politiques qui avantagent certaines sociétés par rapport à d'autres. Donc pour moi dans un monde aux ressources limitées, continuer à croire que consommer plus, produire plus et vendre plus est la solution dont tout le monde sait que ça ne tient pas la route mais ça fait longtemps qu'on le dit et on continue à aller dans le même sens... Donc ça nous amène à des réflexions écologiques qui tout doucement commence un petit peu à pointer leur nez donc à tout ce qui est forcément réduction de production de CO2, réduction de tout ce qui est déplacements inutiles, réduction des consommations, optimisation des productions, penser local même si c'est très très très compliqué pour des questions économiques de compétitivité au tout simplement de possibilité d'acheter local ce qui est très difficile aussi. Donc ça nous amène à des réflexions comme comment faire pour optimiser, transformer ou améliorer ce que nous avons déjà, en tout cas sans le détruire pour reconstruire à neuf. C'est certainement l'avenir. En pratique, je vois énormément d'obstacles et je ne suis pas optimiste quant au fait que de manière naturelle et efficace, ça puisse arriver facilement sur le marché.

- 3- Sur base de votre définition, considérez-vous que le business model de votre entreprise s'inscrit partiellement ou totalement dans un modèle circulaire ? Pourriez-vous me donner des exemples de principes d'économie circulaire mise en œuvre dans votre entreprise ?

Je n'en ai que deux. Le premier, c'est que l'on veille énormément au tri des déchets. La première raison est purement économique, c'est qu'un mélange des déchets ou une évacuation point par point des déchets pour des petits chantiers n'est pas

économiquement viable. La deuxième raison, c'est qu'il est évident de ne pas jeter tout venant, comme on dit en construction, mais jeter les décombres, les matériaux de construction démolis, les jeter soit par type de matériaux revendables ou par soit essayer d'en récupérer une partie. C'est la deuxième raison malheureusement après la raison économique. C'est quelque chose que nous faisons activement chez nous. Et donc, sur chaque chantier, on essaie d'avoir plusieurs containers quand les chantiers sont assez importants et chez nous, on a 8 containers différents pour récupérer 8 types de matériaux différents pour les petits chantiers qui acheminent et qui ramènent ces marchandises au dépôt central tous les soirs. Le deuxième exemple, c'est un chantier en cours à Schaerbeek à Bruxelles qui consiste à la reconversion des anciens bâtiments de l'ambassade d'Espagne, c'est trois bâtiments dans lesquels on fait 17 logements pour une ACP donc une Association des copropriétaires qui ne se connaissaient pas avant d'acheter ensemble ce terrain et ses trois édifices et qui

avec une organisation, assez exemplaire et assez remarquable, à mise en place un projet de rénovation profonde pour faire 17 logements dans des anciens bureaux et récupérer énormément de choses, notamment en contribuant elle-même et en mettant elle-même de par ses représentants la main à la pâte en démontant, nettoyant et en préparant le conditionnement des matériaux que nous récupérons et que nous déplaçons. Le deuxième m'amène à l'aspect négatif de cela, c'est que ces personnes ont droit grâce à la Région de Bruxelles-Capitale qui met beaucoup de moyens à des subventions et des primes financières substantielles.

Donc sans ces aides, est-ce qu'ils auraient fait la démarche ? Peut-être que oui, je n'en sais rien... Et, obstacle majeur à l'économie circulaire, c'est qu'aujourd'hui, il est très facile d'acheter quelque chose qui vient de Pologne, de Roumanie, de Turquie, de Chine et qui a pollué longtemps en se déplaçant avec les moyens les plus polluants de locomotion. Ça coûte moins cher de faire du neuf en prenant dans notre économie d'échelle mondiale les ressources qui sont produites à grand volume pour être vendues au prix le plus bas que de récupérer et de restaurer ce qui est disponible sur place. Donc quelqu'un qui veut faire la démarche, il doit payer plus pour avoir quelque chose qui n'est pas neuf.

- 4- D'accord et d'après vous, quelles sont les principales difficultés rencontrées par une entreprise qui souhaite s'inscrire dans une démarche d'économie circulaire, quelles ont

été vos difficultés lorsque vous avez commencé à basculer vers un modèle d'économie circulaire ?

Pour moi, il n'y a pas de difficulté parce que j'ai entre 20 et 40 chantiers de taille variable qui tournent et le seul chantier qui est vraiment basé sur une réflexion circulaire, c'est celui dont je viens de vous parler. Et pourquoi ? Parce que j'ai des clients qui, plutôt que de consommer ailleurs autrement, ont décidé de payer plus cher pour pouvoir récupérer les menuiseries existantes, pour pouvoir démonter du carrelage et le récupérer, pour pouvoir acheter des matériaux écologiques, pour en acheter une partie dans des réseaux de revente qui sont des matériaux de seconde main et enfin finalement, ce sont des personnes qui se prive d'autres choses pour avoir moins, pour avoir quelque chose qui n'est pas neuf voir qui est déjà un petit peu abîmé ou usé par le temps en payant plus. Je n'ai pas eu d'obstacle. Je me rends compte qu' à titre commercial, côté marketing, c'est super sexy de pouvoir dire qu'on fait de l'économie circulaire et ce projet a déjà été visité par la RTBF, j'y retourne jeudi à la demande de journaliste. La Confédération de Construction, qui est le syndicat des entrepreneurs, j'ai l'impression qu'ils n'ont pas beaucoup de projets à mettre en avant que celui-là donc on est sollicité toutes les semaines pour des projets. Moi, j'ai pas de souci pour le mettre en place parce que les personnes qui ont décidé de le faire m'ont appelé moi pour le faire.

- 5- D'accord, mais pour vous, est-ce qu'il y a une différence pour la rentabilité entre ce projet et les autres ?

Non parce que vu que le coût de production est supérieur, j'en tiens compte dans mon prix de revient dans mon prix de vente. Par contre, si je décide demain de tout basculer sur de l'économie circulaire, probablement que je perdrai 90% de mon chiffre d'affaires. Parce que je ne trouverai pas 90 % de mon public pour payer quelque chose plus cher pour avoir ce qui à mes yeux ne vaut pas moins mais qui aux yeux la plupart des gens l'est... Et qui voudrait finalement payer plus cher pour avoir une voiture d'occasion plutôt qu'une voiture neuve ? C'est ça la question et aujourd'hui, je pense que le premier contributeur pour pouvoir accélérer ce type de projet c'est l'État mais l'État à lui-même des normes de qualité, des normes de recevabilité d'un bâtiment qui font que... Comment l'État va-t-il accepter pour un projet public quelque chose qui ne respectera pas ses

propres normes ? Je m'exprime un peu plus vulgairement, techniquement : comment est-ce qu'un matériau recyclé peut avoir l'agrément technique, ce qu'on appelle en construction l'ATG, d'un matériau neuf ? Comment garantir, et qui garantit, que quelque chose de recyclé a toujours les performances qu'il avait en sortant d'usine avant une première utilisation ? Donc comment le premier acheteur et prescripteur potentiel renonce aux normes qu'il impose aux autres et à soi-même ? Pour moi, c'est un des éléments clés là-dedans, c'est que l'État doit passer avant mais comment va-t-il et sur quelle durée va-t-il trouver un système pour contourner ses propres règles ?

- 6- Au niveau législatif, quelles sont les normes ou réglementations environnementales qui peuvent entraver l'accomplissement d'un projet axé sur l'économie circulaire ?

Je ne suis pas juriste et je ne suis pas spécialiste pour répondre à votre question. Je crains que si je cherche la réponse, je ne trouverai pas grand-chose si ce n'est rien. Ce dont je suis persuadé, je me répète un peu, c'est que s'il n'y avait pas d'incitants, il y aurait encore moins de monde qui passerait à la caisse pour s'offrir quelque chose qui coûte plus cher aujourd'hui.

- 7- D'accord et vous avez une idée concernant le gouvernement belge en matière d'économie circulaire par rapport à d'autres pays ? Ce qu'il fait moins, ce qu'il fait de plus ?

De ma très très modeste expérience, j'ai visité il y a plus de 10 ans la ville de Saint-Louis, dont j'ai oublié le nom en allemand, qui est le siège historique de BASF. J'ai pu visiter des maisons, je vais régulièrement dans le nord de l'Europe et je constate que, une fois qu'on est en Allemagne et jusqu'au Grand Nord, les techniques et les technologies où les performances des bâtiments ont au moins 10 ans en avance sur ce qui se pratique en Belgique, ne parlons même pas de ce qui se passe plus au sud. Le premier facteur visible étant le nombre de litres de mazout consommé par mètre carré par an. Il y a plus de 10 ans, quand j'ai visité il y a 15 ans cette ville, on parlait déjà de bâtiments de 1 à 5 litres au mètre carré par an. Donc une maison qui faisait, par exemple, 200 mètres carrés consommait à l'époque 1000 litres de mazout, mais peut-être 100 litres pour certaines, on était déjà pleinement dans le passif y a 10 ans alors que chez nous, on part à Bruxelles

qui l'impose mais que pour les parties neuves d'un bâtiment rénové ou agrandi mais pas pour les parties anciennes. On est vraiment très très en retard pour ne pas dire nulle part. En Wallonie, où je suis basé, c'est pire encore donc est-ce qu'il existe quelque chose pour répondre à votre question ? Malheureusement je n'en sais rien et je ne sais pas répondre. Je pense néanmoins qu'il y a trop peu d'incitants et que sans ces incitants, il ne se passerait pas grand-chose.

- 8- D'accord, je vais continuer avec mes deux dernières questions. Selon vous, gère-t-on de la même manière une entreprise basée sur le principe de l'économie circulaire par rapport à une entreprise qui prône la surconsommation ?

Gérer, c'est un concept assez large. Alors financièrement, oui. Quand on est entrepreneur, on doit gérer des coûts, des ressources humaines et technologiques et des ressources avec des prix de vente.

Donc oui la gestion en soi est toujours une équation entre faire le plus possible avec moins possible par rapport à des valeurs, d'une stratégie, d'existence, de vente, de service à la clientèle. D'un autre côté, si on a des publics très très très différents, on ne vend pas de la même manière parce que finalement ce n'est pas du tout le même produit. Nous, on est plutôt spécialisé dans les maisons de grand luxe ou dans des choses complexes techniquement, des ouvrages remarquables ou classés et des boutiques de luxe. Les attentes de ces publics-là par rapport à celui qui vient pour des circulaires sont pas du tout les mêmes, c'est un peu comme si on comparait la vente d'une Ferrari ou d'une Porsche avec la vente d'une voiture d'époque qui a été restaurée et qui est conditionnée pour consommer moins possible, c'est pas du tout le même produit, c'est pas du tout les mêmes attentes et c'est pas du tout le même public.

- 9- D'accord, finalement croyez-vous que la crise du coronavirus a eu un impact négatif sur votre manière de consommer ou au contraire a-t-elle été un moteur de changement vers une économie plus durable ?

Je pense qu'il y a quelques petits aspects positifs à savoir des personnes qui se disent « je veux acheter local », « vu que je travaille à la maison, je vais aller au fermier local voir s'il

n'a pas de pommes de terre et un morceau de viande à me vendre en direct ». C'est l'aspect positif, je crains malheureusement qu'au niveau macroéconomique, les aspects soient totalement négatifs à savoir que tout ce qu'on a produit comme test, tout ce qu'on a produit comme gant, comme masque tout ce qu'on produit comme petit conditionnement plastique individuel... Je pense que le fait d'aller au restaurant ou d'aller au coin de la rue ou d'aller à une réunion professionnelle... Où finalement il y a encore plus d'emballage pour être sûr que qu'il y ait moins de risques, qui pour moi sont totalement psychopathes, de transmettre le virus. Finalement, on produit encore plus de plastique et pour moi, on pollue encore plus. Pour les avions ! On ne parle pas beaucoup de l'aviation dans cette crise du Corona. Pourquoi ? Parce que ce sont des fanions politiques, nationaux qui doivent coûte que coûte voler. Finalement les aviateurs ne se plaignent pas parce que leur avion roule à vide et ils sont payés par le consommateur partiellement et par l'État. Je n'ai vu aucun patron de société nationale ou privée d'aviation se plaindre.

Donc ça veut dire que les avions, même quand ils roulent moins, quand ils volent moins ou même quand ils volent à vide, ça tourne. On continue à polluer autant alors qu'on ne déplace même pas les gens.

Ma famille habite à l'étranger donc je fais beaucoup la navette, c'était un peu plus compliqué cette année-ci. Pourquoi est-ce que j'ai remarqué ça, pas parce que je cherchais de l'information, finalement on est bombardé sur internet des news de tous les côtés et à ma connaissance en tout cas, j'ai très très très peu vu de sociétés d'aviation qui ont fermé boutique ou qui se plaignaient d'absence de subvention ou d'aide. Je n'ai vu ça nulle part alors peut-être que j'ai mal lu mais en tout cas, ça m'a frappé cette absence de plaintes de ce secteur-là.

10- Oui parce que moi aussi, je suis en train de faire mon stage à l'étranger donc je ne suis pas en Belgique en ce moment. Comme je dois retourner en Belgique voir mes parents... J'ai pris l'avion en février et il y avait peut-être 40 personnes grand maximum dans l'avion. Ça m'a un peu surprise en me disant ; est-ce qu'ils gagnent quelque chose juste en ayant 40 personnes dans l'avion ?

Évidemment qu'ils perdent mais ça veut dire que quelqu'un qui leur donne cet argent, sinon ils ne voleraient pas.

C'est l'Etat, c'est l'Europe... Les fonds sont envoyés par l'Etat, reçu de l'Europe. Finalement, en fait, c'est toujours le petit producteur, le petit restaurateur, le petit kiné du coin qui est poussé encore plus dans la misère pour moi. Tous les artisans qui n'ont aucun poids économique ou aucun poids dans l'électorat ou qui produisent ce qu'on appelle vulgairement le stoemeling, tous ces gens-là sont poussés encore pris vers la misère. J'ai la chance d'être avec ma petite société juste du bon côté de la ligne mais je vois que les petites structures, plus petites que nous, sont en train de rentrer dans une économie de la paupérisation où celui qui n'a pas accès au crédit bancaire ou celui qui n'a pas accès au crédit fournisseur doit tout payer d'avance finalement. Il ne lui reste plus que ses propres mains à vendre parce qu'il n'a plus de moyens de d'investir, parce qu'il n'a plus les moyens d'aller chercher les matériaux à crédit. C'est facile de surveiller un petit artisan qui n'a que deux ouvriers au coin de la rue, il n'y a personne qui a envie de surveiller les grosses sociétés qui emploient 100, 500 ou 100 personnes et indirectement beaucoup plus de gens. Ce n'est pas confortable politiquement, électoralement parce que de toute façon, l'Etat n'a plus les ressources pour contrôler les grosses structures.

11- Donc vous dites qu'il faut beaucoup plus de ressources pour contrôler les grosses entreprises que les petites ?

Oui parce que si vous allez chez le boucher du coin ou le restaurateur du coin, vous lui demandez ses 3 livres comptables, vous lui dites : « Tiens, c'est bizarre, tu avais autant de clients la semaine passée, c'est tout ce que tu produis en déclaré ? ». Alors que si vous entrez dans une structure un peu plus sérieuse ou dans une structure qui a plusieurs points régionaux, il y a toujours moyen d'être beaucoup flou. Et l'Etat n'a pas spécialement les moyens d'envoyer un contrôleur pendant un mois ou deux ou trois pour tout limer jusqu'à ce qu'il trouve la source, c'est plus facile d'aller vite chercher le petit profit chez le petit producteur que chez le moyen ou le grand.

12- D'accord, donc pour finir, souhaitez-vous ajouter quelque chose avant de clôturer cette interview ?

Je crois que je vous ai dit tout ce que je pense modestement de tout ce qui nous arrive au niveau économique et tout ce que l'économie circulaire pourrait nous apporter mais ne nous apporte pas encore de manière naturelle d'accord.

13- Alors je vais clôturer cette interview car dans 5 minutes, j'ai une autre qui suit. Un grand merci à vous pour cette interview. Merci pour tout.

Bon courage et n'hésitez pas à me contacter.

Interview avec Benedetto Calcagno : Inclusio

1- Premièrement, pouvez vous me parler un peu de vous ainsi que dans votre entreprise? Quelles fonctions exercez-vous au sein de celle-ci?

D'abord, je travaille pour une entreprise qui s'appelle Inclusio, qui est une société privée, une société immobilière qui est propriétaire d'immeuble et qui les donne en location essentiellement à des agences immobilières sociales. Je ne sais pas si tu connais le fonctionnement des agences immobilières sociales. Ce sont des sociétés sans but lucratif des ASBL qui sont conventionnées par Bruxelles pour la région Bruxelles-Capitale, mais Wallonie, en Flandre par les régions pour donner ou pour trouver des logements à prix abordable où les gens qui en ont besoin.

Donc, si tu veux, c'est un peu un système alternatif ou complémentaire au système traditionnel de logement social qui est géré par l'Etat depuis toujours. L'Etat a produit et est propriétaire et donne en location des logements sociaux. Ici, c'est une initiative un peu particulière parce que l'Etat a voulu mettre à utiliser la capacité d'investissement de capital privé pour faire des travaux pour acheter les immeubles. Et puis, comme la demande de location à prix abordable est toujours très, très élevée parce que les gens qui travaillent ont un salaire, les loyers augmentent toujours en ville, les salaires ne augmentent pas avec la même proportion.

Il y a toujours une grande demande, donc il y a l'exigence politique de fournir des logements à prix abordables en ville et Inclusio est née avec cette idée, n'hésite pas à m'interrompre, parce que comme ça, je ne dévie pas trop loin.

- 2- Quelle vision avez-vous de l'économie circulaire? Comment définiriez-vous très brièvement?

L'économie..., je termine la question précédente quel est mon rôle dans la société Inclusio. Mon rôle, c'est en Anglais. Ça s'appelle Development Manager. Ça veut dire un responsable développement et immobilier. En gros, je suis responsable de projets de transformation ou de travaux, Inclusio, en partie, il achète des bâtiments et les donne en location sans faire de travaux. Donc, c'est une opération administrative et d'autres parties ils achètent des bâtiments à transformer ou bien construire de nouveaux logements pour les mettre en location. Alors moi, je suis de formation architecte et je suis les développements et les transformations des travaux.

- 3- Considérez-vous que votre business model s'inscrit partiellement ou totalement dans un modèle circulaire? Pourriez vous me donner des exemples de principes d'économie?

Ouais, je réponds à la deuxième question qu' avant que je saute à l'autre. J'ai pas répondu à la deuxième question. C'était quoi la deuxième question ?

- 4- Quelle vision avez-vous de l'économie circulaire?

C'est très vaste, mais d'abord, la société Inclusio veut déjà, fin l'économie circulaire il y a des définitions officielles, le cercle par rapport à la linéarité d'un produit qui se fait et puis il va dans le déchet, donc l'économie circulaire c'est pour moi, le symbole de la vie qui continue, donc on essaie de garder. Je pense que, si je cherche l'essentiel, voilà un mot que j'essaie de garder en tête quand on fait des choix, c'est toujours une question de faire des choix.

Si garder ou jeter, c'est toujours un choix. Qu'est ce qu'on garde et qu'est ce qu'on jette? On essaie de jeter le moins possible, mais si quelque chose ne va pas, il faut le jeter. C'est

comme un potager. Les mauvaises herbes, il faut les enlever. L'économie circulaire c'est pas tout garder. C'est marrant, ça ne va pas. Il faut faire un nettoyage. Il faut démolir ce qu'il faut démolir. Mais peut être l'économie circulaire, c'est faire une attention particulière à où est la valeur.

Et qu'est ce qu'il y a de la valeur? Indépendamment de l'image donc si certaine culture de la consommation nous pousse à regarder les aspects extérieurs un peu esthétiques, tout ce qui est un peu bling bling, comme c'est tout ce qui brille. La publicité et tout ce qu'on voit à cette surface, c'est une manière de consommer parce qu'on achète des images, on achète des choses de surface. L'économie circulaire pour moi, ça doit viser à dire bon, qu'est ce qu'il y a dans la substance?

Qu'est ce qu'il y a dans la valeur de cette chose et faire le choix sur base de ça plutôt que de l'image. Et donc pour venir à notre immeuble, nous, on produit des logements on doit construire, des logements pour des personnes qui en ont besoin et ont besoin d'un toit et donc dans la priorité. La pyramide de Maslow? je ne sais pas si tu connais. D'abord l'essentiel, la maison d'abord, il faut un toit pour protéger de la pluie. Après des façades, pour qu'il n'y ait pas trop de vent pour qu'on ne meurt pas de froid en hiver.

Ça, c'est la première question qu'il faut se poser quand on fait une maison. A quoi ça sert avant de savoir si les revêtements de sol, les couleurs des fenêtres, dans toutes ces choses, ça veut dire aller à l'essentiel. Et donc, quand on fait de l'économie circulaire dans la construction, on se pose parfois la question tiens ceci qui existe? Avant de le jeter, avant de le refaire car ça on n'aime pas. Qu'est ce que ça vaut? Quelle est sa valeur est par exemple il y a un projet qu'on a fait à Bruxelles de transformation d'un bâtiment de bureaux, à un logement et ce bâtiment de bureaux.

Il a l'air peut être un peu vieux parce qu'il a été fait dans les années 80-90. Et c'est peut-être pas à la mode c'est par les looks qu'on fait aujourd'hui si on fait de nouveaux logements. Mais la question, on se dit tiens, est ce que cette façade est saine? Est-ce qu'elle tient bien? Qu'est-ce qu'il faut regarder? Ou est-ce qu'il faut démolir ?

Il faut garder les principes de l'économie circulaire parce que c'est après, nous avons besoin de faire produire des logements qui sont à prix abordable, à prix abordable, c'est

un terme gentil pour dire un prix plus bas que le marché parce qu'on considère, on parle de la définition que le marché pour une grosse partie de la population n'est pas abordable parce qu'il est trop cher. Il y a trop de monde qui n'ont pas assez pour se payer un logement convenable et ils sont obligés de vivre entassés, trop trop densément, entassés sur des appartements qu'ils ont une qualité très, très faible, de vieilles maisons dans le centre de Bruxelles qui sont louées à des familles qui ont 5 enfants et qui partagent deux chambres avec des lits à 3,4.

Il y en a plein de familles qui vivent comme ça et survivent bien, il n'y a pas danger de mort. Mais c'est une situation un peu critique. Nous, on essaie de répondre à un projet public qui peut offrir pour le même prix des maisons meilleures. Mais pour y arriver, on doit faire une économie quelque part parce qu'on est une société privée et on doit terminer les bilans à la fin de l'année en positif on est pas une société de bienfaisance. On ne peut pas terminer en bilan négatif parce qu'on veut parier sur le fait que le bilan sera positif.

Et en plus, on est coté en Bourse, donc on demande aux épargnants d'investir dans notre société, sachant que le rendement de la société est peut-être un peu plus bas, un peu plus faible que d'autres sociétés qui, peut-être, promettent des intérêts très, très élevés. Mais c'est basé sur des valeurs sûres de l'immobilier, une valeur de maison qui ne s'écroule pas et en plus, on fait une action sociale qui est nécessaire.

- 5- Quels sont les enjeux majeurs de l'économie circulaire pour votre entreprise? Les freins, les obstacles, les difficultés que vous avez rencontré.

Il y a une difficulté générale je pense dans tout le secteur de la construction à créer des circuits alternatifs aux circuits classiques, c'est qu'on appelle par circuit classique, c'est un peu comment est-ce qu'on appelle ça en anglais. Ça se dit ça très bien, la supply chain. La chaîne c'est un mot très à la mode, pour dire la chaîne de production, fournisseurs, sous-traitants. Il y a une série de lignes pour chaque produit qui sont très battues.

Parce qu'il y a beaucoup de logements qui se font. Les entreprises n'ont pas le temps de réfléchir à chaque fois à réinventer la roue. Donc, s'ils ont besoin d'un évier, ils vont l'acheter chez l'entreprise qui a toujours vendu les éviers. Les entreprises aiment bien

avoir des contrats cadres, avoir des contrats qui se répètent. Aller acheter les choses quand elles marchent, comme des choses qui marchent, il ne faut pas les changer à chaque fois. Donc ça, c'est une chose naturelle de l'homme.

Mais ça, c'est un petit frein quand tu veux changer et sortir. Par exemple, si l'entreprise général a l'habitude d'aller toujours d'acheter les éviers chez le fournisseur qui fournit les éviers qu'il a une supply chain parce que l'évier fabriqué en Bulgarie et puis il est transporter à Bruxelles, ou bien les éviers sont faits en Égypte, peut-être, un parquet en Bulgarie. Et puis tout ça, c'est bien structuré. Il y a des relations, il y a des gens qui travaillent la dernière. Si j'arrive et je dis maintenant, moi, je ne veux pas ton évier nouveau ou le même prix, même moins cher. Pourquoi pas, tu récupères un évier. Il a un petit truc. Il n'est pas tout à fait neuf, il a une petite rayure. Mais pour moi, ça va très bien. De toute façon, ton évier neuf après deux semaines, il va être rayé et donc il va plus être neuf comme la voiture. Il y en a qui veulent absolument les voitures neuves, mais après deux semaines, une voiture n'est plus neuve, c'est déjà d'occasion. Donc, si on veut un immeuble, par exemple, construire et utiliser des éviers d'occasions.

Les gens se disent, je veux une maison nouvelle, ou veulent un évier tout neuf, mais quand on va à l'hôtel, on ne se pose pas de questions, si notre évier a déjà été utilisé par plein d'autres gens, on est très contents du moment que ça soit bien.

- 6- Et vous, quand vous avez commencé cette entreprise, vous êtes directement focalisé sur l'aspect circulaire ou vous êtes devenu de plus en plus circulaire.

On est très intéressé par l'aspect circulaire, mais ce n'est pas non plus, l'élément central de l'entreprise. L'entreprise a un projet qui est très proche de l'économie circulaire. C'est un peu par extrême, mais on essaie de faire aussi un peu la circularité avec les sous. C'est à dire qu'on essaie de prendre les épargnes des gens qui ont trop d'argent pour le donner à ceux qui en ont besoin. On est une entreprise qui fait travailler les gens. Mais on part d'une constatation du fait qu'il y a beaucoup d'argent sur les comptes épargnes qui dorment, qui ne savent pas très bien comment les investir. Donc, il y en a qui ont trop d'argent et d'autres qui ont un problème à payer un loyer pour une maison convenable. Et donc, c'est pour moi. C'est aussi l'économie circulaire, parce que ça, ça fait tourner la société d'une manière saine. Et les gens qui ont payé une maison meilleure, ce sont de

meilleurs citoyens aussi demain dans la ville. La ville va augmenter un peu sa qualité pour tout le monde.

- 7- Sur le plan financier, qu'en est-il de la rentabilité d'une entreprise qui fait du circulaire par rapport à une classique?

C'est difficile. Moi, je pars du principe que si je fais l'économie circulaire, c'est pour dépenser moins. Parce que je ne veux pas dépenser plus pour avoir quelque chose qui est recyclé, c'est un peu contre sens, je peux le faire pour faire une pousse mais l'État doit subventionner le privé. Ça, je suis d'accord parce que c'est l'État qui doit donner un peu la ligne pour développer de nouvelles lignes de production, par exemple. Mais sur la base des principes dépenser plus pour avoir un évier qui n'est pas neuf, ça n'a pas de sens. Alors on peut questionner le fait qu'aujourd'hui, dans le matériau de construction, il y a beaucoup de produits qui sont neufs, dont le prix est très, très bas. Et donc, il serait presque impossible de battre ce prix sur le marché de l'occasion. Même si je décide, je veux un évier d'occasion.

Eh bien, ça me coûte plus cher, dans nos projets, on a essayé de mettre des portes renouvelées de porte en bon état sur le chantier. On va réutiliser les mêmes. Eh bien, ça coûte plus cher qu'acheter une nouvelle porte parce que toute la filière de fourniture de la porte est totalement réglo. Par contre, sur certains choix plus importants de masse, genre décidé de ne pas démolir les immeubles et de garder la structure de l'immeuble.

C'est des choses très lourdes, la quantité de béton qu'on a gardé en place en adaptant le projet, donc le projet, par exemple, est très profond. On a voulu faire des bâtiments moins profonds, mais la structure est là. On la garde, on ne démolit pas, on fait une économie de démolition, on économise. De mettre à la déchetterie plein de kilos de béton, on économise plein de camions qui vont à la déchetterie et on garde un bâtiment, en rénover le bâtiment existant. Ca c'est le choix principal, mais là, ça doit mener à des économies.

- 8- Au niveau législatif, quelles sont les normes ou réglementations environnementales qui peuvent entraver l'accomplissement d'un projet axé sur l'économie circulaire?

J'ai pas une idée précise, mais en général, dans notre société parfaite démocratique, on veut tout, on veut, on veut tout et le mieux. On veut l'économie circulaire, on va récupérer, mais on veut aussi zéro énergie. On veut, mais on veut aussi la maximum qualités. On veut la qualité de l'air, on veut la qualité et la sécurité antieffraction pour que le voleur ne rentre pas. On demande tout et l'impossible à la maison, mais comme à tous les produits. Donc c'est clair que, une loi qui oblige certaines performances techniques, par exemple d'étanchéité d'un châssis ou bien de sécurité. C'est clair que ça empêche l'utilisation d'un produit qui peut être bon à être récupérer, mais suivant les normes techniques de il y a quelques années, et donc là, il faut faire un peu d'exercice dans la jungle des lois pour essayer de s'appuyer sur le fait qu'on rénove et donc à voir dans le cadre de la rénovation et de la réutilisation de matériaux.

Avoir des licences pour ne pas respecter toutes les lois qui s'appliquent aux matériaux nouveaux. Ça existe donc si je dois refaire un souhait je pousserai plus la loi à dire on fait des règles pour le neuf mais pour tout ce qui est rénovation. On laisse de la souplesse.

9- Et cette souplesse existe ou pas encore ?

Elle existe, il existe pas mal, mais pas partout. Elle existe parfois, mais elle est contestée aussi parce qu'il y en a qui disent ouais, mais si on fait comme ça, on verra jamais atteindre les exigences au niveau d'énergie. Parce que si on demande pas à tous les bâtiments existants, par exemple, de s'isoler et d'augmenter l'isolation pour atteindre un niveau d'isolation plus haut, on ne verra jamais nos objectifs de réduire la consommation de fossiles.

10- Et que pensez-vous du rôle du gouvernement belge en matière d'économie circulaire, contrairement à d'autres pays?

Je n'ai pas assez d'informations pour comparer l'action du gouvernement belge par rapport à ce que font les autres pays. Je survole simplement. J'entends parler un petit peu. Je connais bien la situation en Italie et un petit peu en France. Je vois qu'on en parle un peu de manière similaire dans tous les pays. En tout cas, en Europe, que ce soit la France, l'Italie, la Belgique, c'est un peu toujours la même discussion. Il y a une volonté du

gouvernement de faciliter l'utilisation et de pousser vers l'économie circulaire. J'ai pas des éléments précis pour te donner un avis plus ferme.

11- Pour vous dans le futur, l'économie circulaire est-elle viable à long terme. C'est possible?

Oui, c'est nécessaire, mais l'économie circulaire, c'est un peu forcé de dire circulaire d'un côté et linéaire de l'autre, l'économie est circulaire, les déchets existent et les déchets, on les brûlés, les déchets produisent l'énergie et donc la vie est circulaire, la terre est ronde.

12- Selon vous gère-t-on de la même manière, une entreprise basée sur le principe circulaire par rapport à une entreprise qui prône la surconsommation ?

Certaines règles de gestion d' une entreprise sont les mêmes, mais l'approche est différente, évidemment, mais là, je pense que les règles de fonctionnement de l'entreprise sont très similaires. N'importe quel produit, du fait n'importe quelle valeur y a une manière de faire fonctionner les entreprises . Il y a plusieurs pistes, mais comment dire qu'il y a des entreprises qui prônent des valeurs consuméristes qu'ils ont géré très, très bien et des entreprises qui prônent des valeurs d'économie circulaire qui sont gérées très, très mal.

Donc ce n'est pas le choix. Les valeurs sont très différentes, les valeurs sont très différentes c'est des positions politiques, mais la manière de gérer une entreprise, c'est encore une autre discipline.

13- Au niveau de la comptabilité, il y a une différence? Est-ce que vous avez plus d'exemptions, de subventions par rapport à d'autres?

Au niveau de la comptabilité, évidemment. Notre projet fonctionne souvent parce qu' on va chercher des primes, par exemple les primes de la région de Bruxelles capitale à la rénovation. Donc, dans tous les États, les États poussent certaines économies. On pousse par exemple la rénovation parce que c'est des phénomènes qui sont coûteux et sans primes, personne ne s'intéresserait à faire ça. Alors nous, on aime bien faire ça et on profite des subventions de l'État. Mais on va les chercher. Il faut remplir des documents

pour obtenir, pour entrer dans les cases. Et donc, c'est cette prime et ces subventions publiques. Elles font partie de notre plan économique pour que la société fonctionne.

14- La dernière question, croyez-vous que la crise du coronavirus a-t-elle une incidence négative sur notre manière de consommer ou au contraire?

Je pense pas avec la crise de coronavirus, c'est encore autre chose. C'est plutôt la crise du développement durable, du réchauffement climatique qui pousse les gens petit à petit à se dire qu'il faut changer. Mais c'est une évolution naturelle de la société, mais je ne pense pas à la crise du coronavirus.

15- Et pour finir, souhaitez-vous ajouter quelque chose avant de clôturer cette interview?

Non, c'est bon

Interview avec Samuel Gigot : Entrakt

1- Première question c'est pouvez-vous me parler un peu de vous ainsi que de votre entreprise? Quelles fonctions exercées au sein de celle-ci?

OK, moi, je m'appelle Samuel, je travaille pour la société Entracte et en fait, Entracte est spécialisé depuis onze ans dans la gestion d'occupation temporaire. Chose qui est très, très à la mode maintenant, mais qui n'était pas tant à la mode que ça il y a onze ans. En fait, la principale fonction qu'on a chez nous, dans notre entreprise, est de réactiver des bâtiments qui sont complètement vides ou complètement inexploités pour une période limitée dans le temps. Souvent, c'est période relativement courte.

On parle de deux, trois, quatre, voire cinq ans, en attendant que ce bâtiment soit transformé ou soit détruit. Donc, voilà nous, mais on a cet aspect-là. On ne produit pas vraiment quelque chose. Par contre, on est fournisseurs de services qui pourraient être considérés comme de l'économie circulaire puisqu'on récupère des bâtiments qui sont inutilisés et qui ont une valeur presque nulle puisqu'ils sont vides. Et nous, avec des

investissements et des porteurs de projets, on réactive ces bâtiments pour la période où le bâtiment est vide, tout simplement.

Et alors, moi, ce que je fais concrètement là-bas, on est une petite équipe, on est sept et on gère une cinquantaine de lieux en Belgique. Et moi, ce que je fais, c'est avec une collègue, vraiment être Project manager, responsable du travail de terrain. On va dire sur les bâtiments qu'on gère. En l'occurrence, moi, je gère de grandes usines. Ici, c'est une ancienne usine qui était vide, qui va être transformée en nouveau bâtiment dans quelques années.

Et moi, je suis responsable sur place pour faire visiter les espaces. On a plusieurs espaces qu'on met en location à destination des artistes, des ASBL, d'entreprises qui cherchent des locaux moins chers que le marché immobilier classique. Alors, ils viennent chez nous et on voit s'il est possible de les héberger au sein du bâtiment. Si c'est compatible avec les activités des autres résidents.

2- Quelle vision avez-vous de l'économie circulaire ? Comment la définiriez-vous très brièvement ?

Pour moi, l'économie circulaire, c'est de réutiliser des matériaux qui n'ont pas forcément une valeur en tant que tels, mais pour refaire quelque chose, révaloriser un déchet, tout simplement. Quelque chose qui est parfois issu déjà d'un premier processus de production, de le récupérer, de le revaloriser pour en réintroduire dans la chaîne de production. Ça, c'est pour moi un peu l'économie circulaire. Après, voilà maintenant l'économie circulaire et les forts liés à l'économie sociale.

Il y a beaucoup de parallèles qui sont faits et c'est vrai que je n'ai pas de notions très, très détaillées. Où s'arrête l'économie sociale et où commence l'économie circulaire? Je pense que les deux sources sont intrinsèquement liées, mais je pense que pour moi, l'économie circulaire c'est vraiment revalorisée, quelque chose qui, à première vue, n'a pas forcément de valeur et ça se fait de plus en plus. A titre personnel, je trouve ça forcément quelque chose de très, très bien et de logique aussi parce que on n'arrête pas de puiser dans les ressources naturelles, d'aller chercher des produits toujours plus loin pour des

marchandises toujours plus loin. Donc, si on peut revaloriser ce qu'on a déjà sur place , c'est bénéfique pour tout le monde. Et souvent, cette matière-là est déjà issue d'un premier processus de production, parfois les plus chers dans certains cas, mais souvent moins cher. Et donc, ça permet aussi de faire des économies.

A titre personnel, je suis totalement pour, nous au travail on le promeut énormément. Quand on récupère des bâtiments, c'est toujours de travailler avec ce qu'il y a dans le bâtiment, avec le matériel qu'on trouve sur place. Des bâtiments parfois qui ont été abandonnés, mais dans lesquels on retrouve des choses qui sont totalement fonctionnelles et qui sont encore ou qui nécessitent que peu d'investissements ou peu de temps pour être réutilisés. Donc, nous voilà dans les bâtiments, on fait toujours un état des lieux quand on rentre. Par exemple, OK, alors il y a encore énormément de machines qu'on peut soit revendre, soit carrément réutiliser ou alors il y a des matériaux, tout simplement des planches en bois. Ça paraît idiot, mais voilà, nous, quand on utilise des planches en bois c'est par quantités astronomiques. Donc, si on peut en réutiliser et en récupérer sur d'autres dans d'autres projets, on le fait. Il faut savoir, par exemple, que j'ai parlé des exemples que je connais le mieux un des projets que je gère, par exemple, à nouveau le Citygate ici à Anderlecht.

On a construit dans le troisième étage des bureaux. Si vous tapez « bi module » sur Citygate sur Internet, vous allez voir. Il y a eu plusieurs petits bureaux qui ont été construits avec uniquement des matériaux de récupération, que ce soit des fenêtres qu'on avait récupéré à gauche ou des bois qu'on avait récupéré à droite. Et voilà, on a pu créer des unités de bureaux d'une vingtaine de mètres carrés, comme des petits bureaux, des petits espaces, mais qui sont qui ont été entièrement construits avec des matériaux de récupération.

A 90%, on va dire, avec des matériaux de récupération et des matériaux qui provenaient du bâtiment qu'on venait de récupérer. Nous, ça nous fait des économies en financière parce que c'est du matériel qu'on ne va pas racheter, mais également au niveau du transport. C'est des économies. En face, c'est bien, c'est bien mieux pour la planète. Si on peut récupérer ce qu'on a à la place de le jeter.

- 3- Considérez-vous que le business model de votre entreprise s'inscrit partiellement ou totalement dans un modèle d'économie circulaire?

Notre fonction première n'est pas de récupérer, on pourrait le voir comme ça, mais le but, ce n'est pas de récupérer un déchet, on essaye de mettre ça au service de nos missions et on essaie de l'inclure au maximum dans notre mission de tous les jours, comme le disait vouloir récupérer un bâtiment vide pour le réactiver. Ça peut être considéré comme récupérer un déchet parce qu'un bâtiment vide, c'est un déchet. S'il reste vide trop longtemps, il va se délabrer. Il va être va être détérioré par des gens qui vont venir abîmer le site. Donc, on pourrait le considérer presque comme un déchet puisque plus personne n'en veut. Et nous, on vient récupérer ces bâtiments et dire nous, on veut en faire quelque chose.

On veut revaloriser le quartier, redonner une nouvelle image au bâtiment, créer une chouette dynamique avec les gens qui habitent autour. On n'a pas réfléchi, en se disant, il faut qu'on soit dans l'économie circulaire. Après, on participe, je pense quand même beaucoup à ce mécanisme-là. Et puis à nouveau, j'ai sous ma responsabilité 150 personnes qui travaillent dans le bâtiment.

Les gens qui travaillent le bois évoquent le métal et la céramique, et tous ces gens-là vont parfois travailler ensemble pour récupérer les déchets des uns pour les autres. Les chutes de bois, par exemple. Chez nous, elles servent toujours à quelqu'un. Il y a toujours quelqu'un qui a besoin d'un petit morceau de bois. Donc, les menuisiers, quand ils ont des planches en bois, et ont terminé d'utiliser, ils vont la déposer. On a un espace qui est réservé à ça dans le bâtiment où ils vont déposer tout le matériel qui pourrait être réutilisé par quelqu'un d'autre. Mais eux n'ont plus l'utilité et alors d'autres vont dans ce sens. Dans cette pièce récupérée, voilà un bout de bois dont ils auraient besoin. Un bout de métal qui aurait besoin, sachant qu'il y a des artistes qui, eux, créent à partir de rien. Et des artistes qui créent vraiment à partir de déchets. Ils vont voir un bout d'un pot de céramique cassé, et eux, ils vont réussir à en faire quelque chose. Nous, on l'encourage en mettant à disposition à des artistes des espaces comme ça.

Où déposer à des recyclerie, des ressourceries où ils peuvent déposer du matériel dont eux n'ont plus l'intérêt, d'une utilité, mais qui pourraient servir à quelqu'un d'autre.

4- Pour vous, quels sont les enjeux majeurs de l'économie circulaire?

Je pense principalement économique et écologique. Économique, on le disait pour les questions de prix achetés des déchets souvent, ça revient à moins cher qu'acheter la matière première. Et puis ça dépend, évidemment il y a des exceptions. En tout, il y a des déchets qui valent de l'or. On le sait, mais je pense que oui. Je pense qu'économiquement, on peut y gagner énormément. Si on récupère du matériel presque gratuit ou gratuitement, c'est forcément intéressant.

Et écologiquement parlant, on sait que voilà, on est en train de puiser dans les réserves de matières premières partout dans le monde. Parfois, on fait venir des matériaux depuis l'autre bout de la planète. Tout ça a un coût écologique qui, je pense peut être réduit par justement la conscientisation à l'économie circulaire, mais je pense que c'est quelque chose qui ne se fait pas encore auprès des grandes entreprises, mais se fait quand même de plus en plus au niveau des particuliers. Je pense notamment à tous les magasins vintage, les friperies. C'est quelque chose qui n'était pas aussi populaire il y a encore dix ans et que voilà, à Bruxelles, on a vu, on a vu apparaître à tous les coins de rue. Je pense qu'il y a quand même une constante conscientisation par rapport à ça. Et je pense que les friperies, c'est clairement un bon exemple pour à la fois, comment dire, a un bénéfice économique.

Souvent, les magasins de friperie sont moins chers. Il y a toujours des exceptions, mais souvent les friperies sont moins chères. Et voilà, on sait que l'industrie du textile est une industrie très, très polluante. Aussi, pour faire du tissu, on consomme énormément pour faire tourner tous les pigments, toutes les couleurs et tout, on consomme énormément. Si on peut réutiliser les vêtements, c'est tout bénéfice pour l'écologie. Voilà ça, c'est un peu les enjeux liés à notre entreprise. On n'est pas là. Je n'ai pas vraiment de réponse toute faite, si ce n'est vraiment financier, c'est-à-dire récupérer du matériel moins cher que du neuf.

5- Quelles ont été vos difficultés lorsque vous avez commencé à basculer vers l'économie circulaire ?

On n'y voit pas forcément de grosses difficultés. C'est vrai que oui. La difficulté, je pense qu'elle est venue après dans le sens où ça s'est démocratisé au début. C'est un point positif et négatif à la fois. C'est que ça s'est démocratisé dès qu'on a vu de plus en plus de structures encourager ça, on a eu un contact il y a pas longtemps avec Triboudi on a Inlimmo ici à Bruxelles. Aussi, ici à Bruxelles, on a Rotor qui font beaucoup de récupération de matériel pour le réinjecter dans le circuit. Donc ça, c'est bien, ça se démocratise. On a de plus en plus de partenaires. Mais après, il y a de plus en plus de gens qui sont qui se lancent là-dedans aussi et donc aussi un peu plus de concurrence. Il y a beaucoup moins de matériel disponible. Et voilà, après, ce que je pense, qu'il y a une grosse difficulté, c'est la sensibilisation des gens. Il y a beaucoup de gens qui ont beaucoup plus facile à jeter quelque chose que le stocké pendant un petit temps, le temps qu'on trouve quelqu'un qui pourrait les réutiliser. Beaucoup de gens vont dire ouais, mais je préfère m'en débarrasser maintenant que de devoir chercher quelqu'un qui aurait un intérêt à le réutiliser quoi. Après, je n'ai pas d'idée comme ça, toute faite de grosses difficultés que nous ayons eu nous ça s'est un peu vraiment imposer à nous. Vraiment, on se retrouvait avec des quantités de matériel qu'on retrouvait dans les bâtiments qu'on récupérait et on s'est dit : mais qu'est-ce qu'on va en faire? Est ce qu'on nous, quand on doit le jeter ? On doit payer les gens pour l'évacuer. Comment est-ce qu'on peut réfléchir à réutiliser ce matériel? On a des exemples très concrets. On avait avant, dans un bâtiment, un immense silo à grains, un immense réservoir. On stockait du grain. Qu'on a dû découper. Il prenait énormément de place, on l'a découpé. Ça a donné des gros ronds. On fait des gros cylindres en matière ..., je ne pourrais pas dire quelle matière sait mais en presque plastiques, on s'est dit, pendant très longtemps, on s'est demandé mais qu'est-ce qu'on va faire de ça? Comment peut-on l'évacuer à moindre coût? Parce que si l'on doit payer quelqu'un pour venir l'évacuer. Ça coûte à nouveau très cher. En fait, on s'est rendu compte tout simplement que si on les déposait sur le sol et qu'on le remplissait de terre, ça nous faisait des potagers.

On pourrait faire des potagers de bout et on a fait tout un potager avec des bouts de silos qu'on a récupérés et qui nous ont coûté le prix de la terre. Mais voilà, la terre coûte moins que l'évacuation des déchets. Et donc, voilà, c'est quelque chose qui nous a pris, au début, on n'était pas familiarisé à ça, on n'était pas habitué à réfléchir comme ça. Et maintenant, on essaye de regarder plus les déchets comme des déchets, mais comme le point de départ d'un nouveau où le matériel pour un nouveau proje.

6- Est-ce que le gouvernement vous aide? Est-ce que vous avez des subventions?

Pas vraiment. On a eu dans l'ensemble on a pas vraiment de subventions on est une entreprise qui fonctionne uniquement sur les investissements privés. Après, pour certains projets, on a des aides. Ça nous est arrivé, par exemple. C'est pour ça qu'on figure sur le site de Be Circular. C'est que on a développé un projet le circle Parc, à Anderlecht, qui était en fait un terrain vague, un ancien entrepôt qui a été complètement rasé.

Et c'était un terrain qui était vide depuis quelques années, qui se trouve juste à côté d'un autre bâtiment à nous. Et on s'est dit nous, mais pourquoi pas activer ce terrain? On sait que ça manque de places à Bruxelles et il y a beaucoup de gens qui sont à la recherche d'espaces. On s'est dit pourquoi pas le réactiver et pouvoir à nouveau le rendre réanimé pour les gens du quartier pour créer quelque chose, y gagner quelque chose et quelque chose de positif.

Et donc là, on a été voir avec Be Circular dans quelle mesure on pouvait travailler avec eux ou collaborer. Et on leur a soumis un projet qui était le Circle parc. Et donc, l'idée, c'est de travailler avec des containers, des containers maritimes, on a été récupérer les containers qui étaient aussi destinés à être détruits. Bon, c'est du métal, donc ça aurait été fondu pour en refaire d'autres containers, je présume. Bref, nous, on les a récupérés pour les transformer en atelier et y installer des ateliers autour de l'économie circulaire.

Des ateliers qui accueilleraient des projets d'économie circulaire et on est maintenant en discussion avec des candidats pour activer ses ateliers. On a perdu beaucoup de temps à cause du covid, le projet a pris beaucoup de retard. Malheureusement, on n'a pas encore beaucoup d'ateliers qui sont actifs, mais on est en train de travailler là-dessus et on espère que pour que d'ici septembre, forcément, là, c'est des vacances. Donc, c'est un peu plus calme et on espère que d'ici septembre, on puisse avoir vraiment une petite communauté de gens qui travaillent vraiment sur des thématiques, sur la circularité. On a par exemple un candidat qui travaille sur la saponification, qui fait des savons en allant récupérer les huiles dans les restaurants des villes, qui ont servi dans les friteuses et des choses comme ça, avec tout un procédé de saponification, il va récupérer. Il va transformer ces huiles en savon. Évidemment, ce n'est pas du savon pour se laver le corps, c'est du savon pour laver les sols, plutôt à destination des surfaces plutôt que du corps. Donc, c'est une manière, au

lieu de jeter ces tuiles, de la transformer, en la réinjecter dans le circuit. Et ça, c'est le genre d'activité que nous, on aimerait bien accueillir sur le Circle parc dès septembre, si c'est possible.

7- Et sur le plan financier? Qu'en est-il de la rentabilité d'une entreprise participant à un système d'économie circulaire par rapport à une entreprise classique?

Selon moi, nous on a, je pense qu'une personne qui a des bons fournisseurs, qui par exemple la personne pour revenir sur cet exemple du savon vu qu'elle est encore, c'est une activité qui est encore débutante, que ça ne se fait pas avec des qu'elle fait ça entre guillemets, à petite échelle. Elle travaille seule et travaille avec des restaurants qui sont déjà sensibles à toutes les questions liées à l'environnement. Elle va pouvoir récupérer toutes ses huiles gratuitement. Donc, pour elle, économiquement parlant. Enfin, financièrement parlant, c'est parfait parce qu'elle va récupérer une grosse partie de sa matière première gratuitement, ce qui n'est pas le cas de d'autres entreprises. Après un nouveau c'est contrebalancé, je pense, avec des organismes comme Rotor qui sont donc spécialisés dans ici à Bruxelles. Je sais pas si vous connaissez une entreprise qui récupère du matériel, qui est destiné à être jeté à gauche, à droite et après, le revend simplement à d'autres partenaires.

Et eux sont vraiment devenus très gros. Et du coup, ils ont on va dire le monopole, la dedans et profite un peu sur les prix. Donc, au final, on se retrouve avec des briques, racheter des briques de seconde main entre guillemets pour 90% du prix d'une brique neuve. Malheureusement, c'est un peu, on est en train de rebasculer dans le schéma de l'économie classique, on va dire avec des produits qui sont destinés à la circularité. Et ça, c'est un peu dommage.

C'est un peu à contrebalancer, mais je pense que voilà pour les gens qui travaillent à petite échelle et qui ont des partenariats solides avec des gens qui sont déjà sensibilisés à cette économie circulaire, y a clairement moyen de récupérer de la marchandise pour beaucoup moins cher, ou pour pas trop cher.

8- Que pensez-vous du rôle du gouvernement belge en matière d'économie circulaire? Contrairement à d'autres pays?

Je ne suis pas suffisamment informé pour me prononcer après, de manière générale, je trouve que la Belgique est parfois assez frileuse. Je ne sais pas si c'est le cas de l'économie circulaire, mais je vais parler de manière générale, la Belgique est assez frileuse dans tout ce qui est innovation.

Parfois, ils n'ont pas le courage nécessaire, le courage politique nécessaire d'être les premiers de tester et de voir. Et parfois, parfois, on se rate, mais parfois, on a aussi des beaux résultats et je trouve que parfois. J'aimerais bien que la Belgique, en tout cas, ait plus ce courage politique de dire: allons-y essayons les choses. Et si ça marche, tant mieux. Si ça marche pas, tant pis, ou au moins, on le sait.

Mais je trouve que c'est trop facile de toujours prendre et attendre que les autres prennent des risques. Et après faire pareil, copier les autres, c'est bien. Mais ce serait chouette d'être une fois celui qu'on copie, quoi. Ça, c'est, mais après voilà, je suis pas suffisamment calé sur l'économie circulaire. Je ne sais pas si, à ce niveau-là, ils sont vraiment bons. Je sais que be circular avec qui nous, on a eu des contacts font quand même un travail assez, voilà. Ils essayent quand même de sensibiliser au maximum. Et voilà, ils font un travail de suivi et ils encouragent aussi pas mal d'entreprises qui ont changé un peu de mode de production, mais au niveau du gouvernement, vraiment, je ne suis pas bien passé, assez bien calé.

9- Et pensez-vous que l'économie circulaire est viable sur le long terme?

Oui, oui, oui, je pense, parce qu'on va toujours créer des déchets, on n'arrivera jamais. Il y a des entreprises qui produisent très peu de déchets. Mais il y aura toujours du déchet qui peut être valorisé. C'est aussi simple que c'est aussi idiot que du café, par exemple, le marc de café qui est maintenant utilisé pour faire des boîtes à champignons. Il y a aussi à Bruxelles une organisation qui récupère du café déchets de café moulu, qui a été fait par dans les bars et dans les grands hôtels et tout ça pour en faire des boîtes à champignons.

Et après ces champignons, on peut les manger. Je pense qu'il y a toujours moyen de revaloriser les déchets. Après tout, tout déchet n'est malheureusement pas valorisable. Et puis, il faut que ça reste aussi intéressant à nouveau financièrement. On ne va pas vendre du déchet au prix de la matière première neuve. Il faut, pour qu'il reste, qui est toujours un avantage économique à travailler avec, à travailler dans le milieu circulaire, je pense.

Mais je pense que oui, il y a moyen. Après, à nouveau à voir ce que nous on va faire, ce que les gens vont faire. Seul l'avenir nous le dira, mais du déchet, il y en aura toujours et qui sera intéressant pour quelqu'un d'autre, ça sera toujours le cas. Il y a toujours quelqu'un qui est prêt à le récupérer. Récupérer ce que nous on jette.

10- Comme dernière question, croyez-vous que la crise du coronavirus a eu un effet sur la consommation des gens ou des entreprises? Ou au contraire?

Oui, je pense certainement que ça a eu un effet sur la consommation après que ça a encouragé l'économie circulaire, ça à nouveau, je ne suis pas bien placé, mais je sais qu'en tout cas, tout ce qui est économie, économie locale, tout ce qui commerces locaux a connu un franc succès pendant le confinement parce qu'on a été confinés et qu'on n'avait pas le choix. Je sais aussi, j'ai lu aussi à plusieurs endroits que cet engouement était un peu redescendu parce que les gens avaient un peu moins de temps que pendant le confinement, que pour aller et chez le fromager et chez le boulanger et chez les charcutiers, et que du coup, on allait, on retourne tous à nouveau en grande surface.

Donc oui, il y a eu clairement un impact sur notre mode de consommation. Après, à nouveau, je pense qu'on fait des erreurs dans la manière de traiter nos déchets. On jette beaucoup trop facilement, on ne sensibilise pas assez à tout ce qui est les alternatives, justement, dans l'économie circulaire. Donc, oui, je pense que oui, c'est clair que le covid a eu un impact là-dessus. Après, on est pas encore dans le post covid, mais est ce que maintenant on n'est pas déjà retourné à la normal? Je ne sais pas et je pense que oui, il y a beaucoup de gens malheureusement qui ont ce réflexe de beaucoup plus rapidement jeter que de transformer ce que la génération de nos parents avait beaucoup moins à l'époque. Quand quelque chose se cassait, les gens démontraient l'appareil, essayaient de

réparer. Puis, s'ils n'arrivaient pas, ils jetaient. Mais après, il y a sans doute un débat. Il y a tout ce qui est maintenant obsolescence programmée, les appareils qui sont faits pour casser, pour nous inciter et parfois, qui sont même rendus irréparables.

On fait tout en sorte que les garanties tombent dès qu'on ouvre un projet, dès qu'on ouvre un objet pour le réparer on n'a plus droit à la garantie parce qu'on a, on aura soi-disant ouvert l'objet. Tout ça, il y a même des objets ou on coule de la colle pour éviter que les composants soient manipulés ou qu'on puisse transformer, réparer tout simplement l'objet. Voilà ça, c'est encore ça encore un autre sujet. Je pense que oui.

Malheureusement, c'est un frein à tout ça, à tout ce qui est économie circulaire et le réemploi de matériaux.

11- D'accord, mais en tout cas pour l'obsolescence programmée. J'ai entendu qu'il y a une loi qui interdisait cela, justement.

Malheureusement, les lois, on le voit et surtout les lois européennes. J'ai l'impression qu'elles sont respectées, mais pas par tout le monde à nouveau. Je pense que les grands puissants Apple, je ne suis pas certains qu'ils ne pratiquent plus l'obsolescence programmée, voilà un nouveau je ne suis pas spécialiste dans le domaine dans ce domaine-là. Mais j'ai du mal à croire que l'obsolescence programmée n'existe plus et ou alors elle est peut-être plus visible ou elle est moins visible. Mais en effet, c'est vrai qu'il y a des lois qui l'interdisent. On n'a plus droit de le faire.

12- D'accord, donc, pour finir, souhaitez-vous ajouter quelque chose avant de clôturer cette interview?

Ca va être très bateau, mais moi, je suis 100% pour l'économie circulaire. Forcément, je pense que c'est aussi une chose qui est très dans l'air du temps est très générationnel. Notre génération, les jeunes sont sensibles à toutes ces thématiques. On a hérité de pas mal de problèmes qui sont dus à des choses auxquelles on n'a pas fait attention pendant des années. Je blâme personne, on aurait agi tout pareil, pareil que nos parents.

Ce n'est pas un conflit de générations, c'est juste un combat contre la nature presque maintenant, je pense que l'économie circulaire a de beaux jours devant elle. Après, il faut, il faut que ça devienne, faut que ça reste quelque chose qui soit assez faut qu'on n'oublie pas l'objectif derrière, qui est quand même le fait de diminuer nos déchets et de les revaloriser, et pas en faire un business comme un autre et avoir des grosses boîtes spécialisées dans l'économie circulaire. Je ne parle pas à nouveau de quelqu'un qui irait récupérer tout le matériel partout et qu'il le prendrait pour 5 centimes de moins que du matériel neuf pour moi, on vient tirer profit de quelque chose qui est à la base n'est pas l'idée du profit dans l'économie circulaire, c'est pas l'argent, mais c'est le bienfait, le bienfait écologique. Je pense que, après, c'est ma vision. Si c'est moi, je vois là derrière. Il ne faut pas que ça devienne trop instrumentalisé.

Si jamais tu as d'autres questions, toujours m'envoyer un petit mail, je peux répondre encore par mail.

Interview avec Anas Ksabi : Conscient

1- Premièrement, pouvez-vous me parler un peu de vous ainsi que de votre entreprise? Quelles fonctions exercez-vous au sein de celle-ci?

Je suis le fondateur de Conscient et donc c'est moi qui fais tout ce qui est rôle de CEO, donc formulations, achats, ce genre de chose quoi.

2- Quelle vision avez-vous de l'économie circulaire? Comment la définiriez-vous très brièvement?

Bon ben alors c'est soit d'essayer de produire le moins possible de déchets, réutiliser les déchets des autres et techniquement ben voilà copier un peu ce que fait la nature en s'inspirant un peu de voilà de ce qui se fait déjà quoi, de ce qui se fait déjà naturellement au sein de notre écosystème, donc c'est plus créer une sorte d'écosystème qui va le moins possible impacter la nature quoi, le moins possible impacter l'équilibre général d'un écosystème.

- 3- Et sur base de votre définition considérez- vous que le business model de votre entreprise s'inscrit partiellement ou totalement dans un modèle d'économie circulaire? Pourriez-vous donner des exemples de principes d'économie circulaire mis en œuvre dans votre entreprise?

Ça dépend de ce que tu définis par partiellement ou totalement. Donc dans le sens où on est une entreprise circulaire puisque nos produits sont produits avec des ressources qui sont renouvelables pour la plupart et on utilise de l'amidon qui n'est pas de l'amidon directement tiré des pommes de terre, mais qui est recyclé d'un déchet commun quoi. Maintenant voilà tout n'est pas cent pour cent circulaire donc il y a des choses, il reste des choses qui ne sont pas circulaires. Tu vois le minéral de SAS, les minéraux qu'on utilise, les charges et tout, ça reste des éléments qui sont non renouvelables, donc je dirais qu'on reste malgré tout partiellement circulaire. Et sinon l'entreprise en elle-même on peut l'estimer comme étant entièrement circulaire quoi. Donc le produit, je parle du produit est partiellement circulaire, l'entreprise en elle-même, elle a comme but d'être circulaire à un maximum quoi. En vérité, en fait le but de Conscient avant c'est de faire des produits qui sont le moins nocifs pour l'être humain d'accord, et le deuxième, d'abord être moins nocif pour l'être humain, la deuxième étape c'est d'être le moins nocif pour la planète et donc ça reste le deuxième objectif pas le premier. Le premier objectif ça reste d'être le moins nocif pour l'être humain, mais souvent ce sont deux hypothèses qui se confortent en elles-mêmes, donc faire l'un mène souvent à l'autre.

- 4- D'accord. Et quels sont les enjeux majeurs de l'économie circulaire pour votre entreprise?

Ici on sait que les peintures c'est un des éléments les plus polluants et les plus nocifs dans notre planète. Donc ça pollue, on dit que, je pense qu'un litre de peinture peut polluer plusieurs centaines de litres d'eau. Donc on a un vrai problème en fait avec ce déchet de peinture, qui en vérité n'est que du plastique fondu quoi. Et donc l'enjeu, il est très important parce que si on arrive à faire une peinture qui soit 100% renouvelable.

Donc l'enjeu, il est extrêmement important. La possibilité de créer des peintures qui sont renouvelables et qui sont biodégradables, ça peut impacter à la fois la nappe phréatique,

à la fois l'environnement ; l'environnement marin mais l'environnement terrestre également, parce qu'il y a des pollutions. Il y a des chantiers qui sont ravagés par ce genre de problèmes et donc l'enjeu primordial non seulement en termes de santé, en termes sanitaires pour les gens, mais également en termes comme je disais en termes d'effets que ça a sur tout ce qui est, tout ce qui est écosystème marin, écosystème terrestre.

5- D'après vous quelles sont les principales difficultés rencontrées par une entreprise qui souhaite s'inscrire dans une démarche d'économie circulaire? Quelles ont été vos difficultés à vous?

Les difficultés ici c'est que le problème en Belgique c'est qu'on a une très grosse difficulté en tout cas avec des fournisseurs belges de se faire prendre au sérieux. Donc ça c'est une très ... Surtout qu'on débute, c'est très difficile de trouver des partenaires, ça reste un des problèmes les plus importants. Des personnes qui sont capables de, qui sont volontaires pour collaborer avec nous. Je pense un des problèmes qui reste le plus principal problème qu'on a en fait, et c'est souvent plus en Belgique que dans les pays limitrophes souvent pour parfois on est obligé même de se fournir un peu aux frontières parce qu'on a ce vrai problème de je sais pas, d'une non-volonté pour collaborer avec des nouveaux entrants de la part d'ici des fournisseurs belges en tout.

6- Et comment avez-vous dépassé ces difficultés ?

Ok, comment on a dépassé ... C'est appeler, insister, c'est comme on dit "grinding", donc c'est vraiment harceler, le harcèlement ça a beaucoup marché. C'est un truc que je conseille à tout le monde. Harceler les fournisseurs jusqu'à ce qu'ils puissent répondre, jusqu'à ce qu'ils sont trop fatigués pour ne plus répondre et qu'ils comprennent très bien qu'ils ont plus d'intérêt à nous répondre puisqu'ils perdent moins de temps à répondre qu'à faire autre chose quoi. Il y a aussi ben voilà, essayer d'étendre ses horizons, essayer d'étendre ses capacités de livraison parfois comme j'ai dit on a dû se livrer en premier temps en dehors des frontières de la Belgique, alors qu'on a des meilleurs produits en Belgique qui sont totalement disponibles. On a dû parfois se fournir par les pays frontaliers. Mais c'est vraiment insister, de trouver la perle rare qui fera qui acceptera de travailler avec nous, ce genre de choses quoi.

7- Sur le plan financier, qu'en est-il de la rentabilité de l'entreprise participant à un système d'économie circulaire?

Ça dépend de quel type de produit on essaie de produire en fait. On a des contraintes supplémentaires quand on essaie de faire un produit circulaire et sain qui fait qu'on n'est pas forcément moins cher d'accord. Maintenant il y a des possibilités. Moi je pense que si on développe, si on ... Allez, si on étend notre chaîne de valeur en étant notre propre producteur ou nous, en recyclant nous-mêmes les déchets rejetés par les usines qui nous fournissent actuellement, d'être plus rentable qu'une entreprise qui le ferait autrement. Mais pour le produit actuel en tout cas, on n'est pas forcément moins cher, on n'est pas forcément plus compétitif on va dire. Notre compétitivité en tout cas ne vient pas du fait qu'on soit circulaire. En fait, il y a un truc qu'on peut dire, je ne sais pas si ça rentre dans cette question-là, mais il y a des arguments marketing qui sont très importants qui nous permettent de nous différencier sans trop de difficultés puisque le marché du circulaire n'est pas encore tout développé en tout cas. On a le marché de l'écologie qui est développé énormément, mais le marché du circulaire n'est pas encore très abouti en tout cas dans tous les pays du monde.

8- Au niveau législatif, quelles sont les normes ou réglementations environnementales qui peuvent entraver l'accomplissement d'un projet axé sur l'économie circulaire ?

Mhm il y a très peu. En tout cas de notre point de vue actuel, on ne fait pas du nutritionnel, on fait de la peinture, il y a déjà très peu de réglementation sur les peintures en général. Puisqu'en vérité, les peintures actuelles c'est du poison pur quoi, c'est un des éléments les plus nocifs qu'on peut utiliser et donc ça fait que ce qui est avantageux pour eux, pour les producteurs de peinture industrielle, avantageux également pour nous puisqu'étant donné qu'il n'y a pas trop de régulations dessus, on peut facilement utiliser. On est assez libre dans nos formulations quoi.

9- Estimez-vous que l'économie circulaire apporte une réelle réponse aux différents problèmes environnementaux ? Ce modèle est-il viable sur le long terme?

Oui moi c'est plus que ça, donc non seulement c'est bien sûr une réponse aux problèmes environnementaux et qu'on n'a pas vraiment d'autres choix actuellement que d'être plus qu'écologie voire circulaire en vérité. C'est une réponse en vérité aussi à ce problème de croissance infinie puisque c'est impossible de produire de nouveaux produits à chaque fois, mais réutiliser...avoir une chaîne de valeur qui réutilise à chaque les éléments qu'elle recycle à 100 % à chaque fois, ça peut permettre de produire... Si je te donne un exemple, c'est que pour l'instant par exemple, si on prend la plupart des produits qu'on utilise, c'est comme si je mangeais une pomme et que je la jetais après. Donc je faisais un mort dessus, je la mort une fois et puis je la jette d'accord. Si on arrive à utiliser la pomme à 100 %, donc à faire en sorte qu'on utilise la pomme à bon escient on se retrouve avec une planète qui peut techniquement produire beaucoup plus que ce qu'elle fait actuellement. C'est ça que je veux dire, donc on a des ressources qui peuvent si elles sont utilisées qui peuvent être ... servir à énormément de personnes, à beaucoup plus de personnes et donc ça peut en fait recréer une nouvelle croissance qui est exponentiellement plus grande que ce qui nous est possible actuellement avec nos moyens de production actuels. Donc c'est une vraie réponse en tout cas au problème économique actuel, c'est une vraie réponse au problème de croissance actuel et au manque de ressources actuel en réalité.

10- Gère-t-on de la même manière une entreprise basée sur le principe d'économie circulaire par rapport à une entreprise classique?

Non. Non. Parce qu'il y a un truc, c'est beaucoup plus difficile dans le sens où il faut prendre en considération, c'est plus une seule vision, c'est une vision à 360° qu'on doit avoir dans le sens où on doit se...on doit commencer à voir non seulement notre but, mais aussi l'impact que notre but a sur différents écosystèmes, différents environnements etc. Si je te donne un exemple, on a récemment remarqué qu' on utilise de la craie belge dans notre peinture. On a récemment remarqué qu'il y a un problème écologique à utiliser de la craie. On est en train de travailler sur une peinture qui pourrait être utilisée, qui pourrait être faite à partir de craie végétale. Donc c'est vraiment ça le principe, la culture

d'entreprise qui est un peu différente, il y a des obstacles qui sont aussi différents parce qu'il faut trouver une nouvelle solution et il faut être conscient de l'impact qu'on a et il faut travailler sur de nouvelles solutions. Il y a, comme je disais, la culture qui est totalement différente puisque tu dois exposer des valeurs et trouver des collaborateurs qui sont prêts à les porter, c'est aussi un peu plus difficile. Mais en soi après pour le reste la finalité est la même dans le sens où tu dois réussir à vendre un produit à la fin quoi. Si ton produit n'est pas vendu, si tu n'as pas de branding derrière, si tu n'as pas tout ce que fait une entreprise normale à titre général, tu ne construis pas grand-chose en vérité.

11- Et la dernière question c'est croyez-vous que la crise du coronavirus a-t-elle eu un incident négatif sur notre manière de consommer ou au contraire a-t-elle été un moteur de changement vers une économie plus durable?

Je vais être très honnête. J'ai tellement bossé cette crise du covid que je ne sais pas vraiment te dire l'impact que ça a eu. Je n'ai pas eu le temps de savoir si ... Contrairement à la plupart des gens, je n'ai pas vraiment eu le temps de sentir une crise ou quoi que ce soit quoi. Je n'ai pas ressenti un véritable changement, je n'ai pas ressenti une prise de conscience. Maintenant les événements d'il y a quelques semaines à Liège et tout ça, je pense qu'eux peuvent avoir, parce que c'est vraiment l'un des premiers impacts directs du réchauffement climatique par exemple et là on peut ressentir directement parce qu'a voilà notre mode de consommation actuel.

12- D'accord. Souhaitez-vous ajouter quelque chose avant de clôturer cet interview?

Non, ça va, ça va. Non ça va, bonne chance en tout cas pour ton mémoire et puis j'étais dans le cas il y a quelques années, je comprends un peu le stress actuel donc bon courage pour ça.

Interview avec Charles-Antoine Kervyn - Batigroup

- 1- Pouvez-vous me parler un peu de vous ainsi que de votre entreprise, quelle fonction exercez-vous au sein de celle-ci.

Je m'appelle Charles Antoine Kervyn et je suis responsable d'un groupe qui s'appelle Batigroup et je suis l'administrateur délégué. Batigroup est une coopérative active dans le secteur de la construction à Bruxelles et Batigroup est la société mère de différentes entreprises dont 2 entreprises dont je suis l'administrateur délégué une qui s'appelle Carodec qui est négoc en matière de construction avec trois points de vente et une autre qui s'appelle Batiterre qui est une filière de réemploi de matériaux de construction et qui est à mon avis la plus pertinent par rapport à votre sujet de mémoire.

Même si en priorité c'est l'impact que la construction a sur l'environnement

Batiterre, c'est une filière de réemploi de matériaux de construction mais dans tout le groupe, on a une occupation, c'est que le secteur de la construction est extrêmement lourd à plusieurs titres, titre de santé du secteur et des ouvriers particulièrement sur chantier mais ça c'est une problématique plutôt environnementale ou plutôt sociale et puis une pratique une priorité environnementale qui est donc de trouver des alternatives aux matériaux classiques qui sont moins lourds pour la planète en termes de ressources en termes d'économie locale etc. Dans le groupe, il y a 6 entreprises différentes toutes actives dans le secteur de la construction.

- 2- Quelle vision avez-vous de l'économie circulaire comment la définiriez-vous?

Pour moi, c'est la préoccupation de se dire que surtout dans le secteur de la construction qu'il n'est pas nécessaire de toujours vouloir produire plus, qui a énormément besoin en termes de rénovation du bâti principalement en ville et que plutôt que de démolir et de jeter,

il y a moyen de réutiliser ce qui a été démonté soit dans le même objectif, c'est-à-dire, on démonte une brique on la réutilise en tant que brique, soit pour en faire autre chose et

donc l'économie circulaire se préoccupe du cycle production, mise en œuvre, déchets et qui fait que le déchets peut rentrer au niveau de la nouvelle construction.

- 3- Sur base de votre définition considérez-vous que le business model de votre entreprise, celle que vous m'avez citée, s'inscrit partiellement ou totalement dans un modèle d'économie circulaire?

Totalement

- 4- Pouvez-vous me donner des exemples de principes que vous avez mis en œuvre?

De principe non, de réalisation oui. Voilà, allez voir sur le site de batigroup et vous verrez que les éléments qui ont été démontés sur le chantier sont revalorisés dans d'autres types de chantier parfois pour le même usage parfois pour d'autres d'usage. Voilà, les problématique, vous décriviez trois freins que vous avez identifié etc c'est clair qu'il y a ceux-là mais pour moi il y a un frein dont je ne sais pas si vous avez parlé dans votre mémoire mais qui est la problématique que le secteur n'est pas encore confiant aux urgences et que donc on arrive toujours à avoir des difficultés à remettre dans le circuit des matériaux qui ont été démonté pour les problèmes de certification pour des problèmes urbanistique et donc les freins sont vraiment très nombreux et un des freins et non le moindre c'est le changement des mentalités qui est nécessaire. Or le secteur de la construction n'est pas dans sa majorité un secteur qui est fort tourné vers les innovations, ça tend à changer maintenant mais il y a encore énormément d'architectes de maître d'œuvre qui ne sont absolument pas conscients et conscientisés aux enjeux.

- 5- Donc je pense que vous avez répondu à la question des enjeux majeurs de l'économie pour votre entreprise, c'est la conscientisation, les gens ne sont pas encore conscients qu'il faut changer. La question suivante : D'après vous quelles sont les principales difficultés rencontrées par une entreprise qui souhaite s'inscrire dans une démarche d'économie circulaire ?

Ben oui, voilà des difficultés financières, législatives, il n'y a pas de cadre réglementaire pour la recertification, des difficultés au niveau coûts des espaces de stockage et particulièrement ici à Bruxelles quand on fait du démontage on doit pouvoir stocker pour soit remettre un traitement sur le matériau que ce soit du nettoyage que ce soit du reconditionnement. Comme ce sont des matériaux très divers, ça demande de la place pour être stocké. Et le prix du mètre carré est vraiment très cher pour ce genre d'activité. Donc ça c'est des obstacles auxquels on est confronté tous les jours. Les autres obstacles, je vous en ai parlé c'est que pour le moment c'est encore une niche du secteur et qui a tout à faire.

6- Comment avez-vous dépasser ces difficultés avec des aides, des personnes de connaissances ?

Donc c'est un sujet qui me préoccupe depuis de nombreuses années. En 2017, on a décroché un premier Be Circular pour faire toute l'étude et toute la faisabilité. Avec ces moyens-là, on a défini un business model, on a fait le plan financier, on a réalisé une année de test grandeur nature et puis l'année passée au mois d'août, on a créé l'entreprise, l'entreprise et aller chercher un nouveau subsidie. Be circular a de nouveau été lauréat pour compléter ce qui avait été initié et maintenant on travaille sur le côté normatif également en lien avec d'autres entreprises, un bureau d'études et un entrepreneur pour justement essayer de mettre au point une caractérisation des certains matériaux qu'on remet en œuvre pour pouvoir faciliter la commercialisation dans un deuxième temps.

7- Sur le plan financier, qu'en est-il de la rentabilité de l'entreprise?

Pour le moment c'est pas rentable, on survit grâce aux deux Be Circular qu'on a mis en place, maintenant notre plan financier montre une rentabilité à 5 ans, on espère au vu des éléments très encourageant y arriver au bout de 3 ans voilà, on a réalisé un engagement il y a 2 ans, 2 équivalent temps plein actuellement qui travaille sur le projet, c'est dans l'entreprise. On réalise un troisième engagement maintenant au mois de septembre et la force c'est que Batiterre fait partie d'un groupe et que quelque part c'est le groupe qui subsidie l'activité pour le moment parce que pour nous, on pense que c'est vraiment

important comme enjeu. Nos coopérateurs nous soutiennent et donc on fait tout pour que cette activité puisse subvenir à ses propres besoins le plus rapidement possible.

8- Existe-t-il des limites législatives pour accomplir vos projets ?

Bien sûr, vous démonter les châssis, vous voulez les mettre en œuvre dans un nouveau bâtiment, si le nouveau bâtiment, les prescriptions urbanistiques et le permis a été délivré pour certains types de châssis et vous ne les trouvez pas en réemploi mais tout simplement vous ne pouvez pas les mettre en œuvre. Vous démontez un appareillage électrique, vous devez pouvoir le recertifier avant de pouvoir le remettre en œuvre dans des projets d'envergure. Vous démonter un isolant, vous voulez le remettre en œuvre, si vous n'avez pas de caractérisation de l'isolant, il peut pas rentrer dans le cadre d'un nouveau calcul de PEB. Donc des exemples comme ça on en a des dizaines et c'est ça que je vous dis que pour le moment la plus grosse des priorités, c'est vraiment conscientiser tout le secteur de l'urgences et de faire en sorte que le cadre réglementaire puisse suivre. Or aujourd'hui c'est dans les intentions des politiques. Mais le cadre réglementaire n'est pas encore prêt. Pourquoi est-ce que quand vous achetez un vêtement de seconde main vous payez une TVA à 6 % pourquoi est-ce que quand vous rachetez un matériaux de construction qui a été déjà mis en œuvre sur lequel on a déjà payé une TVA à 21 % vous devez repayer une TVA à 21%.

9- Donc vous dites qu'il faut changer la TVA.

Il faut que comme pour le secteur du textile comme pour le secteur des matériaux du mobilier dans les ressourceries il faut que le matériau de réemploi puisse bénéficier d'une TVA 6 % mais ça ce sont des dérogations qui doivent se passer non pas au niveau fédéral mais au niveau européen. Et donc c'est des enjeux c'est du lobby qu'on est occupé à faire avec la Fédération des ressources qui est la Fédération qui fédère le secteurs de l'économie sociale qui dans le réemploi entre autre et donc ce sont tous des dossiers sur lesquels, on travaille en parallèle pour rendre ces modèles économiques viable. Pourquoi aujourd'hui ça n'existe pas ? Je pense qu'au niveau réemploi, déconstructions. Moi, je connais 3 entreprise en Belgique, il y en a que trois alors qu'il y a vraiment une pertinence économique parce que les freins sont beaucoup trop nombreux, le jour où on aura lever

ces freins-là y aura d'autres acteurs qui vont aller sur ces marchés là et c'est tant mieux parce qu'il y a tellement à faire.

10- Et vous savez me citer les trois entreprises?

Rotor et retrieval et batiterre. Il y a peut-être du côté néerlandophone que je ne connais pas mais au niveau de Bruxelles et en Wallonie, on est trois et on collabore ensemble parce qu'on est sur des marchés différents et complémentaires.

11- D'accord et estimez-vous que le gouvernement fait assez d'efforts?

Non non, je vous l'ai dit. C'est à vous les étudiants qui vous intéressez à ces questions-là, a vraiment marteler et vraiment dire que c'est une urgence et qu'il faut aller vers cette direction-là et donc c'est pour ça que je prends le temps avec n'importe quel étudiant et je peux vous dire que je suis extrêmement sollicité parce que je trouve ça primordial que les jeunes dont vous faites partie soit sensibilisé à ces questions-là et s'intéresse à ces questions, c'est fondamental et c'est vraiment génial que vous ayez cette envie de consacrer une partie de vos études sur ce sujet-là, mais il y a encore tellement à faire, il faut vraiment marteler les choses. Les profs eux-mêmes n'en sont pas conscients.

12- Estimez-vous que l'économie circulaire apporte une réelle réponse aux différentes problématiques environnementales pour le secteur de la construction?

Oui, c'est le secteur que je connais et qui me tient à cœur mais l'économie circulaire que ce soit au niveau de l'alimentaire que ce soit au niveau du vêtement que ce soit.. Oui, je pense que c'est vraiment une nécessité de faire en sorte qu'on consomme mieux. Et pour consommer mieux, il faut jeter moins parce que chaque déchets qu'on produit est un mauvais déchets.

13- Selon vous gère-t-on de la même manière une entreprise qui est ancrée dans l'économie circulaire par rapport à une entreprise classique?

Pour moi les réalités, les réalités sont les mêmes, on doit être rentable, pouvoir offrir des emplois de qualité en ayant le plus grand impact possible sur son environnement et je pense que l'économie circulaire, il répond parfaitement à ces enjeux-là et probablement mieux que certaines autres.

14- Croyez-vous que la crise du coronavirus a-t-elle eu une incidence sur la manière de penser de la population?

J'espère honnêtement mais ce matin en écoutant les informations, il y avait une interview d'un scientifique ou d'un académique mais qui disait qu'en définitive l'impact de la réduction de la consommation et des déplacements etc d'un point de vue environnemental , c'était pas.. J'ai l'impression qu'on recommence dans le même truc quoi. Et donc c'est ça qui est désolant et quand on voit des catastrophes, j'imagine que vous suivez les informations en Belgique. Mais même en Chine ou au Japon, il y a aussi des inondations incroyables. Voilà, je pense qu'à un moment donné tout ça fait partie de ce sont des symptômes de notre planète qui vont mal et dont on prend pas suffisamment soin.

Je voudrais bien répondre à votre question en disant " ben oui, on a pris conscience etc" mais honnêtement, c'est pas vraiment ce que j'observe même s'il y a plein d'initiative qui vont dans le bon sens, il y a plein de choses qui bouge mais c'est encore trop anecdotique à mes yeux.

15- D'accord, pour finir souhaitez-vous ajouter quelque chose d'important à me dire ou quelque chose que vous tenez absolument.

Il est important de se pencher sur ces problèmes là et a fortiori dans des écoles de management.

Interview avec Marie Verkaeren : Cyclo

- 1- Pouvez-vous me parler un peu de vous ainsi que de votre entreprise, quelle fonction exercez-vous aussi celle-ci?

Donc moi je m'appelle Marie Verkaeren, je suis coordinatrice chez Cyclo et donc en tant que coordinatrice, je m'occupe avec trois autres coordinateurs de la gestion de l'entreprise et de sa direction. Mon domaine plus particulièrement, c'est tout ce qui concerne les projets, les partenaires et le suivi de la politique vélo à Bruxelles de manière générale, j'ai un autre collègue qui s'occupe de la gestion opérationnelle de tous nos ateliers une collègue qui s'occupe de la partie ressources humaines et insertion socioprofessionnelle et on a aussi un 4ème coordinateur qui s'occupe de la gestion financière de l'entreprise, Cyclo c'est une entreprise de plus ou moins 70 travailleurs. On a un projet d'insertion sociale professionnelle et on a une mission d'exploitation d'atelier vélo à Bruxelles avec plusieurs ateliers dans plusieurs domaines et dans ce cadre-là on produit aussi des vélos de seconde main, on a la mission qui nous est confié par la Région bruxelloise de gérer le dépôt des vélos retrouver c'est à dire que les vélos qui sont abandonnés dans l'espace public, on les récupère si ils sont pas réclamé par leurs propriétaires après 3 mois, on peut les rénover, les réparer et les revendre. Soit au grand public, soit à des associations ou des écoles qui constituent des flottes de vélo et on reçoit aussi beaucoup de dons de particulier ou entreprise ce qui fait qu'on a un projet d'économie circulaire autour du vélo, on a une équipe dédiée qui est en insertion socioprofessionnelle qui produit des vélos de second main et qui les vend.

- 2- Quelle vision avez-vous de l'économie circulaire et comment la décririez-vous très brièvement?

Pour Cyclo, en tout cas en ce qui concerne le vélo pour nous, l'économie circulaire c'est quelque chose de vraiment centrale en fait dans le travail qu'on fait tous les jours par plusieurs aspects donc parce qu'on rénove des vélos qui nous sont donné dans l'espace public pour leur donner une deuxième vie et aussi parce que dans le cas de nos ateliers, on répare les vélos et donc notre vision de l'économie circulaire, c'est qu'un vélo si on en

prend bien soin d'un peu prolonger sa durée de vie presque à l'infini en fait, on peut toujours réparer les pièces. Et dans ce cadre-là, on est aussi, on veut faire la promotion du vélo simple par rapport au vélo très technologique avec une assistance électrique avec des cadre en carbone, des pièces du coup qui sont plus complexe et qui ne peuvent pas être réparé, nous dans le cas de notre travail, on promeut vraiment comme utile de déplacement le vélo simple que chacun peut réparer lui-même et si les gens veulent pas le réparer eux-mêmes, on peut le réparer pour eux. Et des vélos que voilà qui sont réparés, revendu, il y a un marché, une demande pour le vélo de seconde main.

- 3- Sur base de votre définition considérez-vous que le business model de votre entreprise s'inscrit partiellement ou totalement dans un modèle d'économie circulaire pourriez-vous donner des exemples de principes d'économie circulaire mise en place dans votre entreprise ?

C'est vraiment pas partiel, c'est vraiment centrale c'est ce que je venais de dire parce que à côté de tout la réparation de vélo de second main qui est du reconditionnement, le grand public peut vraiment très facilement identifier que c'est de l'économie circulaire on prend des vieux vélos on les rénove, on les vend, à côté de ça on considère que la réparation des vélos c'est aussi l'économie circulaire on considère que les cours de mécanique vélo qu'on donne aux cyclistes pour qu'ils apprennent eux-mêmes à bien prendre soin de son vélo c'est aussi une démarche de l'économie circulaire puisque c'est si les gens réparer leur vélo eux-mêmes, les entretiennent ça veut dire qu'il vont pas aller acheter un vélo eux même. On promeut cette démarche auprès des clients. On a aussi cette mission de soutien aux ateliers participatifs de quartier, c'est aussi une démarche qui vient renforcer cette économie circulaire parce qu'on forme des partenaires à avoir la même démarche que nous par rapport à l'économie circulaire, je dirais que c'est plus que de la production de vélo de second main.

- 4- Quels sont les enjeux majeurs de l'économie circulaire pour votre entreprise ?

On est une entreprise, une association, on est une entreprise social et démocratique, on reçoit des subside dans le cadre de l'économie sociale, on reçoit des subsides dans le cadre

de notre mission mobilité, donc ça veut dire qu'on est très dépendant des subsides qu'on reçoit et qu'on peut avoir cette démarche par rapport à l'économie circulaire parce qu'on est subsidier et donc pour moi la première chose qui me vient à l'esprit, c'est que je pense que ça serait très compliqué de ne pouvoir faire cette activité si elle n'était pas subventionné par les pouvoirs publics parce qu'en fait elle est très peu rentable ce qu'on fait par rapport au vélo ça prend beaucoup de temps ça demande beaucoup de main d'œuvre et ça a vraiment du sens parce qu'on est dans un cadre de formation d'économie sociale etc. Mais si on devait le faire en dehors de ce cadre de financement, en fait ce ne serait pas viable je pense d'un point de vue économique.

5- D'après vous quelles sont les principales difficultés rencontrées pour une entreprise qui souhaite s'inscrire dans une démarche d'économie circulaire ?

Bon pour moi c'est ça, c'est la question de la rentabilité parce que le temps qu'on va passer à réparer un vélo si on devait le facturer à l'heure d'un marché classique ben ça ferait des vélos de secondes mains qui sont aussi cher que des vélos pour les clients, c'est mêmes souvent plus cher que d'aller chercher un vélo chez Décathlon et je pense que c'est vrai pour le vélo mais c'est probablement vrai dans tous les secteurs de l'économie circulaire. C'est-à-dire que les personnes qui font un produit d'économie circulaire doivent vendre une histoire, un principe, un engagement avec ce qui produit parce que sinon pour le public cible pour la clientèle ça paraît cher.

6- Et au niveau législatif il y a-t-il des lois qui vous empêchent de faire ce que vous voulez ?

Non, dans le cadre de nos activités, on ne voit pas nécessairement de blocage. J'imagine que c'est possible dans d'autres secteurs. Mais nous c'est ok. Par contre, on a besoin, on a une démarche vis à vis des pouvoirs public, c'est que dans les déchets lié à la mécanique vélo, il y a énormément de chambre à air et de pneus donc pour les chambres à air, on a trouvé un système pour qu'elle soit reprise par les fournisseurs de chambre à air neuf, mais pour les pneus c'est pas le cas alors qu'il a tout un système de collecte et de reprise qui est organisé pour les pneus des voitures et des camions pour les pneus de vélo, c'est

pas le cas et donc là, je pense que si on veut aller un peu plus loin dans une meilleure gestion des déchets et des ressources, ça serait bien que les pouvoirs publics se penchent sur la question du pneu vélo.

7- Donc votre seul déchet pour le moment ce sont juste les pneus ?

Non, on a des métaux et pour les métaux, il y a une filière qui existe mais voilà, on a des déchets, on ne peut pas valoriser toutes les pièces du vélo mais je pense que les filières existantes sont pas mal, c'est juste que pour les pneus vélo il y'en a pas.

8- Estimez-vous que l'économie circulaire apporte une réelle réponse aux différents problèmes environnementaux, ce modèle est-il viable sur le long terme ?

L'économie circulaire, c'est quelque chose d'incontournable si on veut répondre aux problèmes environnementaux. En soi, l'économie circulaire ne va pas solutionner tous les problèmes environnementaux loin de là mais concernant la gestion des ressources, des déchets, c'est une option qui est incontournable en fait pour notre société. D'en appliquer les principes et les progrès dans toutes les facettes de notre société.

9- Selon vous gère-t-on de la même manière une entreprise basée sur le principe de l'économie circulaire par rapport à une entreprise classique ?

Non, je ne pense pas. Je ne pense pas qu'on puisse gérer de la même façon parce que déjà il n'y a pas à cette rentabilité économique en tout cas pas pour le moment, on ne peut pas gérer une entreprise basée sur l'économie circulaire de la même façon qu'une entreprise.

10- Donc dans votre secteur qui est le vélo sans les subsides, ce n'est pas viable ?

Le reconditionnement de vélo, la réparation de vieux vélos à un prix acceptable pour le grand public, ce n'est pas faisable sans des subsides.

11- Croyez-vous que la crise du coronavirus a-t-elle eu une incidence négative sur notre manière de consommer, ou au contraire, a-t-elle été un moteur de changement vers une économie plus durable ?

J'espère que oui, mais c'est difficile à juger dans le cadre du vélo. C'est vrai qu'après le confinement de l'année passée, beaucoup de gens ont commencé à faire du vélo et à acheter des vélos. La vente de vélo qu'on organise ça a beaucoup de succès. Après il y a plus grand-chose là-dedans, il y a le fait que des personnes peut-être aurait voulu acheter un vélo neuf et on est en rupture de stock au niveau des vélos neufs et donc se rabattent sur le vélo de seconde main et puis il y a les personnes qui ont vraiment un engagement qui veulent un vélo de seconde main c'est difficile de faire la différence entre les deux.

Je pense que comme toutes les crises ça aide à une prise de conscience dans la société et puis après il faut voir ce que les gens font. C'est difficile pour moi de juger ça. C'est ce qui est certain c'est qu'au niveau du public à Bruxelles, il y a un énorme intérêt pour le vélo de seconde main. Il y a de plus en plus de cyclistes à Bruxelles, ça c'est une réalité et il y a des personnes qui sont intéressées par les vélos neuve et les nouvelles technologies et puis il y a toujours un public qui est demandeur de vélo issu de l'économie circulaire. On n'a aucun mal à vendre nos produits, on a toujours beaucoup de travail. La demande est là, c'est certain et oui, elle a probablement augmenté.

12- Merci beaucoup. Je pense que j'ai assez d'éléments pour mon travail et souhaitez vous ajouter quelque chose avant de clôturer cette interview ?

Bonne chance pour votre travail. J'espère que tout va bien se passer.

1- Premièrement, pouvez-vous me parler un peu de vous ainsi que de votre entreprise? Quelle fonction exercez-vous au sein de celle-ci.

Donc nous on est une coopérative maraîchère, on produit des fruits et légumes tout en bio ici en Anderlecht on fait de l'agriculture urbaine ici dans la périphérie bruxelloise, ça c'est notre cœur de métier, cultiver les fruits et légumes à côté de ça, on fait diverses activités parce qu'on a aussi un secteur de pédagogie où on propose une formation en maraîchage entrepreneuriat durable en alimentation là on a une série de personnes qui suivent une formation chez nous pour apprendre notamment le maraîchage comment développer sa propre boîte là-dessus, ça c'est un second volet un troisième secteur on propose des bacs de culture où les compostières sont avec du plastique recyclé.

Dans ce volet là c'est une personne à charge mon collègue qui pour des personnes qui soit installé dans leur jardin sur la terrasse ou en extérieur des bacs de culture ou même des compostières pour recycler leurs déchets, ils ont cette possibilité là aussi chez nous.

Ça c'est encore un autre secteur et enfin le dernier encore développé c'est le secteur dont moi je m'occupe, la collecte de déchets organiques où là on propose un service de recyclage des déchets organiques pour les professionnels exclusivement les professionnels ça comporte des cantines, des restaurants, des écoles, des bureaux même où on collecte leurs déchets, on ramène sur un de nos potager, on a deux potager à Anderlecht et sur ce potager on va composter ces déchets organiques pour en faire du compost et ainsi valoriser ce composte dans nos terres.

Ça c'est les différents volet qu'on fait on est une coopérative donc on fonctionne avec une série de coopérateur qui dès le départ investisse dans la coopérative ou participe même à un certain activité, moi mon rôle dans tout ça c'est une partie c'est de gérer le projet de collecte des déchets organiques. C'est toute une mise en place de ces collectes de déchets organiques, j'imagine qu'on y reviendra plus tard parce qu'en terme d'économie circulaire c'est un des plus touchés on va dire je crois. Mon second rôle c'est que je fais tout là ou en

très grande partie la logistique c'est à dire je planifie des préparations de commande, les livraisons donc je fais un peu le suivi du produit chez nous quand il est produit on le stock etc je fais ce suivi là jusqu'à au client mais ça nécessite toute une série d'opération que moi je planifie ou que j'orchestre un petit peu pour pouvoir arriver à destination des clients et répondre aux commandes.

2- La deuxième question c'est quelle vision avez-vous de l'économie circulaire, comment la définiriez-vous très brièvement?

Je crois que c'est essayer de tourner finalement vers une économie qui est plus dans cet aspect de durabilité où on veut arriver à plutôt utiliser les ressources qu'on a à disposition ou de transformer des déchets ou autre en des choses valorisables et donc de passer vers cette dynamique-là plutôt que vraiment d'aller vers un système qui va être une économie dite linéaire où là, on part d'une ressource pour arriver à un produit final jusqu'au déchets sans arriver à se dire qu'on peut valoriser et augmenter ou optimiser nos systèmes, ça c'est comme je le définirais moi l'économie circulaire.

3- Considérez-vous que le business model de votre entreprise s'inscrit partiellement ou totalement dans un modèle d'économie circulaire ? Pourriez-vous donner des exemples de principes d'économie circulaire mis en œuvre dans votre entreprise ?

Totalement, c'est très difficile de répondre parce que c'est la nuance entre comment on va décrire cette économie circulaire. Maintenant, je crois qu'on s'inscrit en grande partie déjà parce que rien que dans notre système par exemple comme on a plusieurs activités différentes par exemple, on a un système de compostage. On fait de la production alimentaire cette production alimentaire ce qui est bien c'est qu'on le valorise si on a des pertes déjà dans notre seconde activité qui est le compostage donc qu'on voit qu'on a plein d'interconnexion, on s'inscrit plus en plus de manière très forte dans ce genre d'économie circulaire.

4- Quels sont les enjeux majeurs de l'économie circulaire pour votre entreprise ou pour votre secteur ?

Je vais les redire, il y en a deux essentiellement. Le premier c'est le financier avant tout il faut pouvoir avoir une forme d'input pour lancer ce genre de projet. Ce qui a été le cas pour be Circular avec be Circular 2018 si je me trompe pas où là on a été financé, cofinancé pour justement développer notre projet de collecte de déchets organiques et encore maintenant, on a du mal à subvenir à tous nos besoins parce que c'est ça ça coûte très cher et même avec les services, c'est pas toujours adapté même s'ils sont des services payants, ça fait pas toujours tout parfois c'est difficile de s'y retrouver. Un autre enjeu qu'on a rencontré en tout cas pour la collecte des déchets organiques c'est au niveau des législations, donc là on voulait recycler brièvement des déchets organiques de type sous-produits animaux.

Mais c'est très réglementé voir même interdit dans certains cas ce qui pose énormément problème si tu imagines un restaurant qui fait de la viande même des œufs soit des gâteaux ou quoi que ça soit et ben dans une poubelle tout organique, tu termines ensemble et donc ça pose problème car c'est des sous-produits animaux donc on peut pas composter

5- Y-a-t-il une raison pour les interdire ?

La raison, c'est historique, ça a été les problèmes avec par exemple la maladie de la vache folle et tout ça. Tout ça a fait qu' historiquement y a eu une crainte y a eu des lois qui ont été mis dessus pour dire on peut pas faire n'importe quoi avec ces déchets vaut mieux les brûler. Comme ça on a plus de soucis, plus de maladies mais on commence à rentrer dans un système où on épuise trop nos ressources et donc on retourne vers une revalorisation mais il faut lever des leviers qui maintenant sont un frein pour nous, donc certaines lois.

6- Qu'en est-il de la rentabilité d'une économie circulaire par rapport à une entreprise classique ?

Oui, ben voilà, Il y a un aspect difficile dans un premier temps à mettre en place, sans cofinancement je pense pas que ce soit possible de lancer ça sauf si tu es dans une dynamique une boîte qui fonctionne bien. Voilà, la rentabilité, c'est toujours une question

de quel prix les personnes sont prêt à mettre, nous malheureusement on offre un service qui reste relativement cher finalement parce que sans ça on sait pas rendre le projet rentable et donc on est moins compétitif que d'autres entreprises qui pourrait le faire et qui le propose déjà par exemple. Ce qui rentre directement dans des difficultés également parce que alors si le projet, on sait pas finalement avoir deux clients pour ça c'est plus nécessaire de le faire non plus.

7- Qu'en pensez-vous du rôle du gouvernement belge en matière d'économie circulaire?

Le gouvernement belge c'est déjà plus vaste, par rapport à notre projet sur le compostage aussi parce que c'est plus mathématiques en France, ils sont quand même un peu plus mieux développer plus avancé sur la législation le développement de pouvoir avancer sur ce genre de projet, revaloriser plus de déchets par exemple. Maintenant, je suis sûr que niveau belge, je pense qu'on a sur d'autre partie des bons développements maintenant quand on voit au niveau Bruxellois plus au niveau de la région fédérale mais Bruxelles est quand même très investi dans cette transition, quand on voit Bruxelles environnement, il essaie de plus en plus de valoriser des secteurs d'alimentation durable, secteur de revalorisation de déchets de ces deux pôles là, il y a eu des facilitateur qui n'ont été mis en place mais voilà, ce sont des liens téléphoniques ou de contacts où n'importe qui peut prendre contact pour avoir des renseignements. C'est quand même très bien parce que c'est un moyen de sensibilisation donc on voit que ça bouge, il commence à mettre des financement comme be Circulair également qui est un des premier à financer des projets d'économie circulaire et qui depuis que ça a débuté en 2015-2016, ça a pris une ampleur assez importante, chaque année y a un peu plus donc ça marche, c'est une belle exemple à Bruxelles.

8- Donc vous voulez dire que les citoyens sont de plus en plus conscients de l'économie circulaire ?

Je pense que ça prend, on entend de plus en plus parler, peut-être parce que je suis dedans donc j'entend plus souvent. J'ai l'impression que comparé il y a 3-4 ça a pris plus

d'envergure. Grâce à Bruxelles environnement qui met en place des choses pour qu'en entend parler.

- 9- Estimez-vous que l'économie circulaire apporte une réelle réponse aux différents problèmes environnementaux ? Ce modèle est-il viable sur le long terme?

C'est toujours difficile je crois qu'on peut, il faut essayer, il y a des période où on essaye de mettre d'autre choses en place, il y a des système qui ont fait leurs preuves et qui arrive à tourner une entreprise en économie circulaire en tout cas partiellement. Je pense qu'il y a un intérêt bien que ce ne soit pas parfait, on est dans un système plus valorisant et ça fonctionne. Pour pouvoir dire si tout le monde peut y vivre, je pense que c'est trop tôt encore pour le dire.....

Interview avec Emmanuel van der Plancke : Mon cafetier

- 1- Pouvez-vous me parler un peu de vous ainsi que de votre entreprise, quelles fonctions exercez-vous au sein de celle-ci?

Je suis fondateur et administrateur et unique employé de la société.

- 2- Quelle vision avez-vous de l'économie circulaire comment la définiriez-vous très brièvement ?

L'économie circulaire, c'est celle qui veille à éviter le maximum d'intrant dans un système que le processus de business utilise le moins possible de ressources type matière première énergie non-renouvelable, non réutilisable recyclable dans le processus.

- 3- Sur base de votre définition considère que le business model de votre entreprise s'inscrit partiellement totalement dans un modèle

d'économie circulaire et pouvez-vous m'expliquer en quoi consiste votre business ?

Totalement, ça sera difficile parce qu'il y a certaines contraintes notamment dans tout ce qui est production d'équipement où on ne maîtrise pas la chaîne d'approvisionnement de A à Z donc c'est difficile. Mais par contre oui un des modèles que j'essaie d'appliquer, c'est en fait deux modèles le premier c'est celui de l'économie de la fonctionnalité donc je mets à disposition des machines qui ne sont pas achetées par les utilisateurs, ce qui fait que moi j'ai intérêt à garantir le maximum de durée de vie et quelque part aligner mes intérêts avec ceux du consommateur en évitant d'accélérer cycle de vente et de jouer dans le jeu de l'obsolescence programmée. L'autre point c'est ce qui est livraison de fournitures de café, donc j'utilise un principe du circuit court pas tellement le sens que le café fait pas de trajet parce que le café vient toujours des tropiques donc il doit venir par bateau, c'est difficile de faire, d'éviter ça, même si on peut en réduire l'Impact par contre, on évite le nombre maximum d'intermédiaire dans la mesure où j'importe le café via un importateur et puis nous on fait nous-même la production, la transformation et la distribution du café directement chez nos clients. Donc on a pas de réseau de distribution, on passe pas via le retail, directement en vente directe par internet et par forme d'abonnement de café qui est livré directement de notre magasin vers les clients finaux.

4- Quels sont les enjeux majeurs de l'économie circulaire pour votre entreprise, vos difficultés, les obstacles ?

Alors les difficultés, on ne contrôle pas tout ce qui se fait en amont donc on peut pas garantir qui est toujours une circularité notamment par exemple les machines qu'on loue en fin de cycle elle vont quand même contenir des déchets non facilement revalorisable comme du plastique essentiellement et donc forcément, on sera pas tout à fait dans la circularité même si on peut essayer d'améliorer ça et par contre c'est plus au niveau des modèles de financement, c'est parfois difficile parce que l'économie de la fonctionnalité, c'est un business qui est capital intensive, on doit investir dans les machines à la place du client et c'est seulement sur le long terme qu'on en tire la rentabilité et jusqu'à présent les modes de financement classiques sont pas tellement adaptés à ce genre d'utilisation. Et donc ça peut être un frein à la croissance parce qu'il faut quand même lever beaucoup

de capital et il y a beaucoup d'argent à dépenser avant de rendre un système comme celui-là rentable quelque part.

5- Comment avez-vous dépassé ces difficultés ?

En cherchant des actionnaires, qui était prêt à investir dans le modèle et qui y croyait et donc maintenant, on est encore en discussion aussi avec des sociétés pour financer sous forme de leasing opérationnelle mais la difficulté c'est qu'une partie de nos clients sont des particuliers et que le leasing en général, on devrait faire un leasing de notre propre parc et comme voilà financièrement, on est encore jeune, je dirais que c'est difficile de trouver un partenaire qui est d'accord de nous financer pour tout ce qui est des machines et on doit faire appel au crédit classique et ça c'est même problème aussi. C'est qu'aujourd'hui on a pas des rentrées énorme pour garantir la solvabilité, la capacité de remboursement et donc du coup les opérateurs sont parfois un peu frileux pour payer. Est-ce qu'on a réussi à contourner ? Partiellement oui, mais pas tout à fait donc il y a d'autres écailles qu'on doit lever.

6- Vous dites que sur le plan financier, la rentabilité est négative au début ?

En fait, il faut attendre une masse critique, ici on est une société qui a débuté sur le modèle de l'économie circulaire de la fonctionnalité donc en démarrant de rien et que donc le point de breakeven c'est celui auquel à partir du moment tous les loyers des machines peuvent couvrir nos frais opérationnelle et c'est pas encore le cas.

7- Au niveau législatif, quelles sont les normes ou réglementation qui peuvent entraver l'accomplissement d'un projet accès sur l'économie circulaire

Je pense qu'il manque des lois qui incitent à l'économie circulaire. Aujourd'hui enfin c'est une conviction, c'est une des raisons pour laquelle j'ai lancé mon business aussi mais aujourd'hui le prix des marchandises ne reflète pas le coût sociétale et environnemental des produits.

Or la seule manière de faire qui le reflète c'est ce serait d'avoir des taxations du coup environnemental et sociétal et ça n'existe pas parce tous les lobbys polluants et de l'Industrie est fait de lobbys polluant qui ne veulent pas instaurer ce genre de taxe parce qu'aujourd'hui le pouvoir est trop à l'écoute des grosses sociétés et des sociétés. Pour moi le plus gros lobby qui est embêtant c'est le lobby du pétrole parce que, à la fois c'est le lobby de l'énergie donc il va faire le frein par rapport au vrai énergies renouvelables et qui puisse repenser de manière massive le pétrole et il faut aussi du lobby pour tout ce qui est dérivé du pétrole c'est à dire le plastique, qui font que les emballages à usage unique aujourd'hui ne coûte rien et que le plastique recyclé n'est pas achetable parce qu'il est à moindre qualité que le plastique neuf et qu'il coûte plus cher. C'est la même chose pour tous les produits recyclés, aujourd'hui ça coûte plus cher de recycler que de payer un produit qui est extrait en polluants en laissant un impact social environnemental colossal derrière que personne ne paye sauf les pauvres travailleurs qui travaille dans ce secteur là et l'environnement dans lequel il est. Enfin que toute la collectivité paye par le réchauffement climatique, par la pollution des sols, par la pénurie des matières premières etc etc. Donc ce qui manque c'est surtout de la régulation qui disent mais en faite, on peut plus se permettre comme ça, il faut mettre en place des mécanismes qui vont faire que toutes intrants va être taxé et que seulement s'il est recyclé à la sortie, on va récupérer la taxe un peu comme la TVA. Moi je plaiderai pour une taxe sur la matière ajouter donc toute matière ajouté, est assujetti à une taxe et on peut la récupérer que dans la mesure où on renvoie la matière à la sortie du circuit et on va avoir un incitant formidable à l'économie circulaire. Aujourd'hui, ça n'existe pas et je ne vois pas de réflexion qui va dans ce sens-là.

8- Estimez-vous que l'économie circulaire apporte une réelle réponse aux différents problèmes environnementaux? Ce modèle est-il viable sur le long terme?

Je pense que c'est le seul modèle viable sur le long terme et que il est absolument nécessaire et indispensable à la survie de l'humanité, si la terre pourra bien se passer d'une espèce vivante, c'est bien de l'homme. Par contre si on change pas la manière de consommer, pour moi la vision, c'est que les grosses entreprises sont des dinosaures et qui n'ont pas la flexibilité ni la capacité d'adaptation pour changer ça fondamentalement,

surtout que l'enjeu économique est colossale, et que rien les incite à payer la transformation, on est un peu mal parti. Il faut y croire sinon on ne bouge pas.

9- Selon vous gère-t-on de la même manière une entreprise basée sur le principe circulaire par rapport à une entreprise classique?

J'avais déjà eu d'autre étudiant qui travaillait là-dessus qui disait : oui on dirait que vous avez une approche très orientée business. Oui parce que je pense qu'un business même écologique, même circulaire, doit être géré comme un business.

Il faut que ça soit orienté rentabilité etc. Mon idée, c'est qu'il y a moyen d'avoir dans des modèles circulaire d'être plus performant que ce qui est non circulaire à partir du moment, parce qu'on fait les choses autrement et mieux mais ça n'empêche pas que démarrer une start-up, c'est toujours et surtout et ça c'est peut-être le principal frein au développement de l'économie circulaire, ça ne se fera pas sans changement de comportement des consommateurs. Or l'offre de produits circulaire est encore très limitée, elle est peu connue et les gens n'ont pas envie de changer leurs habitudes parce que tout le marketing va dans le sens de l'économie de consommation. Donc, je produis, je consomme et je jette et tout est encore axée là-dessus et avant qu'on transforme les comportements bah il faudra qu'il y a plus d'offres de circularité et que ça devienne dans les mœurs qu'en fait, il y a moyen de faire ça autrement et mieux, ça c'est peut-être le premier frein c'est un frein sociétal et comportementale mais je suis convaincue qu'à partir du moment où des sociétés, je pense que les grosses sociétés ont la capacité de le faire.

Si on regarde Tesla par exemple, ils ont révolutionné la manière dont l'automobile fonctionne je ne suis pas convaincu que la voiture électrique à batterie soit la meilleure solution mais néanmoins en faisant les choses autrement, il met en danger les autres major player de l'automobile et je pense qu'aujourd'hui quelqu'un qui approche avec une solution globale systémique qui intègre la circulation dès le début, il peut être ultra compétitif par rapport à une société traditionnelle. Et pourrais mettre à mal le modèle business traditionnel s'il y avait pas tant de frein de lobby.

Il faut que ça passe dans les habitudes des gens donc il faut qu'on puisse proposer à grande échelle des solutions qui changent les comportements et je crois que ça incitera les

consommateurs à réfléchir sur la manière de consommer. Aujourd'hui, il y a pas assez d'offre, sont trop confidentiel, c'est trop en mode de vie bobo et voilà, il faut que ça passe dans le mainstream mais bon voilà c'est la raison pour laquelle je me suis lancé dans la circularité parce que j'avais lu un bouquin qui s'appelait " sans plus attendre " de Guibert del Marmol qui est un ancien entrepreneur qui a fait un burnout et qui s'est recyclé dans le coaching qui disait qu'on est à bord d'une crise apocalyptique mais il existe des nouveaux modèles et suffirait de quelque trend-setter qui montre comment ça fonctionne pour que l'ensemble du public puisse transformer son comportement. Donc je pense qu'il faut des player et c'est ça ma vocation, c'est pour cela que j'ai lancé ma boîte, et donc on essaye d'y croire et de s'accrocher.

10- De base vous êtes formé dans quel domaine, quelles sont vos études?

De base, je suis ingénieur civil. J'ai été formé dans l'électricité et les télécommunications et j'ai travaillé pendant 20 ans dans l'IT et le télécom.

Il y a un côté innovant dans la circularité qui est en fait similaire un peu à ce qui se faisait au niveau technologique. Dans la technologie il y a eu beaucoup de changements et beaucoup d'innovations donc cet aspect-là vraiment intéressant il y a la gestion de projet donc je dirais que des modèles économiques que je mets en œuvre ici, j'en ai déjà eu certaines applications dans le domaine IT, dont je n'ai pris conscience que longtemps après et donc c'est ça qui est intéressant, c'est que cette expérience-là elle est mise au profit aujourd'hui dans un tout autre domaine qui n'a rien à voir avec lui là.

11- Et comme dernière question, croyez-vous que la crise du coronavirus a-t-elle eu une incidence négative sur notre manière de consommer, ou au contraire, a-t-elle été un moteur de changement vers une économie plus durable ?

Je crois que c'est que ça a quand même posé la question sur le fait de consommer plus local, je vois que tout au début du confinement, il y avait comme une atmosphère particulière avec tous les vélos dans la rue. Il y a eu des changements de comportement un peu. Maintenant il faut voir ce qu'il va rester à long terme, mais je pense que de toute

façon à long terme, il faut que le pouvoir joue un rôle de régulateur et d'incitant pour que ça se durcisse sur le long terme donc oui, pourquoi pas.

12- Je pense que j'ai assez d'informations. Souhaitez-vous ajouter quelque chose avant de clôturer cette interview ?

Je pense que les opportunités de repenser des modèles existants de manière circulaire sont énormes, il y a tout plein et donc je dirais aux jeunes qui veulent se lancer, soyez critiques sur le monde dans lequel vous êtes dans les modèles dans lequel vous rentrez, observez ce qui se passe autour de vous parfois il faut y rentrer pour acquérir l'expérience mais garder ce sens critique. Il y a un espace de réservoir d'innovation potentiel qui est magistral et voilà, c'est tout ce que je dirais. Je vous encourage à continuer dans cette voie et à explorer cette voie-là. Je pense que les jeunes sont plus conscientisés que nous on était, il y a eu moins de brainwashing qu'est-ce que la société capitaliste a réussi à faire à la génération au-dessus.

Interview avec Frédéric Hebbelynck : Konsign

1. Premièrement, pouvez-vous me parler un peu de vous ainsi que de votre entreprise ? Quelle fonction exercez-vous au sein de celle-ci ?

Actuellement, l'entreprise est en stand-by parce que justement j'ai eu des soucis mais je vais expliquer ce qui s'est passé, qu'est-ce que j'ai fait. Donc en 2016, je pense, j'ai démarré une entreprise qui s'appelait à l'époque Lili Bulk qui avait comme premier objectif de vendre des produits alimentaires dans des contenants réutilisables.

La circularité de remplir des bocaux en verre, de cautionner les bocaux donc on demandait une caution au bocal et puis qu'on remboursait lorsque le produit revenait et puis ce qu'on faisait et c'est qu'on lavait le bocal et puis on le remettait dans le circuit en fait. Donc ça c'était l'entreprise Lili Bulk que j'ai démarrée avec deux autres personnes. Et

puis à un certain moment, ça c'est dans le secteur BtoC donc directement vers le consommateur final et puis je me suis rendu compte qu'il y avait aussi un besoin clair dans le secteur plus BtoB donc ça veut dire dans tout ce qui est horeca, vente à emporter.

Et c'est là que j'ai créé, tout seul. Je me suis un peu détaché du projet initial et j'ai créé un nouveau projet que j'ai appelé Konsign et qui en fait il targettait tout l'horeca qui faisait des ventes à emporter. Là j'ai mis en place des contenants, un système de contenant que je mettais à disposition du magasin disons, neuf ou reconditionné et puis je venais chercher le bocal une fois utilisé, je le nettoyais et donc c'était ça la circularité à ce niveau-là.

Donc ça c'est l'entreprise qui s'appelle Konsign et donc ça j'ai fait pendant 2 ans, je pense et en effet, j'ai eu certaines contraintes qui m'ont amené à arrêter et transférer parce que il y a une entreprise qui a un peu pris mes clients, peut-être que vous la connaissez? C'est une organisation qui s'appelle l'Empoteuse. Elle fait un peu la même chose, elle fait la même chose que moi donc elle met à disposition des contenants pour le secteur horeca et va récupérer et nettoie les bocalaux.

Et donc voilà, c'est ça qui s'est passé avec mon entreprise que j'ai mis un peu en veille pour l'instant. Voilà, entre temps, je fais d'autres choses mais plus dans l'économie circulaire pour l'instant.

2- Quels ont été les enjeux, les difficultés, pourquoi l'avez-vous mis en stand-by ?

Je pense que vous avez un peu déjà mentionné quelques enjeux, il y avait l'aspect financement mais c'était pas le côté le plus important en fait. L'aspect le plus important est premièrement l'aspect régulatrice à ce qui est lié aux règles d'hygiène qui sont réglées par l'AFSCA. En effet, c'était pas très clair, comment on pouvait s'assurer que le nettoyage du contenant était bien fait. Parce que bien sûr là, je sous-traitais le nettoyage donc il y avait des consignes à donner par rapport au nettoyage, quelle température, quelle durée etc et dans ce cadre-là, je me disais qu'il y avait un risque de contamination potentiel et de responsabilité, qui serait responsable s'il y avait eu un problème d'intoxication alimentaire par exemple. C'est une contrainte ou il n'y avait pas eu de soucis mais c'était quelque chose qui mettait un risque dans l'entreprise

Et le deuxième risque c'est que le deuxième problème, c'était le problème logistique je dirai plus. Le contenant que j'avais utilisé, c'est des contenants en verre parce que bon au niveau hygiène le verre c'est le mieux et puis c'est le plus écologique aussi on pourrait dire parce que on peut le réutiliser à l'infini. Mais d'un autre côté, un c'est très lourd donc niveau logistique c'était une grosse contrainte de transporter tous ses bocaux et deuxièmement, au niveau de la casse, c'était aussi un problème disons parce que quand les bocaux cassaient, il y avait des bouts de verre et donc ça inquiétait les clients de comment traiter ça. Donc voilà c'est ça et puis finalement et ça c'est en train d'un peu changer finalement, je n'arrivais pas à atteindre les grosses entreprises type EXKI où les gros magasins de vente à emporter qui ne sont pas encore prêts aussi à mettre en place chez eux cette boucle. Et aussi pour eux disons garder un flux de contenant sale dans leurs magasins etc, donc il n'arrivait pas à aussi à faire ce pas là et donc je restais avec des petits clients qui était tout content du service disons, mais je n'arrivais pas à développer suffisamment l'activité pour que ça devienne une activité rentable et qui puisse me rémunérer suffisamment c'est un peu ce qui s'est passé donc voilà et puis j'ai donc décidé d'arrêter et de transférer mes clients et de faire autre chose mais je suis encore en contact avec une série d'organisation dans le domaine, je suis un peu l'évolution.

3- Est-ce que la crise du coronavirus vous a empêchée de faire votre activité ? En quelque sorte avec les lois pour l'hygiène ou autre ?

Non parce qu'en fait j'ai arrêté juste avant le coronavirus et au fait le coronavirus avait limité à amener justement toute une série d'opérateurs dans secteur de l'horeca justement, à essayer de mettre en place une offre de vente à emporter. Donc en fait, le coronavirus, c'est une opportunité dans ce cas-là, il y en a certains qui le font par exemple Thaï Café à Bruxelles qui livrent tout leur repas maintenant dans des contenants consignés et réutilisables et donc il y a certains d'autres acteurs mais bon il y a sûrement la place à un opérateur qui consolide tout ça. Pour l'instant, je sais qu'il y a d'autres initiatives, on essaye un peu de regrouper toute une série de magasins pour avoir cette économie d'échelle mais voilà, c'est encore compliqué à ce niveau-là.

4- Quels sont les enjeux majeurs de l'économie circulaire pour votre domaine ? Votre entreprise ?

Ouais non mais c'est ce que j'ai dit c'est donc c'est la logistique. C'est là réglementation. C'est voilà, c'était les enjeux pour moi, c'était surtout trouver le bon contenant, il y a certain projet qui utilise des contenants en plastique même des fois du plastique Biosourcé pour que ce soit plus écologique, ça c'est une possibilité aussi, c'est d'avoir, d'aller vers une autre matière. Donc voilà la matière, le contenant même, la logistique et la régulation. C'était ce qui rendait la chose un peu compliqué parce que en fait la logistique, ce qu'il y a c'est que les clients au niveau du prix, ils comparent le service au prix d'un contenant à usage unique, une barquette en plastique ou en aluminium ça coûte 10-15 cents la barquette et donc voilà donc ils veulent non plus pas payer beaucoup plus, ils veulent bien payer un peu plus mais pas beaucoup plus que ça. Donc voilà, moi j'avais une offre à 25-30 cents qui était déjà le double de ce qu'il payait et voilà, ça veut dire qu'il faut nettoyer et livrer beaucoup de bocal pour faire un peu un chiffre.

5- Selon vous, gérez-vous de la même manière une entreprise basée sur le principe circulaire par rapport à une entreprise classique ?

Il faudrait de manière optimale, il faudrait gérer ça de la même manière. Mais après, il y a évidemment tout l'aspect gouvernemental, donc ça veut dire que le gouvernement bruxellois, par exemple, essaie de pousser l'économie circulaire. Donc ça veut dire que l'opportunité, c'est qu'il y avait en effet et ça j'en ai profité aussi via Be Circular. Ils mettent des fonds à disposition pour justement les petites entreprises qui veulent démarrer ce genre de projet. Donc ça c'est sympa. Mais bon ça dure un temps, une fois que j'ai pu gérer mon entreprise le temps que j'avais pour utiliser ce subside mais après à la fin je n'ai pas réussi à voir quelque chose qui était tenable financièrement aussi sans les aides du gouvernement.

6- Donc vous dites que sans les aides du gouvernement, en étant vraiment seule, c'est impossible de gérer une entreprise ?

Ben je sais pas moi, j'y suis pas arrivé mais voilà peut-être c'est une des solutions, c'est que ce soit une sorte de partenariat public-privé parce que évidemment l'avantage pour le public, c'est qu'en théorie un contenant réutilisable ça veut dire moins de déchets donc

ça veut dire qu'ils ont moins de collect et de récupération des déchets aussi donc eux ça les intéresse aussi donc ça serait potentiellement une possibilité de dire bah voilà et essayons de faire un projet plus public-privé avec en effet le pouvoir public qui met à disposition des moyens, des ressources de financement par exemple plus dans le temps, quelque chose de ponctuel. Donc ça pourrait être une piste pour rendre ces projets pérennes à mon avis.

Interview avec Boniface Nteziyaremye : Wesmart

- 1- Est-ce que vous pourriez me parler un petit peu de vous ainsi que de votre entreprise? Quelles fonctions exercez-vous au sein de celle-ci?

Je suis Boniface Nteziyaremye donc je suis chef de projet chez Wesmart. Mon rôle quotidien, c'est de développer ce qu'on appelle la communauté d'énergie renouvelable.

Smart est une société assez jeune, elle a 5 ans. Au départ la société était spécialisée dans le monitoring énergétique, c'est-à-dire qu'on permettait aux entreprises et aux citoyens de pouvoir connaître les consommations énergétiques, de la suivre en vue de l'améliorer. Depuis 2 ans la société a changé de business pour s'orienter vers la communauté d'énergie. C'est un concept nouveau qui a été introduit par les directives européennes. La première directive est sortie en 2018, qui concerne les énergies renouvelables et la

seconde est sortie en 2019. La communauté de l'énergie renouvelable, c'est en fait, les citoyens des entreprises et des autorités publics, qui se mettent ensemble pour partager l'énergie produite localement.

Si vous voulez installer des panneaux photovoltaïques chez vous mais que vous ne consommez pas l'entièreté de ce que vous produisez, vous pouvez alors vous mettre ensemble avec vos voisins pour partager l'énergie. Disons que si vous n'êtes pas là, vous êtes en vacances, votre voisin qui est présent peut consommer votre énergie. En gros, c'est cela que représente la communauté d'énergie. Comment est-ce que nous nous positionnons sur ce segment? Nous offrons une plateforme de gestion de ces communautés, cette plateforme à plusieurs fonctionnalités. Il y a la fonction du monitoring, qui est la base de pouvoir permettre à chaque consommateur et producteur de connaître sa consommation, sa production d'électricité et aussi de pouvoir voir ce qu'il l'échange avec ses voisins. L'autre fonctionnalité importante c'est la répartition, celui qui dit communauté dit échange donc il faut pouvoir mettre en place les règles de répartition de cette énergie. Nous avons des algorithmes qui permettent de définir plusieurs règles de partage entre les participants à la communauté. Enfin il y a la fonctionnalité de facturation, c'est-à-dire que via notre plateforme, les citoyens se mettent ensemble et ils peuvent voir ce qu'ils consomment, produisent, répartir l'énergie et pré visualiser les factures à payer. En plus de cela, nous offrons des recommandations pour une meilleure consommation et on touche l'aspect de changement de comportement qui est assez important pour notre société. Aujourd'hui, sur le système d'optimisation des échanges au sein de la communauté, en tenant compte du changement de comportement mais aussi en tenant compte de la mobilité électrique. Il y a de plus en plus de véhicules électriques, notre objectif est qu'ils soient alimentés par de l'électricité verte et de pouvoir s'intégrer au stockage par batterie.

Nous avons également des offres de services, c'est-à-dire qu'il y a plusieurs étapes pour mettre en place une communauté. Première chose, c'est de rassembler les acteurs, c'est un service qui est plus orienté vers les citoyens avec toute un programme de sensibilisation, de recrutement et d'animation des membres de la communauté. Ensuite, nous offrons des services de dimensionnement de la communauté, qui veut dire que nous pouvons accompagner un groupement de citoyens à mieux organiser leur communauté.

Qui dit communauté dit aussi des règles de savoir-vivre ensemble, des contrats pour le partage d'énergie, nous offrons aussi ce qu'on appelle les packs l'égal, qui permet aux citoyens de se déployer assez rapidement. Enfin, viennent les services de gestion quotidienne de la communauté.

2- Quelle vision avez-vous de l'économie circulaire et comment est-ce que vous la définiriez assez brièvement?

Nos activités sont vraiment centrées sur cette communauté d'énergie, qui sont dans l'économie circulaire. Notre entreprise s'intègre totalement dans ce modèle de circuit court de l'énergie. Notre vision, c'est vraiment l'exploitation des ressources locales tout en minimisant les déchets. L'énergie produite localement, si elle n'est pas consommée localement, va devoir être transitée sur le réseau de la distribution, puis de transport comme les autoroutes comme N4 et le E411. Par conséquent, il y aura des pertes et elle sera compensée par l'énergie grise, voire de l'énergie fossile. Nous permettons de consommer localement l'énergie pour éviter cette perte et la perturbation du réseau de transport. Notre but est de diminuer les émissions de CO₂ tout en consommant local.

3- Sur base de votre définition, considérez-vous que le business model de votre entreprise s'inscrit partiellement ou totalement dans un modèle circulaire? Est-ce que vous pouvez donner quelques exemples de principes d'économie circulaire mis en œuvre dans votre entreprise?

On s'inscrit totalement. C'est cette boucle locale que nous voulons mettre en place et diminuer l'impact environnemental de la consommation énergétique, en mettant en place de plus en plus d'énergie renouvelable et d'éviter les déchets. Au niveau économique, nous apportons un avantage économique aux citoyens, aux entreprises et aux autorités locales, parce que l'énergie locale est moins chère que l'énergie qui provient des centrales de France ou d'Allemagne. Il y a également cet aspect cohésion sociale, en sensibilisant les acteurs aux enjeux de la transition énergétique et écologique.

4- Quels sont les enjeux majeurs de l'économie circulaire pour votre entreprise?

La sensibilisation. Nous sommes une entreprise commerciale tout en visant à sensibiliser les citoyens et nous nous engageons à être proche d'eux. Il y a des changements qui se font, auparavant tout était centralisé et maintenant on voit de plus en plus que la consommation devient locale. Nous sommes au centre de cet écosystème local, pour organiser et donner les moyens aux citoyens, aux entreprises et aux autorités locales pour pouvoir agir à leur niveau.

- 5- D'après vous, quelles sont les principales difficultés rencontrées par une entreprise qui souhaite s'inscrire dans une démarche d'économie circulaire? Quelles ont été les difficultés lorsque vous avez commencé à basculer dans un modèle d'économie circulaire?

Il y a d'abord cet aspect de sensibilisation parce que ce n'est pas la préoccupation quotidienne de tout le monde. Il faut vraiment être proche de nos partenaires et de nos utilisateurs. Il y a également l'aspect de changement de comportement, pour diminuer l'impact écologique il faut passer par un changement de comportement et consommer l'énergie renouvelable lorsqu'elle est disponible. Ça c'est vraiment une difficulté et il y a tout un travail qui demande beaucoup d'efforts et beaucoup de ressources, d'être proche des citoyens. Le défi, c'est de ne pas s'éparpiller car nous proposons une plateforme mais pour que cela fonctionne on a besoin de rassembler les acteurs. L'enjeu c'est de trouver le juste milieu entre notre corps business et la sensibilisation et de changement de comportement. Un autre enjeu c'est la vision long terme, ça peut être une difficulté pour les partenaires financiers.

- 6- Comment avez-vous dépasser ces difficultés et comment une entreprise fait face à l'ensemble de ces contraintes?

Pour dépasser cette difficulté, nous avons été soutenus par la Région bruxelloise, via l'appel à projet Be Circular, dont on était lauréat. Cela nous a permis d'avoir des ressources afin d'agir de manière sereine. Nous sommes également soutenus par la ville de Bruxelles pour un autre projet, sous l'aspect de la sensibilisation de l'approche citoyenne. Je pense que pour permettre aux entreprises de s'inscrire à l'économie circulaire, il y a ce besoin d'interagir avec les autorités publiques et d'un soutien financier.

7- Qu'en est-il de la rentabilité d'une entreprise participant à un système d'économie circulaire?

Cette rentabilité, il faudrait la voir sur le long terme et c'est ça qui est difficile. Nous avons une vision sur le long terme et notre business plan est viable. Aujourd'hui, on est coincé par la réglementation, qui n'est pas encore en place. Comme je le disais en introduction, cette notion de communauté d'énergie provient des directives européennes. Ces directives doivent être transposées au niveau national, seulement en Belgique il y a 3 régions et chacune doit transposer ses directives. A l'heure actuelle, nous n'avons pas encore de directives locales. Et directive et jusqu'à aujourd'hui nous n'avons pas encore la loi local, donc la transposition n'est pas encore abouti et donc ça fait depuis 2 ans en fait ça devait être abouti l'année passée et on est toujours en attente. Notre business plan, on doit le décaler d'une année.

8- Au niveau législatif quelles sont les normes ou réglementation environnementales qui peuvent entraver l'accomplissement d'un projet axé sur l'économie circulaire?

Toute la volonté est qu'il y ait une réglementation qui favorise l'économie circulaire. Néanmoins, aujourd'hui dans notre secteur d'activité la réglementation n'est pas abouti. Nous connaissons l'esprit de la Commission européenne et à travers les projets de pilote que nous mettons en place dans toutes les régions de la Belgique.

Nous voyons aussi vers où on va. Mais pour être rassuré et pour assurer nos financiers, on a besoin d'avoir une réglementation définitive et un cadre réglementaire définitif. Donc voilà pour le moment c'est cette difficulté là au niveau réglementaire. Mais sinon je dirais bien que on y va dans le bon sens et aussi nous avons les objectifs à atteindre et fixé par la Commission européenne en terme d'énergie renouvelable en terme de diminution de CO2.

9- Que pensez-vous du rôle du gouvernement belge en matière d'économie circulaire contrairement à d'autres pays ?

Donc je n'ai pas une vue sur d'autre pays mais j'ai une vue au niveau de la Belgique. Donc on peut commencer par la Région bruxelloise donc avec le programme Be Circular.

La région a cette volonté d'accompagner les entreprises à shifter ou alors à consolider leurs business dans l'économie circulaire. Be Circular, Il y a plusieurs étapes par exemple l'étape lancement donc ça c'est vraiment l'approche qui est destinée aux nouvelles entreprises voulant se lancer dans l'économie circulaire, mais aussi il y a la partie lap destiné aux entreprises qui doivent consolider leurs démarches dans l'économie circulaire et voilà donc je pense que la région bruxelloise soutient cette dynamique et aussi également au niveau de la Région wallonne parce que j'aurais dû préciser, Wesmart est actif sur toute la Belgique. Nous avons l'ambition de s'étendre dans d'autres pays européens.

Le gouvernement Wallon d'économie circulaire vient de lancer des appels à projets ciblés donc 3 appels à projets dont un qui s'appelle Go Circular par exemple et donc je pense que la Belgique veut vraiment soutenir son nouveau modèle qui est le modèle de l'avenir.

10- Estimez-vous que l'économie circulaire apporte une réelle réponse aux différents problèmes environnementaux et est-ce que ce modèle est viable sur le long terme?

Tout à fait ! Je crois à fond et c'est ce qu'on observe aussi à travers nos projet pilote on voit vraiment l'intérêt mais on voit aussi les avantages direct en fait, ceux qui sont relatifs donc à la diminution des émissions de carbone et également du point de vue économique une réduction sur la facture énergétique est également au niveau social une certaine cohésion

entre les participants de la communauté. Donc ça c'est un autre niveau et je pense aussi que de manière globale l'objectif c'est vraiment de diminuer cet impact écologique, de diminuer les déchets et donc le gaspillage.

11- Selon vous gère-t-on de la même manière une entreprise basée sur l'économie circulaire par rapport à une entreprise qui prône la surconsommation par exemple?

Mon intuition me dit que non, en tout cas chez nous on favorise beaucoup la cocréation, nous n'imposons pas une solution, nous la créons avec nos partenaires. Je pense que c'est quelque chose de nécessaire pour les entreprises qui s'inscrivent dans l'économie circulaire.

Donc moi je dirais qu'il y a vraiment ces différences-là qui sont présentes.

12- Est-ce que vous croyez que la crise du coronavirus a une incidence négative sur notre manière de consommer ou justement au contraire qu'elle a été un moteur de changement vers une économie plus durable?

Je dirais que ça a été positive en fait parce que ça a permis aux personnes de se questionner sur leurs modes de consommation par exemple donc notre entreprise n'a pas souffert de la crise

13- Souhaitez-vous ajouter quelque chose avant de clôturer cette interview ?

Je pense qu'il est important de se questionner sur l'économie circulaire. Je pense que c'est le rôle de chacun que ce soit des entreprises, des autorités publiques mais aussi les citoyens de s'inscrire dans cette démarche. C'est vrai que souvent ça peut sembler paradoxal en fait qu'une entreprise commerciale veuille s'orienter vers ce modèle là et pourtant c'est l'avenir donc.

Interview avec Muriel Sacré : Besix group

1- Est-ce que vous pourriez me parler un petit peu de vous ainsi que de votre entreprise et quelles fonctions exercez-vous au sein de celle-ci ?

Alors, donc je m'appelle Muriel Sacré, je coordonne ce que nous on appelle la "citizenship mobility" au sein du groupe BESIX. Depuis plusieurs années, je dirai à peu près dix ans, la "sustainability" et le "citizenship" on a choisi ce terme parce qu'au départ on parlait beaucoup de CSR. Il y avait un amalgame, il y a un amalgame auprès du personnel interne et parfois l'externe aussi où on ne trouvait que le caritatif ou l'environnement. Il comprenait soit l'un soit l'autre et donc on s'est dit "citizenship sustainability" couvre tout l'aspect de la responsabilité d'une entreprise au sein de la société dans laquelle elle évolue en tant que citoyen et aussi pour tout le développement durable. Ça fait partie de l'ADN du groupe, c'est-à-dire qu'en 2010 tout a commencé en se disant mais tiens, on voit des partenaires sortir des rapports sur le CSR, mais nous on en fait aussi de manière inconsciente. La raison pour laquelle on a commencé à consolider toutes les informations sur nos démarches durables et mettre en place, structurer en fait notre démarche durable et en 2017, il y a eu avec l'arrivée du nouveau CEO une véritable mise en place d'une stratégie avec des stratégies "driver" avec un "... Purpose" où la durabilité a vraiment officiellement été intégrée dans la stratégie globale du groupe. Voilà, donc ça fait vraiment partie de notre politique avec des commitment qui sont basés sur des piliers tout à fait classiques, donc le "people planète" mais nous avons aussi tout ce qui est engagement sociétal, donc pour le caritatif et alors tout ce qui est "engineering" par rapport à notre core business. En 2019, là également, il y a une réflexion c'est parce que je vais faire le lien avec la circularité, il y a une réflexion sur le pôle environnement et climat, c'est-à-dire qu'il y a eu vraiment toute une démarche auprès des cadres supérieurs et moyens donc à peu près 200 personnes, tout le groupe. Il faut savoir que la société est active dans plus de 25 pays dans le monde. Les 200 cadres se sont réunis pour vraiment se demander quels étaient les points d'intérêt, les "topics" importantes pour le groupe en termes de climat, l'impact, les risques et les actions qui pouvaient être menées. À cette fin les éléments qui sont sortis c'était on veut travailler sur le CO2, on veut travailler sur la circularité, on veut travailler sur le soutien aux clients.

Alors au niveau du CO2, on avait déjà une expérience aux Pays-Bas parce que les autorités publiques sont très en avance et avaient instauré une échelle de performance au niveau du CO2 qui depuis cette année est mise en place en Belgique avec des projets pilotes. Pour la circularité, on se rend compte qu'on peut vraiment avoir en tant que société de

construction un impact important en termes de circularité, mais nous sommes encore tributaires de la demande des clients. Voilà, donc parce que ça coûte de l'argent, c'est le nerf de la guerre. Il y a vraiment un intérêt à ce niveau-là. Donc une fois qu'on arrive à une échelle, le client mature qui demande des projets certifiés BREEAM, LEED, il y a toute une réflexion à ce moment-là qui se met automatiquement en place au niveau de la circularité sur les projets, mais par contre quand on a un client un peu moins mature à ce moment-là on tombe sur des propositions qu'il accepte ou pas, mais ça reste alors des actions plutôt sur chantier de on va commencer à plutôt trier les déchets, essayer de les faire recycler, mais ce n'est pas propre à une démarche en amont du projet. C'est-à-dire par exemple Luxembourg, nous avons des projets où le client est mature et demande vraiment de pouvoir réutiliser un maximum de matériaux pour pouvoir à la fin de la chaîne de vie du bâtiment pour pouvoir les réutiliser d'ici 15-20 ans par exemple.

Donc c'est vraiment la circularité. Voilà, donc à ce niveau-là donc pour revenir à la première question. Donc nous sommes actifs sur tous les domaines, sur tous les piliers de la "sustainability", donc de la durabilité du CSR, mais c'est vrai que pour l'instant on a vraiment un focus sur le climat. C'est vraiment un pilier très important pour nous, parce que, pourquoi parce que depuis 10 ans au niveau profit, le profit "profitability" bah voilà, nous sommes actifs, nous générons de l'emploi au niveau "people". Nous veillons au bien-être des employés. Nous avons une charte par rapport aux "human rights", ce qui est vraiment propre et qui est une première pour une entreprise de construction. Donc je veux dire qu'à ce niveau-là on a déjà bien évolué, par contre au niveau climat on a encore beaucoup à faire. On fait mais pour encore faire plus et donc on essaie de mettre en place ces éléments.

2- Quelle vision avez-vous de l'économie circulaire et est-ce que vous pouvez la définir très brièvement?

Alors l'économie circulaire pour une entreprise de construction comme BESIX va comme je l'ai dit, c'est définir par rapport à la demande du client. Nous notons par exemple, les autorités publiques sont très en avance sur leurs demandes et les équipes d'ingénieurs ont régulièrement l'occasion de proposer des solutions en termes de circularité pour la réalisation de projets, essentiellement de bureaux. Par exemple sur Bruxelles et donc pour

nous la circularité c'est vraiment pour pouvoir réutiliser les matériaux qu'ils vont pouvoir être réutilisés et voir comment utiliser les ... réutiliser les matériaux existants sur un bâtiment. Donc c'est vraiment la boucle et arriver à un zéro déchet qui est vraiment l'ambition ultime si c'est possible et quand c'est possible. Nous travaillons aussi avec des associations. Quand ce n'est pas possible de réutiliser les matériaux sur chantier, on travaille avec des associations qui eux vont pouvoir valoriser le matériau à d'autres fins.

- 3- Ah oui, d'accord ok. Mais du coup, vous avez déjà un petit peu répondu mais sur base de votre définition donc considérez-vous que le business model de votre entreprise s'inscrit partiellement ou totalement dans un modèle d'économie circulaire et est-ce que vous pouvez donner des exemples de principes d'économie circulaire mis en œuvre dans votre entreprise ?

Alors pour BESIX comme je vous le disais, nous avons un niveau de maturité qui doit encore être développé. Voilà, parce qu'il y a une demande qui commence à se positionner au niveau des autorités publiques parfois des clients privés, mais ça devient quand même un peu plus lent. Mais ici si je regarde notre plan, nous avons un plan d'action. La mise en place du plan d'action passe par 6 étapes en fait. L'objectif c'est d'investir dans la connaissance parce que les équipes ont une connaissance, mais ils doivent toujours la valoriser, c'est une matière qui vit et qui est en plein développement, c'est une chose. Il faut mettre en place des "targets" donc vraiment des objectifs. Pour l'instant, nous sommes à une échelle très ponctuelle, c'est-à-dire que sur base d'un projet, on va pouvoir mettre en place notre expertise et à partir du moment où l'expertise sera valorisée, on peut proposer de voir comment on peut à ce moment-là les mettre, le modéliser en fait. L'objectif c'est de pouvoir modéliser aussi l'expertise par rapport à des projets de base, créer des partenariats à savoir que nos ingénieurs font partie de réseaux qui permettent justement de valoriser les connaissances, le partage d'information, voir comment avec d'autres entreprises, d'autres ingénieurs, il est possible de valoriser cette circularité pour pouvoir mettre en place des nouveaux projets et aussi voilà, c'est travailler sur des projets pilotes. Je ne peux pas citer tous les noms des projets, mais par exemple quand je vous disais, on a réalisé un projet au Luxembourg où une partie des matériaux existant ont été réutilisés à d'autres fins et la rénovation du bâtiment, il s'agissait d'une rénovation, a permis de choisir des matériaux qui vont pouvoir être revalorisés d'ici quelques années

une fois que le cycle de vie du bâtiment se termine. Pour d'autres projets demandés par des clients, les équipes en place chez nous font des études et des propositions de réalisation de projets sur base de matériaux veillant justement à valoriser le cycle de vie. En fait, l'objectif c'est de vraiment favoriser le cycle de vie du matériau et d'utiliser ce qu'on appelle un passeport matériel où le matériau va être va être fiché et va être suivi tout au long de son cycle de vie pour partir d'un point A où il est acheté, il est placé sur un projet et puis va être réutilisé pour autre chose et donc on sait d'où il vient, on sait ce qu'il a fait, sur ce quoi il a été utilisé et qu'est-ce qu'on va en faire après. Donc ça c'est le passeport matériel, c'est vraiment un élément très important pour la construction.

4- Du coup quels sont les enjeux majeurs de l'économie circulaire pour votre entreprise ?

Alors je dirai que les enjeux c'est le fait qu'il y a une réglementation qui est arrivée, qui est là. L'Europe vient de sortir sa nouvelle "policy" en termes de revalorisation. Ça intègre les départements "procurement" donc nos acheteurs, ça intègre nos équipes d'exécution et les enjeux, c'est de pouvoir répondre à ces normes qui deviennent exigeantes et qui voilà sont des attentes qui deviennent incontournables, pouvoir satisfaire un client qui est toujours qui demande un bon rapport qualité-prix et aussi pouvoir répondre aux normes sécurité, qualité d'un projet parce qu'il faut savoir, voilà qu'il faut pouvoir réutiliser les matériaux soit tels quels soit les valoriser si c'est un déchet qu'il faut revaloriser, mais la norme de qualité et de sécurité sont ... doivent être aussi respectés et ça ce sont vraiment des enjeux importants.

5- Ok. D'après vous quelles sont les principales difficultés rencontrées par une entreprise qui souhaite s'inscrire dans une démarche d'économie circulaire et quelles ont été les difficultés lorsque vous avez commencé à basculer vers un mode d'économie circulaire ?

Alors la valorisation, elle enfin comme je l'ai dit, c'est toujours le ... c'est un peu ce que je viens de dire, c'est le la demande du client, le prix, la qualité sur le marché. Ce sont vraiment des difficultés ... les difficultés principales et aussi le fait de pouvoir intégrer aussi les nouvelles normes. À partir du moment où on a un matériel qu'il faut pouvoir

réutiliser la question c'est de savoir : qu'est-ce qu'on va en faire et comment va l'utiliser et les équipes doivent pouvoir vraiment bien comprendre la demande du client pour pouvoir répondre, enfin pour pouvoir l'intégrer de manière optimale dans la réalisation du projet. Donc ça c'est vraiment une difficulté de pouvoir suivre toute la chaîne du matériau de A à Z et de pouvoir dessiner un peu son passeport de vie et être sûr de pouvoir assurer la qualité du produit à long terme.

6- Comment est-ce que vous avez dépassé ces difficultés et comment une entreprise fait-elle face à l'ensemble de ses contraintes ?

Ça j'ai un peu de difficultés à vous répondre parce que c'est une question que je vais poser à mes collègues ingénieurs parce que c'est vraiment une question de terrain et la personne revient de congé la semaine prochaine. Donc je préfère demander aux experts d'y répondre.

7- Sur le plan financier, qu'en est-il de la rentabilité d'une entreprise participant à un système d'économie circulaire ?

Alors ça c'est aussi une question à priori au niveau des budgets je n'ai pas de vision non plus. Ça je peux demander ... Je pense que les retours sur investissement ne peuvent se faire qu'à moyen ou long terme, mais je dois vérifier avec mes collègues.

8- Au niveau législatif quelles sont les normes mais vous en avez déjà un petit peu parlé, les réglementations environnementales qui peuvent entraver l'accomplissement d'un projet axé sur l'économie circulaire ?

De nouveau, il y a toujours ce gage qualitatif. Nous on doit suivre les normes ISO 9001 et ISO 14001, donc ce sont vraiment des standards plus tous les qualificatifs, enfin où les vendeurs doivent regarder si le matériau même si c'est de la réutilisation, est-ce qu'il va pouvoir être validé et répondre aux critères normatifs. C'est en règle générale, mais le secteur de la construction est vraiment focalisé. En fait, il y a différents secteurs et la construction est directement impactée et il faut en tenir compte.

Et c'est aussi la question de la concurrence évidemment parce qu'au niveau du secteur de la concurrence l'Europe impose ce type de "policy" et la question c'est voilà, est-ce que les concurrents hors Europe, comment vont-ils réagir par rapport à cette "policy". C'est aussi une question sur laquelle on doit pouvoir aussi faire face. On travaille, on est actif dans des groupes de travail où on se pose la question des directives européennes s'appliquent aux entreprises dont le siège est en Europe, jusqu'où l'Europe va aller, est-ce qu'elle va aussi demander aux autres entreprises de suivre cette directive ou pas.

- 9- Que pensez-vous du rôle du gouvernement belge en matière d'économie circulaire contrairement à d'autres pays?

Alors au niveau de la Belgique, je sais qu'au niveau de la région ils sont ... les régions sont très actives, la différence c'est qu'en Flandres ils ont tout de suite le réflexe de fédérer en fait les actions par exemple. Nous on est membre du, des différentes associations ou de groupes de travail association où l'approche de la circularité à tout de suite été fédérée, alors qu'en Wallonie par exemple, ce sont toutes des petites différentes actions et groupes. Donc il y a un intérêt, il y a une demande. L'approche est plus centralisée je vais dire et structurée en Flandres comparé à la Wallonie où ils commencent seulement à essayer de remettre sous une même coupe les différentes actions. Maintenant il n'y a pas de secret, soit le gouvernement aide à imposer davantage cette approche de circularité pour quelque part obliger les clients à appliquer cette nécessité de la circularité, cette demande de la circularité parce que nous finalement on est demandeur, mais on a aussi des objectifs de rentabilité vis-à-vis du client et c'est ça le problème, c'est toujours le nerf de la guerre. C'est un peu comme les achats de matériaux locaux. Oui mais si on dit au client voilà, ça vous coûtera 10 pourcents plus en plus, pas sûr qu'il accepte. Donc on a besoin je veux dire, je pense qu'on a besoin des gouvernements justement pour imposer ces normes.

- 10- Estimez-vous que l'économie circulaire apporte une réelle réponse aux différents problèmes environnementaux et est-ce que ce modèle est viable sur le long terme?

Alors, je pense ... on a déjà parlé ici en interne qu'effectivement la circularité est nécessaire et pour la pérennité de nos économies et aussi de la planète autant le CO2 il faut le réduire, c'est très important de pouvoir réduire notre impact mais la circularité est vraiment ... on est peut-être un peu en retard par rapport au CO2 au niveau des directives mais on en train de rattraper le retard et c'est vrai ... enfin ... il faut pouvoir trouver des solutions parce que la gestion des déchets devient ... c'est plus possible, ça devient ingérable et la circularité pour nous est fondamentale. Le secteur de la construction doit pouvoir utiliser la circularité pour pouvoir pérenniser aussi en quelque sorte son activité, pourquoi, parce qu'on va faire face à des pénuries de matériaux, des matières brutes comme le sable. Le sable est nécessaire pour la construction et [inaudible 00:24:17] que ça et ça devient vital de pouvoir trouver des solutions innovantes pour pouvoir réutiliser les matériaux. Bon maintenant, les générations précédentes l'ont fait peut-être pas de manière éthique parce que voilà, il y a des matériaux qui ont été réutilisés par rapport à des bâtiments classés etc. Si je parle de certains châteaux en ruine qui ont été pillés pour pouvoir réaliser d'autres projets. Maintenant au niveau de la construction, nous sommes convaincus qu'il est possible de réutiliser des matériaux et de pouvoir créer un cycle de vie vertueux pour les matériaux réutilisés pour pouvoir trouver des solutions innovantes avec l'imprimante 3D, avec la recherche et développement pour valoriser des matériaux de base et aussi l'intégration de la data pour pouvoir justement aussi mesurer toute la consommation d'énergie à sa juste suffisance pour justement éviter des consommations excessives. Donc c'est vraiment tout en fait, tout est relié intimement. Je pense qu'il ne faut pas prendre les problématiques de manière individuelle en silo, tout est interconnecté.

11- Selon vous est-ce qu'on gère de la même manière une entreprise basée sur le principe de l'économie circulaire par rapport à une entreprise qui prône la surconsommation par exemple ?

Alors l'entreprise qui va utiliser la circularité comme dynamique va avoir une approche plus holistique aussi de son environnement et va être je trouve plus créative, plus collaborative et valoriser le partenariat avec parfois d'autres secteurs. Une rentabilité, si c'était basée sur une pure rentabilité, va juste focaliser sur la performance et ne se posera pas la question de justement cette créativité, cette innovation que ... avec laquelle nous devons faire face à l'heure actuelle. Donc ce sont des challenges, mais par conséquent ce

sont aussi des opportunités que nous allons pouvoir développer grâce à toute cette digitalisation qui arrive et qui va permettre justement de réutiliser les matériaux existants de manière efficace. Au niveau de la circularité, il faut aussi le faire de manière intelligente. J'avais entendu une interview du CEO de Spadel qui expliquait que justement l'utilisation, la réutilisation de bouteilles en verre était pertinente mais jusqu'à une certaine distance par rapport à la chaîne logistique en fait. Et une fois qu'on dépasse la distance logistique, les bouteilles en plastique deviennent beaucoup plus pertinentes dans le cycle de la circularité et du CO2. Donc voilà ce sont des aspects aussi où voilà, il faut pouvoir tenir compte de oui va recycler et on va utiliser la circularité pour certains matériaux mais jusqu'à une certaine échelle et ensuite faire place à l'innovation, faire place à la créativité pour voir comment revaloriser ces matériaux et diminuer le déchet de manière totale, mais peut-être grâce à des partenariats et d'autres ... et faire appel à d'autres secteurs et d'autres connaissances.

12- Et alors croyez-vous que la crise du coronavirus a-t-elle eu une incidence négative sur notre manière de consommer ou au contraire est-ce que ça a été un changement de changement vers une économie plus durable ?

Alors grande question, alors il faut savoir déjà je vais parler de BESIX. Nos ambitions avant le covid étaient de mettre en place un plan d'action sur le CO2, la circularité, le soutien aux clients et à cause du covid nos activités ont été fortement impactées. 2019-2020 raison pour laquelle la direction générale a décidé de poursuivre les efforts en termes de CO2, en termes de circularité, l'idée de travailler en amont pour pouvoir mettre en place des actions sur davantage projets en terme de circularité a été mis en attente. Ça ne veut pas dire qu'on arrête complètement la circularité, ça veut dire que nous travaillons comme je l'ai dit enfin au début de l'interview à la demande, à la demande du client alors que l'idée c'était de pouvoir justement venir davantage ... avec davantage de conseils en termes de circularité et de dépecher une équipe pour justement voir comment davantage valoriser la circularité dans nos activités, dans nos projets. Donc ça pour l'instant, oui il y a un impact au niveau de notre entreprise et au niveau de la société en général. Oui et non, ce n'est pas binaire, en fait je pense que pendant les confinements ben oui, on a vu qu'il y avait un impact. Ici apparemment les activités sont devenues, c'est pas plus intense qu'avant pour pouvoir justement rattraper le départ donc... Mais à côté de ça, il y a quand

même une réflexion du zéro déchet et voir comment revaloriser les matériaux et même. Je pense qu'il y a une prise de conscience de l'intérêt de la circularité de la revalorisation de voir les... Plutôt que de consommer de jeter de reconsommer. On cherche justement à revaloriser les biens, il nous reste des matériaux, il y a des équipements qui ne sont pas utilisés pour l'instant, comment les revaloriser auprès des partenaires donc il y a des plateformes d'échange qui commencent ce sont des outsiders pour l'instant mais qui vont finir par devenir une norme dans quelque année. Donc, je pense qu'il y a une prise de conscience qui est déjà là, qui n'est pas forcément mature partout. Mais elle va arriver, elle va finir par devenir la norme comme j'explique toujours. Quand j'étais à l'université, les ressources humaines existaient pas donc c'est difficile à croire à votre âge mais il y a vingtaine d'années ressource humaine n'existait pas c'était l'Institut du travail : que font-ils qu'est-ce qu'ils étudient et maintenant les ressources humaines font partie du paysage entreprise, il y a 10 ans dans la construction, la sécurité, il y avait un département dédié sécurité, c'était tout à fait innovant et maintenant ça fait partie du paysage d'entreprise. La durabilité la circularité, je pense qu'elle existait il y a deux générations d'ici parce que quand j'explique à ma grand-mère mon travail et que la société l'entreprise fait la circularité et elle me dit mais vous n'avez rien inventé, nous on faisait ça donc je pense qu'on remet au goût du jour quelque chose qui existait parce que on a eu un gap de ultra consommation où tout était nouveau on réutilisait rien et on changeait et on arrivait avec des déchets qui sont maintenant plus gérables c'est peut-être ça aussi la prise de conscience maintenant ça va.. Je suis persuadé qu'il y a un switch, ça va devenir une norme de toute façon, on n'a pas le choix et pour moi la circularité aura beaucoup plus d'impact positif à partir du moment où elle est bien appliquée, elle aura un impact beaucoup plus positif sur la société. Il y a un bâtiment qui est super intéressant aussi, c'est un bâtiment qui est totalement circulaire. Oui donc ça je vais envoyer le lien aussi très intéressant.

13- Donc si vous souhaitez ajouter quelque chose avant de clôturer l'interview.

N'hésitez pas à me recontacter pour plus d'informations.

Interview avec Olivier Potvin : Superzero

- 1- Est-ce que vous pourriez me parler un petit peu de vous ainsi que de votre entreprise et quelles fonctions exercez-vous au sein de celle-ci ?

Moi c'est Olivier et j'ai étudié comme vous du coup à la LSM, je suis sorti en 2013, j'ai d'abord fait de la consultance pendant 4 ans puis j'ai quitté pour justement créer Superzéro et ce qu'on voulait faire c'est d'essayer de rendre... ..accessible à tous en particulier sur les produits liquides d'entretien donc c'est les produits lessive, vaisselle.

Et ce qu'on a mis en place, c'est un système qui permet de distribuer ses produits-là de manière 100 % zéro déchet sur base de modèle circulaire. Donc concrètement comment ça se passe c'est qu'on a développé un distributeur de produits qu'on installe dans des magasins et à travers lesquels, les consommateurs vont pouvoir aller acheter leurs bouteille mais dès qu'elle est vide la remplir à chaque fois plutôt que jeter la bouteille à chaque fois et pour acheter une nouvelle. En amont de ça, nous on a des gros bidon de 20 litres qu'on utilise, les bidons, on les met dans les distributeurs ils sont vider dans le distributeur et dès qu'ils sont vides nous on les récupère, on les lave. Et puis en aval le distributeur, il y a la boucle de consommation ou le consommateur recharge son produit à chaque fois et donc ça permet d'avoir en fait tout au long de la chaîne une démarche 100% zéro déchets grâce à des principes circulaire donc voilà et ma fonction au sein de l'entreprise ben je suis cofondateur de l'entreprise et j'assure tout l'aspect développement des produits donc développement des distributeur ainsi que sa fabrication.

- 2- Du coup quelles visions avez-vous de l'économie circulaire et comment est-ce que vous la définiriez très brièvement?

Quelle est ma vision? De dire qu'il faut arrêter avec l'économie linéaire et qu'il y a beaucoup plus de choses à faire dans l'économie circulaire. Le problème qu'il y a aujourd'hui c'est que tous les grands groupes qui détiennent plus de 90% du marchés dans le secteur, ont développé leurs modèles et leurs économies sur un modèle linéaire

et donc ils ont investi des milliard dans des infrastructures et des usines dans un but est une vision totalement linéaire et que la grosse complication aujourd'hui c'est que c'est que c'est sûr que c'est vers l'économie circulaire qu'on doit aller. Évidemment elle est plus complexes à mettre en place mais ça va demander à ces grands groupes bah de un se réinvente et accepte de prendre leurs pertes sur les investissements qu'ils ont fait et de deux le consommateurs s'adapte aussi parce qu'on peut toujours dire que c'est la faute aux industriels qui ne met pas en place des solutions mais il faut aussi que le consommateur acceptes de jouer le jeu et de faire ça par de la boucle parce que tu vois par exemple c'est que notre modèle ben justement nous on met en place une solution pour que ça marche et que nous on puisse réussir et supporter les clients et de plus en plus de clients dans leurs démarches mais il faut les clients adhère et pour lui c'est limite trop compliqué de ramener sa bouteille pour la rereplir. Alors l'économie circulaire, elle est voué à l'échec. On peut pas juste dire " ah les entreprise ont qu'à le faire eux-mêmes, nous on est pas prêt de faire notre part de boulot". Je pense qu'il faut être cohérent par rapport à ça. Ça va prendre beaucoup de temps, je pense mais on devrait y arriver.

- 3- Du coup sur base de votre définition considérez-vous que le business model de votre entreprise s'inscrit partiellement ou totalement dans un modèle d'économie circulaire et est-ce que vous pourriez donner des exemples de principes d'économie circulaire que vous avez mis en œuvre dans votre entreprise?

On est en plein dedans. Toute nos démarche de distribution est purement un modèle circulaire. Dans nos pratiques, on est dans l'économie circulaire puisqu'on peut réutiliser nos bidons. Et de deux on permet aux consommateurs de s'engager lui aussi dans une économie circulaire avec un objectif de réduire ses déchets et de consommer de manière plus saine et respectueuse de l'environnement.

- 4- Quels sont les enjeux majeurs de l'économie circulaire pour votre entreprise?

L'enjeu principal, c'est la lésion du consommateur et c'est la rapidité avec laquelle les consommateurs vont changer parce qu'on est une petite entreprise on est une start-up, on a pas les mêmes moyens que les Procter & Gamble, Unilever les grands groupes comme ça et forcément leurs business est tellement énorme qu'ils ont une assistance financière

qui leur permettrait de faire des pertes sur une activité comme la nôtre pendant X années le temps que. Comme nous c'est notre activité principal, et qu'on a pas cette assistance là et ce qui joue le plus compliqué ici c'est d'avoir les reins solides pour... le temps qui va passer, je dirais la prise de conscience et l'adoption par le client final, c'est ce qui est compliqué pour nous aujourd'hui.

- 5- Quelles sont les principales difficultés rencontrées par une entreprise qui souhaite s'inscrire dans une démarche d'économie circulaire et quelles ont été les difficultés?

Je dirais qu'il y en a plusieurs. De un sais que ça peut c'est quand qu'on se met dans l'économie circulaire ben ça implique de revoir entièrement sa manière de travailler historique et que du coup ça implique effectivement d'accepter de..... Qui a un aspect financier mais aussi un choix psychologique. De 2 la crainte c'est que et le modèle d'économie linéaire qu'on là aujourd'hui et qui est surexploiter, c'est un modèle qui est ultra facile on prend pas en considération les externalités négatives qu'il génère par exemple aujourd'hui pour Unilever et Henkel le fait de vendre des bouteilles à usage unique, ils s'en foutent et derrière c'est pas eux qui vont le payer, c'est pas eux qui vont le traiter.

Toutes ces externalités-là ne rentrent pas en compte dans le calcul économique et s'inscrire dans une démarche circulaire peut avoir un modèle économique qui est beaucoup plus complexe et donc plus coûteux. C'est ce dire ok mais c'est toujours le même problème c'est se dire si moi je le fais tout seul et que tous mes concurrents ne le font pas ils auront toujours des marges beaucoup plus que la mienne et donc ils auront plus de moyens pour investir dans d'autre chose et voilà, il faut que tout le monde y aille, je pense que c'est la vraie complicité, le troisième challenge c'est comment réussir à éduquer son client.

Nos clients c'est les consommateurs finaux donc faut les éduquer aussi mais ça demande même si on fait du B2B ça implique aussi d'éduquer son client sur ben en fait voilà ce qui implique du coup les contraintes de mon économie circulaire, il faut le look de retour et ce genre de choses-là et l'éducation du client est compliqué parce qu'il a toujours été

habitué comme ça. Admettons qu'un patron d'entreprise peut dire je me mets dans une économie circulaire si le client ne suit pas c'est compliqué aussi.

- 6- Et comment est-ce que vous avez dépassé justement ces difficultés comment une entreprise fait-elle face à l'ensemble de ses contraintes?

Nous on a pas dû changer de modèle car on est parti à partir de l'économie circulaire. Je dirais qu'on a pas encore surmonter ces challenges. On a fait fasse tous les jours parce qu'aujourd'hui le fait d'éduquer le client, on y est pas encore, on commence à vendre. Certains clients commencent à se faire dans notre modèle mais la marge de progression est encore gigantesque à atteindre. L'éducation n'y est pas du tout encore. Je pense que ce qu'il faut faire un maximum c'est de convaincre les gros Player de s'y mettre.

Une grande partie de ce problème-là va se résoudre grâce à du politique . Qui est un jour à dire : on arrête, on peut plus vendre des bouteilles à usage unique, tout doit être réutilisé. Mais aujourd'hui on n'a pas encore résolu ce problème-là, ça prendra du temps, ça prendra des engagements politiques larges échelles parce que sinon ce sera que certains Player qui vont s'y mettre ça sera jamais rentable pour ces malheureux. Je prends l'exemple des sacs réutilisables quand on fait ses courses . Ça a pris 10 ans avant que les gens réutilisent leurs sacs et ne prennent pas à chaque fois un sac à usage unique. Ce sont des choses qui vont prendre du temps.

- 7- Sur le plan financier qu'en est-il de la rentabilité d'une entreprise participant un système d'économie circulaire?

On peut dire que pour nous aujourd'hui on est pas rentable mais c'est aussi le fait qu'on soit une startup et que forcément on a pas encore une échelle suffisante. Donc est-ce que c' est purement le modèle circulaire qui fait qu'on est qu'on est pas rentable, je ne pense pas parce que je pense que le modèle peut clairement être rentable.

- 8- Au niveau de la législatives quelles sont les normes ou réglementation environnementale qui peuvent entraver l'accomplissement d'un projet axés sur l'économie circulaire?

Il y a plein, quand on vend des produits, il y a plein de règles qui sont pensées pour un modèle linéaire. Nous on est en train de travailler sur une gamme corporelle et shampoing gel douche et ces choses-là et le problème qu'on a c'est qu'il faut que dès qu'on vend la bouteille, un liquide, il faut que le liquide il faut qu'on puisse noter quelque part le numéro de lot de production du liquide, c'est hyper simple à faire quand on est dans un modèle linéaire. Mais dans un modèle circulaire comment est-ce qu'on fait? Vous le remplissez vous-même. Le client devient aussi responsable de ce qu'il fait avec sa bouteille. Du coup, si on commence à vendre on passe soit par des systèmes soit..... modèle plus pénible.

9- Que pensez-vous du rôle du gouvernement belge en matière d'économie circulaire contrairement à d'autres pays?

C'est une question assez vaste, mais je pense qu'il y a pas mal de choses qui se mettent en place, je n'ai pas vu les autres pays. On est déjà un pays qui est déjà fort dans cette réflexion-là, rien qu'au niveau du recyclage, c'est déjà une première démarche. Au niveau Bruxellois, il y a le programme Be Circular qui justement met en avant des projets d'économie circulaire ou bien qui soutient les entreprises à faire la transition vers l'économie circulaire. Avec le Green Deal, au niveau européen... Dans différentes régions pour justement commencer à réfléchir à comment rendre des économies plus circulaires, je pense qu'on pourrait faire beaucoup plus. Il n'y a pas encore de loi qui accélère ce genre de processus-là. Il y a des aides mis en place mais un moment je pense que si on veut vraiment y aller, il va falloir contraindre et rendre l'économie linéaire moins intéressante.

10- Ok, estimez-vous que l'économie circulaire apporte une réelle réponse aux différents problèmes environnementaux et est-ce que ce modèle est-il viable sur le long terme?

L'économie circulaire n'est sûrement pas la réponse à tous et ne permet pas de résoudre tous les problèmes. Mais l'économie circulaire permet effectivement de résoudre pas mal de problèmes au niveau des déchets qui est un des gros problèmes aujourd'hui. De un, on pollue énormément, de deux qu'on exploite des ressources de manière comme-ci il n'y

avait pas de limite. Si on s'inscrit pas dans une démarche circulaire ben on y arrivera jamais parce que ces ressources sont fini. Par définition il va falloir qu'on les réintègre d'une certaine manière dans le circuit sinon on arrivera au bout et puis ça sera fini. L'économie circulaire permet d'adresser beaucoup de problèmes mais ce n'est pas la solution ultime.

11- Selon vous est-ce qu'on gère de la même manière une entreprise basée sur l'économie circulaire par rapport à une entreprise classique?

Non on a une stratégie qui est différente c'est évident, c'est aujourd'hui tous les coups les externalités négatives et le coup de ces externalités n'est pas compté dans l'économie classique. Si on veut faire de l'argent, on ne va pas faire de l'économie circulaire. C'est clair que ça implique des choix différents et donc une gestion différente.

12- Est-ce que vous croyez que la crise du coronavirus a eu une incidence négative sur notre manière de consommer où est-ce qu'au contraire c'est un moteur de changement vers une économie plus durable.

Je pense qu'il y a 2 effets, il y a 1 effet court terme et long terme. Je pense que pour le court terme ça n'a pas aidé les entreprise circulaire ou autre parce que les modèles circulaire c'est des nouveaux modèles et que quand on entend crise et qui y a le chaos, le stress. Les gens s'accrochent à ce qu'ils connaissent, ils ne veulent pas de nouveau concept. Sur le long terme ça va surement aider, je pense que grâce au covid, les gens commencent à prendre conscience qu'on peut pas continuer à vivre comme ça parce que le covid n'est qu'une conséquence de notre mode de vie actuel et qu'il faut le changer c'est une évidence. J'espère qu'ils doivent eux-mêmes devenir acteur d'un changement si on veut éviter que les choses comme ça arrive à l'avenir et ce n'est pas juste les autres qui vont changer. J'espère juste que ce genre de prise de conscience va être suffisamment importante que pour induire un réel changement dans la tête des gens et le fait de se dire, je suis maintenant prêt à faire l'effort la différence entre être conscient et vouloir faire l'effort en plus.

13- Par contre quand vous disiez tout à l'heure que vous essayez d'éduquer vos clientes qu'est-ce que vous mettez en place par exemple pour ça ?

ça s'apparente très fort à du marketing, comment communiquer au consommateur mais on fait les animations en magasin pour justement expliquer comment ça fonctionne qu'elle est la démarche. Qu'est-ce que ça permet, on fait des post sur les réseaux, des articles dans la presse on fait des choses relativement standard. C'est de la communication en magasin, sur les réseaux etc.

14- Super, j'ai fini avec les questions, je sais pas si vous voulez rajouter quelque chose avant de clôturer l'interview?

Je pense que l'on a fait le tour des questions. J'espère que c'était complet et utile.